... THE UNIVERSITY OF JORDAN

TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — Nº 9529 — 34 PAGES — JEUDI 11 SEPTEMBRE 1975

Les menaces de licenciements ..ns l'industrie de la chaussure

Fougères ..ntre le fatalisme et la révolte

LIRE PAGE 30 LE REPORTAGE DE VERONIQUE MAURUS



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 16 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 24

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris nº 65572
Tél. : 770-91-29

..ES « NEUF » N'AYANT PU S'ENTENDRE

..a France décide de freiner les importations de vins italiens

La session spéciale consacrée par les ministres de l'agriculture de la C.E.E. au dossier du vin s'est achevée mercredi à 5 h. 30 du matin dans l'ambiguïté. Par suite de l'opposition de Rome, Paris n'a pas été autorisé à prendre des mesures visant à empêcher les importations de vin italien aux bas prix actuels. Cependant, MM. Bonnet et Deniau ont retiré des débats l'impression que les pays partenaires et la Commission étaient disposés à tolérer des mesures limitées et provisoires.

Le gouvernement français devait donc arrêter, ce mercredi, les dispositions unilatérales de sauvegarde destinées à apaiser l'inquiétude des viticulteurs du Midi.

De notre correspondant

Bruxelles. — Le communiqué publié par le conseil des Neuf à l'issue de la réunion des ministres de l'agriculture, est ainsi rédigé : « *La délégation française a fait part de son intention de recourir à l'application de l'article 31, paragraphe 2, du règlement de base « vin »* (article qui prévoit la possibilité d'appliquer des mesures de sauvegarde intracommunautaires). *Cette mesure d'un caractère exceptionnel, sera limitée dans son application au maximum jusqu'au 31 décembre 1975 et comporterait l'application d'une imposition des importations en France de vin de table en provenance d'Italie afin de rétablir l'équilibre des conditions de concurrence qu'elle estime actuellement défavorables à son pays en raison de l'introduction de vin de table à des prix résultant de l'évolution communautaire.*

» *Après notification formulée de la mesure annoncée, la Commission aura à l'apprécier conformément aux dispositions de l'article précité.* »

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 31.)

..TORISATION TACITE

..près vingt et une heures de ..ussion, les ministres de ..riculture des Neuf, réunis en ..ion extraordinaire, en sont ..mus au point de départ de la ..uerre du vin » déclenchée au ..temps dernier entre la France ..'Italie : pour endiguer le flot .. importations de vin à bon ..ché de la péninsule, qui ..currencent sévèrement les ..ulteurs du midi de la France, ..is a décidé de prendre des ..ures de taxation.

..n nouveau coup, dira-t-on, est ..é à l'un des principes de la ..tique agricole commune : la .. circulation des marchan..s. Pourtant, l'affaire n'est .. aussi grave qu'en avril der.., lorsque la France avait ..né son aval au blocus des im..ations organisé par les vigne... C'est que la présentation ..dique du dossier a bien évo..

..e gouvernement français ne ..met plus hors la loi com..nautaire, sous la pression de ..colère vigneronne. La Commis..n de Bruxelles en est arrivée .. proposer elle-même qu'une ..e de 12 % frappe jusqu'à la .. de l'année les vins italiens ..rant en France. L'accord poli..ne aurait même été possible ..re les Neuf, si l'Italie, dont les ..érêts sont dans cette affaire ..métralement opposés à ceux .. la France, ne s'était élevée ..tre cette mesure.

.. reste que Paris a « obtenu .. feu vert-orange », selon le ..mentaire du secrétaire d'État .. agriculture, M. J.-F. Deniau. ..es, la Commission euro..ne n'est pas liée, puisque ..ord entre la France et l'Italie .. défaut, m..is il paraît diffi.. qu'elle rejette catégorique..t les mesures aux frontières ..tées ce mercredi par Paris. ..moins si celles-ci ne vont pas ..delà de ce que M. Lardinois ..t lui-même considéré comme ..portable. En fait, l'apprécia.. de la Commission sera en ..le conditionnée par le degré ..vivacité des protestations qui ..dront d'Italie. Si M. Marcora, ..me M. Bonnet l'espère, fait ..uve de modération, ce cap dif..e pourrait être franchi, au ..us sur le plan communau.., sans trop de dégâts.

..s Neuf pouvaient-ils trouver .. meilleure solution ? Faute ..oir complété les mécanismes ..onomie de marché et de ..-échange, lesquels conduisent ..uctablement, en agriculture, .. spécialisation des régions les ..ux placées, par un large volet ..al permettant aux exploitants ..zones marginales de survivre, ..lité des conditions de concur..e ne pouvait être retrouvée .. par un retour — même ..té à un produit et dans le ..ps — au protectionnisme ..anier.

..s suites de cette session des ..f risquent donc d'être graves .. l'avenir du Marché commun ..cole. Car, au-delà de la ré..e du règlement viti-vinicole, .., le mécanisme de soutien ..ncier des marchés qui est en ..se. Paris et Rome sont d'ac.. pour qu'un certain nombre ..contraintes soient imposées à ..roduction de vin, de façon à ..imiter le volume et à en amé..r la qualité..., mais à condi.. que le financement commu..taire en faveur du vin de.. ne plus important.

.., le gouvernement fédéral ..mand estime tout à fait inop..un de renforcer le régime ..outien du vin ; il s'interroge ..leurs sur la possibilité, ..pte tenu de l'augmentation .. dépenses supportées par la ..munauté, de réduire les ga..ies offertes par la réglemen..n communautaire à d'autres ..culteurs, tels les producteurs ..ait ou de viande. La Répu..e fédérale souhaite diminuer ..rais en faisant participer les ..ucteurs à la gestion des ..chés.

..n bref, il est à craindre que, ..ntroduisant un nouveau mode ..décision — l'autorisation ta.. — les Neuf ne relâchent ..re les liens déjà fort déten.. de la politique agricole.

PLUS DE CENT MORTS EN UNE SEMAINE

L'armée pourrait intervenir pour rétablir l'ordre au Liban

Un calme précaire régnait, ce mercredi matin 10 septembre, à Tripoli, où des accrochages avaient encore eu lieu durant la nuit. Le grand port du Nord est toujours isolé du reste du Liban. Les combats entre musulmans et chrétiens dans la région auraient fait en une semaine plus d'une centaine de morts et autant de blessés.

Le gouvernement de Beyrouth s'est à nouveau réuni, ce mercredi matin. Il avait pris mardi la décision de principe de faire intervenir l'armée pour rétablir l'ordre.

De notre correspondant

Beyrouth. — Alors que des accrochages étaient encore signalés mardi soir dans la ville de Tripoli, une véritable bataille rangée se déroulait au nord-est de cette cité, sur les hauteurs de Rmailé. Quelque trois mille partisans venus de la région de Dennieh, auxquels se sont joints de miliciens appartenant à des partis de gauche et à des groupuscules gauchistes (il y en a dix-sept à Tripoli, devenue, selon l'expression d'un sociologue, le laboratoire idéologique du monde arabe), ont tenté une percée vers la ville voisine de Zghorta, qu'ils croyaient pouvoir occuper en quelques heures.

Zghorta, ville en majorité chrétienne, est le fief de la famille des Frangié, dont le chef n'est autre que l'actuel président de la République, M. Soleiman Frangié. Le fait que l'autorité de ce dernier, dont le mandat expire dans onze mois, commence à être sérieusement contesté par les trois autres clans qui se partagent et se disputent la région a dû encourager ses adversaires musulmans à entreprendre cette expédition, en dépit des risques qu'elle présentait. Selon les rares témoins qui se trouvaient sur les lieux des combats, les assaillants n'ont pas réussi à investir le quartier chrétien de Koubbeh, dans la proche périphérie de Tripoli, ni à occuper la ville de Majdalaya, contrairement à ce qu'ont annoncé certains journaux de Beyrouth.

Si la bataille s'est déplacée au nord de Tripoli, vers Rmailé, aucun des deux camps — qui seraient de force à peu près égale — ne paraît avoir pris l'avantage sur le terrain. Il est vrai que l'un et l'autre se sont gardés de battre le rappel de tous leurs partisans, soit parce qu'ils n'avaient pas intérêt à livrer dans l'immédiat qu'une bataille décisive, soit qu'ils aient voulu éviter l'intervention de l'armée. Toujours est-il que, face à la coalition islamo-progressiste de Tripoli, les familles chrétiennes de Zghorta et celles de la montagne avoisinante venues à la rescousse ont opposé une vive résistance.

A Tripoli même, la « chasse au chrétien » a été assez vite enrayée, à l'initiative des partis de gauche. Il ne semble pas que les affrontements, somme toute limités, de la semaine dernière puissent compromettre gravement les relations de bon voisinage que la majorité des chrétiens de la ville ont entretenues de tout temps avec leurs compatriotes musulmans.

ÉDOUARD SAAB.

(Lire la suite page 3.)

RÉPONDANT A M. CHIRAC A L'ASSEMBLÉE

M. Mitterrand propose un contre-plan en trois étapes

Réunie en session extraordinaire, l'Assemblée nationale a poursuivi mercredi matin 10 septembre et devait terminer dans la nuit l'examen du projet de loi de finances rectificative, qui « traduit » le plan de soutien de l'économie et qui sera soumis jeudi à l'appréciation du Sénat.

La seconde journée du débat devait permettre aux représentants de l'opposition de répondre aux critiques et aux attaques du premier ministre. M. Mitterrand présente un contre-plan en trois étapes.

On peut notamment retenir du discours de M. Chirac que les entreprises ne paieront probablement pas cette année de prélèvement conjoncturel, taxe créée à la fin de l'année dernière pour réduire l'inflation. Ce prélèvement cesse en effet de s'appliquer dès que, pendant trois mois de suite, la hausse des prix des produits manufacturés ne dépasse pas 1,5 %. En mai, juin et juillet, la hausse a bien été de 1,5 %. Mais comme il est possible que ce seuil ait été très légèrement dépassé — les décimales pèsent parfois lourd — il faudra peut-être attendre les résultats d'août pour que les chefs d'entreprise aient confirmation de la bonne nouvelle. Celle-ci leur permettra d'économiser quelques centaines de millions de francs. Il est un peu paradoxal de voir cette taxe supprimée alors que l'inflation est loin d'être vaincue (les prix de détail augmentent encore à un rythme de presque 10 % l'an), mais c'est aussi la preuve que les hausses de prix, si elles sont restées très fortes pour l'alimentation et les services, se sont considérablement ralenties pour les produits manufacturés.

Avant d'exalter la détermination d'une « *majorité stable, unie derrière le président de la République* », M. Chirac s'en est pris avec vigueur à l'opposition, accusée non seulement de faire preuve d'une « *méconnaissance réelle ou volontaire des mécanismes économiques* » mais aussi d'avoir eu une attitude « *non conforme à l'esprit démocratique* » en se refusant au dialogue que lui proposait M. Giscard d'Estaing.

MM. François Mitterrand et Georges Marchais devaient répondre mercredi après-midi.

Estimant que le projet gouvernemental, venu trop tard, traduit l'incapacité politique du pouvoir à fonder la relance sur un type différent de croissance — qui favoriserait d'autres groupes sociaux que les classes privilégiées — le leader socialiste comptait développer un contre-plan en trois étapes. Dans l'immédiat, il estime nécessaire la création massive d'emplois dans le secteur public (notamment dans les hôpitaux, l'Education nationale, les P.T.T., les collectivités locales) ainsi qu'une stimulation de l'activité du secteur privé par une aide sélective à la consommation : hausse du SMIC, exonération de la T.V.A. sur les produits de première nécessité (en partie compensée par une hausse sur les produits de luxe), suppression du solde d'impôt sur le revenu pour les petits contribuables, majoration de moitié des retraites minimales, relèvement des prestations familiales pour les familles à revenu modeste, indexation des salaires, assouplissement du crédit à la consommation, blocage temporaire des prix industriels.

(Lire la suite page 9.)

CORSICA NOSTRA

I. — Le coefficient d'insularité

De notre envoyé spécial MAURICE DENUZIÈRE

Ajaccio. — Pour beaucoup de Français du continent, la Corse et ses habitants se définissent par quelques idées reçues, qui ont la vie dure. C'est une île belle et sauvage dotée d'une épine dorsale montagneuse que franchissent des routes pittoresques et difficiles. Elle comporte aussi 1 000 kilomètres de côtes offrant tous les genres de rivages. Elle est peuplée de gens réputés paresseux, plutôt vaniteux, qui ont toujours un fusil à portée de la main, souvent vindicatifs vis-à-vis de l'étranger et prêts à faire justice eux-mêmes.

On pourrait imaginer qu'avec le développement du tourisme les Français ont acquis, aujourd'hui, une meilleure connaissance de l'île et de ses habitants, que les vieilles images du Corse jouant alternativement de la guitare et du tromblon, du bandit d'honneur, du fonctionnaire colonial, du berger ignorant, du politicien traficant d'urnes, se sont estompées. Il n'en est rien, car la plupart des estivants, dénués de curiosité et soumis à l'instinct grégaire, se contentent de jouir en colonie de la mer et du soleil, tandis que les touristes plus « curieux » parcourent l'île, s'ébaubissent devant les paysages, photographient les petits ânes gris, dégustent du cabri grillé, du brucio et de l'alcool de myrthe, sans faire l'effort nécessaire pour briser la réserve naturelle des insulaires et les mieux connaître.

Si bien, quoiqu'on proclame officiellement que la « Corse est un département comme un autre », cette île, à 160 kilomètres de la Côte d'Azur, flotte dans un halo d'exotisme à bon marché et de folklore pan-méditerranéen.

Les événements récents ont surpris sans étonner le Français moyen, contribuable renfrogné qui a toujours tendance à penser que les impôts qu'il verse ne profitent qu'aux autres. Sachant vaguement qu'on paie à Ajaccio les cigarettes moins cher qu'à Limoges et que la Corse ne compte que 21 % d'actifs alors que la moyenne nationale est de 48 %, il s'est demandé, au bord de l'exaspération devant les violences sanglantes d'Aléria et de Bastia : « *Que veulent encore les Corses ?* »

(Lire la suite page 24.)

AU JOUR LE JOUR

Compétences

En présentant le plan gouvernemental de relance à l'Assemblée nationale, M. Chirac a reproché à l'opposition de n'avoir par répondu à la demande de consultation du président de la République.

Si cette consultation avait porté sur le contenu même du plan, le reproche de M. Chirac aurait pu être justifié, mais le gouvernement a tant de bonnes idées en matière économique que le plan de relance était déjà fixé depuis longtemps.

Et s'il s'agissait seulement d'apporter une ardente et inconditionnelle approbation au génie présidentiel, M. Chirac devait savoir que la majorité est bien plus compétente pour cela.

BERNARD CHAPUIS.

DEUX ANS APRÈS LE PUTSCH AU CHILI

Les murs sont propres à Santiago

par GEORGES HOURDIN

Il y a exactement deux ans que le gouvernement du président Allende a été renversé à Santiago et que règne au Chili un régime politique qui se veut officiellement chrétien, national et libéral. En fait, le nouveau gouvernement du général Pinochet est une dictature de droite qui a déplacé là-bas le centre des difficultés. Ce sont, désormais, les pauvres, les paysans, les marginaux, qui portent, davantage encore qu'autrefois, le poids des luttes économiques. Ce sont les riches, les industriels, les grands propriétaires, les cadres d'une armée démesurément grossie depuis 1973, qui bénéficient de l'ordre nouveau.

Car l'ordre règne apparemment au Chili. Il n'y a plus de manifestations dans les rues, sauf les défilés de soldats. Les usines et les terres sont rendues à leurs propriétaires. Il n'y a plus d'inscriptions sur les murs par quoi s'exprimaient la verve et l'espoir populaires. Les rues et les murs sont propres. Un ordre apparent est né qui a été payé par une répression sanglante ainsi que par la violation continue de la Constitution chilienne et des Droits de l'homme. Et, puisqu'en ce 11 septembre c'est l'anniversaire du putsch de 1973, puisque c'est, là-bas, également le jour de la fête nationale et de l'anniversaire de l'indépendance acquise en 1810, il est permis de tenter de porter un premier jugement.

Les généraux ont voulu restaurer l'État portalien qui fit régner au Chili, entre 1830 et 1891, une certaine forme de régime politique. Ce régime est aujourd'hui doctrinalement inspiré par les groupes chrétiens intégristes. Ces groupes s'appellent Fiducia, la « *Société de défense de la tradition, de la famille et de la propriété* » — semblable à celle qui existe au Brésil depuis 1960 — le groupe Patrie et Liberté issu de l'Opus Dei. La conception que ces groupes ont de l'ordre social est claire : « *Par ordre social*, disent-ils, *nous entendons la civilisation chrétienne austère, hiérarchisée, sacrée dans ses fondements, anti-égalitaire et antilibérale.* » Il s'agit — on l'a compris — de détruire le libéralisme politique qui fait confiance à l'homme et au peuple. Le gouvernement Pinochet pratique, au contraire, sous l'inspiration d'un groupe d'économistes venus de l'université de Chicago, une politique économique de libéralisme absolu semblable à celle qui fut pratiquée en France et en Angleterre dans la première moitié du dix-neuvième siècle. Elle représente un recul effarant. Elle dépouille peu à peu l'État de tous ses droits sociaux pour sacraliser, au nom de la foi chrétienne, l'argent, le capital et la propriété privée comme étant seuls capables d'assurer la liberté de l'individu.

(Lire la suite page 2.)

offrez
un vison
Maurice Kotler

Paris - 10 rue la Boétie

LUINI SUR LE LAC MAJEUR

Un peintre à l'aube de la Réforme

La petite ville de Luino, sur le lac Majeur, propose, jusqu'en novembre, une exposition modeste mais fort bien faite de « son » peintre : Bernardino Luini, qui, dans le premier tiers du seizième siècle, couvrit de fresques toute la région de Varèse. Luini au « cœur pur », au style qualifié de suave, d'aimable, de charmant, connut une formidable vogue à l'époque victorienne. Depuis l'exposition de Côme en 1953 on n'entendait plus guère parler de lui. Il a fallu la découverte récente d'une fresque d'importance que l'on peut lui attribuer et aussi, sans doute, le succès des préraphaélites pour susciter cette exposition et inviter à reconsidérer ce peintre de Lombardie.

Luini ne fut pas un grand peintre de retables mais un décorateur de murs. L'exposition, bien sûr, n'a pu rassembler l'ensemble des cycles de fresques, démantelées essentiellement au dix-neuvième siècle. Mais elle donne, sous forme de fragments et de photographies, de précieuses indications sur les bizarreries du style et de l'iconographie du peintre à l'aube de la Réforme.

(Lire page 15 l'article d'ANDRE CHASTEL.)

AMÉRIQUES

Deux ans après le coup d'État chilien

Deux ans après le coup d'Etat du 11 septembre 1973 qui a renversé le gouvernement d'Unité populaire de Salvador Allende, le bilan de la junte qui règne à Santiago est catastrophique. L'économie est en perdition : le taux d'inflation a été officiellement estimé à 378 % en 1974, et la Banque mondiale avance le chiffre de 600 % pour la même année. Le taux de chômage est de 14 %. Les salaires sont fixés par décret, les prix sont libres. Le marché noir est plus florissant que jamais. Les classes défavorisées sont dans la misère, et cette situation a conduit le général d'aviation Leigh, membre de la junte, à prendre publiquement position contre la politique du gouvernement auquel il appartient.

Diplomatiquement, la junte est de plus en plus isolée. La pratique systématique des tortures les plus abjectes, la mise au pas de tous les intellectuels, la suppression de toutes les libertés, le mépris des droits de l'homme ont fait perdre au Chili des militaires ses derniers amis. Un mouvement s'esquisse dans la communauté internationale pour l'exclure des Nations unies. De bonne source, on affirme que les Etats-Unis, lassés du général Pinochet, songent à favoriser une solution de « remplacement » avec l'approbation de l'ancien président démocrate-chrétien Eduardo Frei. Le refus opposé par le général Pinochet à une visite à Santiago d'une mission de l'ONU a particulièrement irrité Washington, qui a multiplié ventes d'armes à ce pays depuis deux ans.

Durement frappés et traqués par une police toute-puissante réseaux de résistance clandestins poursuivent une tâche diffic courageuse. Le procès de plusieurs ex-dirigeants de l'Unité popu toujours détenus, n'a pas encore eu lieu. Irritée par les exc la répression, l'Eglise chilienne, favorable dans un premier tem nouveau régime, a pratiquement rompu avec lui. Mais, à court t c'est le sort des prisonniers politiques maintenus au secret qui p cupe l'opinion internationale.

L'ÉPISCOPAT CHILIEN : Les paysans vivent dans une situation angoissante.

Santiago-du-Chili (*A.F.P.*). — L'Eglise catholique chilienne estime que les paysans de ce pays « *vivent aujourd'hui dans une situation angoissante* ».

Dans un document publié dans les diocèses de Los Angeles, de Chillan et de Talca, et diffusé par le Centre national des moyens de communication de l'épiscopat chilien, les évêques et les prêtres de ces régions observent que la « *crise économique qui affecte tout le pays frappe particulièrement les paysans* ». Le document rappelle par ailleurs que la junte militaire « *a répété à plusieurs reprises que personne ne doit être poursuivi pour ses idées* ». « *Il existe des faits et des personnes qui contredisent cette orientation* » estiment les signataires.

« *Il n'y a pas de crédits suffisants pour les besoins réels des paysans à faibles revenus, en conséquence, les cultures et la production diminuent* », déclare le document. « *L'extrême nécessité dans laquelle se trouvent de nombreux foyers empêche la plupart des enfants de suivre des études, et de nombreux paysans doivent abandonner les terres et les maisons pour lesquelles ils ont lutté très longtemps* », affirment encore les prêtres chiliens.

LE PRIX DES MÉDICAMENTS : 5 059 % DE HAUSSE

Selon le journal chilien « Ultimas Noticias », le général Pinochet, président de la République, a lui-même donné des instructions pour qu'une enquête soit faite sur les hausses des prix des médicaments. Une délégation de l'Union des pharmaciens du Chili a déclaré au chef de l'Etat que cette hausse avait été de 5 059 % de septembre 1973 à mai 1975. La délégation a estimé qu'elle ne disposait pas des moyens nécessaires pour déterminer les raisons de cette hausse spectaculaire.

● *Répondant à l'appel lancé par la CUT*, Centrale unique des travailleurs du Chili, qui travaille dans la clandestinité malgré tous les risques que pareille activité comporte, la Confédération internationale des syndicats libres « *a demandé à toutes ses organisations affiliées dans le monde de manifester publiquement leur solidarité avec le peuple chilien, le 11 septembre 1975. La C.I.S.L. rappelle qu'aucun syndicaliste, aucun démocrate digne de ce nom, ne se sentira vraiment libre tant que les droits politiques, civiques et syndicaux n'auront pas été complètement rétablis au Chili* ».

● *Selon un rapport* du Conseil national des Eglises des Etats-Unis, trente mille personnes ont été assassinées et trois cent mille travailleurs licenciés dans les douze mois qui ont suivi le putsch du 11 septembre 1973.

● *Le Comité de soutien à la lutte du peuple chilien* organise un meeting à la Mutualité le 11 septembre à 20 heures, avec la participation de plusieurs organisations de défense des prisonniers politiques.

La torture des prisonniers politiques est une pratique courante

Nous publions ci-dessous les extraits d'un rapport d'un collaborateur d'Amnesty International, qui s'est rendu récemment au Chili pour enquêter sur les prisonniers politiques.

A Santiago, le principal centre de détention est celui de Tres-Alamos, où environ quatre cents prisonniers sont au secret. L'entrée a été refusée à certains observateurs internationaux sous prétexte que ne s'y trouvaient que « des stocks d'armes de guerre ». Un grand nombre de prisonniers politiques se trouvent aussi à la prison publique de Santiago et au pénitencier national. La majorité des femmes sont détenues à la maison de correction pour femmes et à Tres-Alamos.

La présence de détenus politiques est signalée dans toutes les prisons de province et, dans certains cas, ils ne sont pas séparés des prisonniers de droit commun.

Au camp Pisagua, dans le nord du pays, ils sont toujours internés dans des conditions d'hygiène déplorables. Certains sont également détenus dans des casernes et des bases navales, telles que Colonia Air Base et Air Force Academy qui servent en général aux interrogatoires.

Des maisons particulières servent aussi de centres d'interrogatoire et de torture à Santiago et à Valparaiso, mais on n'utilise jamais les mêmes maisons pendant longtemps. Les centres de torture connus se trouvent au n° 38 de la Calle Londres et à la villa Grimaldi dans la banlieue de Penalolen. Ce dernier aurait été fermé puis, selon les dernières informations, rouvert.

La torture reste encore aujourd'hui pratique courante. La plupart des personnes arrêtées pour des raisons politiques sont torturées, que ce soit pour leur extorquer des renseignements ou pour les punir. La méthode la plus employée est l'application de courant électrique sur les parties génitales et autres endroits sensibles du corps, la station debout, yeux bandés, pendant des périodes prolongées (allant jusqu'à plusieurs jours), les coups, la privation de sommeil et l'isolement. Certaines personnes sont torturées en présence de leurs familles, y compris des enfants en bas âge et des bébés. Toute personne arrêtée au Chili est en danger d'être torturée.

On possède actuellement les noms de plus de deux mille personnes « disparues » au Chili depuis le coup d'Etat de septembre 1973. Certaines d'entre elles peuvent avoir été tuées, mais pour la majorité on a refusé aux familles la demande d'*habeas corpus*, faisant valoir qu'elles n'ont jamais été arrêtées. Les tribunaux se sont contentés de recueillir des déclarations écrites par les autorités responsables des détentions.

Le problème des « disparitions » quotidiennes au Chili est l'un des plus préoccupants. Des prisonniers libérés donnent fréquemment des informations sur les personnes « disparues » qu'ils ont aperçues dans des centres de torture et de détention. Dans une déclaration du 16 juillet dernier, le général Pinochet a dit que les « marxistes » ont organisé une « *campagne de faux enlèvements et d'arrestations* ». Les personnes « enlevées » se rendraient ensuite en Argentine où elles suivraient « *des cours d'instruction militaire avant d'être incorporées dans des groupes de guérillas* », qui les renvoient ensuite au Chili. Le général Pinochet a déclaré que « *les personnes soi-disant « disparues » ne sont pas « sous la responsabilité des forces de sécurité chilienne »*, mais sous celle « *de leurs propres camarades* ». Dans une déclaration antérieure, faite en mai de cette année, la junte avait officiellement estimé que deux mille « guérilleros » étaient entraînés à Tucuman, dans le nord de l'Argentine. Il paraît curieux que ce chiffre corresponde à celui des « disparitions » relevées au Chili depuis le coup d'Etat.

LE BILAN DE LA JUNTE

Le 21 juillet 1975, le général Raul Benavides, ministre chilien de l'intérieur, admettait le chiffre de 4 168 prisonniers politiques depuis le 11 septembre 1973 : 653 détenus en raison des prescriptions de l'état de siège, 1 398 personnes poursuivies devant les tribunaux militaires et civils, 2 117 prisonniers purgeant leur peine.

Les autorités chiliennes ont constamment varié dans leurs estimations. Les chiffres du général Benavides ne tiennent pas compte des séquestrés et des « disparus », qu'une campagne de presse inspirée a présenté comme des « morts sans sépulture » en Argentine. Les anciens membres de l'Unité populaire et les organismes internationaux évaluent à près de 8 000 le nombre des prisonniers politiques deux ans après le putsch.

Exemple de « disparition » : le 15 mai 1975, un homme du nom de Sergio Zamora est arrêté en compagnie de cinq autres personnes, dont un certain Ricardo Cano. Sergio Zamora, durement torturé par la DINA, portant des brûlures sur tout le torse et sur la langue, réussit à échapper à ses gardiens et à se réfugier dans le bureau du Comité de la paix. Il déclare avoir été détenu avec Ricardo Cano et quelques autres dont il ne connaissait pas les noms. Il assure que Ricardo Cano a lui-même subi de graves tortures. La famille de ce dernier le recherche encore mais les autorités ont refusé toute information.

Autre exemple : Maria Cristina Lopez était arrêtée le 23 septembre 1974 dans le centre de Santiago. Selon les informations, elle était détenue par la sécurité militaire qui n'avait aucun mandat d'arrêt contre elle. Pendant les mois suivants elle disparut sans laisser de trace. Elle aurait téléphoné à sa famille le 21 novembre 1974, disant qu'elle était « *en bonne santé* » et qu'il ne fallait pas s'inquiéter. Selon certaines sources, elle était toujours en captivité à ce moment-là, mais on l'aurait obligée à dire à ses parents qu'elle était libérée. Selon la même source, elle aurait été détenue au secret à Tres-Alamos au moins jusqu'en octobre 1974 et elle aurait été torturée pendant cette période. On suppose que si elle avait été libérée depuis, elle aurait pris contact avec ses amis, ou elle aurait donné des nouvelles plus précises à sa famille.

Ces derniers mois, des Chiliens de gauche, réfugiés en Argentine, arrêtés et ramenés au Chili, où ils furent incarcérés, ont aussi « disparu ». L'un des exemples les plus significatifs est celui de Guillermo Beausire.

Ayant l'intention de se rendre en Europe après avoir passé l'examen de l'École de commerce et d'administration du Chili, il se trouvait, le 2 novembre 1974, à Buenos-Aires, venant de Santiago. Au même moment, sa mère et d'autres membres de sa famille étaient arrêtés au Chili par des membres de la DINA, qui découvrirent des renseignements sur le voyage de Guillermo. Ce dernier a été arrêté à Buenos-Aires et ramené par avion à Santiago, où il a immédiatement été mis au secret. Il a été arrêté parce que sa sœur Mary Ann vit avec Andres Pascal Allende, secrétaire général du MIR interdit. Guillermo n'a jamais été reconnu comme « prisonnier » par les autorités.

Les assurances données par la ju[nte] sur le respect des droits de l'hom[me] sont restées lettre morte

Le 8 mai dernier, un décret-loi 1 009, portant « *protection juridique des personnes détenues pour délits contre la sûreté nationale* », était publié. Le texte précise que la famille du détenu doit être informée dans les quarante-huit heures suivant l'arrestation et que, dans les cinq jours, le détenu doit être relâché ou mis à la disposition d'un tribunal. Pourtant, arrestations et tortures se sont poursuivies comme par le passé, ainsi qu'en témoigne un incident qui s'est produit récemment au siège du Comité de coopération pour la paix, organisme fondé après le coup d'Etat du 11 septembre 1973 à l'instigation de l'Eglise catholique chilienne pour aider les prisonniers politiques et leurs familles sur les plans légal et social et créer des emplois pour les chômeurs.

Ce jour-là, un jeune militant socialiste, arrêté quelques jours auparavant et torturé, était amené par la police devant le siège du Comité. Elle voulut lui faire reconnaître un résistant à la junte, membre du Comité, qu'il a avoué connaître sans pouvoir le nommer. Echappant à ses gardiens, il s'est réfugié au siège du Comité. Immédiatement, les membres présents se sont portés à l'entrée de l'immeuble pour s'opposer aux policiers, affirmant qu'il s'agissait d'un territoire ecclésiastique. Aussitôt, le cardinal de Santiago, Mgr Raul Silva Henriquez, prévenu par téléphone, envoie son médecin personnel et téléphone au général Pinochet pour l'en informer. Cependant, la police a reçu des renforts et cerné l'immeuble. Le chef de la DINA — la police politique — est sur les lieux. Le médecin du cardinal pénètre dans l'immeuble, constate les traces de tortures sur la personne du militant socialiste et en informe le cardinal. Celui-ci téléphone de nouveau au général Pinochet, lui annonçant que son médecin accompagnera cet homme à l'archevêché. Il reproche vivement au général Pinochet la poursuite des détentions arbitraires et des tortures en dépit du décret 1 009 qui devait y mettre fin. La conférence épis[copale] chilienne, qui n'avait pas r[...] velé au début de cette an[née] condamnation de la politiq[ue de] répression du gouvern[ement] pourrait, à la suite de cet [inci]dent, modifier son attitude.

A Santiago, sur les trent[e] personnes qui auraient été [arrê]tées pendant le mois de [...] partir de la publication du [décret] 1009, deux seulement sont [ap]parues dans les cinq jours, [béné]ficiant ainsi des dispo[sitions] prévues par ce texte, et [...] ont totalement dispar[u]. [Les] explications du gouverneme[nt sur] ce point ont changé : il p[...] désormais que les militar[...] gauche, ceux du MIR ([...] révolutionnaire) surtout, si[mulent] leur arrestation par la polic[e afin] de pouvoir entrer dans la cl[andes]tinité.

D'autre part, l'annulatio[n an]noncée au début de juillet [par le] gouvernement du général [Pino]chet, de l'autorisation qu'il [avait] d'abord donnée à la comm[ission] des droits de l'homme des N[ations] unies d'enquêter au Chili, [a mis] la junte en position diffic[ile. Le] 10 juillet, le ministre des a[ffaires] étrangères, le vice-amiral P[atricio] Carvajal, a remis aux a[mbas]sadeurs accrédités à Santi[ago un] mémorandum expliquant l[a position] de son gouvernement. La [junte] avait tenté de préparer l'o[pinion] publique chilienne à ce re[fus en] faisant porter par des jou[rnaux], en particulier par le *Me[rcurio]*, des accusations de partia[lité à] l'égard de certains membres [de la] commission, et spécial[ement] contre son président pakis[tanais]. Dès le lendemain de l'anno[nce de] la venue de la commissi[on, le] 28 mai, le journal *La Se[gunda]* dénonçait un plan d'occu[pation] des ambassades. Ce plan [aurait] été mis au point par des mi[litants] de gauche afin de créer un [« pro]blème artificiel » au gou[verne]ment. Quatre autres pla[ns de] complots terroristes ont ai[nsi été] prétendument découverts d[ans les] trois semaines précédant l[a date] prévue pour l'arrivée de la [com]mission.

J.-P. GRÉGOI[RE]

Les murs sont propres à Santiago

(Suite de la première page.)

Les résultats obtenus ne justifient en aucune façon cette politique. La dévaluation de la monnaie est constante. Au moment de la chute du président Allende, le taux de change sur les biens de consommation alimentaire était de 25 escudos pour 1 dollar. En juillet 1975, il a atteint 5 700 escudos pour 1 dollar. En conséquence, le prix du kilo de pain est multiplié par 123 en vingt et un mois. Le pouvoir d'achat du travailleur moyen a baissé de 65 % depuis deux ans. Le chômage atteint 14 % de la population active, si l'on accepte les chiffres officiels (1). C'est un peuple tout entier qui retourne à sa misère, dont les gouvernements précédents, depuis 1891 — et pas seulement les gouvernements Frei et Allende, — l'avaient en partie sorti.

Cela n'est encore rien. Ce désastreux changement de cap a été assorti d'une répression brutale, qui ensanglante toute la partie de la population chilienne qui se situait à gauche. Il y a sans doute encore actuellement, au Chili, 5 000 à 7 000 prisonniers politiques. C'est le chiffre donné par Amnesty International, dont on sait la modération. En juillet dernier, le gouvernement du général Pinochet reconnaissait qu'il y avait au Chili 4 168 prisonniers politiques, dont 2 117 seulement avaient été jugés. Parmi ces personnes, il y a des femmes et même des enfants, ce qui est assez épouvantable lorsque l'on songe que la torture reste, là-bas, pratique courante. Des maisons particulières servent de centres d'interrogation et de torture, à Santiago et à Valparaiso. « *La méthode le plus généralement employée est l'application du courant électrique sur les parties génitales ou les parties sensibles du corps, de même que la station debout, les yeux bandés, pendant des périodes prolongées allant jusqu'à plusieurs jours* (2). » Il faut rappeler que toutes ces arrestations ont été faites en violation des textes législatifs.

Tout cela est condamnable en soi mais se trouve aggravé en raison de l'inspiration chrétienne officielle du gouvernement et de l'inefficacité de sa politique économique. La fin ne justifie jamais les moyens, mais quand les moyens exécrables utilisés ne débouchent que sur la misère populaire, cela devient insoutenable.

L'opinion publique internationale doit intervenir pour que les droits de l'homme soient respectés au Chili. Nous insistons particulièrement, en ce jour anniversaire, pour que le gouvernement du général Pinochet veuille bien dire ce que sont devenus les cent dix-neuf militants de gauche, dont il a été annoncé dans la presse de Santiago, les 23 et 24 juillet, qu'ils étaient morts à l'étranger, notamment dans des batailles entre eux. Il est acquis que cette nouvelle était fausse.

Selon les déclarations faites par d'autres prisonniers politiques, certains des militants chiliens figurant sur cette liste ont été vus dans les prisons du régime. Le Nonce, doyen du corps diplomatique, est intervenu à plusieurs reprises sans obtenir du gouvernement Pinochet autre chose qu'une déclaration d'ignorance. Les familles sont intervenues, elles aussi, sans résultat. Une déclaration de l'épiscopat a été lue au début d'août dans les églises. Une cérémonie liturgique réunissant les représentants des secteurs professionnels ou géographiques [aux]quels appartiennent les dis[parus] a été célébrée à la Grotte de Lourdes. Une grève de la [faim] a été entreprise par solidar[ité à] partir du 31 juillet dans les c[amps] de Rittoque et de Pucun[caví]. Tout cela, autant que nous l[e sa]chions, sans résultat.

Il est inqualifiable de pro[céder] à une répression poli[tique] semblable à celle qui s'est ab[attue] sur le Chili pendant deux a[ns. Il] est ridicule de vouloir tenir se[crets] certains de ses aspects. Nous [de]mandons aux responsables [du] nouveau régime politique [du] Chili d'avoir au moins le cou[rage] de leurs actes.

GEORGES HOURDI[N]

(1) Voir le numéro spécial *Croissance des jeunes nations*, septembre 1975, dossier rédigé M. J. Chonchol.

(2) *Chili 1975*, publication d'[Am]nesty International.

● *Le Chili* a consacré, en 1[...] 7 % de son budget à l'achat d['ar]mements, contre 2 % en moye[nne] pour les années précédentes. [En] 1975, le budget militaire de[vrait] être supérieur de 20 % aux b[ud]gets de la santé et de l'éducat[ion] réunis. Les Etats-Unis lui [ont] vendu pour 68 millions de d[ol]lars d'armes entre septembre 1[...] et septembre 1974, contre 65 m[il]lions de dollars de 1950 à 1[...]. Selon le Pentagone, le Chili [est] le principal acheteur d'arm[e]ments américains en Améri[que] latine.

D'autre part, le Chili a ach[eté] en France des pièces d'artille[rie] de 155 mm et des missiles sol-s[ol]. Des discussions sont en co[urs] pour la fourniture de missi[les] air-sol, tirés d'hélicoptères.

● *Les syndicats et les par[tis]* ont été durement réprimés p[ar] les militaires. La Centrale uni[que] des travailleurs (CUT), qui r[e]groupait un million d'adhéren[ts], dont 34 % appartenaient au pa[rti] démocrate chrétien, a été inte[r]dite. Les militaires ont décla[ré] « illégal » tout groupe, faction [ou] mouvement lié à la doctri[ne] marxiste, ou qui, par la pratiq[ue] de ses adhérents, « *se rapproch[e] d'elle* ».

Voir page 12 :

LA CONTRE-RÉVOLUTION CULTURELLE AU CHILI

A TRAVERS LE MONDE

Cuba

● LES PHILIPPINES et Cuba ont décidé de renouer leurs relations diplomatiques. Elles avaient été rompues en 1961 par Manille, après la prise du pouvoir par M. Fidel Castro. — *(Reuter, U.P.I.)*

Grande-Bretagne

● LES SERVICES DU PREMIER MINISTRE ont démenti, lundi 8 septembre, les informations publiées dans le *Daily Mail* selon lesquelles M. Wilson aurait autorisé l'ambassade et les autres représentations soviétiques à Londres à faire venir vingt-cinq fonctionnaires et diplomates supplémentaires et à installer une mission à Aberdeen. — *(A.F.P.)*

Irlande du Nord

● M. WILLIAM CRAIG, président du parti unioniste Vanguard (VUP), a démissionné mardi 9 septembre de ses fonctions au sein de la convention chargée de préparer une nouvelle Constitution provinciale, ses partisans ayant, contre son avis, rejeté tout partage du pouvoir avec les catholiques (*le Monde* du 10 septembre). — *(A.P.)*

Pérou

● L'AGENCE REUTER a été autorisée par le gouvernement à rouvrir son bureau de Lima après sept mois d'interdiction. — *(A.F.P.)*

Thaïlande

● LA BASE AMERICAINE DE NAKHON-PHANOM, ancien centre de commandement des opérations aériennes contre l'Indochine, fermera en octobre. Trois mille militaires quitteront alors le royaume où demeureront seize mille cinq cents soldats américains. — *(Reuter.)*

Au centre de Montpellier un nouveau Frantel

Hôtel Frantel Montpellier

★★★

"Le Polygone", 34000 Montpellier. Tél. (67) 63.90.63.

16 autres hôtels en France

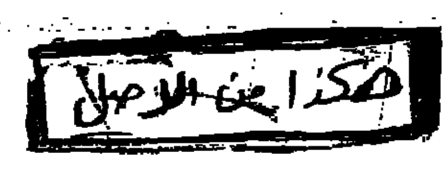
Besançon, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dunkerque, Fos-sur-Mer, La Grande Motte, Limoges, Mâcon, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nice, Rennes, Paris-Orly, Saint-Etienne, Toulon

Réservation centrale : Tél. (16.1) 828.88.00

78, rue Olivier de Serres - 75739 PARIS CEDEX 15

frantel

au cœur des villes



AMÉRIQUES

États-Unis

...w-York est provisoirement sauvé de la faillite

...ew-York (*A.F.P.*). — L'Assem-...e de l'Etat de New-York, réu-... à Albany, a sauvé la ville de ... faillite, provisoirement du ...ins. La Chambre basse, par ... voix contre 70, puis le Sénat, ... 33 voix contre 26, ont fina-...ent adopté le plan d'urgence ...posé par le gouverneur, Hugh Carey, et accepté avec ...cence par le maire de la ville, Abraham Beame.

...e plan de sauvetage financier, ...rêmement complexe, injectera ... milliards de dollars dans la ...orerie municipale au cours des ...s prochains mois. Mais, en ...trepartie, le maire perd prati-...ment le contrôle financier de ...rande métropole au profit des ...itutions de l'Etat de New-...k. Le budget de la municipa-... sera désormais supervisé par ... commission de sept membres ...ignés par Albany.

...L. Warren Anderson, leader de ...majorité républicaine au Sénat ... l'Etat (la Chambre est domi-... par les démocrates), qui avait ...sé la journée à Washington ...r tenter d'obtenir une garan-... fédérale pour les emprunts ...tractés par la municipalité et ... aide financière directe, a an-...cé que le secrétaire au Trésor, William Simon, rencontre-... mercredi le président Ford ...r examiner la possibilité d'une ...e contribution.

...n fait, le plan Carey, qui ...antit les échéances de la ville ...qu'en décembre, n'est qu'un ...it. Entre décembre et la fin ... l'année fiscale, en juin pro-...in, la municipalité devra trou-... trois nouveaux milliards. Une ... principales raisons de la crise ...ancière actuelle de New-York ..., outre un déséquilibre chroni-..., la nécessité d'emprunter des ...lions de dollars chaque mois ...r assurer le remboursement ... obligations à court terme venant à échéance. La Municipal Assistance Corporation (surnommée « Big Mac ») a émis pour 2 milliards de ces obligations depuis sa création en juin dernier. Mais les souscripteurs se font de plus en plus réticents.

Devant le refus des banques et des institutions financières de continuer à investir dans ce qu'ils considèrent un tonneau des Danaïdes, « Big Mac » envisage maintenant de proposer directement aux petits épargnants des obligations de 50 et 100 dollars.

La mainmise de plus en plus étroite d'Albany sur la gestion financière de New-York ne constitue pas seulement un désaveu de l'action du maire et de son équipe. Elle augure également de nouvelles épreuves pour les employés municipaux et les résidents les plus pauvres des ghettos de Harlem, du Bronx et de Brooklyn, sans compter le citoyen moyen, dont les impôts, déjà les plus élevés des Etats-Unis, vont encore augmenter. En l'espace de quelques mois, plus de 80 000 pompiers, policiers, éboueurs, etc., ont été licenciés pour « raison d'économie ». Le même sort attend 12 000 enseignants. Les salaires de 300 000 employés municipaux sont « gelés ». Les tarifs des transports en commun viennent de subir une hausse de 43 %, les péages des ponts et tunnels ont été augmentés dans certains cas de 15 %.

New-York est sauvé de la faillite, mais pour combien de temps ? Pour beaucoup d'observateurs, seule une intervention fédérale est capable d'assurer un redressement durable. Si cette contribution devait faire défaut, il y a fort à parier que des grands centres comme Detroit, Buffalo, Cleveland, se déclarent à leur tour en banqueroute. Les chances du président Ford aux prochaines élections risquent de s'en trouver compromises.

Après la conférence sur Porto-Rico

M. KISSINGER ACCUSE LA HAVANE D'INGÉRENCE ...NS LES AFFAIRES INTÉRIEURES AMÉRICAINES

...ashington (*A.F.P., Reuter*). — ... Kissinger a accusé Cuba, le ...ptembre au cours d'une confé-...ce de presse, de s'être immiscé ...s les affaires intérieures des ...ts-Unis en accueillant à La ...ane une conférence sur ...épendance de Porto-Rico. ...e réunion correspond à « *une ...rence totalement injustifiée ...s nos affaires intérieures* », ...éclaré le secrétaire d'Etat ...ricain. A la fin de la confé-...e de La Havane, le président ...ain, M. Osvaldo Dorticos, ...t affirmé : « *La cause de l'in-...endance de Porto-Rico n'est ... négociable avec les Etats-...s* » (*le Monde* du 10 sep-...bre).

...a campagne menée par Cuba ... Nations unies en faveur de ...épendance de l'Etat associé ...Porto-Rico a, à maintes re-...s, été dénoncée par les Etats-... Elle constitue pour Wash-...on un des obstacles à tout ...rochement avec La Havane, ...même titre que la confisca-... des biens américains.

...urtant, à Washington, on ...ache que peu d'importance ... mouvement séparatiste de ...o-Rico, une fraction margi-... considérée comme sans ave-... En 1972, lorsque la population ...'île a été appelée à se pro-...cer sur la question, 4 % seu-...nt des Portoricains ont voté ... l'indépendance, 44 % optè-... pour l'incorporation de ...o-Rico comme 51ᵉ Etat des ...s-Unis et 52 % pour le main-... du *statu quo*. De plus, les ...nalistes sont divisés en deux ...s hostiles : le P.S.P. (Partido ...lista popular), de tendance ...nuniste, dirigé par Juan ... Bras, et le PIP (Partido ...endiente puertoriqueño), du ...l-démocrate Ruben Berrios.

... dernier, numériquement le ... important des deux, n'a pas ... représenté à la conférence ...a Havane.

LE FILS DE JAMES HOFFA N'ESPÈRE PLUS REVOIR SON PÈRE VIVANT

Le fils de l'ancien dirigeant des « teamsters » James Hoffa — disparu depuis le 30 juillet — a admis pour la première fois, le mardi 9 septembre, qu'il perdait espoir de revoir son père vivant. Avocat à Detroit, le fils de l'ancien caïd du Syndicat des camionneurs estime que, après six semaines d'enquête, la police n'est pas parvenue à réunir les indices qui permettraient de retrouver la trace de « Jimmy ». Pour James P. Hoffa, son père a été assassiné, et son corps ne sera jamais retrouvé, pas plus que l'assassin.

L'enquête se poursuit néanmoins. Lundi, l'un des personnages-clé de l'affaire, Anthony Giacalone, un des chefs du « milieu » de Detroit, a été interrogé par un grand jury. Giacalone devait, selon des témoins, rencontrer Hoffa le jour de la disparition de celui-ci. Il a nié avoir eu un tel rendez-vous et il a produit un alibi solide : il se trouvait ce jour-là dans un club sportif, où plusieurs témoins l'ont vu.

Ce personnage du « milieu » est le second témoin important qui refuse son concours à la police. La semaine dernière déjà, Charles O'Brien, fils adoptif de Jimmy Hoffa, soupçonné d'avoir utilisé la voiture de Giacalone pour faciliter l'enlèvement d'Hoffa, s'était refusé à toute déclaration.

LE PRÉSIDENT DE LA COUR SUPRÊME DES ÉTATS-UNIS EN VISITE OFFICIELLE A PARIS

M. Warren Burger, président de la Cour suprême des Etats-Unis, sera reçu le jeudi 11 septembre au Palais-Royal par M. Roger Frey, président du Conseil constitutionnel, et les membres du Conseil réunis en séance solennelle.

M. Warren Burger, deuxième personnage des Etats-Unis — c'est lui qui reçoit le serment du président et qui préside le Sénat s'il doit juger le président, — sera vendredi l'hôte à l'Elysée de M. Valéry Giscard d'Estaing.

Équateur

...GOUVERNEMENT EST PROFONDÉMENT REMANIÉ

...ito (*Reuter*). — Le président ...torien, le général Guillermo ...iguez Lara, a désigné six ...eaux ministres à la suite de ...ntative de coup d'Etat de ...maine dernière.

...x affaires étrangères, le géné-... Carlos Aguirre Asanza rem-... M. Antonio Lucio Paredes, ...détenait le portefeuille depuis ...ise du pouvoir, en 1972, par ...néral Rodriguez Lara. Aux ...ces, M. Jaime Morillo Sattie ...lace l'économiste Jaime Mon-... protagoniste d'un projet de ...élevant de 60 % la taxe à ...rtation. Vivement critiquée ...es industriels, cette mesure avait contribué à déclencher le putsch du 1ᵉʳ septembre.

Le général Ruben Dario Ayala, qui a affirmé son appui au président Rodriguez Lara le jour de la révolte, est ministre de l'intérieur. Trois autres généraux ont été nommés à des postes importants.

Le portefeuille de la défense a été confié au général Andres Arrata Macias. Celui des ressources naturelles a été attribué au colonel de l'armée de terre Jaime Duenas Villavivencio, et celui du travail au colonel de l'armée de l'air Francisco Aguirre.

PROCHE-ORIENT

Après l'accord intérimaire israélo-égyptien

Le président Sadate relance la polémique avec Damas

Le président Sadate a relancé, mardi 9 septembre, la polémique avec la Syrie en critiquant ouvertement, dans une interview à la revue koweïtienne *Al Siassa*, la position de Damas à l'égard des accords de dégagement dans le Sinaï.

Le chef de l'Etat égyptien accuse en premier lieu le ministre syrien des affaires étrangères, M. Abdel Halim Khaddam, d'avoir envenimé volontairement les relations égypto-syriennes en propageant de fausses informations, affirmant que l'Egypte avait l'intention de revenir sur ses engagements envers la nation arabe et la cause palestinienne.

« *Le président Assad*, a poursuivi le chef de l'Etat égyptien, *sait parfaitement que le chef de l'exécutif américain envisage personnellement un accord de dégagement sur le Golan, et le président Assad a reçu à cette fin M. Kissinger lors de la sa dernière tournée dans la région... En somme, ce que veulent les Syriens, c'est nous imposer les résolutions du parti Baas.* »

La riposte syrienne ne s'est pas fait attendre. M. Zouheir Mohsen, le chef de l'organisation palestinienne SAIKA, d'obédience baasiste syrienne et qui reflète souvent le point de vue des dirigeants de Damas, a pris à partie mardi soir, à Beyrouth, le président Sadate, en déclarant que ce dernier avait « *perdu toute pudeur* ». Qualifiant l'accord intérimaire israélo-égyptien de « *trahison criminelle* », il a ajouté : « *Le président Sadate est allé jusqu'à dire qu'il avait été en désaccord avec la Syrie quelques jours après le déclenchement de la guerre d'octobre (1973), alors qu'il n'avait cessé depuis de prétendre le contraire.* »

« *Nous n'escomptons plus rien de l'Egypte, et nous attendons que le peuple égyptien nous délivre de cet accord* (sur le Sinaï) *et de ceux qui l'ont conclu* », a ajouté M. Moshen.

Dans une interview au journal *Al Siassa*, le président Sadate a également abordé les relations égypto-soviétiques. A ce propos, il a démenti les rumeurs selon lesquelles l'Egypte se préparerait à abroger le traité d'amitié et de coopération avec l'U.R.S.S.

Le chef de l'Etat a ensuite longuement exposé ses « *doléances* » à l'égard de Moscou.

Le président Sadate a souligné à ce propos la lenteur des décisions soviétiques : « *Les dirigeants soviétiques ont l'habitude de se prélasser durant quatre mois en Crimée, du mois de mai à octobre, période durant laquelle nos requêtes restent sans réponse. Une fois de retour à Moscou, il leur faut encore un mois et demi de repos pour se remettre de leurs vacances avant d'envoyer leur réponse, s'ils daignent répondre.* »

« *Avec les Etats-Unis, le style est entièrement différent. Nous obtenons une réponse, positive ou négative, en quarante-huit heures.* »

Liban

L'ARMÉE POURRAIT INTERVENIR POUR RÉTABLIR L'ORDRE

(*Suite de la première page.*)

Ainsi, des comités mixtes, constitués par des représentants des forces de sécurité intérieures, des partis de gauche et de la résistance palestinienne, se sont employés mardi à prévenir et à réprimer les actes de banditisme perpétrés par des pillards contre des établissements commerciaux chrétiens.

Le conseil des ministres a pris mardi la décision de principe de recourir à l'armée pour rétablir le calme au nord du Liban. Dans cette perspective, la démission du commandant en chef, le général Iskandar Ghanem, aurait été acceptée, et il serait fait appel au chef d'état-major, le général Saïd Nasrallah, pour assurer l'intérim ou au chef du deuxième bureau, le général Jules Boustany, pour prendre la succession. Avant de rendre publiques ces mesures, le président du conseil tenait à consulter les chefs des associations islamiques, dont la caution lui est indispensable pour faire face à la réaction des partis de gauche, violemment hostiles à une intervention de la troupe. Ces partis reprochent en effet aux chefs militaires d'être de connivence avec « *la droite réactionnaire et les leaders confessionnels chrétiens* ». Rappelons à ce propos que la gauche libanaise n'a commencé à s'affirmer sur la scène politique que le jour où, avec l'aide de la résistance palestinienne et à la suite des affrontements de Saïda en février dernier, elle a réussi à « neutraliser » l'armée. Les partis de gauche ne voudraient pas aujourd'hui perdre cet avantage à la faveur d'une intervention de l'armée dans la nouvelle crise.

ÉDOUARD SAAB.

M. Kissinger s'efforce d'apaiser les susceptibilités soviétiques

Washington. — *Dans la conférence de presse qu'il a tenue mardi 9 septembre à Washington — la première depuis son retour du Proche-Orient, — M. Kissinger s'est efforcé essentiellement d'apaiser les susceptibilités soviétiques.* « Je ne pense pas, *a-t-il dit*, que les intérêts fondamentaux des Etats-Unis et de l'Union soviétique au Proche-Orient soient incompatibles. » *L'accord sur le Sinaï est important, a dit encore le secrétaire d'Etat, dans la mesure où il pourrait ouvrir la voie à la paix dans la région. Il a ajouté que, lors du règlement final, la participation des Soviétiques serait* « importante » *sur le fond même du problème.*

De notre correspondant

M. Kissinger envisage également, à l'occasion de ses prochaines rencontres avec M. Gromyko, d'abord aux Nations unies, puis à la Maison Blanche, de « *surmonter les malentendus qui peuvent encore subsister* ». Il a laissé incidemment entendre que la visite de M. Brejnev aux Etats-Unis, prévue initialement pour cet automne, sera probablement retardée jusqu'à la mi-décembre. Si l'accord se fait avec M. Gromyko sur deux ou trois graves problèmes nucléaires en suspens, a dit en substance le secrétaire d'Etat, les négociations Salt pourraient se terminer d'ici six à huit semaines. « *Nous pourrions alors recevoir M. Brejnev avant la fin de l'année* », a déclaré M. Kissinger.

Les accords secrets

Pour mieux illustrer les mérites de la détente, le secrétaire d'Etat a confirmé que les discussions, fussent-elles d'ordre « *très général* », étaient en cours en vue d'échanger du pétrole soviétique contre des céréales américaines. Au même moment, le président Ford annonçait qu'il prolongeait le moratoire sur la vente des céréales américaines à l'Union soviétique jusqu'à la mi-octobre. Il a ajouté qu'il profiterait de ce délai pour négocier, avec Moscou un accord à long terme, afin d'éviter les commandes massives, et imprévisibles, des Russes, préjudiciables à la stabilité des prix, et d'obtenir que le transport d'au moins un tiers des livraisons doit s'effectuer par des navires américains, et de parvenir à un accord sur une augmentation du prix du fret. Du coup, M. Meany, président de la Centrale intersyndicale A.F.L.-C.I.O., et les leaders des syndicats des gens de mer et des dockers ont accepté de suspendre pendant un mois leur décision de boycottage concernant le chargement de quelque 10 millions de tonnes de céréales, déjà achetées par les Soviétiques.

Enfin, M. Kissinger a voulu rassurer le Congrès sur les conséquences de l'accord israélo-égyptien. L'envoi de techniciens civils américains dans le Sinaï avait déjà reçu l'approbation du Conseil national de sécurité, avant même son départ en mission, a-t-il révélé. Le secrétaire d'Etat attribue les réticences du Congrès à une sorte de « rébellion du subconscient » consécutive à l'affaire du Watergate, d'une part, à l'échec de la politique américaine en Indochine, d'autre part. A ceux qui estiment trop importante l'aide envisagée pour Israël et l'Egypte, il a déclaré que de toute façon un programme substantiel aurait été soumis au Congrès « *même si l'accord n'était pas intervenu* ».

En ce qui concerne les accords secrets, M. Kissinger a déclaré que le gouvernement irait « *jusqu'à la limite absolue* » pour informer le Congrès et le pays « *Tout engagement des Etats-Unis sera rendu public* », a-t-il dit, ajoutant que le gouvernement avait déjà fait un effort exceptionnel pour communiquer les documents aux commissions compétentes du Congrès. Mais il a rappelé qu'il existait « *un domaine de la diplomatie qu'aucun pays n'a jamais révélé publiquement* ». Ces propos de M. Kissinger indiquent qu'il n'entend pas communiquer tout au Congrès, encore moins au public, et espère que les parlementaires comprendront ses raisons. Apparemment, les réactions du Congrès (le ralliement du sénateur Jackson est significatif) indiquent que ses réticences n'empêcheront pas une nette majorité d'approuver l'accord sur le Sinaï. M. Kissinger a confirmé par ailleurs que le gouvernement étudiait avec les commissions intéressées du Congrès une formule de compromis sur l'envoi des quatorze batteries d'engins anti-aériens Hawks commandées par la Jordanie. La recherche d'un tel compromis est d'autant plus nécessaire que le roi Hussein a menacé de s'adresser à l'Union soviétique s'il ne recevait pas les livraisons américaines.

HENRI PIERRE.

Les vues françaises et irakiennes sur le Proche-Orient ne sont pas identiques

rappelle M. Saddam Hussein

Le déjeuner « intime » offert ce mercredi 10 septembre par le premier ministre à M. Hussein devait conclure les entretiens politiques du vice-président irakien en France. M. Sadam Hussein quittera Paris jeudi. Toutefois, le vice-président irakien, souffrant d'une indisposition, a dû renoncer à visiter, mercredi matin, les établissements Thomson C.S.F. à Bagneux.

La situation au Proche-Orient a été longuement évoquée au cours de l'entretien qu'ont eu mardi le président le la République et M. Hussein. Celui-ci, en quittant l'Elysée, a fait remarquer que les positions irakienne et française n'étaient pas identiques, comme il l'avait dit au cours du dîner que lui avait offert lundi, à Versailles, M. Chirac (*le Monde* du 10 septembre). L'Irak juge en effet que l'accord intérimaire égypto-israélien « *ne mérite pas d'être approuvé* », alors que M. Giscard d'Estaing a félicité le président Sadate, tout en considérant que le règlement final ne peut être que global et assurer une patrie aux Palestiniens.

Recevant à dîner, mardi, M. Chirac, M. Sadam Hussein a notamment déclaré : « *Mes négociations avec le président de la République et le premier ministre français ont été fructueuses et couronnées de succès, servant ainsi d'une manière positive l'accroissement des relations d'amitié entre l'Irak et la France.* »

Dans sa réponse, le premier ministre a surtout souligné la « *nouvelle impulsion* » donnée aux relations franco-irakiennes par cette « *rencontre fraternelle* ».

« *A l'origine de cette nouvelle impulsion*, a-t-il ajouté, *il y a essentiellement une attitude mûrement réfléchie précédant d'une analyse politique commune à l'Irak et à la France. C'est elle qui, en dernière instance, donne à nos liens cette logique et cette solidité qui les situent au delà d'une simple entente entre partenaires* ». Le premier ministre a fait valoir que les peuples irakien et français « *se sont faits les artisans les plus convaincus d'un rapprochement entre l'Europe et les Etat arabes, dont nous sentons bien l'importance capitale pour cette partie du monde* ». « *Il est significatif que, parmi les décisions prises ensemble, les plus importantes concernent des secteurs de haute technologie qui nous engagent pour les décennies à venir et sont la marque de la confiance de nos deux pays dans leur destin et dans leurs capacités* », a ajouté le premier ministre.

OCÉAN INDIEN

PLUS DE QUATRE CENTS FAMILLES ONT ÉTÉ DÉPORTÉES pour permettre l'installation de la base américaine de Diego-Garcia

Quatre cent trente-quatre familles de l'île britannique de Diego-Garcia, dans l'océan Indien, ont été déportées à l'île Maurice de 1966 à 1971 pour faciliter l'installation de la base militaire américaine, a révélé le quotidien anglais « Guardian » dans son numéro du 10 septembre. Le journal libéral, qui rappelle que les gouvernements américain et britannique ont toujours soutenu que l'île était « pratiquement inhabitée », affirme que ces familles vivent aujourd'hui « dans la misère ».

« Cette évacuation remonte à l'époque où nous étions encore une colonie et où nous n'avions guère voix au chapitre », a expliqué un porte-parole du haut-commissariat mauricien à Londres. « Ce n'était pas à proprement parler un secret, mais l'évacuation a été menée avec le minimum de publicité. » La Grande-Bretagne avait versé en 1972 au gouvernement de l'île Maurice une somme de 665 000 livres, destinée à financer le relogement des personnes évacuées, mais celles-ci déclarent n'avoir pas reçu cet argent et, sur les quatre cent trente-quatre familles déracinées, quatre cent vingt-deux ont signé une pétition qu'elles ont adressée aux gouvernements des Etats-Unis et de Grande-Bretagne.

DIPLOMATIE

A L'ASSEMBLÉE SPÉCIALE DES NATIONS UNIES

De nombreux pays en voie de développement estiment que les États-Unis ont fait un pas dans leur direction

De notre envoyé spécial

Nations unies. — Tandis que s'achève le débat général de l'assemblée spéciale des Nations unies sur le développement, les négociations se poursuivent hâtivement au sein des groupes de travail. Dans chacun d'eux, les membres du groupe dit des « soixante-dix-sept » (les pays en voie de développement) ont désigné des porte-parole uniques. Les pays industrialisés sont au contraire nombreux à prendre la parole, et parmi eux ceux de la Communauté économique européenne (représentée par le délégué italien), des Etats-Unis et du Japon.

Quant aux pays socialistes ils sont pratiquement absents de la négociation.

Les groupes de travail discutent essentiellement sur la base des deux textes présentés, l'un par les « soixante-dix-sept », l'autre par les Américains. La résolution de vingt-neuf pages présentée par ceux-ci reprend toutes les propositions qui ont été faites depuis quelques années par Washington et tente de coordonner en différents chapitres ce que certains appellent un énorme « fatras ». Cependant, certaines propositions d'accroissement de l'aide américaine et internationale ont frappé les membres de l'assemblée par leur dimension. De nombreux pays en voie de développement estiment que ce texte est satisfaisant en ce qui concerne l'industrialisation et l'alimentation. Les plus modérés estiment qu'on est sur la bonne voie et pensent (c'est le cas de l'Iran, de l'Inde, du Nigéria) que le dialogue Nord-Sud est sérieusement engagé.

Les plus « durs » et les plus progressistes » (comme l'Algérie) ne contestent pas eux-mêmes que les Etats-Unis ont fait cette fois un sérieux pas en avant. Ils font toutefois remarquer que, sur le fond du problème, l'opposition entre pays industrialisés et pays en voie de développement reste entière. Leur thèse est la suivante : Il est clairement apparu, au cours des dernières années, que l'aide internationale était incapable de résoudre le problème que posent le sous-développement et l'injustice de la répartition des richesses dans le monde. Tout le monde en convient aujourd'hui et admet que le seul moyen d'en sortir est une meilleure utilisation par chaque pays de ses richesses nationales, de sorte que celles-ci lui fournissent les moyens à la fois de s'équiper et de trouver d'autres ressources pour remplacer les premières lorsque celles-ci seront épuisées. Ceci suppose une indexation du prix des matières premières et des produits exportés par les pays en voie de développement. Or, poursuivent les mêmes pays, c'est cette indexation que refusent toujours les Etats-Unis.

Ainsi les Américains emploient-ils pour la première fois un langage accessible aux pays en voie de développement, même s'ils se refusent à parler de « *nouvel ordre économique mondial* » et remplacent la notion d' « *indexation* » par celle de « *stocks régulateurs* ». D'autre part ils acceptent désormais d'étudier des idées qu'ils rejetaient auparavant. Ainsi ils demandent au secrétaire général de la CNUCED (Organisation des Nations unies pour le commerce et le développement) de préparer un rapport sur les relations entre les prix des produits de base et ceux de ces mêmes produits à la consommation. Enfin, les Américains admettent désormais la possibilité d'un lien entre l'attribution des droits de tirage spéciaux aux pays du tiers-monde et l'aide au développement.

De toute façon, nous a dit le chef de la mission iranienne, M. Hoveida, le monde passe désormais à l'ère de la décolonisation économique après avoir connu celle de la décolonisation politique.

JEAN SCHWŒBEL.

EUROPE

LA SITUATION AU PORTUGAL

L'assemblée du M.F.A. serait profondément remaniée

De notre correspondant

Lisbonne. — De nouveaux rapports de force se dessinent au Portugal après la plus grave et la plus longue crise que le nouveau régime portugais ait connue depuis avril 1974.

Un projet de réorganisation des structures du M.F.A. a été présenté au cours de la dernière séance du Conseil de la révolution. Il implique un choix : le M.F.A. doit-il être le « moteur » ou l' « arbitre » du processus révolutionnaire ? Selon ce projet, l'assemblée du M.F.A. devrait se limiter à jouer un rôle « consultatif ». Sa composition serait, en outre, profondément remaniée : considérés comme « insuffisamment représentatifs », un certain nombre de militaires des garnisons de Lisbonne seraient remplacés par d'autres venant des unités de l'intérieur du pays. Les délégués seraient choisis selon des critères « *plus conformes aux réalités* ». Le projet prévoit deux sortes de délégués : ceux qui siègent à l'assemblée en raison de leur poste dans la hiérarchie militaire et ceux qui sont élus directement dans les unités. Seraient donc exclus de la nouvelle assemblée les délégués choisis en vertu d'un « droit révolutionnaire » qui permet toutes les manipulations.

En ce qui concerne la restructuration du Conseil de la révolution, ce dernier ne devrait plus intervenir dans les domaines réservés du gouvernement. Les membres du Conseil rénové devraient établir les « *grandes lignes de la politique révolutionnaire* » et « superviser » les travaux d'un gouvernement disposant alors des moyens réels pour exercer le pouvoir.

« *Le Conseil de la révolution actuel a trop de membres,* déclare l'un des cosignataires du document Melo Antunes. *Le nouveau devrait donc être allégé, et comprendre le président de la République, le chef d'état-major général des forces armées, les chefs d'état-major des trois armes, trois officiers de la marine, trois de l'armée de l'air et de six à huit officiers de l'armée de terre.* »

Souhaitée depuis longtemps par les forces politiques proches du parti socialiste et du parti populaire démocratique (P.P.D.), cette réorganisation devrait faciliter la tâche de l'amiral Pinheiro de Azevedo, chargé de la formation du nouveau gouvernement.

« *Ce sixième gouvernement ne nous intéresse guère* », a déclaré un membre du secrétariat national du parti socialiste. Réaction insolite ? Le P.S. a vu pourtant la plupart de ses revendications satisfaites.

En effet, le général Vasco Gonçalvès quitte la scène politique et le parti communiste est en perte de vitesse.

« *Il faut respecter la volonté populaire* », disaient les socialistes dans les meetings de juillet et d'août. Aujourd'hui, le nouveau premier ministre semble vouloir aller au-delà des revendications des plus fidèles partisans de M. Mario Soares. Les garanties exigées par le P.S. ne soulèveraient plus de difficultés majeures : élections démocratiques dans les syndicats (ce qui remet en question le principe de l'unicité, qui a fait l'objet d'une polémique au mois de janvier dernier) ; fonctionnement « normal » de l'Assemblée constituante ; respect du pluralisme dans les organes d'information, et élections législatives au début de 1976.

Le problème qui semble se poser aux dirigeants socialistes est lié à la crise économique. Voudront-ils brûler les étapes et entériner une politique qui risque d'être rapidement impopulaire ?

« *Nous sommes obligés de prendre nos responsabilités* », dit-on à la direction du parti, où la prudence est la règle.

L'amiral Pinheiro de Azevedo a révélé que des militaires représentant « *les principaux courants des forces armées* » seraient dans le nouveau gouvernement.

Quelques portefeuilles du secteur économique pourraient être attribués aux socialistes. A ce propos, on parle beaucoup de M. Victor Constancio, qui a travaillé à la préparation du programme économique mis au point au mois de février, mais jamais appliqué. On parle aussi de M. Lopes Cardoso, président du groupe parlementaire du P.S., comme ministre de l'agriculture. En revanche, personne ne semble convoiter le ministère de l'éducation : la rentrée approche et les problèmes s'accumulent. Quelques noms sont quand même avancés : M. Magalhaes Godinho, qui reviendrait ainsi au poste qu'il a déjà occupé pendant le deuxième gouvernement provisoire ; M. Rui Gracio, ancien secrétaire d'État à l'orientation pédagogique.

Le premier ministre pourrait aussi faire appel à un militaire. Le P.P.D. est intéressé par deux ministères : celui des affaires sociales, qu'il détenait dans le quatrième gouvernement provisoire, et celui des finances. Quant au parti communiste, il conserverait les transports et communications.

JOSÉ REBELO.

M. KISSINGER TROUVE LES DERNIERS ÉVÉNEMENTS « ENCOURAGEANTS »

Washington (*Reuter, A.P.*). — M. Henry Kissinger a jugé, au cours d'une conférence de presse, mardi 9 septembre, que les événements au Portugal ces deux dernières semaines sont « *encourageants* » et ont quelque peu réduit ses craintes sur l'avenir de ce pays.

Le niveau de l'aide que les États-Unis fourniront au Portugal, a-t-il précisé, dépendra de la place qui sera faite aux communistes dans le gouvernement.

Enfin, M. Kissinger a indiqué aussi que l'opinion de Washington sur le rôle que l'U.R.S.S. pourrait jouer au Portugal « *n'a pas changé* ». Lui-même et le président Ford ont déjà clairement fait savoir leur préoccupation devant les tentatives de Moscou « *pour pêcher en eau trouble* » au Portugal.

Le putsch avorté du 11 mars

LA 5e DIVISION MET LE GÉNÉRAL FABIAO ET LE PARTI SOCIALISTE EN CAUSE

Lisbonne (*A.F.P.*). — L'un des raisons qui ont pu justifier les décisions du Conseil de la révolution sur la presse est la publication, lundi 8 septembre, d'un rapport de la cinquième division sur la tentative de coup d'État du 11 mars, qui a entraîné la fuite à l'étranger de l'ex-général Spinola.

Dans ce rapport, le général Carlos Fabiao, chef d'état-major de l'armée de terre, est mis en cause pour avoir refusé de fournir des armes à la cinquième division. Le parti socialiste, également mis en cause, a réagi vivement, mardi, contre la publication de ce document.

La cinquième division, qui a été suspendue par décision du président Costa Gomès, mais dont certaines activités sont maintenues, affirme que de nombreux contacts ont eu lieu peu avant le 11 mars entre des officiers spinolistes, comme le lieutenant-colonel Almeida Bruno, et le parti socialiste.

Dans un communiqué publié mardi, le parti socialiste « *nie catégoriquement les calomnies fabriquées par la cinquième division* », et y voit une « *nouvelle manœuvre d'intrigue et de provocation* ».

Quant au général Fabiao, interrogé juste avant la réunion du Conseil de la révolution, il a répondu qu'il « *n'avait pas de déclarations à faire* ».

● *Les militants du parti socialiste portugais* résidant à Paris déclarent n'avoir jamais eu des contacts avec l'ex-général Spinola. Ils s'étonnent de la tolérance dont font preuve les autorités françaises en ce qui concerne sa présence à Paris et celle d'un grand nombre d'éléments liés à l'ancien régime, qui est un affront aux travailleurs portugais résidant en France.

KOMSOMOLSKAYA PRAVDA : le général Gonçalves a joué un grand rôle positif.

Moscou (*Reuter.*). — Ce n'est pas du tout sous la pression de la droite, mais pour doter d'une plus grande cohésion l'aile révolutionnaire du peuple portugais que le général Vasco Gonçalves a refusé le poste de chef d'état-major des forces armées, écrit mardi 9 septembre le correspondant à Lisbonne du quotidien soviétique *Komsomolskaya Pravda*. Selon l'organe des jeunesses communistes, en sa qualité de premier ministre, le général Gonçalves « *a joué un grand rôle positif pour la cohésion des forces patriotiques du pays* ». « *Pour cette raison, il a été soumis à de vives attaques de la part de ceux qu'indisposent les progrès de la démocratie au Portugal, qui voient dans l'unité des forces de gauche et des militaires une menace dirigée contre leurs positions et qui entendaient se servir des résultats des dernières élections dans leur lutte pour le pouvoir et les portefeuillesmin istériels.* »

● *Le « Sagres », voilier d'entraînement de la marine de guerre portugaise,* est arrivé le 9 septembre en visite amicale à Leningrad, accueilli par des salves d'honneur. Les marins portugais passeront une semaine dans cette ville. — (*Tass.*)

La presse unanime dénonce le rétablissement de la censure militaire

Lisbonne (*A.F.P.*) — C'est un véritable tollé, mardi 9 septembre, dans la presse portugaise, contre la loi promulguée lundi par le Conseil de la révolution, qui interdit la diffusion d'informations sur ce qui se passe à l'intérieur des casernes, et sur les prises de position de militaires autres que les membres du Conseil de la révolution.

« *Interdire la révolution* », « *Contre le bâillon* », « *Loi du silence sur les casernes* », « *Restrictions et censure* », tels sont quelques-uns des titres des journaux, qui protestent avec véhémence contre des mesures qui, disent-ils, « *rappellent un passé qui n'est pas si éloigné* ».

Luta Popular, organe du M.R.P.P. (Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat, maoïste), donne pour consigne : « *Ignorons purement et simplement cette loi fasciste. L'accepter serait laisser à l'ennemi les mains libres dans les casernes pour imposer un régime de répression brutale.* »

Passant immédiatement à la contre-attaque, *Luta Popular* publie une motion approuvée lundi au cours d'une assemblée plénière de soldats de la police militaire, qui refusent de partir en Angola. Le Conseil de la révolution a annoncé lundi que des « *mesures disciplinaires* » seraient prises contre ces insoumis fortement influencés par le M.R.P.P.

Tout en condamnant la décision du Conseil de la révolution, qualifiée de « *premier pas vers l'institutionnalisation de la censure* », *A Capital* (indépend.) précise que, en raison de la nouvelle législation, il ne publie pas le compte rendu de cette assemblée, ni celui de cette manifestation de commissions de travailleurs à laquelle ont pris part quelques militaires.

Le *Diario de Lisboa* (proche du parti communiste) estime que la nouvelle loi est destinée à « *faire taire la voix des secteurs militaires les plus engagés dans la révolution* » alors qu' « *aucune mesure n'a été prise jusqu'à présent contre des positions réactionnaires que personne n'ignore* ».

Enfin, *Republica* (extrême gauche) estime que « *c'est une loi qui vise à dissimuler la faiblesse des gouvernants derrière la répression* », tandis que pour *Jornal Novo* (indépendant de tendance socialiste), cette loi constitutionnelle « *a mis fin à la vie politique portugaise* » et « *met en cause l'alliance peuple-M.F.A.* ».

Espagne

Justice et Paix demande au gouvernem[ent] d'abroger le décret-loi contre le terroris[me]

De notre correspondant

Madrid. — Le jeudi 11 septembre, à 9 heures du matin, doit commencer à El Goloso, une caserne située à 16 kilomètres de Madrid, le conseil de guerre chargé de juger cinq militants du Front révolutionnaire antifasciste et patriotique (F.R.A.P.), contre lesquels le procureur militaire requiert la peine de mort. Il s'agit de MM. Manuel Blanco Chivite, trente ans, journaliste, qui serait le secrétaire général du F.R.A.P. pour la région de Castille, Pablo Mayoral, vingt-quatre ans, responsable de la propagande du Front pour la même région, Vladimiro Fernandez Tomas, vingt-trois ans, Francisco Baena Alonso, vingt-quatre ans, et Fernando Sierra Marcos, dix-neuf ans, étudiant en lettres. Ils sont accusés de l'attentat qui coûta la vie, le 14 juillet dernier à Madrid, à un policier, M. Lucio Rodriguez. Le magistrat militaire chargé de l'instruction a refusé le supplément d'information demandé par les avocats des accusés, en particulier l'audition de témoins oculaires.

L'attente continue en ce qui concerne le sort des deux militants basques, MM. Garmandia et Otaegui, condamnés à mort en conseil de guerre le 28 août à Burgos. Me Bandres, défenseur de M. Garmandia, nous a déclaré le 9 septembre : « *Étant donné qu'il s'agissait d'un conseil de guerre ordinaire, nous avons pu présenter un recours devant le tribunal suprême de justice militaire. Ce tribunal, en principe, devrait procéder à la révision du procès en séance publique et entendre les arguments du procureur militaire et de la défense. Nous ne savons encore rien de notre recours. L'article 828 du code de justice militaire dispose que le tribunal peut se prononcer sans entendre le procureur militaire ni la défense. Mais nous ne croyons pas que, alors que la vie de deux hommes est en jeu, il soit fait usage de cet article du code, qui est généralement réservé aux procédures administratives et non pénales.* »

« Une campagne misérable »

Le quotidien madrilène du soir *El Alcazar*, organe de la Confédération nationale des anciens combattants, dans un violent éditorial publié le 9 septembre en première page, et signé par son directeur, M. Antonio Gibello, s'en prend aux manifestations qui se déroulent dans plusieurs pays d'Europe contre les peines de mort prononcées ou requises en Espagne. Il affirme qu'il s'agit d'une « *campagne misérable, ourdie par le communisme* », et s'en prend à la presse qui s'en fait l'écho. *Le Monde* a droit à une mention spéciale dans les termes suivants : « *L'ignoble talent français qui se traduit dans les traits des dessinateurs du* Monde *n'est autre que la sécrétion de la « merde »* (en français dans le texte) *qui caractérise la conscience ténébreuse du quotidien parisien.* » (1)

C'est dans ce climat, auquel il faut ajouter la perspective du jugement, prévu pour le 16 septembre devant le tribunal d'ordre public, de six autres militants du FRAP, pour lesquels le tribunal requiert, en tout, quatre-vingt-treize ans de prison, que la commission nationale du mouvement Justice et paix a demandé au gouvernement de commuer les peines de mort déjà prononcées et d'abroger le décret-loi contre le terrorisme. Vingt-six associations de quartier de la ville basque de Bilbao ont écrit au général Franco dans le même sens. Invité par le parti socialiste ouvrier espagnol (P.S.O.E.) clandestin, MM. Fellermaier et Corona, vice-présidents du groupe socialiste du Parlement européen, se trouvent à Madrid pour une visite d'information. Cette visite a lieu à la veille de la réunion que les parlementaires socialistes européens tiendront, à la fin de cette semaine, à Perpignan, pour étudier les problèmes de la péninsule Ibérique. Les deux parlementaires ont déclaré au cours d'une conférence de presse : « *Nous autres, Européens, mesurons la liberté d'après le degré de liberté dont la presse jouit dans un pays. En Espagne, on ne peut pas toujours acheter* le Monde (2) *ou la* Frankfurter Allgemeine Zeitung. *Tant q[ue les] libertés fondamentales ne [seront] pas en vigueur en Es[pagne], celle-ci ne pourra entrer d[ans le] Marché commun.* » Les représentants du Parleme[nt de] Strasbourg ont ajouté : « *L[e pré]sident Arias Navarro n'[a pas] respecté les promesses qu'i[l a] a faites à l'occasion de la [confé]rence sur la sécurité euro[péenne] à Helsinki. On ne peut pa[s dire] comme on l'affirme en Es[pagne] que le décret-loi contre l[e ter]rorisme du 26 août e[st une] mesure légale semblable à [celles] prises dans d'autres pays [euro]péens. Ce décret-loi, plu[tôt que] pour lutter contre le terr[orisme,] paraît être destiné à con[trôler] les journalistes ou les pac[ifistes,] militants du P.S.O.E., dont [beau]coup ont été arrêtés.* »

Les deux parlementaires [euro]péens ont signalé : « *Not[re] interlocuteur valable est le [P.S.O.E.] Nous avons invité son se[crétaire] général, M. Felipe Gonz[alez, à] prendre part aux travaux [de la] prochaine session plénière [du] Parlement européen, au mo[is d'oc]tobre. Nous espérons que [les] gouvernements feront press[ion sur] le gouvernement espagno[l pour] que les autorités policièr[es ren]dent son passeport au se[crétaire] général, et qu'il puiss[e nous] accompagner.* » Leur co[nclusion] est la suivante : « *En E[spagne] nous avons pris contac[t avec] beaucoup de personnes et d[e grou]pes de caractère démocra[tique, à] l'exception de la junte d[émocra]tique, qui n'est qu'un organe du parti communis[te espa]gnol.* »

Après l'entrevue qui a [eu lieu] à Alger, le 8 septembre, [entre le] ministre espagnol des [affaires] étrangères, M. Pedro [Cortina] Mauri, et le président a[lgérien] Houari Boumediène, les q[uatorze] prisonniers — treize milit[aires et] un civil — détenus depuis [le mois] de mai par le Front Polis[ario au] Sahara occidental, sont [rentrés] à Madrid. Ce geste de [bonne] volonté est considéré à [Madrid] comme un rapprochemen[t entre] le Front politique de libéra[tion de la] Saguia-El-Hamra et du [Rio de] Oro et l'Espagne.

JOSÉ ANTONIO NOV[AIS]

(1) N.D.L.R. — Cette allusion, d'une rare distinction, vise sans doute le dessin de Konk dans *le Monde* daté 31 août-1er septembre.

(2) N.D.L.R. — *Le Monde* est saisi en Espagne lorsqu'il rend compte des manifestations des opposants au régime et de la répression dont ils sont l'objet, même s'il s'agit de dépêches d'agences ; il l'a été neuf fois au mois d'août.

● *Cinquante-neuf prêtres* de paroisses et villages des Asturies ont adressé au général Franco une lettre demandant la grâce de Jose Garcia Garmendia et Angel Otaegui. — (*A.F.P.*)

● *Sept membres* de la sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités des Nations unies ont annoncé qu'ils avaient envoyé un télégramme au général Franco pour demander la grâce des deux Basques condamnés à mort. — (*A.F.P.*)

A Paris

PLUSIEURS MILLIER[S] DE PERSONNES ONT MA[NIFESTÉ] EN FAVEUR DE GARMENDIA ET DE OT[AEGUI]

Plusieurs milliers de mani[festants] ont défilé, dans la soirée d[u] 9 septembre, de la place de [...] à la gare de l'Est, à Paris, [pour] sauver les vies de Garmen[dia et] d'Otaegui, les condamnés d[e Bur]gos ». La manifestation était [...]ment organisée par la fédéra[tion de] Paris du parti socialiste ouvri[er espa]gnol, l'Union générale des trav[ailleurs] d'Espagne et le collectif Eva[...] soutenu par divers mouv[ements] d'extrême gauche.

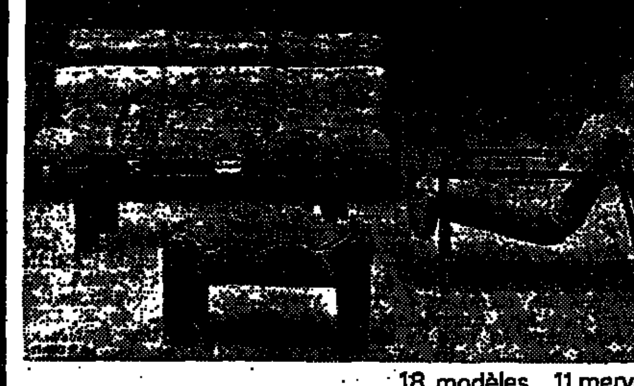
Les manifestants, qui sca[ndaient] des slogans hostiles au chef d[e l'État] espagnol, au président de la [Répu]blique française et au minis[tre de] l'intérieur, se sont dispersé[s vers] 20 h. 30, mais plusieurs centai[nes de] jeunes gens, restés face à l[a gare] de l'Est, ont commencé à jet[er des] engins incendiaires sur les for[ces de] police. Celles-ci ripostèrent av[ec] des grenades lacrymogènes. Un [mani]festant a été interpellé peu [avant] 21 heures.

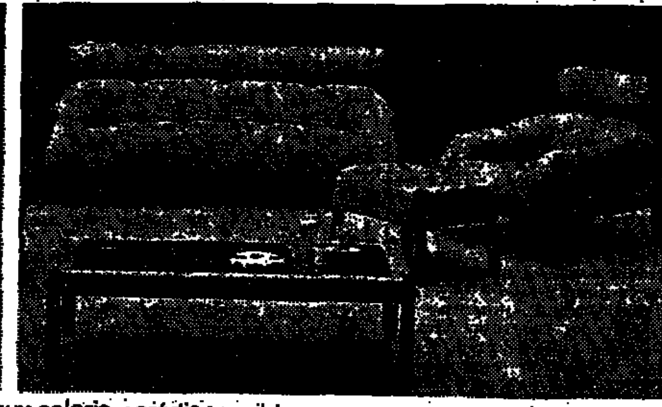


à partir de

5590 F

canapé 3 places + 2 fauteuils en cuir et bois précieux de Rio





18 modèles - 11 merveilleux coloris - crédit possible

La Boutique du Brésil

5 Promenade des Anglais - Nice - tél. 87.16.07

43 avenue de Friedland - Paris 8e - tél. 359.22.10

CHAMBRE DE COMMER[CE] ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Loi du 16 juillet 1971 sur la Formation Permanen[te]

LE CENTRE D'ÉTUD[ES] SUPÉRIEURES DE LA DISTRIBUTION DE PARIS

offre aux CADRES D'ENTREPRI[SES] la possibilité d'actualiser [et] de perfectionner leurs connaiss[an]ces de la commercialisation et [du] marketing des produits et servic[es]

Délivrance d'un diplôme

Clôture des inscriptions : 15 SEPTEMBRE

Renseignements : CESDIP

79, avenue de la République 75001 PARIS - Tél. : 355-42-22

EUROPE

Italie

…nouveau maire communiste de Florence …uhaite coopérer avec des comités de quartier élus au suffrage universel

De notre envoyé spécial

…lorence. — « *Si Florence cède, …te la Toscane sera rouge* », titrait …presse de droite avant les élec…s locales du 15 juin. Florence a …lé. Gagnant 26 000 voix aux socia…es et à l'extrême gauche, le parti …mmuniste a conquis la mairie pour …première fois depuis la libéra…n (1). Et comme pour mieux célé…r cette victoire, le festival de …*nita* est venu installer ses tré…ux dans le parc de La Cascine, à …lques centaines de mètres des …ueux magasins qui enserrent le …omo. Huit mille militants, recrutés …s toutes les cellules de la région, … construit eux-mêmes ces innom…bles stands, ces douze ou treize …taurants ; ils animent, chaque soir, …longue série de spectacles et de …bats, où les noms de Sartre et …ngela Davis se mêlent à ceux …znavour et de Myryam Makeba.

…e leitmotiv du festival 1975 c'est … ouverture ». Ouverture aux gau…stes, aux féministes, aux artistes, … catholiques contestataires ou … On aurait pu imaginer que le …I., fort de son succès, élèverait …ton, se durcirait. C'est le contraire … s'est produit. Jamais les commu…tes ne s'étaient montrés aussi peu …taires, jamais leur fédération flo…tine n'avait tendu les bras aux …res forces politiques avec autant … sourires accueillants. Tout autre …ti se serait endormi sur ses lau…s ; le P.C., lui, a commencé par …ouveler ses cadres locaux — le …veau secrétaire de la fédération …rente-quatre ans — et il a nommé … la tête du conseil régional …ne Loretta Montemaggi, quarante…iq ans, la première femme ita…nne à accéder à un poste de ce …nre.

Pour Florence, c'est la fin d'une …gue période d'incertitude. Rien …allait plus depuis le départ de …iorgio La Pira, en 1956 : après …e devenue, du temps de l'ancien …ire, un point de mire internatio…, la capitale de la Toscane a vu … succéder des administrations …mocrates-chrétiennes médiocres, … ont fait d'elle une ville chaotique …solée. Quatre fois la municipalité …t disloquée et l'on a dû faire …el au préfet. Mises bout à bout, … journées de crise ont atteint la …e record de six années. L'arrivée des communistes au pouvoir laisse espérer aux Florentins une longue période de stabilité et peut-être la renaissance de leur ville qui, tant par son histoire que par sa position actuelle, a mille raisons d'être l'un des grands rendez-vous internationaux.

Pour la Toscane, la nouvelle conquête de la gauche aura d'importantes conséquences. Florence est, en effet, le pivot d'une région qui — mises à part Lucques et Carrare — apparaît désormais politiquement homogène. Un plan concret d'aménagement pourra enfin être mis en place par toutes les municipalités comme le réclamaient depuis longtemps socialistes et communistes. Si tout va bien, le P.C. en recueillera le bénéfice. Si c'est un échec, il aura toujours la possibilité de rendre responsable le gouvernement de Rome. Mais il part gagnant, car Florence ne se trouve pas dans une situation aussi difficile que Milan ou Naples : il suffirait d'un peu d'imagination et de rigueur pour attirer davantage de touristes, restaurer à temps les chefs-d'œuvre et neutraliser les spéculateurs.

La rigueur, personne ne la conteste à M. Elio Gabbugiani — la cinquantaine, élégant — le nouveau maire de Florence, pas même le journal local, *la Nazione*, connu pour son anticommunisme et qui reconnaissait récemment le sérieux et l'honnêteté du porte-drapeau du P.C. issu de la machine du parti. M. Gabbugiani n'est sans doute pas l'un de ces prophètes du genre La Pira qui modifient une situation par leur magnétisme personnel ou leurs oracles, mais c'est un bon administrateur. Et « *Il est extrêmement ouvert*, remarque un catholique de gauche, *au point que c'en est préoccupant* ».

Dès son arrivée au Palazzo Vecchio, à la fin de juillet, M. Gabbugiani a abattu ses cartes : « *Décentralisation politique et administrative, ouverture aux autres partis démocratiques, collaboration avec toutes les forces vives de la société* », ainsi qu'il nous le résume avec ce léger accent florentin qui évoque par moment la langue espagnole. Concrètement, le nouveau maire veut administrer avec les chefs de tous les groupes au conseil municipal.

En face c'est le vide. Seul véritable leader démocrate-chrétien en Toscane, M. Amintore Fanfani ne s'est pas encore remis de son éviction du secrétariat national du parti. Les catholiques qui tournaient autour de M. La Pira sont souvent passés de l'autre côté ; à l'extrême gauche ou au P.C. qui n'hésite pas à leur confier des fonctions de responsabilité. L'un d'eux commente : « *On nous avait envoyé à Florence le cardinal Florit, l'un des prélats les plus conservateurs d'Italie, pour exercer une mission de surveillance. Il a si bien surveillé que le P.C. est aujourd'hui au pouvoir.* »

ROBERT SOLÉ.

(1) Le conseil municipal se compose désormais ainsi : 26 communistes (contre 22 précédemment), 18 démocrates chrétiens (contre 19), 6 socialistes (5), 3 sociaux-démocrates (6), 3 représentants du Mouvement social italien (3), 2 républicains (1), 1 libéral (3), 1 membre du parti d'unité prolétarienne (1).

A Berlin-Ouest

…ROIS AUTEURS PRÉSUMÉS …L'ENLÈVEMENT DE M. LORENZ SONT ARRÊTÉS

(De notre correspondant.)

…onn. — La police de Berlin-…st a arrêté le mardi 9 sep…bre dans un magasin trans…né en imprimerie illégale … Ralf Reinders, vingt-sept ans, …e Inge Viett, trente et un ans, … M. Julian Plambeck, vingt-…s ans. Tous trois étaient re…chés depuis l'enlèvement, en …ier dernier, de M. Peter Lo…, président de la démocratie-…étienne berlinoise. La police les …oçonne également d'avoir or…isé dernièrement des attaques …tre les banques. — D. V.

ASIE

Cambodge

…NE FOULE ENTHOUSIASTE A ACCUEILLI LE PRINCE SIHANOUK A PHNOM-PENH

… radio cambodgienne a annoncé …ne foule enthousiaste avait …eilli, le mardi 9 septembre, le …ce Sihanouk à son arrivée à …om-Penh. Le vice-premier mi…e Son Sen était venu l'at…re à l'aérodrome, a-t-elle précisé, …i que des moines bouddhistes, … fonctionnaires et des travailleurs. …lon la même source, le prince, … avoir passé les troupes en …e, a été conduit avec son épouse … palais royal, au centre de la …tale cambodgienne.

…ns la soirée, le prince Sihanouk …té l'hôte d'un banquet offert … son honneur par le premier … premier ministre, M. Khieu …phan, auquel participaient de …breuses personnalités gouverne…tales. Radio Phnom-Penh a …qué qu'au cours d'un discours … Khieu Samphan avait rendu …nage aux « activités patrioti…s » du prince et du premier …stre, M. Penn Nouth, pendant … années d'exil. — (A.P., Reuter, …)

Vietnam du Nord

HANOÏ VA VENDRE DES ARMES AMÉRICAINES…

Une mission du G.R.P. sud-vietnamien vient de séjourner à Hongkong. Un de ses membres, cité par le correspondant du « Times », a déclaré en privé que des délégations d'Europe de l'Est et du tiers-monde se rendront à Hanoï et à Saigon afin d'acheter de l'équipement militaire américain qui appartenait à l'ancienne armée du Sud.

Les Soviétiques auraient déjà pris possession du matériel le plus moderne. Hanoï refuse, d'autre part, de vendre des armes qui pourraient servir à des guérilleros. Quant aux étrangers, ils procéderont à des achats en fonction des possibilités d'obtention de pièces détachées.

La mission sud-vietnamienne, qui a pris possession des locaux du consulat à Hongkong, se rend maintenant à Singapour. Elle y récupérera dix bateaux vietnamiens qui y demeurent ancrés. Elle n'a, en revanche, pu récupérer le Boeing-707 appartenant à la compagnie Air Vietnam : la Cour suprême de Hongkong a en effet décidé que l'avion serait donné à la Pan American Airways afin d'éponger les dettes d'Air Vietnam.

AFRIQUE

Maroc

La disparition d'un opposant suscite de vives inquiétudes

Un ressortissant marocain, M. Mohamed Bachiri, vingt-huit ans, originaire d'Oudjda, a disparu depuis le 1er septembre entre la France et le Maroc. Ancien O.S. chez Renault, M. Bachiri s'était inscrit comme étudiant à la faculté des lettres de Vincennes. Le 1er septembre, il avait quitté son domicile parisien pour se rendre au Maroc.

Il s'embarqua à 19 h. 20 — sa femme l'avait accompagné — à l'aéroport de Roissy-en-France, dans un avion de la compagnie Air France à destination d'Oudjda, où l'appareil atterrit vers 21 h. 20. Sa famille l'attendit vainement à l'aéroport, et l'on est depuis sans nouvelle de lui. M. Bachiri a milité dans les rangs des organisations de défense des travailleurs immigrés. Il était, en outre, l'un des animateurs de la troupe de théâtre El Assifa.

Dans un communiqué, cette troupe — qui a dû annuler un spectacle prévu par la radiotélévision française — « *s'indigne et proteste* » contre « *cette brutale disparition* [qui] *fait craindre les pires événements* », et appelle à envoyer des télégrammes à l'ambassade du Maroc en France « *pour exiger des nouvelles de Mohamed Bachiri* » (1).

La police de l'air de Roissy-en-France n'est pas davantage en mesure de fournir des éclaircissements, d'autant que M. Bachiri a emprunté un vol supplémentaire, dont la liste des passagers ne sera pas décryptée avant deux semaines par les ordinateurs. Il est toutefois exclu que M. Bachiri ait été intercepté par les autorités françaises avant son départ.

Plusieurs intellectuels français, notamment Mme Margueritte Duras, le metteur en scène Claude Régy et l'écrivain Alain Jouffroy, ont d'ores et déjà fait savoir qu'ils participaient à une campagne en faveur du jeune Marocain.

A la demande du Comité de défense de la vie et des droits des travailleurs immigrés (2), un avocat parisien, Me Lucienne Didner-Sergent, a entrepris une démarche auprès du consulat du Maroc à Paris, où M. Bachiri avait obtenu récemment la prorogation de son passeport. On y déclare « *tout ignorer de cette affaire qui est du ressort de la police marocaine* ».

(1) Pour tous contacts, Philippe Tancelin, 19, rue Censier, 75005 Paris.

(2) 154, rue Saint-Maur, 75010 Paris.

LE SORT DE Mme CLAUSTRE

M. René Journiac a repris ses pourparlers avec les autorités tchadiennes

M. René Journiac, conseiller technique à la présidence de la République pour les affaires africaines, s'est à nouveau rendu, le mardi 9 septembre, à N'Djaména afin de reprendre avec les autorités tchadiennes les discussions sur l'« affaire Claustre ». Le chef des rebelles Toubous du Tibesti, M. Hissène Habre, avait menacé d'exécuter Mme Claustre le 23 septembre s'il n'obtenait pas les armes et l'argent qu'il exige.

Conformément aux intentions proclamées par l'Elysée (*le Monde* du 9 septembre), la plus grande discrétion entoure les activités de M. Journiac à N'Djaména. Il semble qu'il ait eu mardi soir un entretien avec le chef de l'Etat, M. Félix Malloum. Celui-ci avait refusé de le recevoir lors de son précédent séjour dans la capitale tchadienne samedi, et l'émissaire français avait dû reprendre l'avion pour Paris.

En France, la campagne lancée le 16 juillet dernier par le comité pour la libération de Mme Claustre se poursuit activement. Cet organisme a reçu plus d'un millier de signatures émanant de personnalités du monde universitaire et de la recherche. On y relève notamment les noms du professeur Théodore Monod, membre de l'Institut, du professeur Lionel Balout, directeur du Musée de l'homme, de Mme Denise Godin, présidente de la Croix-Rouge française, de Mme Germaine Tillion, ethnologue, etc.

Après *Paris-Match*, *le Figaro* publie ce mercredi un témoignage de Raymond Depardon, journaliste de l'agence Gamma qui a accompagné M. Claustre au Tibesti lors de son dernier voyage et qui s'est entretenu longuement avec Mme Claustre. Evoquant les négociations, la prisonnière lui a notamment déclaré : « *Bien sûr, quelques efforts ont été faits, mais les négociateurs n'ont rien fait de réel, de concret pour nous, rien… Maintenant ils essaient de s'en laver les mains en disant que c'est le gouvernement tchadien qui va régler notre problème. Malloum et compagnie attendent que je crève. A croire qu'ils en seraient ravis… Ils souhaitent prolonger indéfiniment les négociations… La France fait semblant de croire que les choses vont s'arranger ainsi.* » En conclusion, Mme Claustre exprime sa conviction que les révolutionnaires ne la tueront pas. Elle ignorait toutefois l'ultimatum lancé par le chef rebelle.

Une splendeur dans votre bibliothèque qui sera le signe de votre bon goût…



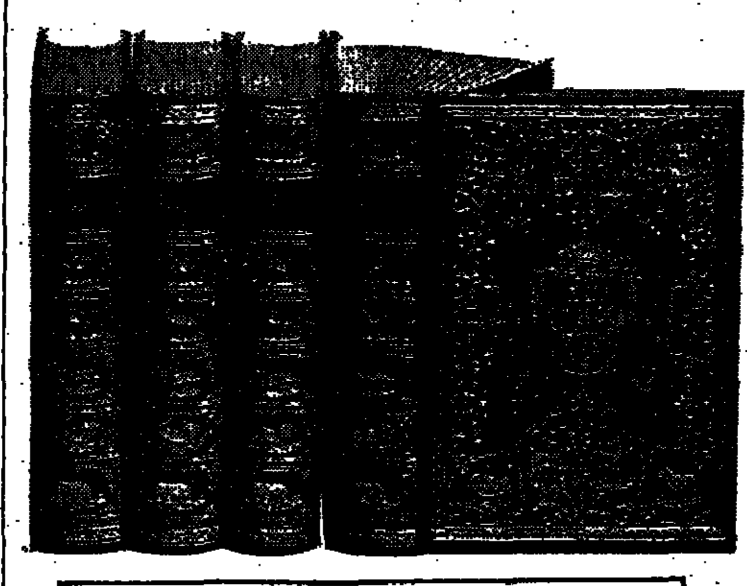



Jean-Baptiste Oudry a achevé la gravure de ses 275 illustrations claustré 3 mois durant aux Tuileries par le Roi, excédé par sa paresse et sa vie dissipée. L'ouvrage comporte en plus 4 frontispices et 52 culs-de-lampe d'époque.

Chez vous : les 275 gravures originales* de J.-B. Oudry (1686-1755) illustrant les Fables de M. de la Fontaine

Vous procurerez beaucoup de plaisir à vos amis qui prendront en main, chez vous, ces splendides ouvrages richement reliés, superbement illustrés (1). Véritable œuvre d'art, belle réussite de l'Édition française avec ses 275 gravures originales en taille douce du premier peintre animalier du temps : Jean-Baptiste Oudry. Édition de haut prestige par la richesse de sa reliure, exactement celle qui habillait les exemplaires offerts par le Roi à Madame de Pompadour : les armes de la divine marquise, le fameux blason en forme de cœur aux trois tours crénelées, ainsi que les principaux animaux des Fables.

Pour vous, la même édition rarissime que celle offerte par Louis XV à Madame de Pompadour



Vente exclusive par courrier chez le seul Jean de Bonnot



Editeur en livres rares et précieux 7, Faubourg Saint-Honoré 75392 PARIS CEDEX 08

GARANTIE DE RACHAT Il vaut mieux avoir moins de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent pas être vendus à vil prix et donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Jean de Bonnot ne publie que des œuvres soignées dans les plus petits détails qui prennent de la valeur chaque année, c'est pourquoi il s'engage à les racheter au même prix aux souscripteurs qui le désireraient.

Un prix à n'y pas croire…

Pour une édition de cette classe iconographique, de cette richesse bibliophilique, les prix ont été "tirés" au plus juste et ce sont les Amateurs avertis qui en bénéficieront : 48 F par tome…! Une dépense absolument dérisoire eu égard à la rareté de l'ouvrage.

8 jours chez vous sans rien payer !

Vous pouvez disposer du tome premier pour l'examiner à loisir, admirer ses illustrations et sa splendide reliure. Sans débourser un centime. Au bout de 8 jours vous avez la liberté de nous retourner l'ouvrage dans son emballage d'origine, à nos frais. Ou bien, conquis, vous le gardez et réglez 48 F seulement (1,60 F de port) et les trois autres tomes vous parviendront, un chaque mois, au même prix.

Un honnête homme du XXe siècle sera fier et un peu orgueilleux de posséder chez lui une œuvre aussi prestigieuse qui lui fera honneur.

(1) Note de Monsieur Jean de Bonnot. Certains Amis de Jean de Bonnot pourront s'étonner de trouver la présente information dans la Presse. C'est que l'augmentation des tarifs et les nouvelles conditions postales me permettent difficilement d'informer individuellement et par la Poste chacun d'entre vous comme j'ai pu le faire jusqu'alors. Veuillez ne pas m'en tenir rigueur et trouver ici mon message.

(*) Nous garantissons que nos illustrations sont tirées directement sur les gravures originales de J.-B. Oudry. Quatre volumes de 528 pages environ in-octavo royal 14 x 21 cm. Reliure dans une seule pièce de peau de mouton de pays, couleur vermillon, grain d'Angleterre (sans aucune couture, ni joint). Plats et dos décorés à la feuille d'or 22 carats. Papier chiffon naturel vergé sur forme ronde et filigrané « aux canons ». Pages de garde Ingres vergé à la forme, bleu roi, aux lys de France, poudrés à l'or.

"…Je suis curieux de voir ce tome 1 (sans engagement)

1

Nom ______ Prénom ______

Adresse complète ______

______ Code Postal ______

Signature (Signature des parents ou du tuteur si le souscripteur est mineur)

Envoyez ce bon à : Jean de Bonnot, 7 rue du Faubourg St-Honoré-75392 PARIS CEDEX 08

AFRIQUE

ANGOLA : une semaine avec les combattants du F.N.L.A.

II. — Aux avant-postes de l'anticommunisme

Après avoir décrit les conditions dans lesquelles se déroule l'offensive du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.) au nord de Luanda (« le Monde » du 10 septembre), notre envoyé spécial évoque la personnalité et l' « entourage » du président Holden Roberto.

De notre envoyé spécial OLIVIER POSTEL-VINAY

Ambriz. — Les deux provinces du Nord, Zaïre et Uige, ainsi que la moitié nord de la province de Luanda, sont entièrement contrôlées par le F.N.L.A. Une région grande comme une fois et demie la Suisse, et qui pourrait, à la rigueur, se suffire à elle-même : une agriculture florissante (le café de Carmona et le sucre de Caxito), et des ressources en hydrocarbures qui seraient, dit-on, plus importantes que celles de Cabinda (1).

L'intention des dirigeants du F.N.L.A. n'est pourtant pas de créer un Etat séparé. Ils veulent la victoire totale, et sont persuadés qu'ils l'obtiendront. *« Nous aussi, nous avons nos amis »*, explique le président Holden Roberto, faisant allusion à l'aide que le mouvement rival reçoit de l'U.R.S.S. *« A l'escalade, nous répondrons par l'escalade. »*

Le « président »

A Negage, non loin de Carmona, fut créée dans le plus grand secret, le 23 août, l'armée de l'air du F.N.L.A. Quatre cent cinquante hommes en uniforme bleu y reçoivent un entraînement militaire intensif et subissent, trois fois par semaine, ce qu'on appelle ici des séances de « *mentalisation* ». Certes, le M.P.L.A. a un peu abîmé les installations abandonnées, à contre-cœur, par les Portugais — c'était leur meilleure base aérienne, la plus sophistiquée de cette région d'Afrique — mais elles seront vite remises en état. Les avions ? *« Nous les attendons,* déclare un membre de l'entourage du commandant de la base. *La France, la Grande-Bretagne, la République fédérale d'Allemagne, l'Espagne, nous ont promis de nous en fournir. Les Etats-Unis suivront.* » Les pilotes ? Venus de l'aviation civile ou militaire portugaise, ils ne manquent pas. Des militants apprennent à piloter des hélicoptères au Zaïre. Seuls les techniciens font défaut. Mais le F.N.L.A. se fait fort d'en recruter, dût-il les payer à prix d'or.

Ce bel optimisme n'est pas partagé par tous, mais qui oserait rompre cet enthousiasme collectif, cette union sacrée grâce à laquelle ces nouveaux croisés de l'anticommunisme oublient leurs divergences passées et se masquent leurs différences ?

Derrière les volets clos de sa petite maison, non loin du vieux fort portugais d'Ambriz, à 200 kilomètres au nord de Luanda, le président Holden Roberto écoute un concerto de Mozart. *« C'est ma musique préférée »*, confie-t-il volontiers. Revenu il y a un mois en Angola, qu'il avait quitté à l'âge de deux ans — il a surtout vécu au Zaïre — il s'adapte avec aisance à sa nouvelle condition de chef militaire.

Le « président », comme tout le monde l'appelle, ne s'est que depuis peu converti à l'anticommunisme. Il est resté avant tout, pendant quinze ans, le chef d'un mouvement de libération prestigieux. S'il résidait à Kinshasa, c'est parce que le Zaïre était la meilleure base naturelle pour la guérilla angolaise, et lui ouvrait largement ses portes. Ses lieutenants sont souvent de rudes soldats, dont les militaires portugais parlent avec respect.

Le visage fermé, le regard dissimulé derrière des lunettes noires, timide, presque austère, M. Holden Roberto a conservé de son éducation protestante des manières de pasteur. Il ne boit ni ne fume. Aucun cérémonial, aucun décorum ne l'entoure. Patient, il sait aussi se décider rapidement. Un ensemble de qualités qui font de lui un homme respecté.

Au volant de sa Land-Rover, il emmène son état-major au front. *« Il faut être prudent, car la route peut être minée »*, dit-il en fonçant à 100 kilomètres à l'heure sans parvenir à éviter les nombreux trous qui creusent l'asphalte. Il montre du doigt la carcasse déglinguée d'un camion du M.P.L.A. qui a sauté sur un engin anti-chars, et dont le conducteur, désarticulé, la chair à vif, est encore la proie des mouches : *« Celui-là n'a pas eu de chance. » « Je ne me lasse pas de faire ce parcours,* poursuit-il. *Chaque matin, je me lève avec entrain, espérant une nouvelle avance de nos troupes. »*

« Xavier »

Sur le siège à côté de lui se tient, impassible, un grand Portugais barbu, la chemise de parachutiste largement ouverte sur la poitrine. C'est « Xavier », le chef des services de sécurité. La poignée de main franche, le sourire jovial, c'est un ancien agent de la PIDE, la police secrète portugaise, de sinistre mémoire. De sa voix nasillarde, il raconte : *« Quarante militaires du M.P.L.A. se sont rendus hier. Ils ont jeté leurs armes et se sont présentés avec un drapeau blanc. Ils ont été abattus sur place. »* M. Holden Roberto semble désapprouver, mais rappelle, pour faire bonne mesure, qu'à peu de distance de là, à Caxito, le M.P.L.A. avait profité d'une cérémonie des couleurs pour « *faire un carton* » sur les hommes du F.N.L.A. au garde-à-vous.

« Xavier » est aussi une sorte de chef d'état-major. Ce soir, il exposera, carte à l'appui, la situation militaire sur l'ensemble du territoire et proposera la stratégie à suivre.

Derrière lui, dans la Land-Rover, d'autres Blancs participent à la discussion. Un jeune capitaine de l'armée portugaise, qui a fait la guerre en Guinée-Bissau aux côtés de l'ex-général Spinola, explique, avec un certain bon sens, que la situation en Angola est liée à l'évolution du Portugal, et réciproquement. Il dit appartenir à l'Armée de libération du Portugal (A.L.P.), dont les effectifs seraient de l'ordre de deux bataillons, et qui s'est donné pour objectif de « *balayer le communisme par la force* ». Commandée par un certain colonel Castro, qui fait la navette entre Madrid et Ambriz — et auquel le président Holden Roberto, paraît-il, donne l'accolade, — l'A.L.P. se livre, dit-il, à des opérations de sabotage très efficaces. Après s'être réclamé de l'ex-général Spinola et avoir qualifié M. Mario Soarès de « *communiste déguisé* », le capitaine exprime le vœu qu'une junte militaire d'extrême droite s'empare du pouvoir à Lisbonne.

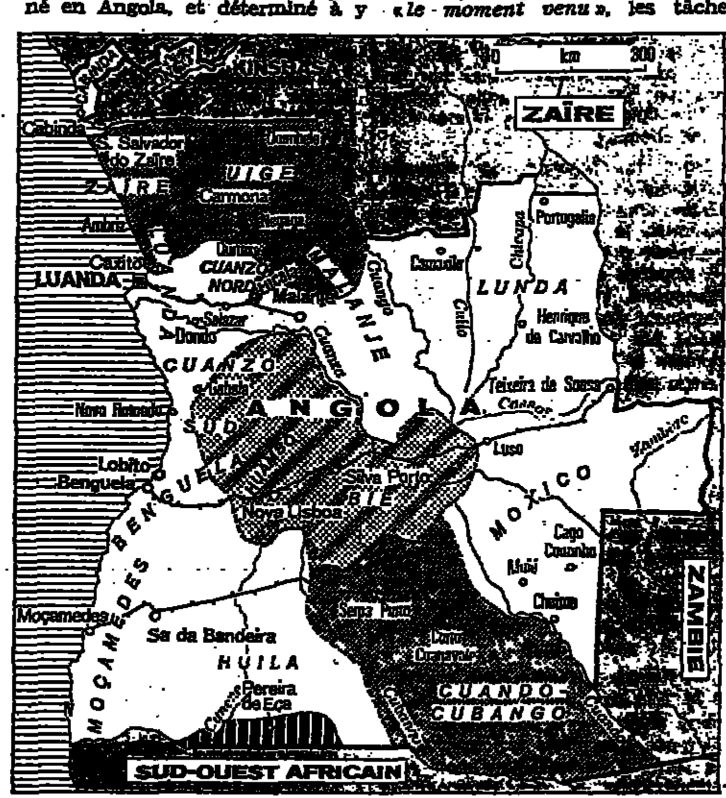
Son voisin, un jeune Portugais né en Angola, et déterminé à y rester, estime qu'il faut d'abord gagner la guerre dans ce pays. *« Le Portugal suivra »*, dit-il. Légataire d'une grande fortune de Luanda, il a quitté l'entreprise familiale pour entraîner, à Ambriz, des « *commandos spéciaux* », auxquels seront réservés, « *le moment venu* », les tâches difficiles. Il a mis à l'abri partie de sa fortune en Af[...] du Sud.

Un jeune Noir écoute sa[...] dire. A vingt-six ans, il e[...] membre du comité cent[...] F.N.L.A. Il était encore, e[...] sergent dans l'armée por[...] où il s'était fait une spéci[...] tendre, avec ses soldats af[...] des embuscades... aux u[...] métropolitaines. Apprécié [...] président pour sa fidélité [...] qualités intellectuelles, il [...] les services de l' « inform[...] Bon psychologue, il sait [...] en confiance les prisonn[...] les faire parler. Devant [...] leur présente un catalogu[...] mements à en-tête de la [...] sur lequel les hommes du M[...] soucieux avant tout de [...] leur vie, montrent du do[...] armes dont se sert leu[...] vement.

La Land-Rover croise l[...] six blindés dont disp[...] F.N.L.A., une automitr[...] Panhard d'un modèle récen[...] pée d'un canon de 80 milli[...] Le conducteur du blin[...] Zaïrois, annonce qu'un [...] Angolais blanc vient d'ê[...] par un obus. La veille, [...] « ouvert », au volant de [...] ture, une route dont on c[...] qu'elle soit minée, ce qui r[...] l'avance des troupes. D[...] modeste, il faisait le coup [...] avec les fantassins de p[...] ligne. *« Il ne différait en r[...] Noirs »*, murmure le présid[...] guise d'oraison funèbre.

A Carmona, la grande v[...] Nord, le calme règne dep[...] mois. Les rares Portugais q[...] y rencontre encore ont [...] une bonne plaisanterie : [...] réinventé le salut fasciste. [...] *ne sommes pas marxiste[...] donc que nous sommes d[...] cistes*, explique l'un d'eux. [...] *croire la radio de Luan[...] contrôlée par le M.P.L.A., [...] seul fait que nous somm[...] propriétaires fonciers, o[...] commerçants, ou seulemen[...] que nous avons choisi de [...] dans le Nord, nous somm[...] réactionnaires. Heil Hi[...]* C'est un jeu auquel certains [...] raient se laisser prendre.

FIN



La carte ci-dessus reproduit approximativement les zones d'implantation des mouvements qui s'affrontent en Angola. C'est à partir de ce document que l'état-major du F.N.L.A. a discuté, à la fin du mois dernier, de l'évolution de la situation sur les différents fronts.

La bande grisée à stries verticales qui jouxte le Sud-Ouest africain correspond, d'après le F.N.L.A., à la zone où des unités sud-africaines ont pénétré pour protéger les installations hydrauliques de Calueque, sur la rivière Cunene.

La région qui s'étend au nord de Henrique-de-Carvalho, dans le Nord-Est, est contrôlée en partie par d'anciens mercenaires katangais, qui y exploitent des mines de diamant.

(1) La prospection est conf[...] compagnie américaine Texac[...]

1972, Knoll International voit sa créativité consacrée par le musée des arts décoratifs.



La chaise "Tulipe" de Saarinen.

1972, Knoll International France s'équipe avec un système Honeywell Bull.

1972. L'année même où le Musée des Arts Décoratifs rend hommage à sa créativité, la société Knoll International France affirme la vitalité de celle-ci en choisissant un premier équipement informatique Honeywell Bull.

La fin du dirigisme informatique.

La qualité d'écoute de l'utilisateur a été le premier critère de sélection entre les constructeurs informatique. Ainsi ont été écartés ceux dont l'attitude dirigiste relève d'une conception paternaliste et dépassée des relations constructeur-client.

Un système informatique s'inscrivant dans une série évolutive.

La compatibilité du système mis en place par Honeywell Bull avec tous les systèmes de la série 60 autorise une évolution dans le traitement de l'information selon les besoins de la société, sans modifier les programmes donc en protégeant les investissements réalisés.

De plus, ce système permet une informatique transactionnelle : un projet à l'étude prévoit l'installation de terminaux dans les différents services dans un délai de 2 ans.

Un matériel de premier équipement bénéficiant des derniers progrès technologiques.

Honeywell Bull a proposé un matériel simple à utiliser (car c'est un premier équipement) et cependant très sophistiqué : il s'agit en effet d'appliquer une méthode de gestion industrielle à une entreprise dont les structures de production sont, par nature, artisanales.

Ainsi l'ordinateur assure l'intégration des tâches, le contrôle de la vraisemblance des données, l'actualisation automatique des informations.

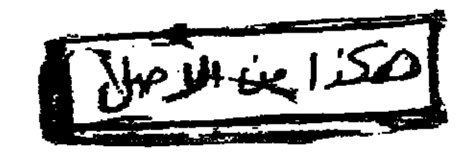
Face à une entreprise qui bouge, des hommes responsables totalement disponibles.

Chaque utilisateur a été personnellement informé de ce qu'est l'ordinateur et de ce qu'il peut en attendre. Cette information a été donnée sous la responsabilité de la Direction Informatique de Knoll International France, réalisant ainsi un des objectifs de Honeywell Bull : permettre à l'entreprise d'accéder à son indépendance informatique.

Cette conception de l'informatique, ouverte, favorisant les échanges entre partenaires indépendants, nous Honeywell Bull l'appelons "informatique créative".

Ce n'est pas un hasard si les entreprises créatives, comme Knoll, la choisissent.

Changez pour l'informatique créative.
Honeywell Bull



POLITIQUE

ÉLECTION SÉNATORIALE DE TARN-ET-GARONNE

La direction du P.S. accepte de laisser le champ libre aux radicaux de gauche

Le bureau exécutif du parti socialiste devait se saisir mercredi 10 septembre de la situation créée en Tarn-et-Garonne par la décision de la fédération départementale du P.S. de présenter un candidat, M. Louis Delmas, maire de Montauban, ancien député, à l'élection sénatoriale partielle qui se déroulera le 28 septembre afin de pourvoir le siège laissé vacant par le décès de Jean Lacaze, radical de gauche.

Lors d'une précédente réunion, le 2 septembre, le bureau exécutif du P.S. avait décidé de soutenir, lors de ce scrutin, conformément aux accords existant au sein de l'Union de la gauche socialiste et démocrate (U.G.S.D.), le candidat du Mouvement des radicaux de gauche, M. Pierre Tajan, conseiller général. MM. Georges Dayan et Charles Hernu, membres du comité directeur du P.S., se sont rendus dans le Tarn-et-Garonne vendredi 5 septembre pour notifier à la fédération départementale cette décision sans obtenir pour autant le retrait de M. Delmas.

A l'heure où le départ de M. Henri Caillavet a conduit un certain nombre de radicaux de gauche à s'interroger sur l'avenir de leur mouvement, la direction du parti socialiste souhaite rassurer ses alliés en leur prouvant qu'elle respecte leur personnalité et qu'elle n'entend pas récupérer systématiquement leurs fiefs électoraux.

Adoptez le fameux matelas en mousse de latex
PIRELLI
Essayez le chez
CAPÉLOU
DISTRIBUTEUR
EXPOSITION • ESSAIS • VENTE
AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI[e] • Métro PARMENTIER
Tél. 357.46.35
LIVRAISON RAPIDE

INFORMATION
ASPROFORC
ASSOCIATION POUR LA PROMOTION PAR LA FORMATION CONTINUE
Champs-Elysées, 75008 PARIS.
Tél. : 359-12-77

...0 stages à compter du 15 septembre 1975.

Sur simple appel téléphonique il vous sera adressé notre calendrier-programme du 4[e] trimestre 1975.

Préparation au D.E.C.S. (Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures), cours du soir l'octobre 1975 à avril 1976.

M. DOMINATI : les dirigeants de la gauche vivent crispés.

Dans le numéro du 4 septembre du mensuel *l'Economie*, M. Jacques Dominati, secrétaire général de la Fédération nationale des républicains indépendants, commente le refus opposé par les chefs de l'opposition aux propositions de dialogue du président de la République. Il écrit :

« Le chef de l'Etat prend acte que les dirigeants de gauche ne peuvent pas aider au changement, préoccupés qu'ils sont de régler leurs querelles internes par le Portugal interposé. Ils vivent crispés. (...) Sûr de l'appui de la très grande majorité des citoyens, le président de la République passe outre. L'unité est à ce prix. (...) Le choix que doit faire désormais chaque citoyen est clair. Chaque réforme que nous réalisons rappelle, à l'évidence, où se trouve le mouvement. De nouvelles initiatives vont d'ailleurs être prises prochainement, qui accentueront encore le courant unitaire, très vivace dans le pays. Car chaque réforme dissipe nombre de préjugés ancrés dans certains esprits, et frappe d'irréalisme l'attitude immobile des dirigeants de gauche. »

Les députés giscardiens vers une action collective plus nette ?

Au terme des deux journées d'étude par lesquelles les parlementaires républicains indépendants ont préparé, à huis clos, la rentrée parlementaire, M. Roger Chinaud, président du groupe giscardien de l'Assemblée nationale, a déclaré mardi 8 septembre : *« Le fait de s'appeler indépendants n'exclut pas que nous insistions sur l'image collective. L'unanimité existe peut-être chez les ultra-terrestres ; nous, nous ne pratiquons pas le caporalisme de groupe. La liberté de vote existe toujours chez nous, mais il s'agit maintenant de nous organiser pour une action collective plus nette. »*

M. Chinaud faisait aussi allusion aux discussions qui ont pu apparaître au sein du groupe giscardien lors de l'examen de certaines réformes voulues par le président de la République et même lors de leur vote — comme ce fut le cas pour la loi sur l'interruption de grossesse. Il a affirmé : *« Notre identité doit être celle de défenseurs de la société libérale avancée, et non de la société libérale attardée. »*

En réponse à une question, le député de Paris a encore dit : *« Nous ne sommes ni escarpins ni godillots. Si certains ont été tentés de travailler avec leurs pieds nous tâcherons de continuer à travailler avec nos têtes. Nous devons le faire dans un esprit d'indépendance organisée. »*

M. Debré et l'aide sociale à la Réunion

M. Michel Debré, ancien premier ministre, député U.D.R. de la Réunion, commente, dans le bimensuel réunionnais *le Combat national* (numéro du 1[er] septembre), l'article de notre collaborateur Noël-Jean Bergeroux paru dans *le Monde* du 12 août et intitulé : *« La Réunion dans la crise, cinq cent mille Français entre le chômage et l'assistance »*. M. Debré écrit notamment : *« Ce titre est à la fois une contre-vérité et l'expression d'un étonnant parti pris. Supposons que les lois sociales métropolitaines n'aient pas été appliquées* [ici], *qu'entendrions-nous ? Et les mêmes qui font le compte des Réunionnais inscrits à l'aide sociale sont les premiers à protester quand, pour tenir compte des caractères particuliers de l'île, une loi métropolitaine est, dans son application, adaptée, afin de ne pas mener à des contresens. Et les mêmes qui déclarent rougir de l'argent distribué réclament à cor et à cri des crédits supplémentaires quand il leur paraît que le budget de l'Etat ne peut faire face à toutes les difficultés des foyers modestes. Et les mêmes qui proclament très haut que l'assistance est une chose honteuse sous le terme de coopération réclament qu'il en soit distribué tout autant et même davantage, en raison de la commission qu'à titre de distributeurs ils comptent sans doute se réserver ! »*

M. Debré ajoute : *« Il y a des abus, dont ne sont pas toujours responsables les Réunionnais. Si les contrôles étaient plus stricts, la réglementation mieux comprise et plus affirmé le sens civique de certains qui occupent des charges sanitaires ou sociales, la distribution des crédits ne mériterait aucune critique ! »*

Les Metz
Jouy-en-Josas



Promoteur vend appartement
• Entièrement rénové
• Au 3[e] étage du château de Montebello dominant un parc boisé de 9 ha.
• Grand standing
5 pièces/145,89 m^2
+ cave et parking,
cuisine équipée
Salle de bains et Salle d'eau

520.000 F

Tél. 288.85.82

CEGOS

Sélé-CEGOS spécialiste dans le Groupe CEGOS du conseil aux entreprises pour les études de fonctions et carrières, pour le recrutement de cadres et dirigeants en France et à l'étranger, recommande les situations présentées ci-dessous.

Président Directeur Général

250.000 F +

Un groupe multinational d'origine européenne a décidé, dans un nouveau programme d'expansion, de conquérir le marché français, et, pour cela de s'implanter dans une grande ville universitaire relativement proche de Paris. Cette nouvelle entreprise aura pour objet les études, la recherche, la formulation et la production de spécialités pharmaceutiques et cosmétologiques ainsi que leur commercialisation au plan national et à l'exportation. Cette opération conçue, programmée et chiffrée au niveau de la Direction Générale du Groupe implique maintenant la recherche du Président Directeur Général à qui elle en confiera la réalisation puis la Direction effective. L'ensemble regroupant équipement et personnel qualifié devrait représenter dans un premier temps 12.500 m2 de bâtiments couverts avec doublement des installations assuré. La notoriété du Groupe et de ses produits et notamment en matière de recherches sera de nature à favoriser la meilleure implantation en France. En étroite liaison avec la maison-mère et à l'issue d'une période de formation et d'adaptation au sein de celle-ci, le titulaire de ce poste, agé d'au moins 40 ans, aura ensuite l'entière responsabilité du management et du développement de cette nouvelle réalisation. Docteur en médecine ou en pharmacie ou bien diplômé d'enseignement supérieur, il aura acquis obligatoirement dans un laboratoire pharmaceutique et durant plusieurs années, l'expérience d'une direction effective dans un ensemble "produits - distribution" comprenant plusieurs centaines de personnes. La connaissance de l'une ou l'autre de ces langues: anglais - allemand est très souhaitée compte tenu des nombreuses relations internationales.

Ecrire à Fr. ROUSSEAU - réf. M/ 6.020

Directeur Financier

180.000 F +

Une entreprise industrielle, C.A. 250 millions, filiale d'un important groupe international, fabriquant et installant des biens d'équipement, recherche dans le cadre de sa restructuration un Directeur Financier. Sous l'autorité directe du Président, il dirigera et réorganisera des services groupant 100 personnes. Ce poste, offert à Paris, convient à un cadre bilingue anglais, diplômé HEC + expertise, CPA, ICG ou Business School, ayant une quinzaine d'années d'expérience des problèmes financiers, comptables et de gestion, dont une partie au niveau direction et comprenant les moyens informatiques. La mission confiée est de nature à motiver un cadre cherchant des responsabilités effectives permettant d'accéder à moyen terme à une carrière de premier plan.

Ecrire à M.J. FOURNIAT - réf. M/ 23.429
(préciser le délai de disponibilité)

Expert en Finances des Moyennes Entreprises

CEGOS-Management recherche pour son équipe spécialisée dans les interventions auprès des moyennes entreprises (CA 25 à 300 MF/An) un Collaborateur de haut niveau capable d'assister les dirigeants pour leurs divers problèmes d'engineering financier : restructuration de bilans, conseil et pilotage pour les négociations bancaires, diagnostics de rentabilité et participation aux opérations de redressement. Ce métier de type "profession libérale", comportant études et interventions opérationnelles, convient à un diplômé de grande école (X, HEC...) ayant 5 à 8 ans d'expérience dans une banque ou dans une direction financière, et souhaitant développer une carrière de conseil avec une très large autonomie d'action.

Ecrire à C. de FREMINVILLE - réf. M/ 50.029

Ingénieur d'Affaires

30 ans mini.

Filiale française d'un groupe allemand, leader sur son marché, nous sommes spécialisés dans la réalisation d'installations pour la sidérurgie et d'échangeurs thermiques en pétrochimie : nous recherchons un Ingénieur d'Affaires. Directement rattaché au Directeur Commercial, il sera responsable de "l'affaire" depuis la phase d'avant projet jusqu'à la réalisation complète en liaison avec les services techniques allemands. Ce poste convient à un Ingénieur ou un autodidacte, BILINGUE ALLEMAND (bonnes connaissances anglais appréciées) ayant une expérience de quelques années d'ingénieur d'affaires dans une société d'engineering, bien introduit dans les milieux de la sidérurgie et de la pétrochimie. Il devra être familiarisé avec les techniques mises en œuvre : construction mécanique, chaudronnerie, thermique (emploi de la vapeur), et maîtriser les problèmes de sous-traitance. Formation assurée. Déplacements courts mais fréquents : France et Etranger. Lieu de travail : Paris.

Ecrire à M. CLERE - réf. M/ 73.328

Adresser C.V. détaillé en indiquant la référence à SÉLÉ-CEGOS, 33, quai Galliéni, 92153 SURESNES qui s'engage à répondre et garantit une totale discrétion.



LA RENTREE AUX EDITIONS SOCIALES

Collection NOTRE TEMPS

E. FAJON — L'Union est un combat (avec le rapport inédit de Georges Marchais au Comité Central de Juin 1972 qui adopta le Programme Commun de Gouvernement). 7,50 F
E. PERRIER — Corse. Les raisons de la colère 13 F.
J. ROCCHI — La Télévision malade du pouvoir 13 F
C. MASSU — Le droit au logement, mythe ou réalité 9,50 F
F. ASHER et J. GIARD — Demain la ville, urbanisme et politique 13 F
J. ELLEINSTEIN — L'histoire de l'U.R.S.S. 4 volumes sous coffret: 52 F

Collection SOCIALISME

J. LEGRAND — Le choix mongol 13 F
A. CARREL et G. FOURNIAL — Cuba socialiste de A à Z 16 F
J. de BONIS — En direct avec un dirigeant hongrois: Gyögy Aczel 16 F

Collection PROBLEMES

G.F.E.N. — L'échec scolaire : doué ou non doué ? 3[e] édition - 20[e] mille - 20 F
M. VADEE — Bachelard ou le nouvel idéalisme épistémologique 20 F
Collectif d'auteurs — Sport et développement humain (Pour la première fois un livre qui aborde les problèmes théoriques que soulève la pratique du sport). 20 F
C.E.R.M. — Semaine de la pensée marxiste 1975. Les femmes, aujourd'hui, demain 20 F

Collection PROBLEMES/HISTOIRE

Y. GARLAN et C. NIERES — Les révoltes bretonnes de 1675 20 F
M. MOISSONNIER — La révolte des Canuts 20 F

Hors Collection

NOUS SOMMES VOS FILS - L'affaire Rosenberg. Les fils Michael et Robert parlent. Avec plus de cent lettres inédites de Julius et Ethel. (Éditions Sociales/E.F.R.) 43 F
Economie et Politique — La Crise (Introduction de G. Marchais. Le Parti Communiste s'explique sur la crise). 29 F
G. BADIA — Rosa Luxemburg - journaliste, polémiste, révolutionnaire 130 F
M. COHEN — Histoire d'une langue : le Français 4[e] édition - 20[e] mille - 40 F
M. COLIN — Ce n'est pas d'aujourd'hui. Femmes, syndicats, luttes de classe 20[e] mille - 20 F
Dr. F. LAZARD-LEVAILLANT — Le petit enfant, ce méconnu 15[e] mille - 25 F
M. PIQUEMAL - F. et A. DEMICHEL — Institutions et pouvoir en France 2[e] édition - 15[e] mille - 25 F
M. et R. WEYL — Divorce, libéralisme ou liberté 25 F
M. BOUVIER-AJAM, J. IBARROLA et N. PASQUARELLI — Dictionnaire économique et social 59 F
En hommage à Charles PARAIN — Ethnologie et histoire 120 F
J. VARIN — Jeunes comme J.-C. Tome I. 1920/1939 - 20 F.

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

M. Chirac reproche à l'opposition de se refuse

Adopté le jeudi 4 septembre par le conseil des ministres, présenté le soir même à la télévision par M. Giscard d'Estaing, commenté le lendemain par M. Fourcade, le plan de soutien de l'économie, plus exactement sa traduction financière, qui était soumis mardi 9 septembre à l'Assemblée nationale, avait des allures de plat réchauffé.

On pouvait donc craindre que le premier ministre et le ministre de l'économie et des finances, chargés de « vendre » ce plan aux députés (M. Chirac n'avait-il pas affirmé dès lundi que le programme de développement économique serait approuvé tel quel par le Parlement), se fassent condamner à la répétition.

Victime incontestable d'un système où l'information court-circuite souvent le Parlement, quand elle ne lui impose pas sa loi (n'organise-t-on pas désormais les débats en fonction des retransmissions télévisées ?), M. Fourcade, qui avait de surcroît le handicap de succéder au premier ministre et au rapporteur général, s'acquitta de sa tâche sans grand enthousiasme, assénant à un auditoire réduit un discours très technique, où les précisions l'emportaient sur de réelles révélations.

Parlant devant la quasi-totalité des députés, M. Chirac avait eu la faculté d'utiliser un registre plus large et surtout plus politique. Il en usa largement, se livrant à une véritable défense et illustration du fait majoritaire par le biais d'attaques très vives contre « cert partis politiques qui se réfugient dans la critique systématiqu

Beaucoup plus impatient que le chef de l'Etat, il ne cache son irritation devant le refus des dirigeants de l'opposition de di ter avec celui-ci ou son premier ministre des problèmes la France, « comme si les élus de la majorité de la nation étaie leurs yeux des exclus du suffrage universel ».

Singulière critique à l'égard d'hommes qui se plaignent d longtemps d'être exclus du jeu politique. Habilement, M. C s'est attaché à convaincre l'opinion que si le dialogue est dif

Mardi 9 septembre, à 16 heures, M. Edgar Faure déclare ouverte la session extraordinaire du Parlement consacrée à la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975.

Après des rappels au règlement de MM. ALFONSI (rad. de gauche, Corse) et CERMOLACCE (P.C., Bouches-du-Rhône) sur la situation de la Corse, et de M. ROBERT-ANDRE VIVIEN (U.D.R., Val-de-Marne) sur la fermeture des portes de l'Assemblée nationale en raison de la présence de délégations de travailleurs, M. JACQUES CHIRAC, premier orateur à intervenir dans la discussion, dénonce tout d'abord l'attitude *« de ceux qui se réfugient dans la critique systématique et croient ou feignent de croire que la situation actuelle, dont ils peuvent difficilement nier le caractère mondial, n'est que la conséquence des erreurs des gouvernements en place et la justification de leurs propres thèses ».* Puis le premier ministre déclare : *« Nous sommes ici non pour nous lancer dans une polémique stérile et rechercher des effets de séance mais pour informer le peuple français et pour chercher, en commun, je veux dire par l'accord le plus large possible, comme le souhaite l'opinion publique, les remèdes les plus aptes à résoudre ces difficultés. »*

Evoquant l'attitude des dirigeants de l'opposition qui refusent toute concertation, il remarque : *« Alors que ces dirigeants rencontrent régulièrement des chefs d'Etat, de gouvernement ou de partis politiques étrangers, ils n'acceptent pas de discuter des problèmes de la France avec le chef de l'Etat ou son premier ministre, comme si les élus de la majorité de la nation étaient à leurs yeux des exclus du suffrage universel.* (Applaudissements sur les bancs de la majorité.) *Cette attitude, je le dis nettement, n'est conforme ni à l'esprit démocratique ni à notre conception de la République ouverte au dialogue. Le peuple français appréciera un refus qui est sans exemple dans les démocraties modernes. »*

M. Chirac analyse ensuite les quatre causes réelles de la crise économique internationale :

— Le désordre du système monétaire international ;

— Les excès même de l'expansion et de l'inflation, *« les chefs d'entreprise, les consommateurs et les salariés ayant été entraînés par une ambiance de facilité »* ;

— L'évolution des marchés internationaux de matières premières industrielles et agricoles, dont il souligne la hausse considérable ;

— Enfin, le fait que, pour la première fois depuis de nombreuses années, la quasi-totalité des économies se soit retrouvée dans la même phase du cycle économique.

Pour le premier ministre, aucun élément objectif ne permet cependant d'affirmer *« comme le fait complaisamment une partie de l'opposition, qu'il s'agit d'une crise mortelle pour nos sociétés libérales ».* Il n'en admet pas moins que la crise que nous connaissons actuellement est la plus sérieuse depuis la dernière guerre tout en n'étant en rien comparable à la grande crise de 1929. Après avoir affirmé que *« face aux difficultés, le gouvernement n'a cédé à la tentation ni de l'improvisation désordonnée ni de la facilité »* puis rappelé les objectifs rigoureux fixés, dès juin 1974, par le gouvernement, en matière de prix et de commerce extérieur, M. Chirac affirme : *« Aujourd'hui ces objectifs ont été pour l'essentiel atteints. »* En matière d'inflation *« la décélération est continue depuis des mois ».* L'inflation reste cependant trop forte et constitue toujours *« le principal danger qui guette notre économie ».* Le gouvernement n'entend donc pas relâcher son effort et se réserve de prendre, le cas échéant, de nouvelles mesures *« s'il apparaissait que l'ensemble des agents économiques ne respectait pas la discipline librement consentie à laquelle les appelle le gouvernement ».* En ce qui concerne le commerce extérieur, les résultats obtenus ont été spectaculaires, estime M. Chirac, qui ne conteste toutefois pas qu'ils sont dus en bonne partie à une réduction de nos importations.

M. Chirac aborde ensuite le problème du chômage, *« préoccupation majeure du gouvernement »,* et précise à ce sujet : *« En premier lieu nous avons pu éviter dans beaucoup de cas que le chômage partiel se transforme en licenciement collectif* (il souligne notamment le nombre relativement faible, quatre-vingt mille actuellement, de travailleurs licenciés pour cause économique). *En outre le chômage n'est pas aujourd'hui cet état permanent qui est quelquefois décrit. Un effort considérable a été fait, dès la fin de l'année 1974, pour améliorer, dans des conditions que ne connaît aucun autre Etat moderne, les régimes d'indemnisation du chômage partiel ou total. »*

Le premier ministre insiste ensuite sur la continuité de l'action du gouvernement, qui s'est attaché *« secteur par secteur, région par région, à soutenir l'activité économique là où la crise se faisait le plus sentir ».* Il estime cependant que le gouvernement se devait de conserver *« une certaine prudence »,* car, à son avis, *« une opération massive de relance faite prématurément aurait été aussi inefficace que dangereuse* (protestations sur les bancs de la gauche) *dans la mesure où elle aurait relancé l'inflation et rendu plus difficile, voire impossible, une opération ultérieure de relance ».*

« Aujourd'hui, estime-t-il, *la situation est différente : divers indices laissent en effet penser que la reprise est désormais possible, même du point de vue de la lutte* contre l'inflation. » D'où le programme de soutien de l'économie, dont M. Chirac souligne alors les traits essentiels :

1) L'importance de l'action engagée : *« L'ensemble des mesures représente plus de 20 milliards auxquels s'ajouteront près de 10 milliards de décalage des recettes de l'automne 1975 au printemps 1976. Ces dépenses ne seront pas financées par l'impôt, car nous voulons qu'elles aient un caractère nettement expansionniste. Il ne s'agit pas là d'un déficit subi mais d'un déficit décidé. »*

2) La priorité aux investissements. M. Chirac s'étonne à ce sujet que l'opposition, *« probablement surprise par l'ampleur de notre action estime excessive la part réservée aux équipements collectifs et industriels ».* Relevant le fort accroissement de l'épargne, il déclare : *« Rien ne nous indique qu'une forte injection de moyens monétaires au profit des particuliers aurait été utilisée pour accroître la consommation plutôt que pour gonfler cette épargne inactive. »* A son avis, *« la relance par les investissements est, de façon plus sûre et plus rapide, créatrice d'emplois et de croissance ».*

3) L'aide exceptionnelle aux familles et aux personnes âgées.

4) L'application rapide des mesures retenues.

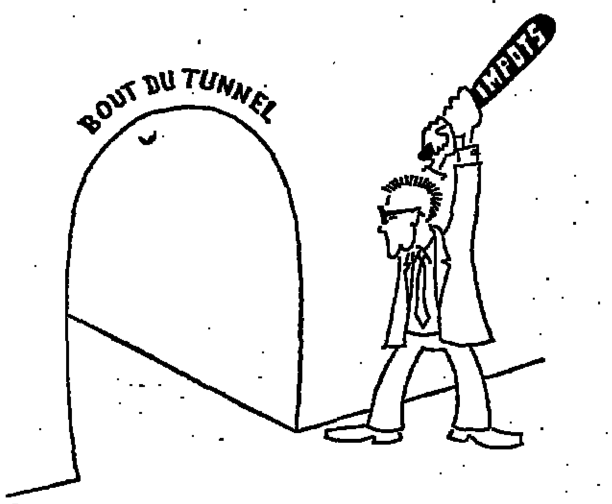
Pour M. Chirac, ce programme doit permettre avant la fin de l'année une reprise progressive de l'activité, et 1976 devrait être une année de croissance économique *« même si celle-ci doit être moins forte que celle que nous avons connue depuis dix ans ».* Il est cependant difficile de faire des prévisions chiffrées *« aussi longtemps que subsisteront des incertitudes sur la conjoncture mondiale ».*

En ce qui concerne l'emploi, le gouvernement attend d'abord de ce programme *« l'arrêt de la dégradation de la situation puis une amélioration progressive de celle-ci ».* Le premier ministre affirme ensuite : *« Quelles que soient les difficultés, nous ne ralentirons pas notre marche en avant vers une société plus juste et plus humaine. Nous poursuivrons et renforcerons notre politique sociale, en abaissant notamment l'âge de la retraite et en réduisant la durée du travail. »* Il annonce à ce sujet que le gouvernement présentera au Parlement, lors de la prochaine session, un projet de loi portant réduction de la durée maximale autorisée.

En ce qui concerne l'âge de la retraite, il fixe plusieurs objectifs : donner aux travailleurs entre soixante et soixante-cinq ans une plus grande liberté de choix pour l'accès à la retraite et cela par un relèvement des taux des pensions servies ; reconnaître des droits particuliers aux travailleurs occupant certains types d'er manuels ; favoriser l'occup par les jeunes des emplois dégagés.

Après avoir souligné la co tation engagée avec les naires sociaux sur ces deux blèmes, M. Chirac insiste nécessité, pour empêcher le r vellement de la crise, de pr voir un nouvel ordre écono international, en abando tout d'abord un système taire *« qui aboutit à l' titude générale des valeurs taires ».* Il convient égalem son avis, d'organiser les m de matières premières af stabiliser les cours. *« J'a espoir,* déclare M. Chirac, *conférence proposée par le dent de la République entr ducteurs et consommateurs se réunir dans un délai r ché. »* Il faut également, se premier ministre, réduire l parités excessives qui e entre les pays riches et le en voie de développement e ce faire, augmenter nota l'aide directe apportée p premiers aux seconds.

En ce qui concerne la M. Chirac note que *« l'év de notre société nous con modifier les conditions et l de notre production ».* Et cise : *« La croissance ne se tout à fait ce qu'elle a ét le passé. Mais le fait qu'e différente, mais aussi me ne doit pas être, pour les d'entreprise ou les salari motif d'inquiétude. »*



ssin de KONK.)

Surmonter les craintes, les inquiétud

Après avoir souligné l'importance des travaux du VII[e] Plan et souhaité que tous les Français se sentent concernés par ce document, M. Chirac déclare pour terminer : *« Aujourd'hui, le gouvernement propose au pays un programme d'ensemble, dont tous les secteurs de la vie économique nationale connaîtront les effets positifs. Mais la reprise de l'activité ne se décrète pas, quelle que soit l'ampleur des mesures d'incitation adoptées. Dans une société de liberté comme la nôtre, le succès ne saurait dépendre seulement des décisions gouvernementales. Il est dans la main de tous les Français (...). Il est nécessaire que les chefs d'entreprise et les cadres surmontent leurs craintes, leurs inquiétudes, leurs hésitations. Il est fondamental qu'ils reprennent confiance dans l'avenir et misent délibérément sur l'expansion (...). Il est indispensable que les salariés mesurent les enjeux de l'effort qui commence ; le plein emploi et le progrès social. Tout doit être subordonné, dans les prochains mois, à la nécessité d'assurer une reprise équilibrée de la croissance. Tout ce qui mettrait en péril cette reprise irait à l'encontre des intérêts les plus manifestes de tous ceux qui travaillent. Cela implique à l'évidence que, dans l'expression de leurs revendications, les travailleurs tiennent compte de cette nécessité qui les concerne directement. L'inflation reste en effet un danger permanent. C'est un danger pour la nation. C'est un danger pour chaque Française et pour chaque Français. La reprise de l'activité économique ne doit en aucun cas aboutir à une flambée d'inflation. La hausse des prix nous menace toujours. Elle peut venir de l'extérieur. Mais elle peut surtout surgir de nos propres comportements, de nos appétits. Elle condamnerait à l'échec toute tentative de redressement durable. »*

M. Chirac souhaite ensuite que le débat soit constructif : *« Je le voudrais dépouillé de toute aigreur, de toute vaine agressivité, de toute démagogie. »* (Mouvements sur les bancs de la gauche.) Aussi regrette-t-il les propos de M. Georges Marchais affirmant, *« contre toute logique, contre toute bonne foi, que le programme de soutien économique allait aggraver la situation ». « Ce n'est pas sérieux,* déclare M. Chirac, *et je crains dans ces conditions que le dialogue soit difficile. Ce ne sera pas de mon fait. »*

Et il conclut : *« La majorité de l'Assemblée exprime ici la volonté de la majorité du peuple français. Elle est consciente de la gravité du moment. Elle saura prendre, une fois encore, pour le pays, ses responsabilités. C elle qu'il appartient de f de conduire la politique République. »*

M. MAURICE PAPON (U rapporteur général, qui *« exorciser les complexes qu pourrions avoir »,* constate raison de l'ouverture de l mie française aux échang ternationaux, *« la récessio contagieuse, comme l'a ét pansion ».* Tout en soulign la France a, comme les pays, *« cédé trop longte trop fortement aux déli l'inflation »,* il reconnaît a vernement le mérite de attaqué *« avec un certain »* à cette inflation. Il estin suite qu'à l'intérieur de pays personne n'a propo solution de rechange adap caractère de la situation, *« gramme commun, vieux d de deux ans et conçu en prospérité »* ayant, à son perdu toute crédibilité. *« préconise aujourd'hui une r massive de la consomm* estime-t-il, *on choisit l'in sans frein. »*

Après avoir reconnu que l de refroidissement arrêté un an était nécessaire pour guer l'inflation et réduire déficit extérieur, il décl *« Hier, il convenait de fr aujourd'hui, il importe de ler. »* Aussi se félicite-t l'ampleur des mesures dé par le gouvernement, m dont, à son avis, la ra d'exécution est un élément tiel.

Pour le rapporteur géné noyau dur du plan est con par les investissements coll Il estime cependant insuffi la part faite aux collec locales.

Evoquant ensuite la néc d'une *« autre croissance »* et autre type de développeme préconise notamment *« une nification moderne et alé* Au sujet des réformes de tures, il déclare : *« Il faut c dant éviter que ne soit mi cause la capacité de la libr treprise et de l'Etat libéral à face au chômage dans une s qui se flatte d'ouvrir le dro travail. »* Pour terminer, il ligne certaines contradiction incompatibilités entre les o tifs et les moyens de notre tique économique, *« par exe entre l'effort sollicité des e prises en tant que facteur e tiel de la croissance et suppo l'emploi et la mise en cause p dique de leur statut ou contraintes accumulées qu'on impose dans la meilleure in tion ».* Il conclut : *« C'est en que devra être défini un nou modèle de croissance. Il res gagner la bataille d'aujourd'h*

M. FOURCADE : la lutte contre l'inflati reste notre préoccupation constante

M. JEAN-PIERRE FOURCADE, ministre de l'économie et des finances, présente ensuite les lignes principales du plan de soutien dont il précise l'application. Il souligne tout d'abord que la situation de l'économie française est fortement contrastée. Après avoir relevé le fort recul de la production industrielle *(« qui paraît maintenant interrompu et qui s'explique en grande partie par l'évolution commerce international »),* recul de la production intérie brute et la détérioration de situation de l'emploi *(« due à forte réduction de l'embau dans les entreprises »),* il co tate que ce dernier problè reste, *« autant qu'un problè de création d'emplois, un p blème d'orientation et de for tion ».* Il précise à ce sujet

---

DANS LES COULOIRS DU PALAIS-BOURBON

Une leçon contestée d'économie politique

A chacun son rôle : M. Giscard d'Estaing, mandataire de tous les Français, s'était donné pour tâche, il y a moins d'une semaine, d'insuffler à la population la confiance indispensable au succès du plan de relance ; M. Chirac, responsable devant le Parlement, avait reçu pour mission, comme le faisait observer M. Jean-Marie Caro (réf.), de *« galvaniser les élus de base ».* L'impression générale, dans les couloirs du Palais-Bourbon, était qu'il n'y avait guère réussi. Un jeune député réformateur se disait *« morose »* après l'audition de ce discours *« insipide ».* Les plus courtois, tel M. Jacques Blanc (rép. ind.), se contentaient d'indiquer que l'intervention du premier ministre leur avait paru bien longue. M. Lucien Neuwirth (U.D.R.) ne trouvait pas meilleur compliment que celui-ci : *« C'était,* déclarait-il, *un discours bien charpenté. »* M. Henry Berger (U.D.R.) approuvait lui aussi en termes mesurés : *« C'était un bon rapport, bien travaillé. »* M. Max Lejeune, président du groupe réformateur, allait cependant jusqu'à dire que la fin du discours n'avait pas manqué d'un certain élan. Rares étaient ceux qui l'avaient remarqué. Les autres se consolaient en soulignant, comme M. Flornoy (U.D.R.), que seuls comptent les faits et que les discours sont simplement les *« bouquets de fleurs »* qui les accompagnent, ou, comme M. Kédinger (U.D.R.), que la crise étant mondiale, plans ni allocutions n'y changeront rien.

M. Limouzy (U.D.R.) se bornait à constater : *« Jacques Chirac n'est pas un sentimental, il faut le prendre comme il est. »*

Certains étaient plus sévères pour le premier ministre. M. Georges Gosnat (P.C.) expliquait : *« Il n'est pas bête, mais il est ignare, alors on lui prépare ses dossiers, qu'il ne fait que lire... »* Un ancien ministre U.D.R., qui demandait à garder l'anonymat pour ne pas se brouiller avec M. Chirac, lançait : *« C'est son plus mauvais discours depuis le début de sa carrière politique. »* M. Foyer (U.D.R) s'étonnait que le premier ministre *« ressasse toujours les mêmes choses ».* L'ancien garde des Sceaux, qui aurait souhaité *« un discours plus politique »,* estimait : *« Nous n'avions pas besoin d'un cours d'économie politique. »*

M. Gaston Defferre, président du groupe socialiste, répondait, comme en écho : *« Des leçons d'économie, nous n'avons plus à en recevoir. »* Le maire de Marseille jugeait le ton du premier ministre contradictoire avec celui de M. Giscard d'Estaing. Selon lui, M. Chirac s'était contenté de répéter que tout allait pour le mieux : *« Pourquoi, dans ces conditions, convoquer une session extraordinaire ? »,* concluait M. Defferre. M. André Billoux (P.S.) avait aussi trouvé *« méprisant »* le ton du premier ministre. M. Joseph Franceschi (P.S.) tranchait : *« Un discours terne, sans conviction, avec toujours la même dose de satisfaction forcée. »*

Trois mille manifestants

M. René Lamps (P.C.), au contraire des socialistes, se disait plutôt frappé par le « pessimisme » du premier ministre, dont le ton lui avait paru « défensif ». Les divergences au sein de l'opposition allaient-elles s'exprimer dans les couloirs ? Non pas. Un incident devait servir de « catalyseur » — comme le notait ironiquement M. Jean Poperen (P.S.) — à l'union de la gauche : les députés socialistes et communistes se retrouvaient, en effet, au coude à coude parmi les trois mille manifestants rassemblés place du Palais-Bourbon. Ceux-ci avaient réussi à franchir les barrages de police et à s'approcher des portes de l'Assemblée, aussitôt fermées en toute hâte. Réunis à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., ils scandaient : *« Union, action, programme commun ! », « Ponia, démission ! »* ou, à l'adresse de M. Chirac, *« On ne voit pas le bout du tunnel ! »* (1). Les parlementaires communistes d'abord, les élus socialistes ensuite (car M. Mitterrand, en retard comme à son habitude, avait retenu au-delà de l'heure fixée les députés de son parti auxquels il était venu présenter son allocution du lendemain) rejoignaient la foule qu'ils haranguaient à l'aide d'un porte-voix. La gauche, elle — soulignait M. Poperen, — savait se faire entendre des masses. Tour à tour, MM. Nilès, Ducoloné, Odru (P.C.) et Mermaz (P.S.) prenaient la parole. Des délégations devaient ensuite être reçues, dans l'enceinte du Palais, par les représentants des groupes de gauche.

Mais auparavant, la fermeture des portes empêchait les députés d'entrer ou de rentrer dans l'Assemblée. Des élus de la majorité se trouvaient bloqués. M Robert-André Vivien (U.D.R.) devait s'en indigner en séance publique : *« Même aux jours les plus noirs de mai 1968,* rappelait-il, *l'accès du Palais est resté permis à tous les députés... Comment l'Assemblée pourra-t-elle siéger si ses membres doivent s'y rendre par des chemins détournés ? »*

Certains députés U.D.R. murmuraient que la police avait fait exprès de laisser passer les manifestants, afin de mettre dans l'embarras le ministre de l'intérieur. *« Depuis dix-sept ans que je suis élu »,* disait l'un, *« je n'ai jamais vu cela ».* Dans les conversations, M. Poniatowski n'était ménagé ni par la majorité ni par l'opposition. Les deux camps avaient trouvé au moins un terrain d'entente...

Quelque temps après, dans les couloirs, était conduite une autre tentative de rapprochement. Les radicaux de gauche, par la voix de MM. Robert Fabre et Paul Duraffour, affrontaient en une chaude discussion les radicaux de la majorité, représentés par MM. Gabriel Péronnet et André Rossi. La question était de savoir lesquels, des uns ou des autres, étaient les radicaux authentiques. L'enjeu : combien, à gauche, suivraient M. Henri Caillavet dans son approbation du plan de relance, puis, à terme, dans son éventuel ralliement à la majorité. Des noms étaient prononcés. M. Rossi résumait ainsi le débat : *« Ils nous accusent de nous être ralliés pour obtenir des portefeuilles ministériels, et nous leur disons qu'ils se sont alliés aux communistes parce qu'ils ont besoin de leurs voix. »*

Tel était l'état du dialogue, en ce premier jour de la session extraordinaire, entre le pouvoir et la gauche...

THOMAS FERENCZI.

(1) *C'est le 17 août à Meymac (Corrèze) que le premier ministre avait déclaré à propos de l'évolution de la situation économique : « Nous apercevons la sortie du tunnel. »*

INVESTIR

EN SUISSE

C'est possible mais pour 80 Français seulement.

Studios sports d'hiver dans le Valais. Crédit à 8.75 %

Promotion et gestion par Sociétés Suisses.

pour en savoir plus :

EQUITY Corp.

50, avenue de la Gare 1003 Lausanne

à Paris : Norbert Blanc 2, sente des Dorées tél. 607.39.59

Nom

Adresse

Tél. S.M.

l'Assemblée nationale

refus ... la concertation

...re impossible, la responsabilité en incombe à l'opposition. C'était ...blier les violentes attaques portées, contre la gauche, dans le passé ... dans le présent, par M. Poniatowski et par le premier ministre ...-même.

On retiendra cependant que si M. Chirac visait plus spécia...ent le parti socialiste en dénonçant l' « erreur qui consiste ...rivilégier les dépenses de consommation dans un programme de ...tien de l'économie », il a réservé ses flèches les plus acérées au ...ti communiste, s'en prenant nommément à M. Marchais.

Il ne restait plus ensuite à M. Chirac qu'à convaincre la majorité qu'il lui appartient « de fixer et de conduire la politique de la République », à lui faire prendre conscience « de la gravité du moment » et à l'engager « à faire mesurer aux Français l'importance de l'enjeu ».

Certes, les Français savent que la démocratie n'est pas de dénier à la majorité le droit de conduire les affaires du pays, comme le chef du gouvernement le leur a rappelé. Mais ils savent aussi que la démocratie n'est pas de dénier à l'opposition le droit de critiquer cette conduite et d'exprimer ses propres solutions.

PATRICK FRANCÈS.

... licenciements collectifs sont ...és jusqu'à présent de l'ordre ... dix à quinze mille par mois. ...L Fourcade démontre ensuite ... les progrès constatés dans ...sainissement de notre écono... autorisent aujourd'hui l'en...ement d'un programme massif ... développement : la balance ... paiements a retrouvé son ...ilibre grâce au redressement ... notre commerce extérieur.

Au cours du premier semes... 1975, nos paiements courants ... dégagé un excédent de 2 mil...ds. Les emprunts à l'étranger ... cessé de devenir nécessaires, ... je tiens à dire à l'Assemblée ... la dette à moyen et long ...ne contractée par les entre...es françaises depuis le ... janvier 1974 s'élève à 20,6 mil...ds, soit l'ordre de grandeur ... mois d'exportations. »

...'autre part, le taux d'in...ion s'est sensiblement ...nti *(« pour l'ensemble des ..., nous sommes revenus en ... d'un taux de 10 % par an, ... 4,7 % sur six mois, de 1,5 % ...uis trois mois pour les prix ... produits manufacturés »)* ; ... Français ont repris le chemin ... l'épargne *(« il ne s'agit pas, ... son avis, de la réalisation ...e épargne de précaution »)*. ... Fourcade reconnaît toutefois ... les signes de reprise apparus ...ès les mesures décidées depuis le début de l'année sont encore fragiles. Mais il relève cependant, dans le domaine du bâtiment, une remontée des mises en chantier de H.L.M. ; note que la consommation semble un peu plus soutenue, que le recul des investissements paraît interrompu (grâce au programme de soutien de l'investissement collectif) ; enfin, il souligne que le recul des importations qui avait accompagné la chute de la production semble s'achever.

« *Un nouvel effort est cependant nécessaire* », estime le ministre. Pour en arrêter les modalités, M. Fourcade souligne que le gouvernement a recherché en France la plus grande concertation, ainsi qu'une harmonisation des politiques économiques en Europe.

Puis il explique que toutes les dispositions ont été prises pour que le programme ait un effet immédiat. Par exemple, les crédits qui n'auraient pas été utilisés le 31 mars 1976 pourront être annulés. Et il poursuit : « *Nous nous sommes fixé pour règle de conserver une gestion saine des finances publiques. Ce programme répond à une situation précise et temporaire. Il ne doit pas affecter les budgets des années suivantes. Le budget de 1976 pourra ainsi être présenté en équilibre.* » M. Fourcade n'en exclut pas moins, si nécessaire, « *un léger effort fiscal* » et prévoit de modifier la date des rentrées fiscales.

Après avoir précisé que le déficit prévisionnel de la loi de finances pour 1975 s'élève à 39,6 milliards (entraînant une charge d'intérêt de 3 milliards de francs) et représente 3 % de risque inflationniste, « *La gestion équilibrée ou excédentaire des derniers exercices a permis à l'État d'assainir sa situation financière et de se désendetter très largement. Alors que la dette publique, au sens large du mot (y compris les avances de la Banque de France et les dépôts des correspondants), représentait, en 1960, 50,7 % du revenu national, elle ne représentait que moins de 19 % en 1974.* »

Le ministre de l'économie et des finances insiste sur la nécessité de consolider les résultats obtenus en matière de lutte contre l'inflation, résultats encore fragiles. Et il affirme : « *La lutte contre l'inflation reste notre préoccupation constante, et rien ne nous permet de relâcher notre vigilance.* » Il estime donc nécessaire de maintenir l'essentiel du dispositif de surveillance des prix mis en place depuis un an, « *ce qui n'exclut pas la poursuite de la politique de libération progressive des prix industriels à la production* ». En ce qui concerne les marges commerciales et les tarifs des prestations de services, il se prononce pour le maintien sans exception, et même, « *si cela s'avérait nécessaire, pour le renforcement des dispositifs en place* ». Adressant un appel tout particulier aux commerçants, aux importateurs et aux prestataires de services, il estime qu'il serait « *extrêmement grave qu'un relâchement de la discipline des prix ne confisque au profit de quelques-uns les avantages qui doivent en résulter pour tous* ».

M. Fourcade conclut : « *Notre pays se trouve dans une situation difficile. Pour accélérer et conforter la reprise, il faut, outre la résolution du gouvernement, deux conditions essentielles : un retour progressif à un ordre économique mondial moins troublé et l'adhésion des Français à l'action de renouveau qui leur est proposée.* »

La séance est levée à 19 h. 10.

LA GAUCHE RÉCLAME UN DÉBAT ...R LA SITUATION EN CORSE

...ar des rappels au règlement, ...L Nicolas Alfonsi, député radical ... gauche de Corse, et Paul Cermo...ce, député communiste des Bou...s-du-Rhône, ont rappelé au début ... la séance, mardi après-midi, ...ls avaient demandé l'inscription ...ordre du jour de la session extra...naire du Parlement d'un débat ... *la situation en Corse*.

... Alfonsi a souhaité que cette ...ssion puisse avoir lieu dès la ...ée parlementaire du 2 octobre. ...roupe communiste a, pour sa ... réitéré sa demande d'un débat ... d'un vote, dès le début de la ...n ordinaire d'automne, sur ...mble des problèmes de la régio...ation. Les députés communistes ...ent qu'« ils ont décidé, au cas ... gouvernement persisterait à se ...er, d'user des moyens constitu...els dont l'Assemblée dispose ... l'y contraindre ».

...T DE M. PASCAL ROSSINI MAIRE D'AJACCIO

... Pascal Rossini, maire d'Ajac...onapartiste, est décédé mardi ...ptembre en début d'après-... à Nice où il avait été trans..., après avoir été victime, la ...ine dernière, d'un malaise ...aque (nos dernières éditions ...s du 10 septembre).

... le 13 décembre 1919 à Ajaccio, ...l Rossini — commissaire prin... aux enquêtes économiques — ... entré au conseil municipal de ... ville en 1953. Il en était devenu ... en 1964. Conseiller général ...anton d'Ajaccio-Nord, il était ...résident de l'assemblée dépar...ntale. Membre du parti bona...te, Pascal Rossini avait été ...é par sa formation pour la ...enter aux élections législa... en 1973 dans la première cir...ription de la Corse.

...tenu par les réformateurs et ... C.N.I., il avait obtenu un peu ... de 11 000 voix au premier tour. ...uelque 40 000 suffrages expri... Il s'était retiré avant le second ... laissant ses électeurs libres de ... choix (M. Nicolas Alfonsi, radi... gauche, avait été élu, M. Jean ... U.D.R., perdant son siège). ... des récents événements dans ... le conseil municipal d'Ajaccio ... comité central bonapartiste ...t regretté que « *les justes ...tications de la population (...) n'aient pas été prises en ...ération en temps plus oppor...* ». Ils avaient renouvelé « *leur attachement à la nation fran...* »]

...cours par correspondance, les ...oraux, Conférences et sessions ... formation à PARIS de l'

ÉCOLE DE ...YCHO-GRAPHOLOGIE

...ISME PRIVE D'ENSEIGNEMENT ... DISTANCE FONDE EN 1953

...gé par la loi du 12-7-1971 ...ous permettant de découvrir ...iences humaines et la graphologie ... de vous y perfectionner

... à la profession de graphologue ...riptions reçues toute l'année

... d'études comptabilisables dans ...ienses formation permanente

Documentation gratuite

L.-M. CHAMBLY
..., villa Saint-Pierre, B-3,
94220 CHARENTON
Tél. : 368-72-01

...s et sélections par professeurs

M. Mitterrand propose un contre-plan

(Suite de la première page.)

Une aide aux jeunes chômeurs et un soutien très important aux collectivités locales compléteraient l'ensemble, qui serait financé partie par un emprunt public de 20 milliards de francs, partie par le déficit budgétaire.

A court terme toujours, M. Mitterrand pense qu'avancer l'âge du droit à la retraite et réduire le temps de travail procurerait de nombreux emplois privés.

A moyen et long terme, M. Mitterrand propose de nombreuses réformes de structure programmées dans le temps pour pouvoir être financées : réévaluation des bilans, nationalisations inscrites au programme commun de la gauche en vue de permettre une restructuration de branches industrielles (et le développement de secteurs économiques où la France se trouve en retard), réforme de la Sécurité sociale, multiplication des emplois dans les secteurs sociaux, modification radicale de la fiscalité... Il suggère aussi une nouvelle orientation de la croissance (privilégiant la consommation de biens plus durables), le contrôle et l'imposition de la publicité, ainsi qu'une nouvelle répartition du pouvoir dans l'entreprise, les institutions publiques et les régions.

Dès avant l'intervention du premier secrétaire du parti socialiste, M. Robert Fabre, député de l'Aveyron, président du Mouvement des radicaux de gauche, a affirmé, mercredi matin, que le dessein de l'opposition n'était nullement de pratiquer « la politique du pire » et s'en est pris avec rudesse à ceux qui gèrent « une société de libéralisme permissif et répressif ».

DANS LA PRESSE PARISIENNE

L'AURORE : la plaie.

Le premier ministre [en reprochant à l'opposition son mépris de l'« *esprit démocratique* »]. « *Le premier ministre met le doigt sur la plaie la plus profonde et peut-être la plus dangereuse dont souffre la république giscardienne. (...) Le dérapage du parti socialiste, version Mitterrand, vers les communistes, a fondamentalement modifié les rapports des forces politiques. Il a altéré la doctrine du socialisme français au point d'en faire un complément rassurant et vaguement petit-bourgeois du léninisme.* »

(JOSE VAN DEN ESCH.)

LE FIGARO : un jeu politique bloqué.

« *La réplique des opposants sera certainement vive : « Nous » n'avons rien à faire avec vous », diront-ils en substance.*

» *Dès lors, le reproche à eux adressé de vouloir monopoliser la vérité révélée, en déniant à la majorité élue — et au gouvernement — toute compétence dans la conduite des affaires du pays, prendrait tout son sens. Celui d'une contestation permanente, sans espoir d'apaisement, de l'élection présidentielle de 1974, doublée d'une non-reconnaissance tacite de la représentativité de la majorité parlementaire issue des élections de 1973.*

» *En second lieu, on aura noté avec quelle vigueur le premier ministre a rappelé l'existence d'une majorité stable, unie derrière le président de la République. Il y avait dans ses accents comme une pointe de défi lancée à l'opposition; une manière de lui dire : « Eh ! bien, nous ferons » sans vous. »*

» *Le jeu politique est donc bel et bien bloqué, du moins dans ses composantes ordinaires : majorité d'un côté, opposition de l'autre ; irrémédiablement coupées.* »

(XAVIER MARCHETTI)

L'HUMANITE : diversion.

« *Diversion* [que] *l'accusation de* « refus de la concertation » *lancée contre l'opposition. Personne ne peut sérieusement l'ignorer : toutes les décisions importantes sont prises par nos princes dans le silence des cabinets. Aujourd'hui, où cette politique parfaitement antidémocratique aboutit à un échec, ils aimeraient en partager la paternité avec d'autres. (...) C'est le gouvernement qui détermine la politique, mais ce sont les Français qui porteront, s'ils n'acceptent pas l'austérité, la responsabilité de son échec. Les ficelles de M. Chirac ont la grosseur des câbles* ».

(RENE ANDRIEU.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : la France n'a pas le choix.

« *Le premier ministre a rejeté avec force toute possibilité d'alternative au programme de développement du gouvernement. La France n'a pas le choix : ou bien elle applique avec méthode et discipline les dispositions adoptées par le pouvoir et assure à la fois leur succès et son bonheur; ou bien elle en conteste le bien-fondé, les fait échouer et précipite l'économie vers la catastrophe. (...) On mesure donc la distance séparant les appels du pouvoir à la concertation et la réalité de son action, qui ne laisse pas de place aux amendements, et s'inspire d'un concept global et définitif.* »

(RICHARD LISCIA.)

● RECTIFICATIF. — M. Paul Boccara, membre du comité central du parti communiste, nous prie de signaler que l'édition de *l'Humanité* du 3 janvier 1973 à laquelle Gilbert Mathieu s'était référé lors du commentaire de son dernier article (*le Monde* du 5 septembre), « *n'a pas fait une additions des augmentations de salaires et des dépenses budgétaires nouvelles prévues par le programme commun. Au contraire, si elle énumère dans un tableau les diverses mesures et leurs différents coûts, elle évalue le total des dépenses nouvelles annuelles supportées par le budget de l'État et elle évalue à part, sans l'additionner aux dépenses budgétaires, le coût des augmentations concernant les salaires autres que ceux de la fonction publique. Le chiffrage le plus systématique présenté par le P.C.F. au cours de la campagne des législatives de 1973, distingue lui aussi soigneusement les divers ensembles de dépenses, les dépenses supportées par les entreprises étant additionnées à part et les dépenses supportées par le budget de l'État à part.* » (*L'Humanité* du 30 janvier 1973.)

LE SÉNAT EXAMINERA LE PROJET DE LOI JEUDI

Au Sénat, c'est une séance de pure forme qui s'est tenue, mardi après-midi 9 septembre, en présence de M. Gabriel Péronnet, secrétaire d'État à la fonction publique, représentant le gouvernement. Il a suffi de dix minutes à M. Alain Poher, président du Sénat, pour donner lecture du décret de convocation en session extraordinaire et pour informer les membres de la Haute Assemblée du décès de deux de leurs collègues, Raymond Villatte (Indre-et-Loire) et Jean Lacaze (Tarn-et-Garonne) et de cinq anciens sénateurs, Mohamed Ea Messaoud Mokrane (Sétif-Batna), Louis Metton (Loire), Lucien de Montigny (Mayenne), Louis Maillot (Doubs) et Armand Josse (Côte-d'Ivoire). Après avoir indiqué que M. Roger Moreau remplaçait Raymond Villatte, et qu'une élection sénatoriale partielle aurait lieu le 28 septembre dans le Tarn-et-Garonne pour pourvoir le siège de Jean Lacaze, dont le suppléant, Robert Latapie, était décédé antérieurement, le président du Sénat a rappelé les décisions du Conseil constitutionnel déclarant conformes à la Constitution la loi organique relative au statut de la magistrature et la loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle, et non conformes certaines dispositions de la loi modifiant et complétant diverses dispositions du code de procédure pénale.

M. Poher a précisé que la prochaine séance du Sénat s'ouvrirait jeudi 10 septembre, à 15 h. 30.

LES MESURES GOUVERNEMENTALES

Deux cent vingt millions de francs supplémentaires pour le Fonds national de l'emploi

M. Michel Durafour, ministre du travail, s'entretenant avec la presse le 9 septembre, a donné des précisions sur les crédits supplémentaires relatifs à la formation professionnelle et à l'emploi inscrits dans le projet de loi de finances rectificative actuellement soumis au Parlement. Ces crédits, comme l'ensemble de ceux qui figurent dans le plan de relance, devront être engagés avant la fin de l'année.

Ils sont répartis ainsi :

● *Formation professionnelle des adultes* : 38 millions en autorisations de programme et autant en crédits de paiement (153 millions avaient été déjà prévus pour 1975).

● *Agence nationale pour l'emploi* : 11 millions de francs en autorisations de programme et autant en crédits d'équipement (29,7 millions déjà prévus).

● *Fonds national de l'emploi* : 220 millions sont ajoutés aux 130 millions inscrits en 1975. Ils sont destinés au versement des primes d'incitation à la création d'emploi et aux indemnités de chômage partiel.

● *Équipement administratif du ministère du travail* : 2,5 millions de francs en autorisations de programme et 6,5 millions en crédits d'équipement (s'ajoutant aux 16 millions prévus pour les deux postes).

● *Contrats emploi-formation pour les jeunes* : 50 millions seront affectés à la prise en charge par l'État des frais de formation, et 90 millions à la rémunération des stagiaires.

INDUSTRIES D'ÉQUIPEMENT : UN PLAN QUI VIENT A TEMPS

« *Le plan de relance gouvernemental est positif pour les industries d'équipement M.T.P.S.* » (manutention, levage, travaux publics, sidérurgie, équipements thermiques, etc.), a déclaré, mardi 9 septembre, le président du Syndicat national, M. Yves Milhoud. Il devrait permettre d'éviter les licenciements massifs qui étaient prévus par plusieurs entreprises du secteur. Il ne résoud pas, cependant, tous les problèmes posés, et il faut prévoir un certain nombre de réductions d'horaire, dont l'ampleur variera selon la rapidité avec laquelle les crédits seront injectés dans l'économie.

La situation des industries d'équipement reste, en effet, précaire. Ses ventes en métropole ont fléchi de 28 % pendant le premier semestre, et la progression des exportations n'a pas permis d'effacer totalement cette chute. La branche le plus touchée a été celle de la sidérurgie-fonderie.

Satisfaits du plan de relance, les responsables de la profession regrettent néanmoins qu'aucune mesure précise n'ait été prise en faveur de l'exportation (49 % des facturations du secteur). Enfin, M. Yves Milhoud a souhaité que l'effort d'équipement consenti en 1975 par les pouvoirs publics soit poursuivi en 1976.

132 MILLIONS AUX P.T.T. POUR LES CENTRES DE TRI ET LE BUDGET SOCIAL

Le plan de soutien à l'économie octroie aux P.T.T. 132 millions de francs d'autorisations de programme supplémentaires. (Nos dernières éditions datées du 10 septembre.) Essentiellement destinées à relancer l'activité dans le bâtiment, elles seront consacrées pour 100 millions à la construction et à la modernisation des centres de tri postaux. Le secrétaire d'État aux P.T.T. a arrêté le 8 septembre la répartition de cette somme.

Les chantiers de cinq centres de tri seront ouverts : Bordeaux (37 millions), Saint-Denis (10,5 millions), Bar-le-Duc (8,5 millions), Limoges (8,5 millions) et Nevers (6,5 millions). L'extension des centres de Blois et de Laval coûtera 6,5 millions. L'entretien et la rénovation de l'ensemble des centres de tri recevront 22,5 millions de francs.

Le budget social sera, de son côté, majoré de 32 millions de francs destinés à la construction à Paris, de deux foyers-résidences de cent chambres chacun et d'une maison familiale de vacances à Arêches (Savoie). Enfin, 50 millions de francs de crédits de paiement supplémentaires permettront aux P.T.T. de régler plus rapidement les factures de leurs fournisseurs.

GS CX
Finition exportation.
Faible kilométrage.
Garantie usine.
Tous coloris disponibles.

Exposition permanente (8 h - 20 h) de 200 CITROEN de la 2 CV à la SM.
Assurance gratuite (48 h) à tout acheteur.
Toutes possibilités de crédit.
Demander Monsieur Lamaire.

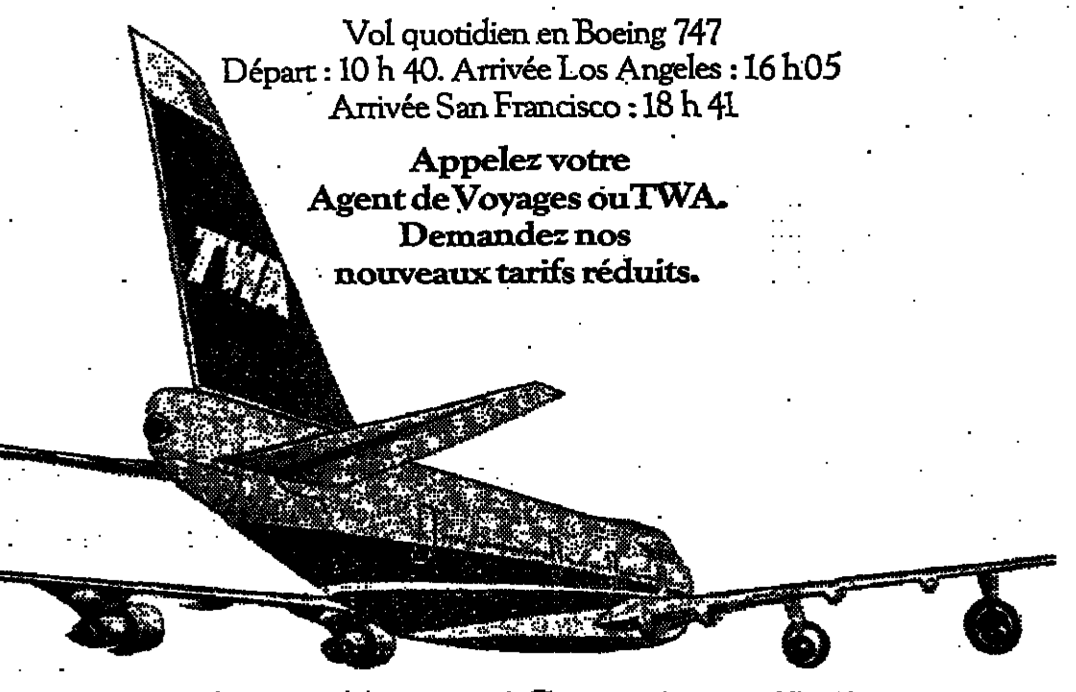
3 bis rue Scheffer 75016 Paris 553.28.51

Los Angeles.
San Francisco.

TWA est la seule compagnie offrant un vol quotidien direct* entre Paris et la Californie.

Vol quotidien en Boeing 747
Départ : 10 h 40. Arrivée Los Angeles : 16 h 05
Arrivée San Francisco : 18 h 41

Appelez votre Agent de Voyages ou TWA.
Demandez nos nouveaux tarifs réduits.



*A partir du 1er octobre.

Trans World Service TWA

SOCIÉTÉ

Les femmes françaises face au pouvoir politique

La femme est politiquement sous-représentée, c'est la constatation classique des nombreux travaux consacrés aux femmes et à la politique. M. Albert Brimo, professeur à l'université de droit, d'économie et de sciences sociales de Paris (Paris II), aboutit aux mêmes conclusions, mais sa démonstration diffère des autres travaux. Partant des résultats communs à plusieurs études (abstention féminine importante, attitude conservatrice, influence de la personnalisation du pouvoir...), l'auteur recherche les motifs de ce comportement électoral.

Aux théories fatalistes du « naturel féminin », cet ouvrage répond par une analyse sociologique détaillée. L'attitude électorale de la femme résulte, dit l'auteur, non pas de sa condition de femme mais de facteurs socio-économiques : pratique religieuse importante, faible intégration au monde du travail, classes d'âge élevé... L'auteur rejoint ainsi les conclusions de Mme Andrée Michel qui, dès 1965, affirmait que ce n'est pas le sexe qui est en cause mais l'environnement sociologique.

La femme est donc majeure politiquement, principe évident qu'il fallait rappeler. Dès lors, la sous-représentation féminine aux niveaux politiques de décision apparaît scandaleuse. Selon M. Brimo, une évolution positive se dessine avec la politique du « *new look féminin* » préconisée par le président de la République et la création — qu'il juge « *décisive* » — du secrétariat d'État à la condition féminine. L'auteur termine sur cet espoir, mais reconnaît les limites d'une telle action : « *le non-pouvoir de la femme est une affaire de société* ». C'est donc aux femmes, elles-mêmes, de prendre en main leur destinée, notamment par leurs bulletins de vote.

★ *Les Femmes françaises face au pouvoir politique*, par Albert Brimo, éditions Montchrestien : 130 pages, 20 F.

Cent cinquante femmes célibataires ont tenu congrès à Rome

De notre correspondant

Rome. — La coïncidence de l'Année sainte et de l'Année de la femme donne parfois lieu à des initiatives originales. C'est ainsi que le premier congrès international « *pour la valorisation de l'état célibataire* » s'est réuni du 8 au 10 septembre à Rome, dans les locaux de l'Institut des filles de Marie immaculée. Les cent cinquante participantes, venues surtout de France, d'Espagne, de Belgique et d'Italie, ont cherché à éviter sourires et malentendus. « *Nous ne sommes pas des vieilles filles* », devaient-elles dire et répéter, « *mais des femmes comme les autres, qui ont librement choisi le célibat et subi, de ce fait, nombre de discriminations.* »

La réunion était organisée par le mouvement *Coelibatus Christi*, fondé en 1946 à Pampelune, par une Espagnole, Mlle Incarnacion Razquin, et regroupant des catholiques pratiquantes. La dénomination initiale Compagnes de la Vierge devait être remplacée, une première fois, par Célibat chrétien séculier, qui apparut à son tour trop restrictif. Objet de l'association : aider les célibataires à approfondir leur vocation et à mieux s'insérer dans la vie sociale. Ne compte-t-on pas, rien qu'en Italie, deux millions de femmes non mariées, âgées de plus de trente-cinq ans ? Persuadées qu'elles sont victimes d'injustices, les congressistes ont été amenées, par exemple, à réclamer, pour celles d'entre elles qui s'occupent d'enfants, des arrêts de travail équivalant aux congés de maternité.

Les militantes de *Coelibatus Christi* devaient être reçues ce mercredi soir 10 septembre par le pape. Face aux ennemis jurés du sexisme, elles peuvent apparaître légèrement en retard. Le secrétaire du congrès était d'ailleurs un homme, ecclésiastique de surcroît. Mais celui-ci, Mgr Antonio Silvestrelli, n'en a pas moins défendu, dans une interview au quotidien *la Stampa*, un point de vue qui contredit l'enseignement de bien des moralistes chrétiens traditionnels : « *Nous voulons dire « assez » au vieux schéma qui obligeait la femme à devenir épouse et mère, souvent avec des résultats désastreux sur le plan familial et démographique.* »

R. S.

A PROPOS D'« HISTOIRE D'O »

Après la publication par *l'Express* des premières pages du roman *Histoire d'O*, M. Emmanuel Hamel, député républicain indépendant du Rhône, demande au premier ministre, dans une question écrite, si Mme Françoise Giroud, secrétaire d'État à la condition féminine, « *approuve ou désapprouve la publication, dans un hebdomadaire d'information politique dont elle fut l'éditorialiste, d'un texte littéraire qui est une incitation au déchaînement de la violence, à l'esclavage de la femme et à une bestialité de Bas Empire* ».

SPORTS

FOOTBALL

Nice conserve la première place du championnat de France

Après les rencontres de la cinquième journée de championnat, Nice, qui compte pourtant un match en retard, conserve la première place du classement avec 1 point d'avance sur Lyon et 3 points sur Marseille, Saint-Étienne et Sochaux. Nice est le seul club à avoir gagné jusqu'à présent tous ses matches (quatre) et à bénéficier de trois bonifications. Telle qu'elle est, l'équipe niçoise ne donne cependant pas encore une très bonne impression d'homogénéité.

Onze individualités

De notre envoyé spécial

Nice. — « *Saint-Étienne, c'est une équipe. Nice, c'est onze individualités* » : Carlos Bianchi, l'avant-centre argentin du Stade de Reims, ne cachait pas sa déception, mardi 9 septembre, sur la prestation de la formation niçoise. A un mois d'intervalle, il a, avec ses co-équipiers, rencontré sur leur terrain les Stéphanois, tenants du titre national, et les Niçois, premiers du championnat après la cinquième journée. Curieusement, le Stade de Reims a chaque fois été battu sur le même score, deux buts à un, malgré deux matches exceptionnels de son gardien de but, Marcel Aubour.

L'ambiance dans les vestiaires rémois était toutefois bien différente après les deux rencontres. A Saint-Étienne, les Champenois reconnaissaient la supériorité de leurs adversaires, mieux organisés au centre du terrain et plus méthodiques dans la construction des attaques. L'inefficacité des avants de pointe et la chance lors de trois tirs sur les montants de but avaient évité une défaite plus sévère aux Rémois. A Nice, les Champenois accusaient M. Bacou, l'arbitre, d'avoir faussé le match en accordant deux penalties aux Niçois et en ne sanctionnant pas les multiples irrégularités de leurs puissants arrières centraux Adams et Katalinski, du demi Jouve, qui confondit par deux fois le terrain de football avec un ring de boxe, sans s'attirer de remontrance.

Si le jeu méthodique des Stéphanois manque souvent de brio, celui des Niçois repose essentiellement sur l'inspiration des joueurs de milieu de terrain, Roger Jouve, Jean-Noël Huck et surtout Jean-Marc Guillou. Ce dernier possède au plus haut degré la faculté de concevoir par une feinte, un dribble ou une passe, l'action qui déséquilibrera la défense adverse et amènera le danger. Mais, face à Reims, il sembla privé d'inspiration. Dès lors, l'ensemble niçois étala surtout ses faiblesses : absence de participation des arrières latéraux au jeu offensif, lourdeur de l'avant-centre Musemic, maladresses de Molitor, recours trop rares aux débordements par les ailes.

Le jeu niçois fut brouillon et, malgré une nette domination, le danger ne vint pratiquement que des raids solitaires de Huck ou de Katalinski, trop isolés pour pouvoir mettre hors de position une défense rémoise bien regroupée.

Il fallut, en effet, deux penalties aux Niçois pour répondre au but marqué par l'arrière rémois Brucato sur un bon centre de Santamaria, à la quinzième minute. Sur le premier, penalty accordé sur une faute peu évidente sur Sanchez, le tir de Musemic fut stoppé par Aubour à la quarantième minute. Le second, consécutif à une faute sur Molitor, fut transformé par Katalinski après une heure de jeu. Il fallut pourtant attendre la quatre-vingt-sixième minute du match pour voir le but de la victoire marqué par Huck.

Ainsi, malgré leur très modeste prestation, les Niçois ont profité de la cinquième journée de championnat pour consolider leur première place. Toutefois, cette quatrième victoire consécutive n'a convaincu personne. L'équipe niçoise a, en effet, semblé trop tributaire de la forme d'un seul homme, son meneur de jeu, Jean-Marc Guillou, pour ne pas inquiéter ses supporters dans une épreuve aussi longue que le championnat.

GÉRARD ALBOUY.

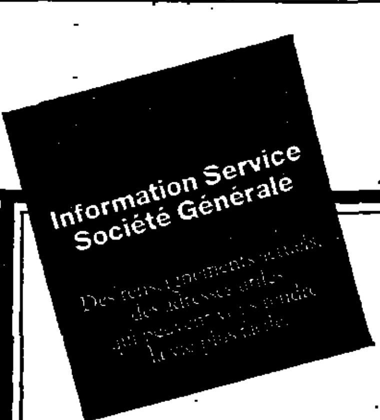
RÉSULTATS

*Nice b. Reims	2-1
*Marseille b. Saint-Étienne	4-2
*Paris-S.-G. b. Metz	3-1
Sochaux b. *Nîmes	2-0
*Nancy et Nantes	1-1
*Lyon b. Strasbourg	2-1
*Troyes b. Monaco	3-1
*Lille b. Lens	4-2
*Bordeaux b. Avignon	2-1
*Valenciennes b. Bastia	3-1

Classement. — 1. Nice, 11 pts ; 2. Lyon, 10 ; 3. Marseille, Saint-Étienne et Sochaux, 8 ; 6. Paris-S.-G., 7 ; 7. Nîmes, 6 ; 8. Troyes, Valenciennes et Lille, 5 ; 11. Reims, Nantes, Strasbourg, Lens, Bastia, Monaco, Metz, Bordeaux et Nancy, 4 ; 20. Avignon, 0.

Dans un match amical disputé le 8 septembre à Munich, le Bayern Munich, vainqueur de la Coupe d'Europe des clubs champions, a été battu (0 à 1) par Dynamo de Kiev, vainqueur de la Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe.

MOTOCYCLISME. — *Le pilote japonais Morio Sumiya s'est tué, mardi 9 septembre, sur le circuit Bugatti du Mans, au cours d'essais préparatoires au prochain Bol d'or.*



Avoir 18 ans, aujourd'hui.

Se loger.
Certains organismes peuvent vous aider à trouver une chambre, ou un studio. Ainsi :
– l'Union des foyers de jeunes travailleurs, 46, rue Decamps, Paris 16e - Tél. : 525.33.25
– le Centre d'information et de documentation pour la jeunesse : 101, quai Branly, Paris 15e - Tél. : 566.40.20
– Central Service Jeunes : 49, rue St-Sauveur, Paris 2e (coût de l'inscription : 50 F par an) - Tél. : 236.13.41
– le C.R.O.U.S. (Centre régional des oeuvres universitaires et scolaires) à Paris : 39, avenue Bernanos dans le 5e - Tél. : 326.07.49

Voyager.
A des conditions très intéressantes grâce à la carte Inter Rail. Cette carte est réservée aux moins de 21 ans. Pour un prix forfaitaire, elle permet une circulation illimitée en seconde classe à travers 21 pays d'Europe et même au Maroc ; ceci pendant un mois. Durant ce même mois, elle vous donne droit, en France, à 50 % de réduction sur tout déplacement par rail ainsi que sur certaines lignes maritimes des mers du Nord et Méditerranée. Vous vous arrêtez, vous repartez quand et comme vous voulez. Tous renseignements aux gares S.N.C.F.

Que faire sans le bac ?
1. L'ONISEP (Office national d'information sur les enseignements et les professions : 16, rue Suger, Paris 6e - Tél. : 325.14.82) peut vous conseiller et vous orienter en fonction de vos goûts et de vos connaissances. Il édite chaque année à cette intention un guide où sont consignées indications de débouchés et adresses utiles.

2. Si vous cherchez un emploi immédiat, le commerce est riche de possibilités. Pour la formation de représentant, consulter la Chambre syndicale nationale des représentants de l'Industrie et du Commerce : 30, bd Bonne-Nouvelle, Paris 10e - Tél. : 824.97.59. Vous pouvez aussi devenir technicien commercial (cadre dans la distribution, par exemple). Il y a un an de cours dans les instituts de formation commerciale qui dépendent des Chambres de Commerce et d'Industrie. Voyez la Chambre de Commerce la plus proche de votre domicile.

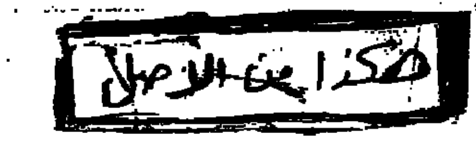
3. Ferronnier d'Art. Cette profession artisanale méconnue est à deux niveaux de formation. On accède au premier (celui d'exécutant) par simple apprentissage chez un artisan, ou encore en préparant un CAP de serrurier-ferronnier ou de forgeron. Pour atteindre celui de créateur, il faut entrer dans une école spécialisée (l'école Boulle par exemple : 57, rue de Reuilly, Paris 12e - Tél. : 346.67.34). Vous pouvez obtenir la liste des écoles et artisans qui prennent des apprentis, en écrivant au C.I.D.J., 101, quai Branly, Paris 15e.

4. L'informatique. Un certificat d'aptitude professionnelle aux fonctions de l'Informatique (C.A.P.F.I.) vous y prépare en un an, à temps complet ; ou en deux ans en cours du soir. Ecrivez au Centre d'information sur les carrières liées à l'informatique, 37, rue de Grenelle, Paris 7e ou téléphonez au 705.36.33 pour prendre rendez-vous.

Prêts immobiliers : la Société Générale baisse ses taux.
Le taux des prêts immobiliers de la Société Générale concernant tant les résidences principales que secondaires vient de baisser.
Ainsi, sur tous les nouveaux prêts accordés à partir de maintenant, vous pourrez bénéficier des conditions intéressantes pour :
• l'acquisition de logements neufs ou anciens
• la construction de maisons individuelles
• la réalisation de travaux.
Ces conditions s'appliquent quelle que soit la durée du prêt (de 3 à 20 ans).

Extrait d'"Information Service - Société Générale", magazine d'information gratuit, à votre disposition dans toutes nos agences.

Ecoutez chaque jour l'émission "Information Service - Société Générale" vers 19 h sur RTL et Radio Monte-Carlo, entre 12 h 30 et 13 h sur Sud-Radio. Le mercredi : les jeunes.



RELIGION

La première sainte nord-américaine sera canonisée à Rome le 14 septemb

Cité du Vatican. — Près de quatorze mille Américains — parmi lesquels six cardinaux et quatre-vingts évêques — assisteront à Rome, dimanche 14 septembre, à la cérémonie de canonisation d'Elizabeth Ann Seton, première sainte née aux États-Unis. Cette célébration, que le président Ford a définie comme « *un événement historique et spirituel pour l'Amérique* », coïncidera avec une « journée de la femme » organisée à l'occasion de l'Année sainte.

Le procès de canonisation d'Elizabeth Ann Seton (1774-1821) avait commencé pendant la deuxième guerre mondiale. Les défenseurs de sa cause ont souligné la triple vocation de cette épiscopalienne, née à New-York et convertie au catholicisme à l'âge de trente et un ans après un voyage en Italie : l'action sociale, la maternité (elle éleva cinq enfants dans des conditions difficiles après la mort de mari) et la vie religieuse fonda la congrégation des s de la charité de Saint-Jo dont les huit mille membres tuels, installés pour la plu aux États-Unis et au Canad consacrent à des activités d cation et d'assistance).

Le secrétaire à la marine ricaine et plusieurs amirau ront présents à Rome le 14 tembre en hommage aux deu d'Elizabeth Ann Seton qui a tinrent aux forces navales États-Unis.

[Dans la proportion d'un tie saints canonisés et les bienh sont d'origine italienne. Vie ensuite la France et l'Angleta Japon, l'Espagne, le Vietna l'Allemagne. Les femmes qui sentaient jusqu'au vingtième le dixième seulement des per béatifiées sont maintenant le Trente et une femmes ont été nisées depuis le début du siècl

Selon un journal néerlandais

LE NONCE A LA HAYE SERAIT NOMMÉ A PARIS

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — Mgr Angelo Felici, pro-nonce à La Haye, serait nommé à Paris comme nonce dans le courant du mois d'octobre, si l'on en croit le journal de province *De Limburger*, qui a publié le 9 septembre un article en ce sens provenant de son correspondant à Rome.

Toutefois, Mgr Felici ne partirait pas pour Rome avant qu'un successeur de Mgr Alfrink, archevêque d'Utrecht, soit nommé. Comme on le sait, Mgr Felici joue un rôle important, comme pro-nonce, dans la procédure de succession de Mgr Alfrink. Le pro-nonce, Mgr Felici, est connu pour ses tendances conservatrices et ce n'est un secret pour personne qu'il est préoccupé par l'évolution de l'Église catholique aux Pays-Bas.

[Mgr Egano Righi-Lambertini, actuellement nonce à Paris, a été nommé à ce poste en avril 1969 ; il est âgé de soixante-neuf ans.]

● *Le Consistoire central Ile de France* rappelle au rents d'élèves que ces de sont autorisés à s'absenter l de la rentrée scolaire, le 1 tembre, qui coïncide avec l importante fête religieuse le Grand Pardon (Yom Kip Le consistoire avait préc ment demandé que la rentr reportée d'une journée pou les élèves, ce que le minist l'éducation avait refusé (*le* du 29 juillet). Le ministère en revanche, publié dès le une circulaire (*Bulletin offi* 12 juin), dans laquelle il précisé : « *Des autorisation sence seront accordées à ce souhaiteront célébrer cett Les chefs d'établissement recteurs d'école examineron des journées de pré-rentr dispositions à prendre en quence dans l'organisatic cours et du service des mai jour-là.* »

Depuis 1968, dans la plupart des pays de l'Est

LES IMPORTATIONS DE BIBLES SONT EN HAUSSE

Les importations de bibles et de livres sacrés sont en hausse presque constante depuis 1968 dans la majorité des pays de l'Est, révèle le bulletin « Episkepsis », édité en Suisse (37, chemin de Chambésy, 1292 Chambésy-Genève), par le Centre orthodoxe du patriarcat œcuménique.

Outre la permission qu'ont les Églises orthodoxes des républiques d'Union soviétique de produire l'Ancien et le Nouveau Testament — 55 000 ouvrages en Russie proprement dite en 1974, 20 000 en Arménie, etc., — la Société biblique américaine (ABU) a fait envoyer la même année, notamment, 180 000 exemplaires de l'Évangile, 5 000 du Nouveau Testament, 10 000 de la Bible et 1 000 du Nouveau Testament grec à l'intention de l'Église orthodoxe.

« Episkepsis » révèle aussi qu'en Yougoslavie 16 000 exemplaires d'une nouvelle Bible en slovène ont été vendus en l'espace d'un mois ; qu'en Roumanie, entre 1968 et 1973, un total de 250 000 exemplaires de l'Écriture sainte ont été imprimés par l'Église orthodoxe avec l'aide financière de l'Alliance biblique universelle, et qu'en Pologne la diffusion des textes saints dépasse depuis ces dernières années le chiffre de 100 000 (175 000 en 1974).

Si l'approvisionnement de la Tchécoslovaquie en bibles a été très limité jusqu'en 1968, des centaines de milliers de livres en tchèque ou en slovaque ont été achetés depuis.

En Bulgarie et en Albanie, en revanche, « Episkepsis » croit savoir qu'aucune impression de texte saint n'a été faite depuis la dernière guerre mondiale.

SCIENCES

Lancée par la NAS

LA SECONDE SONDE VI DOIT SE POSER SUR DANS UN AN

La seconde sonde interpl Viking, qui tentera de se p douceur sur la planète Ma fin de l'été 1976, a été lan la NASA le mardi 9 septem fusée a été mise à feu Kennedy à 19 h. 38 (heure de et le tir a eu lieu dans de conditions.

Une première sonde avait é cée le 20 août dernier ; elle se maintenant à près de 8 milli kilomètres de la Terre, et son tionnement donne toute satisf Comme lors de ce premier lancement de la seconde sond été plusieurs fois retardé à ca problèmes mineurs sur la fus

La NASA ne voulait, en prendre aucun risque. La réal et le lancement de ces deux auront coûté 1 milliard de dol la NASA ne refera probableme une telle expérience avant temps. Les sondes Viking, qui plusieurs tonnes chacune, so laboratoires automatiques ex ment complexes chargés d'aller ter s'il existe ou non une for vie sur Mars. La première devrait en principe toucher le 4 juillet 1976, jour de la c tion du bicentenaire des État

● *Le Japon a placé sur son septième satellite* art de la Terre. L'engin, dén Kiku (chrysanthème), 82,5 kilogrammes. Sa techn a été mise au point par l'A nationale japonaise pour le loppement de l'espace. La porteuse était une fusée a caine Thor Delta avec un s étage de fabrication japona

Étude de Me Monique LANE-DEREUMAUX, Huissier de justice à LIMOURS (Essonne), 18, avenue de la Gare

VENTE

aux enchères publiques, sur saisie-exécution aux MOLIÈRES (Essonne), au CLUB HIPPIQUE DE LA VALLÉE

LE SAMEDI 20 SEPTEMBRE 1975

par le ministère de Me LANE, Huissier de justice

Désignation

RAFALE bai brun jument	15 ans	TEMPETE arc-en-ciel	15 a
ACAJOU bai brun	7 ans	ARC EN CIEL	7 a
MANUEL bai brun	12 ans	CARO bai brun foncé	4 a
CARO bai brun	12 ans	MERGUES	8 a
AJAX bai	7 ans	CORNICO bai	9 a
VIOLEROS bai	11 ans	ATTILA blanc	15 a
ASTI D'ORGE noir	9 ans	BICHELAINE noir	8 a
BISCO noir	8 ans	BISTOURI bai brun	8 a
CAMRONE blanc	7 ans	DIABLO bai brun	6 a
TUDALIUM bai brun	12 ans	ULYSSE bai brun	12 a
VAISSEAU bai brun	10 ans	TROCADERO bai brun	7 a
VAL ANDRE noir	12 ans	FILOU bai brun	4 a
BRABANT noir	8 ans	FANDANGO bai brun	7 a
TYPHON bai brun	9 ans	CARTORANO noir	

ECLAIR DU CORTA bai brun 4 ans

Chevaux de concours

FULGURANT gris - BOLIVAR III noir (8 ans) - EPI DE CHRANGE bai brun (5 ans) - VAL DE SEINE bai (10 ans) - TWIST II bai cla VENT D'ANCINES bai

...ur douze millions et demi d'élèves

UNE RENTRÉE SANS SURPRISES

QUELQUE douze millions trois cent mille élèves vont rentrer en classe dans les écoles maternelles et élémentaires, les collèges et les lycées le lundi 15 septembre. Dix millions et demi d'entre eux fréquenteront un établissement d'enseignement public, tandis que plus d'un million huit cent mille seront accueillis dans l'enseignement privé.

La rentrée 1975 — la seconde depuis que M. René Haby est ministre de l'éducation — ressemblera en tous points à la précédente. Les effectifs sont stables puisqu'ils ne progressent plus que de 0,7 %. Et l'on observe la même tendance dans leur répartition : une nette augmentation dans les maternelles et les collèges d'enseignement technique.

Souvent inquiets, par ailleurs, des préparatifs de la réforme, les parents peuvent être relativement rassurés : aucune innovation n'attend leurs enfants à cette rentrée, quel que soit le degré d'enseignement dont ils font partie.

1975 se présente en fait comme une nouvelle « rentrée de transition », selon les termes employés par M. Haby en septembre 1974. Le ministre et ses services vont, en effet, comme l'an dernier, porter leurs efforts sur la réforme du système éducatif. Il s'agira cette fois de mettre au point les textes d'application de la loi votée au début de l'été par le Parlement et de la compléter par deux autres concernant les personnels et les établissements.

La mise en application de la réforme ne devrait commencer qu'à la rentrée de 1977 au cours préparatoire, en sixième et en seconde. Les élèves qui sont actuellement au-delà de la classe de cinquième ne seront pas concernés par les nouvelles modalités.

CATHERINE ARDITTI.

Les effectifs sont stabilisés dans les lycées

...s effectifs d'élèves dans les ...lissements de premier et de ...nd degré — longtemps en ...gression spectaculaire — ...gmentent plus guère depuis plusieurs années. La rentrée s'annonce particulièrement ...mplaire dans la stabilité, puis... 10 451 000 élèves sont attendus dans les écoles, collèges et lycées publics, soit 74 000 de plus qu'il y a un an (+ 0,7 %). A la rentrée de 1974, l'accroissement dépassait 1 % avec quelque 120 000 élèves supplémentaires. Cette augmentation limitée de l'effectif se répartit très inégalement entre les différents degrés d'enseignement.

MATERNELLES : *la scolarisation s'accroît*

...ans les écoles maternelles, la ...ande reste forte et l'évolu... des effectifs se confirme. ...000 enfants sont attendus, ...80 000 de plus qu'en 1974. Les ...ands » (5 à 6 ans) sont scolarisés depuis 1971. Le ... de scolarisation des plus ...es ne cesse de progresser et ...nt cette année 97,5 % chez ... à 5 ans, 80,2 % chez les 3 à ...s et 27,2 % chez les plus petits (2 à 3 ans). En 1975-1976, 76,2 % des enfants de 2 à 6 ans seront scolarisés. Pour accueillir ces élèves, 1 752 classes neuves vont être mises en service et 2 350 emplois ont été créés.

Un décret doit bientôt être publié, prévoyant d'attribuer une subvention aux communes pour les réparations de locaux destinés à l'enseignement préscolaire.

ÉLÉMENTAIRE : *la baisse s'accentue*

...ans l'enseignement élémen...., c'est la tendance inverse qui ...enregistrée depuis un certain ...bre d'années. La baisse des ...tifs s'accentue à cette ren... puisqu'elle atteint quelque 53 000 élèves (contre 30 000 l'an dernier). Cette diminution est due à la fois à la baisse des effectifs des classes d'âges intéressées et à celle du taux de redoublement, notamment au cours préparatoire, où il était encore cependant de 14,8 % l'an dernier, contre 17,9 % en 1969-1970. Pendant la même période, le taux de redoublement est passé de 13,5 % à 7 % dans les classes de cours élémentaire première et deuxième année et de cours moyen première année, et de 15,7 % à 11,3 % au cours moyen deuxième année.

Toutefois, les variations d'effectifs sont très inégales d'un département à l'autre, diminuant ici, augmentant ailleurs, en fonction souvent du phénomène d'urbanisation. C'est pourquoi 3 200 classes neuves vont être mises en service et 235 postes d'instituteurs ont été créés, dont certains seront affectés à des actions éducatives spécifiques : éducation physique, musicale, scolarisation des enfants de travailleurs migrants.

En milieu rural, le seuil de fermeture d'écoles à classe unique a été abaissé, en mars dernier, de 16 à 12 élèves. Il doit, en outre, être tenu compte des conditions géographiques et climatiques. L'expérience des regroupements intercommunaux d'écoles comportant une seule classe de niveau homogène — cours préparatoire ici, cours élémentaire première année là, cours moyen deuxième année ailleurs... — concerne plus de 700 établissements.

Dans l'enseignement spécialisé de premier degré, qui accueillera 202 000 élèves (+ 5 000), 142 postes de directeurs et maîtres spécialisés sont créés. D'autre part, 276 nouveaux emplois de psychologues et de rééducateurs permettront l'implantation de 92 groupes d'aide psychopédagogique (GAPP) supplémentaires. Les GAPP — qui seront désormais au nombre de 1 005 — comportent en principe un psychologue et deux rééducateurs. Chacun d'entre eux a la charge d'une ou de plusieurs écoles, où il entreprend des actions précoces de rééducation.

SECOND DEGRÉ : *succès du technique*

3 985 000 élèves (+ 62 000) sont attendus dans le second degré. Cette augmentation se répercute sur le premier cycle et l'enseignement technique, tandis que les effectifs des lycées diminuent.

● *Premier cycle.* — Dans le premier cycle en effet, on prévoit 28 000 élèves supplémentaires, soit 2 593 000 au total, y compris ceux des classes préprofessionnelles de niveau et des classes préparatoires à l'apprentissage. La capacité d'accueil des collèges est augmentée de 141 000 places.

La tentative de suppression des filières en sixième est étendue aux classes de cinquième *(voir ci-dessous)*. Deux expérimentations pédagogiques en cours continueront : l'enseignement des sciences physiques en 6e et 5e et l'initiation au monde moderne.

● *Second cycle long.* — L'effectif total du second cycle long ne change pas : il sera, comme l'an dernier, de 725 000 élèves. En fait, l'augmentation du nombre d'élèves dans les lycées techniques est égale à la diminution prévue dans l'enseignement général (7 000).

441 000 élèves sont attendus dans les classes de seconde, première, et terminale de l'enseignement général et 284 000 dans les lycées techniques. Encore faut-il noter que ces prévisions peuvent se révéler inexactes. Ce fut le cas à la rentrée 1974 à ce niveau d'enseignement : les effectifs de l'enseignement général ont en effet baissé de 15 000 en 1974-1975 (et non de 2 000 comme prévu), tandis que ceux du technique augmentaient de 20 000 (au lieu de 4 000).

Pour accueillir ces élèves, 12 500 places ont été construites ou aménagées. De plus, 92 classes et 35 ateliers préfabriqués sont mis à la disposition des recteurs.

Seule nouveauté dans ces établissements (qui concerne l'enseignement supérieur) : l'ouverture de nouvelles classes préparatoires (mathématiques supérieures technologiques T et mathématiques spéciales technologiques T) menant aux concours d'entrée à l'École normale supérieure de l'enseignement technique (ENSET, section industrie mécanique seulement) et à l'École nationale supérieure des arts et métiers (ENSAM).

● *Collèges d'enseignement technique.* — Ce sont les effectifs du second cycle court (collèges d'enseignement technique) qui progressent le plus et en particulier les préparations en deux ans, qui accueilleront 14 000 élèves supplémentaires. Alors que l'accroissement total est de 22 000, portant la population scolaire des C.E.T. à 569 000 élèves.

Quarante-cinq établissements auront été mis en service entre octobre 1974 et la rentrée 1975, soit 21 035 places. Tous les élèves y suivent un enseignement qui ne dépasse pas trente-six heures hebdomadaires.

C'est à la fin de cette année scolaire que la loi du 16 juillet 1971 relative à l'apprentissage doit s'appliquer en totalité. Les cours professionnels (C.P.) qui accueillent des apprentis devront soit être transformés en centres de formation des apprentis (C.F.A.), soit cesser leurs activités le 1er juillet 1976. Actuellement, on prévoit que 192 000 apprentis suivront un enseignement dans les C.F.A. et les C.P., sous accord provisoire.

La suppression des filières a peu touché les classes de transition

Adoptée par la loi réformant l'enseignement, votée par le Parlement avant les vacances, la suppression des filières en sixième avait déjà été amorcée l'an dernier.

Rappelons que, depuis la réforme du premier cycle en 1963, celui-ci était divisé en trois « filières » correspondant au niveau et aux capacités intellectuelles des enfants : une section I « de type lycée » conduisant à l'enseignement long ; une section II « de type C.E.G. » conduisant à l'enseignement court, et une section III dite « de transition ». La circulaire de M. Haby recommandait aux chefs d'établissement de ne plus tenir compte de cette terminologie dans la répartition des enfants. Comment fut-elle appliquée ?

D'après un sondage effectué par l'inspection générale, la fusion entre les sections I et II a été réalisée dans un grand nombre de C.E.S. autonomes, beaucoup plus rarement dans les C.E.S. rattachés à un lycée. Lorsque la fusion est réalisée, les professeurs certifiés de lycées et les professeurs d'enseignement général des collèges sont répartis indistinctement et font les mêmes enseignements.

Il est très rare qu'on ait supprimé la filière III. Les modifications apportées à ce niveau ont consisté le plus souvent à mettre en place les programmes « allégés » préconisés par M. Haby. Il arrive que des professeurs autres que les maîtres de transition interviennent dans l'enseignement de ces classes pour les disciplines spécialisées (mathématiques notamment). La recommandation de M. Haby de réunir les élèves des classes de transition avec ceux des autres sections pour les disciplines artistiques et sportives a été fort peu suivie.

LES PRÉVISIONS POUR L'ENSEIGNEMENT PUBLIC

NATURE DES ENSEIGNEMENTS	PREVISIONS D'EFFECTIFS 1975-1976	VARIATIONS PAR RAPPORT A 1974-1975
PREMIER DEGRÉ		
Enseignement préélémentaire	2 254 000	+ 60 000 (2,7 %)
Enseignement élémentaire	3 950 000	— 53 000 (1,3 %)
Classes de fin d'études	1 000	— 2 000 (66,6 %)
Enseignement spécialisé	202 000	+ 5 000 (2,5 %)
TOTAL	6 407 000	+ 10 000 (0,16 %)
SECOND DEGRÉ		
Premier cycle	2 593 000	+ 28 000 (1,1 %)
Second cycle lycées :		
— Enseignement général	441 000	— 7 000 (1,5 %)
— Enseignement technologique	284 000	+ 7 000 (2,5 %)
Second cycle court (C.E.T.)	569 000	+ 22 000 (4 %)
Enseignement spécialisé	98 000	+ 12 000 (13,9 %)
TOTAL SECOND DEGRE	3 985 000	+ 62 000 (1,6 %)
Classes supérieures des lycées :		
— Classes préparatoires aux grandes écoles	30 000	
— Sections de techniciens supérieurs	29 000	+ 2 000 (7,4 %)
TOTAL GENERAL	10 451 000	+ 74 000 (0,7 %)

Assistant (e) de gestion

Métier d'avenir pour les jeunes bacheliers

● La complexité croissante des problèmes de gestion nécessite ... mise en œuvre de méthodes et de techniques de plus en plus ...porées. Pour les aider à résoudre ces problèmes, les gestionnaires ...t appel à de jeunes *collaborateurs rompus à la pratique de ces ...hodes et de ces techniques.*

● Afin de répondre à ce besoin, l'Institut de contrôle de gestion ...G.), spécialisé dans le perfectionnement des cadres de direction, ...réé, en 1968, l'Institut de formation des assistants de gestion ...IG), le premier à dispenser *une formation alternée combinant ...uisition des connaissances théoriques et application dans l'entreprise.*

● Cette formation, donnée par des praticiens, s'étend sur trois ans ; ... comprend un stage rémunéré de vingt-deux mois en entreprise. ...ant cette période, le stagiaire complète par des sessions mensuelles ... perfectionnement de trois jours sa formation pratique, tout en ...mant des responsabilités effectives. Au cours de ce stage, *les élèves ...vent assurer, grâce à leur rémunération, le financement de leurs ...es,* et réaliser un gain net de l'ordre de 30 000 F. Lorsqu'ils ont ...enu leur mémoire de fin d'études, ils obtiennent des postes de ...e avec un salaire de 3 500 à 4 000 F par mois.

Ce métier d'assistant de gestion offre ainsi d'intéressantes pers...ives de carrière *aux jeunes bacheliers* attirés par une insertion ...de et efficace dans l'entreprise.

Les inscriptions du prochain cycle peuvent être prises jusqu'au ...eptembre 1975 à l'un des établissements de l'IFAG :

PARIS, 51, rue Saint-Georges, 75009. Tél. : 280-62-46.
LUNEVILLE, 1, avenue Voltaire, 54300. Tél. : 73-15-82.
LYON, Vernaison, B.P. 14, 69390. Tél. : 48-84-30.
TOULOUSE, Ramonville-Saint-Agne, 31520. Tél. : 81-29-62.

...thode nouvelle de psychologie

...lf Création Institut

30 minutes de l'Étoile

...aincre : • Paresse, timidité, dyslexie, angoisse, retard ; toutes difficultés d'attention de concentration, de mémorisation dans toutes matières.

...cquérir : • Dynamisme, méthode de travail, sens des responsabilités, réussite

A TOUS NIVEAUX

pension - week-end - consultations - conseils
consultation à Paris sur rendez-vous

Documentation sur demande :
...LF CRÉATION INSTITUT, 47-49, rue de Paris, 95150 Taverny
Téléph. : 960-18-05 et 960-06-25

Ouvert tout l'été

ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVE DE LA RUE DE LIEGE

secrétariat de direction
secrétariat médical

40, rue de Liège - Paris 8e
Tél. 387.58.83 et 387.52.90

Universitaires, demandez à votre libraire ou aux éditions Masson la documentation de votre spécialité

BON DE DOCUMENTATION

Nom (en capitales) ....
Adresse ....
....
Matière enseignée ou niveau d'études :
....

MASSON
120, Bd Saint-Germain 75280 Paris cedex 06.

Veuillez m'adresser gratuitement votre documentation :
☐ Livret de l'étudiant en sciences
☐ Livret de l'étudiant en médecine
☐ Masson - Médecine, Spécial Université
☐ Masson - Lettres Sciences humaines
☐ Masson - Droit-Sciences économiques
☐ Masson I.U.T.
☐ Masson-Sciences
☐ Livres de Physique
☐ Livres de Chimie
☐ Livres de Sciences de la Terre
☐ Nouveautés Informatique
(Cochez les cases correspondant à la documentation choisie)

M. 10.9.75

...tablissement ...l'enseignement ...rivé ...ondé en 1460

Collège Sainte-Barbe

près du Panthéon
4, rue Valette - 75005 Paris
Tél. : 033-43-97

Jeunes gens - Jeunes filles
Internat (garçons)
Externat surveillé - Demi-pension
Enseignement secondaire - ttes classes
Laboratoires de langues

PRÉPARATIONS : H.E.C. — Institut d'Études Politiques
Écoles Supérieures de Commerce - Écoles Nationales Vétérinaires

École de Commerce et d'Administration

SECTION SUPÉRIEURE D'ÉCONOMIE
EPREUVES D'ADMISSION : 17-18 SEPTEMBRE 1975

CENTRE DE CONSULTATIONS PSYCHOPÉDAGOGIQUES

Service psychologique du Centre National de Documentation sur l'Enseignement privé

Directeur : J. BERENY ● Psychologue

Documentation sur les Etablissements d'enseignement privés ★ Etude des cas particuliers et orientation vers les écoles spécialisées ★ Rattrapage scolaire ★ Cours de vacances ★ Séjours à l'étranger ★ Consultations ★ Tests psychopédagogiques ★

Publications : GUIDE NATIONAL DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ
Revue trimestrielle : FAMILLES et PÉDAGOGUES
20, rue Fabert - PARIS-7e — Tél. : 705-32-68
(Parking Esplanade des Invalides)

SUPPLÉMENT ÉDUCATION

Au Chili, deux ans après le coup d'État

LA CONTRE-RÉVOLUTION CULTURELLE

Deux ans après le coup d'Etat du général Pinochet contre le gouvernement d'Unité populaire du président Salvador Allende, l'éducation et la culture au Chili restent marquées par une mainmise de l'armée sur l'enseignement scolaire et universitaire et par le contrôle très strict des moyens d'information.

Au cours de la quatre-vingt-dix-huitième session du conseil exécutif de l'UNESCO, qui commence le 15 septembre, un important débat doit s'engager sur les droits de l'homme dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture et de l'information au Chili. Certains Etats membres soulèveront sans doute la question du maintien à Santiago du bureau régional de l'UNESCO pour l'éducation.

« MONSIEUR le secrétaire de l'Université du Chili, quelles mesures administratives notre faculté doit-elle adopter au sujet des livres devant être retirés de l'inventaire de la bibliothèque en raison de leur contenu politique ?

— Vous êtes priés de procéder à leur incinération. »

Ce dialogue (épistolaire) n'a rien d'irréel. Il a *eu* lieu ce printemps entre les responsables de différents services de l'Université du Chili, à Valparaiso. La liste des livres à « incinérer » comprend, entre autres, ceux de John K. Galbraith, Maurice Duverger, Maxime Gorki, Celso Furtado, Alain Joxe, sans parler, bien sûr, des œuvres de Marx, Lénine ou Mao. Deux ans après le coup d'Etat, on brûle encore les livres au Chili.

L'objectif du « Chili nouveau » est rien moins que d'obtenir une transformation radicale des mentalités, une véritable contre-révolution culturelle. Les dispositions adoptées, les déclarations officielles et les circulaires administratives permettent de dégager aujourd'hui le système culturel prôné par la junte. Des études réalisées (clandestinement) par des chercheurs chiliens de l'ancien Centre d'études de la réalité nationale (CEREN) l'an passé en donnent une idée assez précise.

Sur le plan économique, on souligne la fatalité de l'inégalité entre riches et pauvres et on exalte la concurrence et le combat individuel de chacun pour « arriver » ; la *propriété privée* est redevenue sacrée.

Sur le plan politico-social on se rapproche du *franquisme* : autorité indiscutée du pouvoir et du commandement sur le modèle de la *famille patriarcale* ; *recours à la* tradition plutôt qu'au changement ; anathèmes contre les dangers et les vices de la « corruption démocratique » ; formation d'une conscience corporaliste au sein d'une société de corps de métiers hiérarchisés, enfin messianisme anticommuniste mondial pour lutter contre les « complots » de l'ennemi, intérieur ou extérieur. Les forces armées, exprimant par définition la volonté générale, le « bien commun » du pays, ont le devoir de vouer à l'opprobre les « *mauvais citoyens* », ceux qui ont le front de s'opposer à l'unité nationale enfin retrouvée, ceux qui ont « *le venin de la politique dans le sang* ».

L'école aux ordres

DEPUIS 1965, sous l'administration démocrate-chrétienne, puis sous celle de l'Unité populaire, l'on avait amorcé une démocratisation réelle de l'enseignement. On avait institué une autogestion des établissements où intervenaient professeurs et élèves, ainsi que parents, employés administratifs, syndicats ouvriers, candidats à une information ou à un recyclage, etc. Un horaire très souple permettait à ceux qui exerçaient un métier de poursuivre des études interrompues. La réforme voulait faciliter l'accès au savoir et lier davantage l'enseignement à la réalité économique et sociale du Chili.

Cette évolution a été stoppée au lendemain du coup d'Etat. Dans le primaire comme dans le secondaire, le syndicat unique des travailleurs de l'éducation (SUTE) est supprimé et un délégué militaire est désigné dans chaque secteur. Sa mission est de veiller à la *stricte application* par les professeurs des dispositions de la junte, à savoir « *renouer avec la tradition culturelle chrétienne et avec le projet historique de la nation chilienne* ».

Des instructions *ont été* données pour expurger les programmes de « *toutes les questions conflictives pouvant prêter à des débats d'ordre social ou politique* ». Cette année encore, pour éviter toute allusion aux événements contemporains, le programme d'histoire du Chili pour l'examen d'entrée à l'université s'arrête à... 1891. Les professeurs *sont* invités à « *saisir toute occasion de mettre l'accent sur le respect envers la personne, les institutions, l'autorité et la hiérarchie* » et à exalter « *le légitime orgueil d'être chilien, l'amour envers les glorieuses traditions de la patrie, la signification de la geste héroïque et la connaissance des hommes illustres* ».

L'enseignement primaire a été renforcé par six matières nouvelles qui portent sur toute une hagiographie d'Epinal, symboles de la patrie, gloires navales du Chili, héros de la Conception, semaine patriotique, etc.

En mars dernier, en début d'année scolaire, un calendrier de trente-deux dates à célébrer obligatoirement a été publié, comportant de « *hauts faits militaires* », quatre journées consacrées à rendre hommage aux carabiniers, aux forces de l'air, de terre et de mer et des anniversaires de héros nationaux.

On est revenu à une discipline autoritaire avec salut aux couleurs tous les lundis matin. Une attention vétilleuse est portée à la présentation des élèves : interdiction des cheveux longs, de la moustache et de la barbe, interdiction du maquillage et des sabots, réglementation de la longueur des jupes, etc. La pédagogie active est supprimée.

Depuis août 1974, une circulaire a donné tout pouvoir de surveillance idéologique et disciplinaire au commandement des instituts militaires. Les chefs d'établissement sont tenus d'alerter celui-ci dans au moins une douzaine de cas : « *commentaires sur la politique actuelle, propagation de rumeurs malintentionnées sur le gouvernement ; propagation de plaisanteries ou* « bons mots » *relatifs à la junte ; distorsion des concepts et valeurs patriotiques ; propagation d'idées tendant à demander que les autorités des centres de parents ou des centres d'élèves soient désignées par élection ; activisme politique des élèves ou de leurs parents en dehors de l'établissement, etc.* » « *Il y a encore des professeurs marxistes qui dans leurs classes tentent d'empoisonner la jeunesse*, disait en août dernier, à Punta-Arenas le général Pinochet, *cela je ne le tolère pas.* »

Devant cette mainmise, certains collèges — surtout privés — renâclèrent. Leurs autorités furent immédiatement suspendues : ainsi plusieurs professeurs du collège Saint-Georges de Santiago furent révoqués, ce qui entraîna le départ du Chili de tous les membres de la congrégation qui dirigeait le collège. Résultat de toutes ces mesures : pour la première fois depuis quinze ans, le taux de scolarisation, qui était en constante expansion, est bloqué.

C'est essentiellement contre l'Université que l'offensive a été menée avec le plus de force et parfois de hargne. Là aussi une réforme, amorcée dès 1967, proclamait les principes d'autogestion, de décentralisation, de pluralisme et d'autonomie à l'égard du pouvoir politique, tout en soulignant la nécessité de participer activement aux transformations de la société. Elle concernait surtout l'université du Chili, forteresse immense englobant 50 % des cent cinquante-huit mille étudiants du pays, l'université technique de l'Etat (18 %) ainsi que l'université catholique de Santiago (12 %). Mais les cinq autres universités privées du Chili avaient entrepris également de réformer leurs structures.

Le coup d'Etat a interrompu brutalement ce processus. Après les combats qui l'ont suivi (notamment à l'université technique), les universités furent fermées. Tous les recteurs élus (la plupart d'ailleurs de tendance démocrate-chrétienne) sont éliminés et remplacés par des militaires (*recteurs - délégués*) dont la première tâche, proclament-ils, sera « *d'extirper le cancer marxiste* », en commençant par les porteurs de germes, à savoir professeurs et élèves. A l'université du Chili, le premier recteur militaire, le général Ruiz, désigne aussitôt trente-six « juges » pour procéder au travail d'inquisition et se prononcer sur l'expulsion des militants ou sympathisants de gauche, sous vingt-quatre ou soixante-douze heures selon que le cas est de « notoriété publique » ou simplement « douteux ».

Parfois, comme à Valparaiso, le procédé consiste à signaler à l'intéressé que « *s'il n'a pas touché son salaire de novembre, c'est qu'il doit se considérer comme porté sur la liste du personnel éliminé* ». A la faculté de médecine, où les haines contre les hommes de gauche sont violentes, il n'y a même pas d'apparence légale et certains médecins-professeurs sont poursuivis jusque dans leurs salles de classe.

Cette répression se poursuit encore aujourd'hui. Le général Ruiz, « recteur » de l'université du Chili, jugé trop mou, en dépit de ses hauts faits, a été remplacé par un autre militaire, le général Rodriguez Pulgar. « *Les recteurs-délégués militaires devront durer autant que durera le gouvernement militaire* », déclarait ce dernier en août 1974, avant d'assumer ses fonctions. Les services d'intelligence militaire sont omniprésents. Quarante étudiants en moyenne, estime-t-on, ont été arrêtés chaque mois cette année. Le 13 août dernier, quarante-quatre personnes « modérées » ont été encore arrêtées à la faculté de lettres de Santiago. Parmi elles, le directeur du département français, connu pour ses opinions conservatrices (et d'ailleurs *relâché ensuite*). Il est encore difficile d'avancer des chiffres, mais il paraît vraisemblable que 40 % des professeurs et 30 % *des étudiants ont dû quitter, de gré* ou de force, l'Université chilienne depuis le coup d'Etat.

Parallèlement des cours de « *sécurité nationale* » sont mis en place à tous les niveaux d'études. « *Il s'agit*, dit la circulaire ministérielle, *de faire prendre conscience aux futurs professionnels des menaces multiples qui affectent la vie de l'Etat.* » Au programme, deux points essentiels : subversion et déviation politique. Des stages « *de trois mois au moins dans les unités de sécurité nationale* » sont prévus.

Cette militarisation se double de ce que le journal ultra-conservateur *El Mercurio* désigne sous le nom de « *restauration universitaire* », dans tous les domaines.

Les droits d'inscription augmentent d'une manière exorbitante. En 1974, le nombre d'inscriptions est réduit de 10 % par rapport à 1973. Plusieurs départements de sciences sociales, d'histoire ou de philosophie ont été entièrement supprimés. La contrôle de la recherche dans son ensemble a abouti à un exode des chercheurs. Un rapport officiel de juin 1974 signale que sur 228 chercheurs qui ont quitté le pays depuis 1971, 165 l'on fait après le coup d'Etat. Sur le plan pédagogique, on a renoncé à l'interdisciplinarité.

Il ne se passe plus rien

L'EDUCATION de la population ne passe pas seulement par l'école et l'université. Presse écrite, radio, cinéma, télévision, jouent, on le sait, un rôle aussi important, sinon plus, dans le système. Si la censure n'existe p[...] droit, nul ne niera qu'elle est [...] culièrement rigoureuse en f[...] qu'elle se double, là encore, d[...] tocensure. Au demeurant plus [...] moitié des journalistes chilien[...] dans l'impossibilité d'exerce[...] métier au Chili même. Selon l'[...] international de la presse, [...] dernier quarante-deux se tro[...] en *camp* de concentration [...] avaient été fusillés. Quant a[...] respondants étrangers l'un d[...] niera à avoir réussi à « tenir [...] Omang, correspondant du *W[...]ton Post*, a été expulsé en ju[...]

Les journaux sont en nom[...] duit. Politiquement ils règle[...] ton sur celui du tout-puissa[...] *curio* de Santiago, lequel, [...] de la droite économique, su[...] l'occasion à la junte elle-m[...] ligne de conduite. Pour le [...] presse chilienne se rabat [...] « sang à la une », le récit [...] des délinquances sexuelles, [...] rification de l'armée, les [...] d'une agression du Pérou o[...] portage insignifiant sur la [...] printemps, les expositions [...] cielles. La télévision et la r[...] fusent soit des émissions d[...] tissement importées des Et[...] soit des feuilletons larmoya[...] vent en provenance du [...] Ordre, tranquillité, sécurité, [...] passe plus rien au Chili.

Que certains se dressent l[...] ce sont des extrémistes. Si [...] testations viennent d'organes [...] mation étrangers, elle for[...] du complot communiste inter[...] Si elles émanent des orga[...] internationales, celles-ci son[...] en particulier les Nations-ur[...] « *symboles d'un monde déc*[...] comme le soulignait le 10 ju[...] devant le général Pinochet [...] Leturia, proclamant la créat[...] « *Front de la jeunesse* ».

Un débat sur la situation d[...] de l'homme au Chili, ajourné [...] dernier, figure à l'ordre [...] du conseil exécutif de l'U[...] « *Il serait urgent*, demande [...] ration internationale des [...] d'enseignants, *d'examiner s*[...] *reau régional de l'éduca*[...] *l'UNESCO pour l'Amérique* [...] *encore sa place à Santiago-d*[...]

PIERRE KERVÉ[...]

(PUBLICITÉ)

SOCIÉTÉ DE COMPTABILITÉ DE FRANCE

Établissement d'enseignement privé reconnu d'utilité publique

COURS A PLEIN TEMPS ET COURS DU SOIR

FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE

Stages - Séminaires fonctionnels.
Stages et Séminaires à la demande des entreprises
Comptabilité et Gestion financière
Informatique de Gestion
Droit Fiscal - Droit du Travail - Droit Commercial

C.A.P. Aide Comptable en 2 ans
B.P.C. : Brevet Professionnel de Comptable en 4 ans
D.E.C.S. : Diplôme d'Études Comptables Supérieures
Certificats Supérieurs : Juridique et Fiscal ; Révision Comptable ; Organisation et Gestion des Entreprises

39, RUE DE MOSCOU - PARIS (8e)
Téléphone : 292-23-26 et 522-96-30

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse

Cours directs (1re et 2e années)
Cours par correspondance (1re année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

COLLÈGE SÉVIGNÉ

Etablissement d'Enseignement Privé Laïque Mixte
28, RUE PIERRE-NICOLE, PARIS (5e) TÉLÉPH. : 033-33-06

EXTERNAT - DEMI-PENSION DU JARDIN D'ENFANTS AUX BACCALAURÉATS

Préparation aux AGRÉGATIONS. Présents et correspondants.
Formation de DIRECTRICES DE JARDINS D'ENFANTS ET DE CLASSES DE PETITS.
Préparation aux concours d'entrée à l'École H.E.C. et aux ÉCOLES SUPÉRIEURES DE COMMERCE.

IPMC

Etablissement secondaire privé

RÉSULTATS BAC 1974-1975

A = 78 % reçus
B = 85 % reçus
C = 79 % reçus
D = 74 % reçus

Secondes aux Terminales

Accès aisé
Paris, Saint-Cloud, Versailles
Métro : Exelmans, Chardon-Lagache
S.N.C.F. : boul. Victor, Porte Auteuil
Bus : 22, 52, 62, 72, PC
70, rue Chardon-Lagache 75016 Paris
Tél. : 288-45-34

MÉDECINE : 1re ANNÉE

Préparation du Concours au

C. A. P. U.

- Physique-Chimie : 3 nov. - 31 janv.
- Toutes disciplines : 3 nov. - 31 mai
- Enseignement Préparatoire pour Terminales (Option Médecine)

C. A. P. U.

ECOLE DES ATTACHES DE DIRECTION

L'Université situe votre niveau, l'EAD vous donne les connaissances pratiques qui vous rendront immédiatement efficace dans l'Entreprise.

A partir d'un enseignement économique fondamental, cinq options en prise directe sur le développement de l'Entreprise :

- Gestion financière
- Gestion du Personnel
- Etude du Produit et Distribution
- Publicité et Relations Publiques
- Commerce international

Si vous avez déjà votre licence, vous êtes admis directement en deuxième année.

Parallèlement à cet enseignement, il est possible de suivre en cours du soir la préparation au D.E.C.S. - Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures - (organisée par un établissement affilié).

Ecole des Attachés de Directions
EAD ECONOMIE ADMINISTRATION DEVELOPPEMENT
Enseignement supérieur privé
Tél. 742.86.24 - 742.86.61
8 rue Saint-Augustin 75002 PARIS.

(PUBLICITÉ)

COLLÈGE CÉVENOL
sous contrat
Enseignement secondaire et technique privé à la montagne
43400 LE CHAMBON-SUR-LIGNON
Téléphone : (72) 59-72-32

Année scolaire 1975-1976, 1er et 2e cycle, toutes sections.
Français spécial pour étranger - Enseign. technique : BAC G1 et G2.
Sport et nombreux ateliers artistiques et manuels.

INTERNAT de GARÇONS - INTERNAT de FILLES
Ouverts les week-ends et petites vacances, sauf Noël et Pâques.

EPPREP
ÉCOLE DE PUBLICITÉ, PRESSE ET RELATIONS PUBLIQUES
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ d'Enseignement Supérieur Technique

- Statut étudiant • Deux années d'études.
- Cours par demi-journée • Rentrée 13 octobre 1975
- Étudiants voulant acquérir une formation professionnelle
- Bacheliers et élèves du niveau des classes terminales
- Carrières : Publicité, Tourisme, Commerce, Relations Publiques
- Diplômes d'État : BTS Publicité (pas de math) BTS Tourisme BTS Distribution Commerce

mêmes préparations en cours par correspondance

E.P.P.RE.P. 10, rue de la GRANGE-BATELIÈRE - 75009 PARIS
TÉL. 770.81.80. Métro : Richelieu-Drouot
Réception du lundi au vendredi.

une écol[...] vivant[...]



prochains examens d'entr[...]
(niveau "Terminale")

16 SEPTEMB[...]
et 23 SEPTEMBRE

Hâtez-vous de vous inscr[...]
ou
demandez une documentati[...] à notre "Service Examens"
(Bacheliers : entrée sur titres)

mais n'oubliez pas qu'il existe des
sections préparatoire[...]
à l'entrée de l'esd soufflot
(et au Bac G1)
Formation en 1 ou 2 ans

vite, renseignez-vous

Ecole des Secrétaires de Direction
(enseignement privé)
15 rue Soufflot 75005 PARIS
Tél. 326 44 40

nom ....
prénom ....
adresse ....
....
niveau études ....

AU CONGRÈS DES INTERNES DES HOPITAUX NON UNIVERSITAIRES

Quelle formation et quel exercice pour le médecin de demain ?

De notre envoyé spécial

Colmar. — En 1980, plus de la moitié des médecins auront moins de cinq années d'exercice, et ce sont alors huit à neuf mille jeunes diplômés qui entreront chaque année dans la carrière médicale. Cet afflux sans précédent ne va pas manquer de poser des problèmes aigus, qui font l'objet de deux « tables rondes » organisées par la Fédération nationale des internes et anciens internes des hôpitaux des régions sanitaires (F.N.I.A.I.H.R.S.) dans le cadre de son congrès annuel, réuni du 4 au 7 septembre à Colmar.

Quelle forme d'exercice sera le des médecins de demain et elle formation auront-ils que ou devront-ils recevoir pour e le mieux préparés à leur le ? « *La médecine libérale papa est bien morte* », s'est à souligner le docteur Bon-l, vice-président de la Fédétion, et tous les orateurs, taillant les principes traditionls de l'exercice libéral, n'ont pu e constater les limites déjà portées à certaines des libertés praticien.

Liberté dans le calcul des honoires ? Elle est maintenant théoque pour la plupart des médeas, qui, conventionnés, doivent soumettre aux tarifs en vileur sous peine de s'exposer au déconventionnement » et de rdre la majeure partie de leur ientèle.

Liberté de prescription ? Elle iste toujours, bien sûr, mais tablissement du « profil médil » par les caisses de sécurité ciale pour vérifier que les ornnances du praticien ne sont as, en moyenne, excessives, est jà une première limite à ce oit.

Liberté d'installation ? Elle est ujours réaffirmée, mais l'imortance des investissements écessaires à l'établissement du nédecin spécialiste, par exemple ans un domaine comme la radioogie, impliquant le recours à une anque ou à un organisme de rédit, n'amène-t-elle pas à une estriction de l'indépendance proessionnelle ?

Reste le « libre choix » des deux rotagonistes du « colloque singulier » qui — tous les participants ont reconnu — est, avec l'indéendance morale et technique, le ritable fondement de la praque libérale.

Faut-il accepter le dirigisme quel, pour le professeur Soura, médecin-conseil national de Sécurité sociale, ne pourront us échapper l'installation du édecin et le choix de la spéciaé ? « *Le dirigisme se mêle n du commerce des moules en posant une surveillance sanire*, souligne-t-il. *Supposons que ministère de la santé juge qu'il anque de pédiatres et que cette suffisance est responsable d'une op grande mortinatalité : il urrait fort bien être amené à miter le nombre de C.E.S.* (certicats d'études spéciales) *de rmatologie pour inciter les étuants à faire le C.E.S. de péatrie.* »

« Passer aux actes »

Pour le docteur Junod, présint du Syndicat national des édecins de groupe, on se trouve jourd'hui devant deux choix ssibles : on peut accepter le aintien de l'évolution actuelle, ne cesse de décroître la resnsabilité du secteur libéral : les rvices d'aide médicale urgente AMU), les structures de prévenon, l'hospitalisation à domicile nt autant de réalisations que secteur public a été contraint mettre sur pied, le système éral classique n'ayant pas été pable de les prendre lui-même charge.

Au contraire, il est possible de passer aux actes » et de donner tisfaction aux besoins du pays accord avec les pouvoirs blics, par la multiplication de tites unités de soins polyvalentes. D'après le docteur Junod, ces unités devraient réunir quatre ou cinq médecins généralistes, quelques spécialistes, des infirmières, des kinésithérapeutes, des aides ménagères... afin de former une équipe coordonnée. Cette évolution devrait, pour le docteur Junod, amener à réenvisager le problème du mode de rémunération, qui permettrait ainsi, économiquement parlant, la participation active du secteur libéral à la prévention, à l'éducation sanitaire et sociale, à la recherche épidémiologique ou thérapeutique, ainsi qu'à l'enseignement.

« *Il faut tenir compte de l'évolution de l'acte sanitaire. Si la profession médicale prétend promouvoir la santé* estime le docteur Junod, *il faut qu'elle entreprenne elle-même ces changements, faute de quoi ils lui seront imposés d'ici cinq à dix ans.* »

La participation du médecin « en cabinet » à l'enseignement, ainsi souhaitée par le docteur Junod, a été au cœur du débat de la deuxième « table ronde » sur le « dirigisme dans la formation médicale ».

Indispensable, cette participation semble bien s'imposer, surtout si l'on constate, avec le professeur Piguet, du Syndicat national des professeurs et maîtres de conférences agrégés à plein temps des C.H.U., qu'il y a aujourd'hui cinq fois plus d'étudiants qu'en 1960, et seulement deux fois plus d'enseignants. Suffit-il, comme semble le penser le professeur Piguet, d'appliquer vraiment la réforme Debré de 1958, en multipliant notamment les centres hospitaliers universitaires assurant leur triple rôle de soins, d'enseignement et de recherches ? Avec le professeur de Butler, vice-président de la Société de médecine générale, et enseignant à l'U.E.R. de Bobigny (où existe déjà, à titre expérimental, cette participation du praticien à l'enseignement), l'accord semble plutôt fait sur la nécessité de faire entrer dans les C.H.U. des professionnels-médecins non universitaires, de même que des universitaires non médecins, surtout scientifiques, participant à la formation des futurs médecins.

Cette intrusion du praticien dans l'enseignement serait aussi un moyen de revaloriser la médecine générale. « *Il faut rétablir des chaires de médecine générale, et rendre la profession du généraliste plus intéressante* », estime le professeur Sournia, pour qui « *il n'est pas évident qu'il faille maintenir la hiérarchie financière entre spécialistes et généralistes* ». « *La sélection initiale sur des bases scientifiques est déjà une désorientation de la médecine générale* », affirme le docteur Junod.

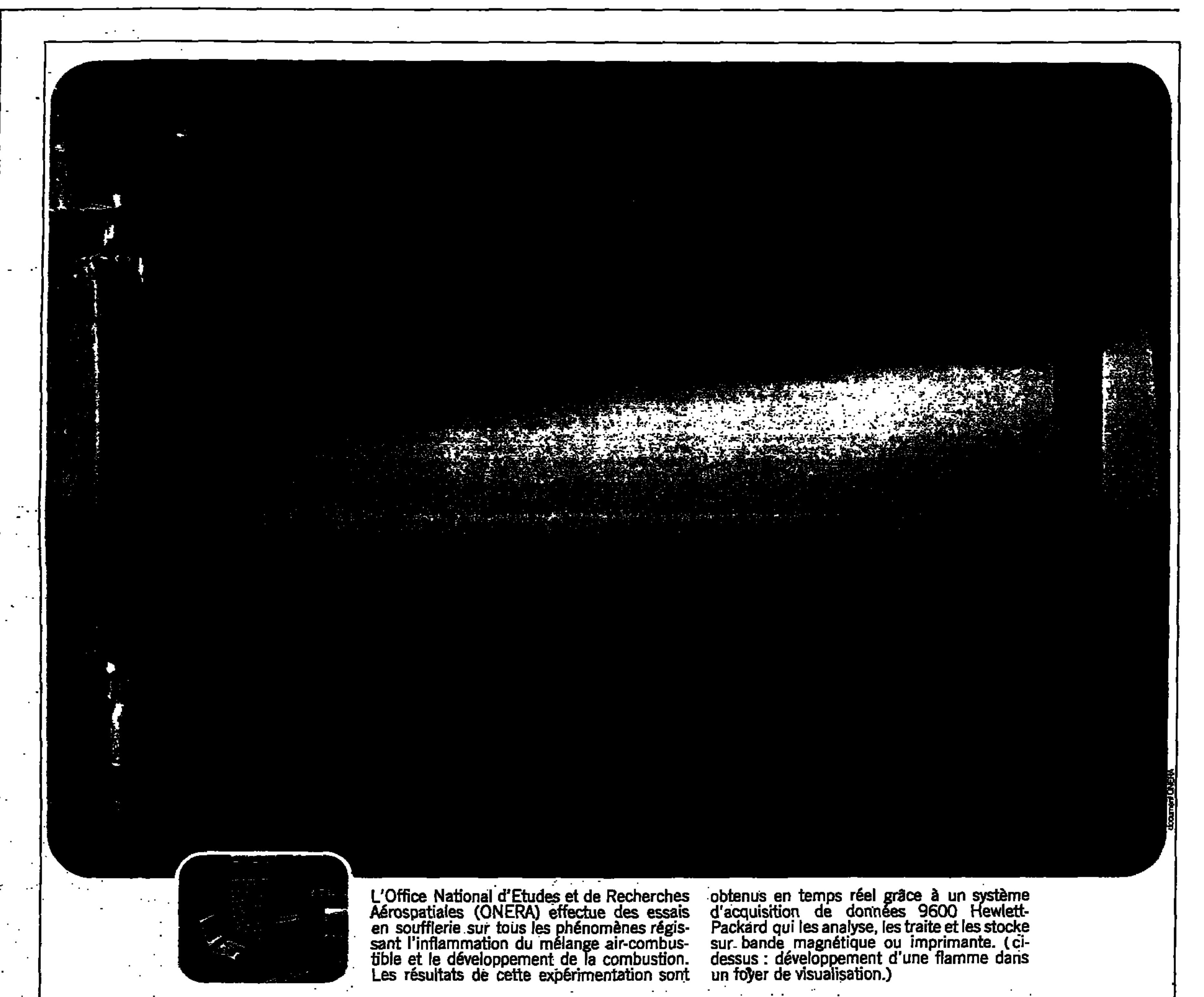
L'instauration d'un troisième cycle spécifique pour la formation du médecin omnipraticien serait à coup sûr une arme efficace pour attirer les étudiants vers la médecine générale, et maintenir la proportion heureuse qui existe aujourd'hui en France entre généralistes et spécialistes. Après un tronc commun de quatre à cinq années, l'étudiant se destinant à la médecine générale devrait pouvoir profiter d'un désencadrement et d'une prise de responsabilité progressifs.

Sur ce point, la fédération n'a manqué d'exprimer, tout au long de ces trois jours, une certaine inquiétude à propos de la réforme de l'internat actuellement à l'étude (*le Monde* du 6 mai 1975). Unifiant l'internat et, dans son état actuel, le réservant aux seuls futurs spécialistes, ce projet, globalement accepté par la fédération, aurait, selon elle, des conséquences graves pour les hôpitaux non universitaires où travaillent ses membres : seuls les services les mieux équipés et fonctionnant le mieux, reconnus comme « *qualifiants* » pour les futurs spécialistes, auraient des internes, les autres se contentant de « *stagiaires internés* », moins motivés et moins stables que les actuels internes des régions sanitaires, qui ont une grande importance dans le fonctionnement de ces hôpitaux de « second ordre ».

Plus grave encore, la moitié des internes des régions sanitaires finissent actuellement par s'installer comme généralistes, après une formation moins technique, mais plus humaine et plus complète que celle des étudiants des C.H.U. qui, du jour au lendemain, s'installent en cabinet, et cette filière de formation disparaîtrait.

Les différents ministères se penchent actuellement de près sur ces problèmes : internat, et formation du généraliste. Reste à souhaiter une coordination effective de ces différentes études, et surtout, avec le professeur de Butler, résumant l'opinion générale des congressistes, la « *définition du rôle respectif du généraliste et du spécialiste dans le cadre d'une politique de santé* ».

XAVIER WEEGER.



L'Office National d'Etudes et de Recherches Aérospatiales (ONERA) effectue des essais en soufflerie sur tous les phénomènes régissant l'inflammation du mélange air-combustible et le développement de la combustion. Les résultats de cette expérimentation sont obtenus en temps réel grâce à un système d'acquisition de données 9600 Hewlett-Packard qui les analyse, les traite et les stocke sur bande magnétique ou imprimante. (ci-dessus : développement d'une flamme dans un foyer de visualisation.)

Le matériel informatique Hewlett-Packard contribue au progrès de la recherche aéronautique.

La gamme des produits informatiques Hewlett-Packard va des calculateurs de poche aux systèmes informatiques les plus sophistiqués, en passant par les calculateurs de table programmables, chaque catégorie répondant à de multiples utilisations.

Au total, Hewlett-Packard a mis au point et commercialise plus de 3000 produits. En France, l'usine de Grenoble assure la fabrication d'un certain nombre d'entre eux.



Si vous désirez recevoir une brochure d'information sur les activités de la société, écrivez à M. J. Marquizeau, Hewlett-Packard France, B.P. n° 70, 91401 Orsay.

Deux autres exemples de la technologie informatique chez Hewlett-Packard : à gauche le HP-21, calculateur de poche scientifique à fonctions multiples ; à droite, l'ordinateur HP 3000 CX qui utilise les divers langages informatiques et n'occupe qu'une superficie de 13 m2.

HEWLETT hp PACKARD

172 points de vente dans 65 pays assurent le service après-vente

LA NÉOGRAVURE (Gela, Delcroix), PARIS.

PRÉPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT - COMPTABLE

Aucun diplôme exigé
Aucune limite d'âge
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 695
ECOLE PREPARATOIRE D'ADMINISTRATION
Ecole privée fondée en 1873 soumise au contrôle pédagogique de l'Etat
4, rue des Petits-Champs, 75080 PARIS - CEDEX 02.

Face à une sélection sévère en P.C.E.M. 1

Pharmacie

les équipes de maîtres-assistants suivent de novembre à juin les étudiants de chaque C.H.U., par groupe de 15, parallèlement à la fac., dans toutes les matières.

CEPES

Groupement libre de professeurs
7, rue Charles-Laffitte. — 92 - Neuilly

SAB. 94-94

POLICE

Après la prise d'otages de l'avenue de Breteuil

M. Georges Séguy interpelle le ministre de l'intérieur sur les causes réelles de la délinquance juvénile

Les deux auteurs de la prise d'otages organisée lundi 8 septembre dans une agence du C.I.C., avenue de Breteuil à Paris, sont toujours en fuite, comme sont toujours introuvables les auteurs des quatre autres prises d'otages d'importance similaire commises en France depuis le début de l'année.

Le choix ayant été heureusement fait de sauver les otages avant de songer à neutraliser les malfaiteurs, M. Jean Ducret, directeur de la police judiciaire à la préfecture de police de Paris, a indiqué, mardi 9 septembre : « L'enquête commence. » Il a ajouté : « A aucun moment nous n'avons été en mesure de tirer sur ces bandits sans risquer de tuer ou de faire tuer un otage. Suivant les ordres ministériels, j'avais personnellement donné comme consigne aux policiers de la brigade anti-gang de ne tirer que sur mon ordre si les deux hommes étaient ensemble à découvert. Ces conditions ne se sont jamais produites. »

Les conditions de la délivrance des sept otages, parmi lesquels six employés de la banque, ont été l'occasion d'une polémique entre la fédération C.G.T. des employés de banque et le ministère de l'intérieur, la première ayant publié, le jour même de la prise d'otages, un communiqué indiquant : « Le ministre de l'intérieur refuse qu'une rançon soit versée aux gangsters. » « Ce communiqué de la fédération C.G.T. se passe de tout commentaire », était la seule réplique émanant de la place Beauvau.

Si cette controverse paraît close, tel n'est pas le cas de celle qui oppose M. Michel Poniatowski au parti communiste à propos de la protection que ce dernier accorderait à la criminalité (« le Monde » du 9 septembre). Mardi soir, sur Europe 1, M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T. — et membre du bureau politique du P.C.F. — a en effet interpellé — sur les ondes — le ministre d'État pour lui demander notamment : 1) si « l'une des causes de la délinquance juvénile (ne lui paraissait pas résider) dans l'accroissement du chômage dont les jeunes sont les principales victimes » ; 2) si « les opérations répressives anti-jeunes (sont) de nature à éliminer les causes de la délinquance juvénile ».

LA FÉDÉRATION C.G.T. DES POLICIERS : notre centrale a toujours condamné la violence et le désordre

A la suite des récentes allocutions et interviews du ministre de l'intérieur, la fédération générale des syndicats de la police nationale C.G.T. tient à déclarer « *que la C.G.T., comme la fédération de la police C.G.T. ont toujours condamné la violence et le désordre* ». Les deux fédérations « *protestent donc contre les paroles prononcées à l'égard de la C.G.T. et de son secrétaire général* ». Pour sa part, la fédération C.G.T., dans un communiqué en date du 28 août, à propos des événements de Corse, condamnait les actes de violence de certains manifestants ainsi que l'escalade des mesures répressives mises en place, celles-ci étant de nature à provoquer de nouveaux drames.

« *Or, au nom du « libéralisme avancé* », déclarent les deux fédérations, *M. Poniatowski a interdit l'affichage de ce communiqué sur les panneaux syndicaux des commissariats et services. En réalité, comme la C.G.T. l'a indiqué, il s'agit d'assimiler l'action syndicale au désordre. Quant à la sécurité des citoyens, la protection des biens et des personnes, la fédération C.G.T. a toujours demandé que priorité soit donnée aux services de sécurité publique. Elle a fait à ce sujet de nombreuses propositions, qui n'ont jamais été retenues.*

» *La fédération C.G.T. s'est aussi toujours prononcée pour le respect de la légalité républicaine, celle-ci devant être assurée sans violence, sans provocation, sans répression. En conséquence, la fédération C.G.T. continuera à s'élever contre la répression anti-ouvrière et anti-démocratique ; elle s'associe aux démarches faites par de nombreuses organisations syndicales et démocratiques pour que cesse au plus vite la situation actuelle.* »

COMMISSAIRES ET INSPECTEURS FAVORABLES A LA JOURNÉE D'ACTION

L'intersyndicale de la police nationale (qui groupe le Syndicat des commissaires de police, le Syndicat national autonome des policiers en civil et la Fédération autonome des syndicats de police) s'est réunie ce mardi 9 septembre. Les participants ont constaté que les perspectives budgétaires « *ne permettront pas d'améliorer valablement le fonctionnement des services, les moyens, les effectifs et la situation matérielle des fonctionnaires de police* ».

Chacune des organisations constitutives de l'intersyndicale « *a fait connaître sa déception et son mécontentement, ainsi que son intention d'organiser dans les semaines à venir des journées d'action dont la première, mise au point que la Fédération autonome des syndicats de police, aura lieu le 18 septembre* ».

LES SYNDICATS DES BANQUES : les dispositifs de sécurité étaient insuffisants

Les diverses organisations syndicales représentées au C.I.C. (C.F.D.T., C.G.T., F.O. et C.G.C.) ont fait remarquer mardi 9 septembre au cours d'une réunion d'urgence du comité d'hygiène et de sécurité de leur entreprise, qu'un certain nombre de systèmes de sécurité, à leurs yeux indispensables, n'étaient pas en place dans la succursale de l'avenue de Breteuil : celle-ci disposait uniquement, selon un porte-parole de la C.G.T., d'une caméra visible permettant de filmer les clients, d'une caisse escamotable et d'un système d'alarme sonore.

Seule la caméra, note-t-on dans les milieux syndicaux, a fonctionné et encore a-t-elle été inutile puisque les bandits avaient le visage masqué.

LE TÉMOIGNAGE D'UN OTAGE

Les trois employées du Crédit industriel et commercial de l'avenue de Breteuil, que les bandits avaient emmenées avec eux pour « *couvrir leur fuite* », ont indiqué, mardi 9 septembre, que les malfaiteurs avaient bien prévu leur prise d'otages. « *Pour protéger leur fuite, ils voulaient des femmes*, explique l'une des trois employées, Mme Thomas, *sachant bien que plus un otage est faible plus il a de valeur* », et elle a ajouté : « *La voiture des deux hommes a dû s'arrêter, je pense, vers Stalingrad. Ils m'ont alors intimé l'ordre de rester allongée sans bouger. J'ai entendu des portes claquer et une autre voiture démarrer. J'ai pu arracher mon bandeau et je suis sortie de la 504. Dans la rue, plusieurs passants ont dû me prendre pour une folle avec mon air hagard et mes menottes. Je leur ai crié : « Il faut avertir la police ! » Ils ont pressé le pas pour m'éviter...* »

CATASTROPHES

DÉTRUITE PAR LE SÉISME DU 6 SEPTEMB

La ville turque de Lice sera reconstrui sur un autre emplacement

Lice (Turquie) *(A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)*. — Trois jours après le séisme du 6 septembre qui a détruit la petite ville de Lice et les vilages environnants — plus de cinq mille deux cents bâtiments effondrés, selon des dernières estimations officielles, — les sauveteurs ont retiré des décombres sept personnes encore vivantes. Le nombre des victimes atteignait, le 9 septembre, deux mille cinq cents morts, dont mille deux cents pour la seule agglomération de Lice. Les autorités pensent toujours que le chiffre définitif sera supérieur à trois mille victimes.

Deux pillards arrêtés

Outre les difficultés d'approvisionnements en vivres et en matériels, les sinistrés doivent maintenant faire face au pillage. Lice a été entourée par un cordon militaire qu'on ne peut traverser, dans les deux sens, qu'avec un laissez-passer. Déjà deux pillards ont été arrêtés.

A Ankara, le président de la République, M. Suleiman Demirel, a annoncé que Lice serait reconstruit, mais à quelque distance de l'emplacement actuel. Un conseil gouvernemental extraordinaire a approuvé un plan de relogement de 500 millions livres turques (150 millions francs environ). Dans les jours, devrait commencer le n tage de maisons préfabriquées gouvernement turc s'est d quatre-vingts jours pour rel 11 000 sans-abris. Mais parv dra-t-il à donner, avant le 1e cembre prochain — les hivers durs dans ces régions mo gneuses — un toit à tous rescapés ?

L'argent nécessaire à la re truction sera prélevé sur un f spécial créé il y a plusieurs nées et alimenté par des additionnelles sur les alcoo les cigarettes.

Une vaste campagne d'ent est ouverte dans toute la Tur C'est ainsi que la Foire i nationale d'Izmir a retardé s meture de vingt-quatre h afin que les recettes du d jour soient attribuées aux sin

LES PRÉCÉDENTES CATASTROPHES

Rappelons quelques g séismes du XXe siècle : Me Reggio-de-Calabre (Italie), 82 000 morts ; Avezzano (I 1915, 30 000 morts ; Kansu-S (Chine), 1920, 100 000 à 1 morts ; Tokyo-Yokohama pon), 1923, 143 000 morts; Q (Pakistan), 1935, 30 000 m Concepcion (Chili), 1939, morts; Erzincan (Turquie), 25 000 à 30 000 morts; Agadir roc), 1960, 15 000 morts; Q (Iran), 1962, 12 000 morts; K san (Iran), 1968, 12 000 m Ancash (Pérou), 1970, 54 000 Fars (Iran), 1972, 5 000 m Managua (Nicaragua), 1972 à 6 000 morts.

Cette liste ne compren les très violents tremblemen terre survenus en Chine : en deux séismes dans le Hope 1970 (Yunnan), en 1973 chouan), en 1974 (Setchoua en 1975 (sud de la Mandchou jamais, en effet, les autorit noises ne publient de bil leurs catastrophes sismique.

● *Le Corps mondial de se* lance un appel à tous ceu veulent aider les sinistré tremblement de terre de Tu Une première équipe doit dès réception des autoris Envoyer les dons à Corps dial de secours, 129, ru Faubourg - Poissonnière, Paris, C.C.P. 33.331.31 La S

FAITS DIVERS

Dans la Manche

LE MEURTRIER D'UN GENDARME EST ARRÊTÉ

Un gendarme, M. Jacques Henri, vingt-sept ans, appartenant à la brigade de Saint-Clair-sur-l'Elle (Manche), a été tué, mardi matin 9 septembre, au cours d'une intervention dans un village, Moon-sur-Elle, situé à une quinzaine de kilomètres de Saint-Lô. M. Jacques Henri avait été appelé à régler un différend survenu entre deux personnes de la localité, lorsque l'une d'entre elles, M. Jean Stevens, vingt-huit ans, sous la menace d'une carabine, réussit à lui prendre son pistolet puis tira sur lui avec cette arme. M. Jean Stevens, qui avait pris la fuite à bord de sa voiture personnelle, a été arrêté.

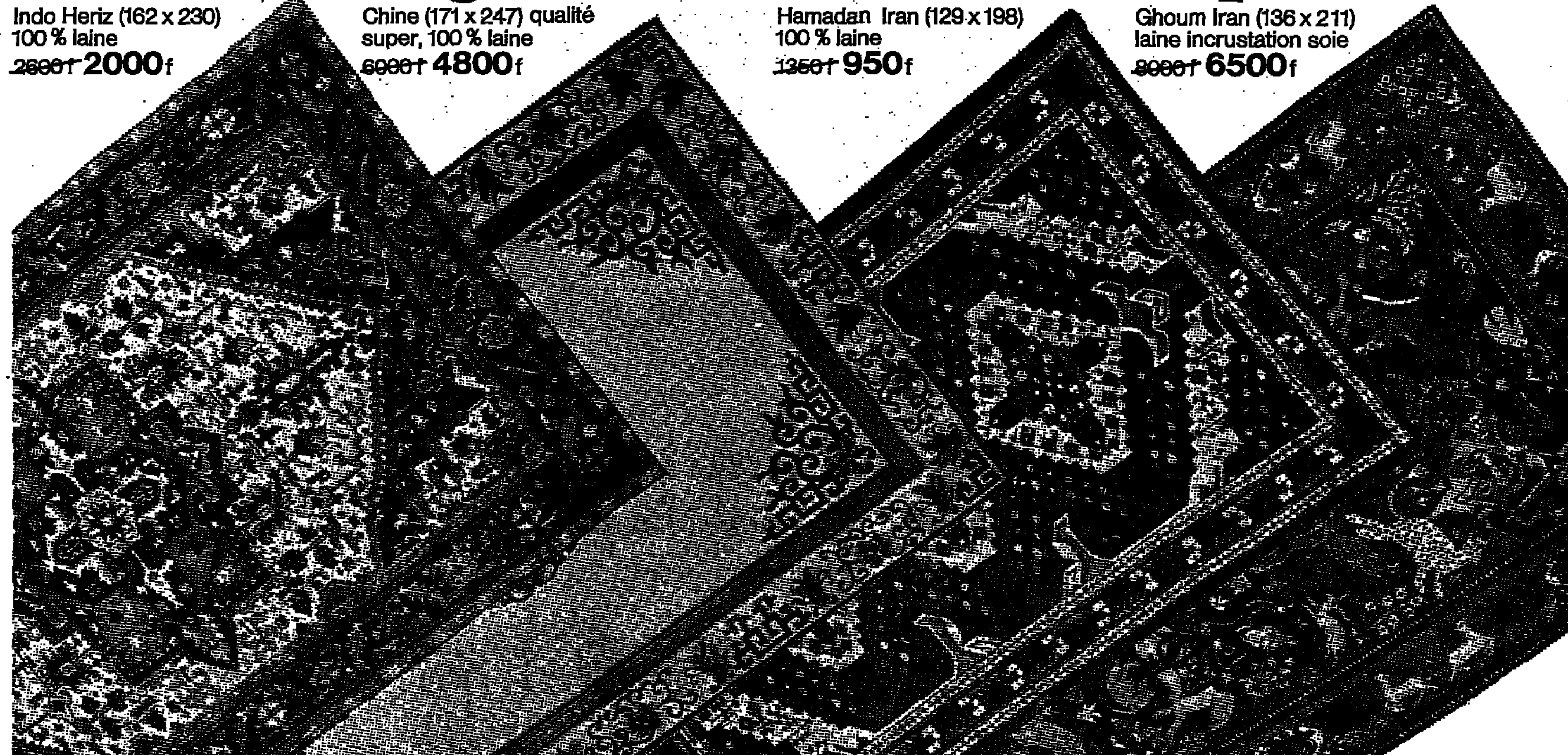
Dans le Haut-Rhin

UN CAISSIER EST MORTELLEMENT BLESSÉ LORS D'UNE TENTATIVE DE HOLD-UP

M. Robert Guth, soixante ans, caissier, a été tué lors d'une tentative de hold-up commise par deux bandits dans une succursale de la Caisse mutuelle de dépôts et de prêts, à Liepvre, près de Sainte-Marie-aux-Mines (Haut-Rhin). L'un des deux malfaiteurs — qui étaient armés d'un fusil de chasse à canon scié et d'un pistolet mitrailleur — a tiré au moment où M. Guth, refusant de lui donner l'argent de la caisse, s'emparait d'un revolver.

M. Guth était seul dans l'établissement avec un client, que l'autre malfaiteur tenait en joue. Les deux agresseurs ont pris la fuite à bord d'une voiture volée.

Placez votre argent, chez vous. Dans un tapis d'Orient



Jusqu'au 30 Septembre, crédit gratuit 12 mois à partir de 1000 F d'achat après acceptation du dossier.

les prix barrés ont été précédemment pratiqués dans nos rayons

à tout instant il se passe quelque chose...

Galeries Lafayette

HAUSSMANN-BELLE EPINE

Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

Luini sur le lac Majeur

LE PUVIS DU CINQUECENTO

par ANDRÉ CHASTEL



LE lac Majeur n'a rien perdu de son charme, ni Luino de son éclat », pourrait-on dire en raphrasant un texte fameux tait un lieu privilégié pour les romans de siècle. Tout est calme et suavité, ec la barre unie de l'eau écartant la ntagne, la douceur de l'air et l'abonce des lauriers-roses. Luino n'a guère un grand homme : le peintre Berrdo ; les anciens textes l'ont nommé nardo de Lovino (dont on a fait ini), comme on dit Léonard de Vinci, is il est possible qu'il s'agisse seulent d'un nom de famille, non d'un lieu rigine. Peu importe, c'est à Luino on l'a modestement et ingénieusent célébré cette année.

Le peintre, immanquablement qualifié suave, joli, charmant *(vago)* a vert de fresques toute la région de rèse, à l'est du lac Majeur, dans le mier tiers du XVIe siècle, et ce fut tement l'un des enfants chéris de te la culture post-romantique et torienne du siècle dernier, pour Rus-, l'un des rares artistes de la Renaisce au cœur assez pur pour être sauvé. ır rien au monde, Taine ou les ncourt n'auraient oublié de mennner ce *peintre délicat* en qui s'assont pour la dernière fois la candeur primitif et le sentiment moderne, st-à-dire, avant tout, ces fins visages mince sourire inventés par Léonard. us les musées recherchaient des Luini rix d'or et, comme il s'agit d'un style s caractérisé, calme, assez rigide et niéré, d'imitation facile, tous les rages secondaires qui ont proliféré Lombardie il y a quatre siècles iaient s'abriter sous ce nom. *« Tout le mde à Milan possède au moins un ini »*, écrivait Paul Mantz, un peu couragé, vers 1872. Mais la vogue ntinuait de plus belle, et on le comend : il n'y a rien de plus étonnament « préraphaélite » que la *Sainte Catherine ensevelie par les anges* (de 1520 environ, fresque déposée aujourd'hui à la Brera).

Ce n'est pas aujourd'hui le peintre qui attire le plus l'attention. Depuis l'exposition très agréable de Côme en 1953, on avait peu de choses à dire. Mais la petite exposition organisée cet été par le professeur Dell'Acqua et ses collaborateurs a l'intérêt de provoquer, à l'aide de documents et de quelques œuvres, assorties d'un bon dossier photographique, une révision inattendue de nos idées. D'abord, comme d'ordinaire, une découverte toute récente : sur le mur d'une chapelle d'un vieux couvent, prise aujourd'hui dans une ferme près de Saronno, une vaste fresque datée de 1507 : la Madone encadrée de saints intercesseurs, invite, avec ses couleurs claires, son dessin sage, ses formes lombardes, à penser à Luini encore jeune ; mais alors, il faut revoir l'interprétation généralement admise de sa formation, à partir du tableau d'autel, également daté de 1507, au musée Jacquemart-André, à Paris, qui oriente vers les maîtres de Vérone.

***

Le sort de ces ouvrages est vraiment curieux. Il ne faut pas s'étonner qu'en Italie comme en France on puisse encore mettre à jour un peu par hasard des peintures d'importance qui ne soient pas des falsifications, comme il arrive parfois en Italie peut-être plus souvent qu'en France. Luini n'est pas un grand peintre de retables, mais un décorateur de murs ; son succès auprès des amateurs s'est marqué par des dépositions et des découpages — qu'aujourd'hui nous trouvons abusifs — de cycles entiers. L'un d'eux, provenant d'une villa suburbaine, a été mis en vente dès le début du dix-neuvième siècle et a fini à Washington : c'est l'histoire de ...ale et Procris, donc une fable ...que, déployée dans un paysage d'Arcadie. On n'en a plus, à Luino, bien entendu, que des photographies. Un autre cycle, plus curieux encore, est celui de la villa dite *della Pellucca*, près de Sesto-San-Giovanni : il a été détaché dès 1821-1822 et se trouve à la Brera. On l'avait assez bizarrement transporté sur panneaux de bois ; ceux-ci se brisent, et il a fallu en laisser la plus grande partie à Milan. C'est d'une part un ensemble de la Genèse : la Pâque, la fuite hors d'Egypte, la manne..., d'autre part des scènes de l'histoire de Psyché, connue à travers *l'Ane d'or* d'Apulée. On ne les regarde pas sans sourire un peu, tant il y a de candeur dans ces illustrations et de fraîcheur dans ces paysages. L'idée — qui nous est proposée — d'y voir une célébration de la Terre promise et de l'Arcadie à la fois, est des plus séduisantes, et on a raison de la rapporter à un éloge de l'agriculture, lié à une expansion nouvelle, à une reconversion de certains milieux milanais, au moment où les guerres d'Italie créaient les pires incertitudes. Indication précieuse, d'autant plus que ce *retour à la terre*, exalté ici sur le double registre biblique et païen, a libéré l'inspiration d'un peintre qui ne peut nous apparaître que comme une sorte de Puvis de Chavannes, à trois siècles de distance : même paysage de rêve, même étagement des groupes et des plans, contours fixes et feuillages légers.

L'autre ensemble étudié est celui, extrêmement abîmé du couvent de Sainte-Marthe à Milan ; l'église a été démolie en 1875 ; une partie du décor avait été détachée et reportée sur toile dès 1808. Des recherches d'archives toutes nouvelles ont permis de préciser un peu la répartition de ces fragments : sainte Marthe, saint Lazare... peints en camaïeu dans de grandes niches, mais surtout l'esprit de la *pala*, ou tableau d'autel de l'Annonciation (aujourd'hui à la Brera), en face de l'étrange évocation des *Trois Archanges*, peinte par Marco d'Oggiono, toujours pour le couvent. Ces deux panneaux d'autel sont d'une originalité, pour ne pas dire d'une bizarrerie, jusqu'ici inexpliquée : la facture, plutôt appliquée, souligne cette insistance sur le monde angélique. Dans l'*Annonciation*, par exemple, Gabriel est flanqué de deux anges portant l'un l'agneau, l'autre la colombe, et figurant donc le Fils et l'Esprit saint. Il n'est pas inutile d'avoir trouvé l'origine de ces innovations dans les écrits d'un mystique vénéré dans ce couvent, et fort attentif au rôle des anges dans la rénovation attendue de l'Eglise. On a ici toute une inspiration de pré-réforme, se manifestant à travers cet iconographie particulière, qui a manifestement plu à Luini. La démonstration est très attachante : elle indique que ce peintre candide avait une imagination docile au merveilleux. Et, ce qui peut le plus nous intéresser, la prieure de ce couvent de Sainte-Marthe, la mère-abbesse Arcangela (prénom prédestiné) Paniforala, était liée avec les milieux français de la pré-réforme ; elle avait toute une correspondance spirituelle avec les Briçonnet, venus en 1512, et les « spirituels » de notre pays. La différence est qu'en Lombardie, les intentions réformatrices et mystiques se traduisaient aussitôt dans le décor des églises conventuelles. En Italie, tout commence par des tableaux.

★ *Sacro e profano nella pittura di Bernardino Luini*, exposition documentaire, catalogue par G.A. Dell'Acqua, G. Mulazzani, M.T. Binaghi, Institut municipal de culture populaire, Luino, jusqu'au 8 octobre.

LA NOUVELLE BIENNALE CINÉMATOGRAPHIQUE

Venise sans smokings et sans «contestation»

par LOUIS MARCORELLES

« LA « Mostra » est morte, vive la Biennale ! » C'est en ces terme que le critique étranger intimidé, qui débarque aujourd'hui au Lido, ancien haut lieu du Festival de Venise, se voit accueilli par ses confrères italiens et par les actuels responsables de l'organisation : faisons table rase du passé, repartons à zéro, Venise trouvera progressivement un visage original.

La presse italienne dans sa quasi-totalité est au rendez-vous, à commencer par le dernier directeur de l'ancienne Mostra, Gian-Luigi Rondi, critique au *Messaggero* de Rome, qui n'approuve guère les actuels changements. En revanche, la presse de gauche, et d'abord *l'Unita* (P.C. italien) avec Ugo Casiraghi, *l'Avanti* (P.S. italien) avec Lino Micciche, soutient à fond la nouvelle orientation. Lino Micciche, directeur de la Mostra du nouveau cinéma de Pesaro, peut à juste titre reconnaître dans Venise rénové, un héritier direct de Pesaro, de l'expérience tentée depuis 1965 dans cette petite ville de l'Adriatique, mais c'est un catholique indépendant, proche de la démocratie chrétienne sans appartenir au parti, Giacomo Gambetti, qui a succédé à Gian-Luigi Rondi à la tête de la manifestation vénitienne.

Deux publics

L'an dernier déjà avait débuté une sorte d'expérience de décentralisation, le Lido et son cinéma pour festivals avait été déserté au profit des salles de Venise et de Mestre. L'expérience a été reprise cette année, mais en restituant au Lido une partie de sa signification première, avec de notables modifications. Tous les films sont présentés sur un pied d'égalité absolue ; il n'y a plus, par exemple, de distinction entre films projetés en cours d'après-midi et films projetés en soirée. Mais l'innovation réelle vient peut-être de l'utilisation de la deuxième salle du Palais du Lido, la salle Volpi, où ont lieu les conférences de presse. La troisième salle importante du Palais, la salle Dreyer, projette du matin au soir des films « à la carte », selon la demande des participants à la Biennale, qui veulent voir ou revoir tel ou tel film déjà projeté. Les projections en plein air dans l'arène du Lido, trait original de l'ancienne *Mostra*, n'ont plus la même raison d'être, même si elles ont lieu chaque soir comme par le passé.

« Les spectateurs, sauf ceux qui habitent au Lido, explique Giacomo Gambetti, *n'ont plus aucune raison de venir à l'Arena. Ils voient dans leur quartier, à Venise et à Mestre, parfois en plein air, les mêmes films qu'à l'Arena et pour le même prix. Ils peuvent en outre rencontrer les metteurs en scène, régulièrement, comme au Campo Santa-Margherita de Venise ou aux chantiers navals de la Giudecca. »*

Comme la Hongrie, qui a participé généreusement à la Biennale avec trois films, et la Bulgarie, qui montre un choix de films de télévision, l'Union soviétique est présente à Venise avec un curieux film de critique sociale, *Premija (la Prime)*, réalisé à Leningrad par le metteur en scène arménien Serghei Mikaelijan, venu du théâtre, mais qui a déjà six films à son actif.

La foule se rassemble progressivement à la tombée de la nuit dans l'espace du Campo Santa-Margherita : l'entrée est libre ; le public est surtout composé de jeunes, mais sans exclusive de génération. Le metteur en scène, qui doit prendre la parole après la projection, demande que la discussion ait lieu dans le cinéma Moderne voisin, pour mieux se sentir de plain-pied avec son auditoire.

La projection se déroule dans un silence pas exactement religieux, mais respectueux. Visiblement le film plaît, il a ses qualités, il décrit, dans un style non sans analogie avec le film américain bien connu *Douze hommes en colère*, de Sydney Lumet, un drame de conscience collectif.

Un contremaître annonce que sa brigade refuse de toucher la prime qui vient de lui être décernée pour l'accomplissement du plan dans des délais satisfaisants parce que les normes en ont été abusivement baissées. Les officiels de l'entreprise protestent de leur bonne foi mais révèlent surtout leur désir de ne pas avoir d'ennuis. Un jeune homme, responsable du comité du parti dans l'usine, arbitre le débat avec souplesse.

Serghei Mikaelijan a su rendre dramatique ce drame essentiellement statique, tire le maximum de ses comédiens, utilise très efficacement l'espace clos de la discussion, tandis que derrière les fenêtres alternent soleil et pluie, avant que descende, progressivement, la nuit. Le mot fin est ponctué des vifs applaudissements d'un public qui a été touché, très directement, malgré le caractère assez abstrait du sujet et la nécessité de lire des sous-titres.

La salle, voisine, du cinéma Moderne, à 5 mètres de l'espace de projection, se remplit très vite, le débat commence : le public, explique un jeune Italien qui suit toutes les projections, est très difficile : il a sifflé presque tous les films sauf deux, dont celui-ci. La veille, *Un homme qui dort*, de notre compatriote Bernard Queysanne, avait été loin de faire l'unanimité, mais l'auteur s'était remarquablement défendu.

Le débat avec Mikaelijan est vite monopolisé par des spectateurs assez politisés qui louent le film parce qu'il montre des rapports entre la base et le sommet dans un pays socialiste, mais lui reprochent de ne pas aller assez loin : le metteur en scène, chaleureux, nullement dépaysé — il était l'autre semaine en Sibérie, où on lui posait des questions assez voisines, — répond sans embarras. Le jour suivant, le film passe dans la grande salle du Lido, devant un public plus élégant, plus intellectuel ; ses questions sont moins précises.

Un climat de réflexion

Tous les metteurs en scène présents à Venise ont fait l'expérience du débat public avec des résultats différents. Pour Giacomo Gambetti, cet aspect de la Biennale demeurera : *« C'est toute une éducation du public qui est tentée,* dit-il, *ou plutôt une familiarisation avec un cinéma qui n'a pas droit de cité sur les écrans dits normaux. »* Une analyse minutieuse s'imposerait pour savoir ce qu'a pu signifier la présentation de films réellement difficiles, qui rompent avec les schémas traditionnels de narration.



Car, qu'on le veuille ou non, la Biennale reste d'abord l'affaire d'intellectuels, sympathisants marxistes pour la plupart, des amateurs éclairés de cinéma. Pas un seul producteur de l'industrie privée ne s'est aventuré à Venise : sept films italiens ont bien été présentés, tous produits avec les fonds de l'organisme d'Etat Italnoleggio, directement financé par les fonds publics, mais aucun ne s'est détaché.

Pour le reste, les responsables ont composé un programme d'un classicisme parfait dans le genre art et essai progressiste : l'ensemble de l'œuvre de Théo Angelopoulos, le metteur en scène de *O Thiassos*, et d'autres films grecs, un choix de films français introduits par Jacques Poitrenaud au nom de la S.R.F., avec la présence de Bernard Queysanne, Maurice Dugowson *(Lily, aime-moi)*, Jean-François Dion *(Thomas)*, l'ensemble de l'œuvre de Jean-Marie Straub et Danielle Huillet, l'ensemble de l'œuvre de la jeune cinéaste belge Chantal Akerman, un choix de films de John Cassavetes.

Séminaires parallèles

La plupart des œuvres sont connues, et pourtant elles sont accueillies dans un climat d'attention, de respect, qu'on ne trouve ni à Cannes (à la Semaine de la critique ou à la Quinzaine des réalisateurs), ni à Berlin au Forum du jeune cinéma, ni à Pesaro. Les conférences de presse sont tout simplement remarquables, les questions ont un rapport direct avec les films ; une discussion logique se développe.

Le terrain avait été préparé ou plutôt était entretenu régulièrement par deux séminaires qu'organise la Biennale : le premier dû à un groupe d'anciens élèves du Centro sperimentale di cinematografia de Rome, l'Unité de production 2/K, était supposé analyser « la crise du mode de production cinématographique et le rôle des écoles de cinéma » ; le second, dirigé par Alberto Abruzzese, professeur de cinéma à l'université de Naples, traitait de « l'industrie culturelle et du cinéma aux Etats-Unis dans les années 10 et 20 ». Neuf cahiers imprimés ont été publiés simultanément — en parallèle avec ce second séminaire — nourris d'une documentation précieuse sur les années 20, sur la presse américaine, sur l'avant-garde et les arts figuratifs, sur l'organisation sociale d'Hollywood à cette époque, ainsi que le texte intégral de *The Clansman*, de Thomas Dixon, dont s'est inspiré D.W. Griffith pour tourner *Naissance d'une nation*.

Le séminaire des anciens élèves du Centro sperimentale, dont les textes n'étaient que ronéotypés (et seront imprimés plus tard par la Biennale), semble avoir voulu rivaliser avec les doctes professeurs du grand séminaire, mélange linguistique, analyse historique, et aborde spécifiquement le cinéma américain des années 20, puis 30, 50, mais aussi l'avant-garde française, le cinéma muet soviétique.

Ces jeunes militants du groupe U.P. 2/K, qui viennent juste de quitter l'école de cinéma, vont se lancer immédiatement dans une action cinématographique assez originale. Deux de leurs représentants à Venise s'en expliquent : *« Nous sommes huit,* disent-ils. *Nous allons agir sur trois domaines bien distincts. D'abord, le réel. Avec l'appui des syndicats et des partis communiste et socialiste, trois d'entre nous vont commencer à travailler à Terni, en Ombrie, au sein d'une classe ouvrière aux traditions très anciennes ; trois autres vont à Brescia, en Lombardie, centre d'industrie métallurgique, de création plus récente, où la classe ouvrière est plus jeune. Nous utiliserons la vidéo, le cinéma ; nous tiendrons des séminaires ; nous apprendrons à ceux qui le désirent comment utiliser l'outil cinéma. Nous confronterons les deux cycles d'expériences ; ils s'enrichiront mutuellement : l'expérience de Terni commence immédiatement en septembre, elle durera six mois. »*

Le deuxième champ d'activité du groupe U.P. 2/K concerne le domaine de l'imaginaire ; un film sera tourné sur l'économiste américain Keynes et le processus selon lequel il a élaboré une théorie cohérente de l'ouvriérisme. Une troisième activité, dans le champ de la symbolique, vise, selon les propres termes des intéressés, *« à remettre en question notre professionnalité, à partir de notre travail sur l'acteur, sur le set, ou l'utilisation du décor. »* Projet ambitieux, qui illustrera le séminaire de Jacques Lacan sur *la Lettre volée*, d'Edgar Poe, telle que Lacan l'a analysée dans ses *Ecrits* : deux films seront tournés, l'un à partir du récit original d'Edgar Poe, l'autre de l'analyse de Lacan (qui parle, au début de son analyse, en termes très cinématographiques, de *« prise de vues »* et de *« prise de sons »*). *« Nous ne pouvions continuer à faire du cinéma comme autrefois »*, précisent les deux jeunes membres du groupe U.P. 2/K présents à Venise.

Découverte du « direct »

Parallèlement, les spectateurs du Lido découvraient avec fascination la magie du cinéma direct, ou « cinéma-vérité », d'abord avec le film *Nessuno o tutti*, d'une durée de trois heures, sur la réadaptation à la vie sociale des handicapés mentaux, trop longtemps jugés irrécupérables, film subventionné par des organismes provinciaux avec l'aide du parti communiste de la région de Parme, et auquel a collaboré Marco Bellochio ; puis avec *Anna*, d'une durée de quatre heures, sur une jeune fille enceinte, droguée, recueillie par le metteur en scène Alberto Grifi et un ami acteur, et suivie au jour le jour par une caméra vidéo Akai, sur bande quart de pouce : le cinéaste a inventé lui-même un système de transfert sur 16 millimètres d'une qualité stupéfiante.

Dans les deux cas, le public italien présent au Palais du cinéma était enthousiaste ; il découvrait une nouvelle dimension du cinématographe qui bouleversait les idées reçues, surtout dans le cas d'*Anna*.

Venise peut-il espérer, dans les années qui viennent, maintenir cet enthousiasme grave, presque contagieux, jamais ostentatoire, qui ferait croire que le cinéma repart de zéro là même où naquit, en 1932 la notion de festival, sur une double initiative du gouvernement fasciste de l'époque et des organisations hôtelières ? Un jour, peut-être, la liaison s'établira véritablement entre le public populaire, vu aux projections, public ouvrier souvent, qui ne méprise pas le cinéma autant qu'on l'affirme un peu partout, et ces jeunes gens et jeunes filles nourris de marxisme, qui voient dans le cinéma l'outil le plus complet jamais offert à l'homme pour analyser les contradictions de la société industrielle du vingtième siècle.

Une sélection

Cinéma

LE PARRAIN 2e PARTIE
de Francis Ford Coppola

Francis Ford Coppola, aussi à l'aise dans les morceaux de bravoure que dans les scènes intimistes, joue avec brio de la confrontation, par-delà les années, entre le futur Parrain (encore adolescent) et son héritier (déjà adulte). Ce deuxième volet de la saga des mafiosi *est mieux qu'une super « série noire » et un jeu de massacre : un peu du vrai visage (politique, économique) de la Mafia y est mis à nu. Du romanesque, nous glissons par moments dans la réalité.*

LE JARDIN DES DÉLICES
de Carlos Saura

Pour des raisons d'intérêt, les membres d'une famille de la bourgeoisie espagnole s'efforcent de faire retrouver son identité à l'un des leurs. Saura prend prétexte de cette fable grinçante pour dénoncer et ridiculiser les hypocrites et les conformistes d'une société sclérosée. La confusion mentale du héros (José Luis Lopez Vasquez), qui mêle le présent et le passé, le réel et l'imaginaire, plonge le film dans un admirable climat onirique.

SOUVENIRS D'EN FRANCE
d'André Téchiné

Le nouveau romanesque français : André Téchiné, ancien des Cahiers du cinéma, *raconte un passé, à peine enfoui, dont il relève des traces : un film avec d fenêtres, ouvertes dans les cathédral secrètes de notre imaginaire collect*

— ET AUSSI : *la Chienne*, un « clas que » de Renoir, *Yakuza*, de Sydney P lack, ou *Vingt ans après*, au Jap *Pinocchio*, de Comencini, où les pant de bois ne sont pas ceux qu'on croit. *guerre du pétrole n'aura pas lieu*, de Sc hel Ben Barka, ou Giraudoux scénari de cinéma politique à l'italienne par truchement d'un Marocain.

Théâtre

CITROUILLE
à la Cartoucherie de la Tempête

Un auteur québécois, Jean Barbeau, trente ans, réfléchit sur la condition féminine. Il imagine l'histoire de trois femmes (Huguette Faget, Coline Serreau, Monique Tarbès) qui tentent une expérience de « déphallocratisation » sur Gabriel Gascon. Mise en scène de Dominique Serreau.

LA SOLITUDE DU GARDIEN DE BUT
au Studio des Champs-Élysées

Didier Kaminka, formé à l'école de l'humour rive gauche (comique « à plat », calembours hasardeux, pastiches des cinémas d'art et d'essai et des cinémas B) demande : « Qu'arrive-t-il à un footballeur sans ballon ? »

SUR LE FIL
à l'Atelier

Au cours de ses voyages, Arrabal a rencontré au Nouveau-Mexique une petite ville désolée qui s'appelle Madrid. Arrabal n'oubliera jamais la guerre civile et ses trahisons. L'exil est toujours un déchirement. Arrabal retrouve la rigoureuse violence de Jorge Lavelli qui dirige Daniel Ivernel, Bernard Gireaudeau et Pierre Constant. La pièce a été créée au Théâtre Ouvert d'Avignon en 1974.

MONSIEUR KLEPS ET ROSALIE
à l'Œuvre

La nouvelle pièce de René de Obaldia, auteur amoureux des mots, de leurs rapprochements cocasses, de leurs déformations poétiques. Le retour à la scène de Michel Bouquet avec Annie Sinigalia, Juliette Carré et Jacques Rosny également metteur en scène.

— ET AUSSI : *Butley*, de Simon Grey, adaptation de Mathieu Galey, revient à la Gaîté-Montparnasse, avec Bernard Fresson, Gérard Lartigau et tous les créateurs. La banlieue parisienne se met à l'heure nippone avec, au Studio d'Ivry, des nôs contemporains, et au Théâtre Romain-Rolland de Villejuif, avec une adaptation de *Rashomon* par Roland Menard, mise en scène par Pierre Santini. Les Bouffes-du-Nord ouvrent le 16 septembre pour le Festival d'Automne, qui présente les deux spectacles de Kateb Yacine : *Mohamed, prends ta valise*, et la *Guerre de deux mille ans.*

Danse

PILOBOLUS
à l'Espace Cardin

Tous ceux qui n'ont pas eu l'occasion en juin dernier de découvrir le Pilobolus Dance Theatre doivent absolument voir ce groupe de jeunes Américains qui rappellent que la danse est invention incessante de mouvements, enchaînement des corps dans l'espace, mais aussi sens du cocasse et de l'humour.

— ET AUSSI : le Ballet-Théâtre Joseph Russillo ouvre la nouvelle saison du Théâtre Montparnasse avec une œuvre de danse pure sur le *Concerto en sol maj* de Ravel, créé cet été au Festival Carcassonne.

Festivals

LA FÊTE DE L'HUMANIT
— *Lire nos articles page 17.*

UN DUO BACH-MAN R
à Saint-Lizier

Dans une région (l'Ariège) riche en tiges romans et encore trop ignorée, jeune avocat, Jean-José Rieu, a fo voici quatre ans, un festival qui, quelques subventions supplémenta pourrait devenir le frère cadet de Me. Une idée clef : mettre le répertoire sical en rapport avec d'autres lang Ainsi, cette année, outre les quatuor Mozart dédiés à Haydn (et interp par l'ensemble Via Nova, le 13 et le on entendra, devant les tapisseries R ving Doors, *de Man Ray, l'intégrale* Partitas pour violon, *de Bach J.J. Kantorow, les 27 et 28).*

Musique

PARIS

L'EMBARRAS DU CHOIX
au Festival estival

Il faudrait sortir tous les soirs si l'on voulait rendre justice au programme du Festival estival les jours à venir. Comment décider entre les œuvres chorales de Bach, Mendelssohn et Brahms qu'on entend si rarement (le 13, à Saint-Séverin, par le Kammerchor de Stuttgart), un récital de clavecin par R. Puyana (le 14, au même endroit), Don Quichotte *de Strauss par F. Lodéon, l'un des plus étonnants jeunes interprètes français (mardi 16, à l'Opéra-Comique, avec l'Orchestre de Lyon),* Bergkristall *de Bussotti — un chef-d'œuvre à connaître absolument — à la maison de Radio-France (le 17) et, enfin, Boulez — salle Pleyel — à la tête du New York Philharmonic (Bartok, Carter, Stravinsky), le 18...*

LES CHOSES SE COMPLIQUENT...
au Festival de musique de chambre

Le Festival de musique de chambre de Paris propose (jeudi 11, église des Billettes) des airs de concert de Mozart, Haydn et Beethoven (Odile Pietti, soprano), accompagnés au piano-forte par Hans Goverts, qui donnera le 17, toujours aux Billettes, sur son instrument, un second concert en solistes. Entre les deux, toujours dans les mêmes lieux (lundi 15), première partie de l'intégrale des Partitas *pour violon seul de Bach par J.-J. Kantorow.*

— ET AUSSI : le Festival de Sceaux se transporte, pour son dernier week-end, en l'église de Bourg-la-Reine. C'est là, entre autre, que la maîtrise G. Fauré se produira (dimanche 14, à 16 heures) dans son répertoire favori : Monteverdi, Fauré, Poulenc, Bartok, Kodaly ; tandis que s'ouvre l'Automne de la fondation Royaumont, avec un récital de guitare classique (O. Ghiglia)... (samedi 13, à 20 h. 15. Facilités de transport, buffet. Tél. : 470-40-18).

PROVINCE

DE BACH A STOCKHAUSEN
à Besançon

Les derniers concerts du Festival de Besançon semblent marqués par un souci d'éclectisme et d'ouverture qui contribue à renouveler le style d'un des plus anciens festivals français.

D'abord des chants populaires anglais (par le chœur d'hommes de Colne-Valley), vendredi 12 ; deux concerts de que ancienne (M. Delfosse, clav K. Besson, guitare), le 13 et le 14 ; la Messe en si, *de Bach, par l'Ens vocal et instrumental de Lausanne M. Corboz), le 13 à Besançon et le Luxeuil ; enfin, l'ensemble 2e 2m, l'un meilleures formations actuelles de que contemporaine, dimanche 14, à 17 (Webern, Globokar, Berg, Stockha Yun). Renseignements : tél. 80-*

TOUJOURS RAVEL
à Saint-Jean-de-Luz

L'Académie internationale de mu Maurice-Ravel, qui s'est ouverte le 2 tembre, présente maintenant le bila quinze jours de séminaires au cou quatre concerts : 17, 18, 21 et 22 sep bre. A l'occasion du centenaire, cela drait la peine d'aller finir ses vac sur la côte basque...

Arts

PARIS

COROT
à l'Orangerie

Les plus belles toiles de la période italienne, les paysages du Valois, des figures féminines, des tableaux d'histoire, des scènes religieuses... Un centenaire dûment célébré, en cent vingt peintures et soixante dessins, qui révèlent des aspects méconnus du peintre.

LÉGER
à la galerie Louise Leiris

Pour célébrer le vingtième anniversaire de la mort de Fernand Léger, la galerie Louise Leiris a accroché treize peintures, neuf dessins et seize gouaches. L'ensemble retrace, parfois avec de très belles pièces, la trajectoire d'un peintre qui s'était fait le chantre de la modernité vue du côté des peintres.

DE CHIRICO
au musée Marmottan

La rétrospective comporte quatre-vingts peintures, vingt-trois aquarelles et dix-neuf sculptures. Figurent notamment des œuvres récentes inédites où émergent à nouveau les premiers thèmes de la période métaphysique de l'artiste.

— ET AUSSI : *Michel-Ange* (les Esclaves, *les dessins), les dessins italiens de la Renaissance, le Studiolo d'Isabelle d'Este*, au Louvre ; *Torrès-Garcia, Jagoda, Buic ; Merkado*, au musée Bourdelle ; *Pierluca*, au musée Rodin ; *Max Ernst*, au Grand Palais et à la Nationale ; *les sculptures de Matisse et les dessins abstraits de 1910 à 1940*, au Musée national d'art moderne.

PROVINCE

PICASSO, BRAQUE, JUAN GRIS, LÉGER, LAURENS
à Colmar

La première exposition d'art moderne, dans les nouvelles salles du musée Unterlinden de Colmar, aménagé dans l'ancien monastère des dominicaines du treizième siècle.

D'une salle à l'autre, le visiteur passe des chefs-d'œuvre du quinzième sièc Schongauer et de Grünewald, à la ture contemporaine de Picasso, Br Juan Gris, Léger, Laurens. Cinqu cinq toiles et trois sculptures, qui a cent une série d'expositions d'art mo dans l'antique couvent de Colmar, d musée.

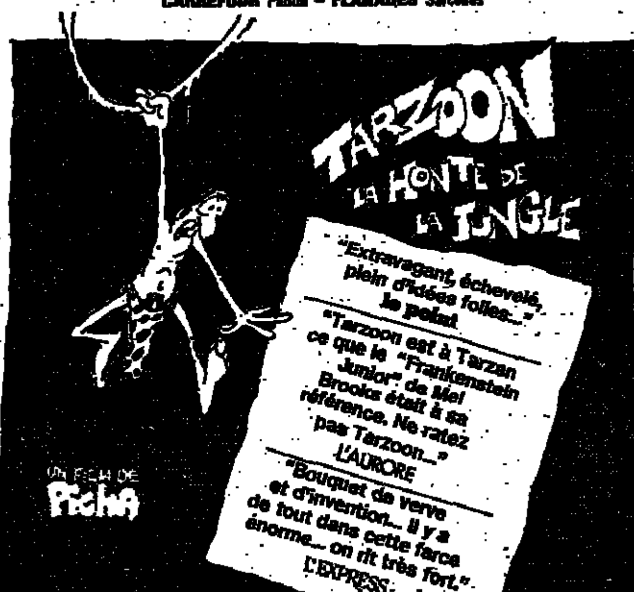
— ET AUSSI : *Olivier Debré* château-musée d'Antibes ; *Bonnar* Saint-Paul-de-Vence : *Rembrandt* Nice-Cimiez ; *J.-F. Millet*, à Cherbo *Hadju*, à Mâcon ; *Miro*, à Angers *Jambe*, au château de Dieppe; *Jacque* lon et *La Normandie souterraine* (re ches archéologiques de l'abbé Coche Rouen ; *Marquet*, à Bordeaux *Yaouanc*, à Saint-Maximin ; *Charles piau*, à Mont-de-Marsan ; *André Ma* à Aix-en-Provence ; *La peinture fran dans les musées du Nord*, à Calais...



PREMIÈRE LE 20 SEPTEMBRE
MADELEINE
SOPHIE DESMARETS
DANIEL CECCALDI
PEAU DE VACHE
de
BARILLET et GRÉDY
265.07.09
et agences

MERCURY (v.o.) - ABC (v.f.)
Plus passionnant que la plus passionnante " série noire "
YAKUZA
ROBERT MITCHUM
TAKAKURA KEN "YAKUZA" BRIAN KEITH
SYDNEY POLLACK

ERMITAGE (version américaine) - REX - VENDOME (version américaine)
CLUNY ECOLES (version américaine) - ROTONDE - CAMBRONNE - MURAT
A partir du Lundi 15 : MISTRAL
périphérie : CYRANO Versailles - ARTEL Nogent - ALPHA Argenteuil - MELIES Montreuil
CARREFOUR Pantin - FLANADES Sarcelles

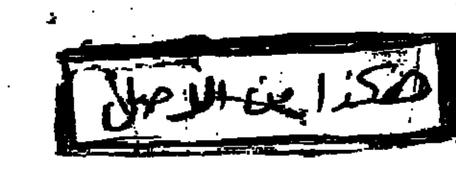


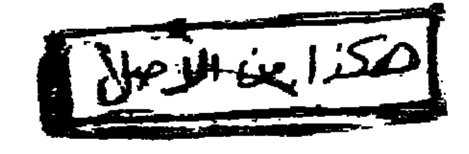
PUBLICIS MATIGNON
PARAMOUNT OPERA
STUDIO ALPHA
CAPRI GRANDS BOULEVARDS
PARAMOUNT GAITE



Pour tous renseignements concernant l'ensemble des program
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34

THEATRE DE LA PORTE St MARTIN
Bernard Regnier et Albert Sarfati présentent
du 18 Septembre au 9 Novembre
LE BALLET DE MARSEILLE
Roland Petit
LOÏPA ARAUJO, RUDY BRYANS, DENYS GAN
et
KAREN KAÏN
Etoile du Ballet National du Canada Artiste invitée
du 18 Septembre au 6 Octobre et du 3 au 9 Novembre
COPPELIA
Nouvelle version de Roland Petit
du 8 au 20 Octobre
Spectacle BIZET
du 22 Octobre au 2 Novembre
Créations
PINK FLOYD BALLET
LA NUIT TRANSFIGURÉE
SEPTENTRION
Location toutes Agences, Théâtre et par téléphone : 607 37 53





Les rendez-vous de La Courneuve

[P]AR ses spectacles, ses expositions et ses débats, la Fête de l'Humanité est, cha[que] année, l'un des événements [cul]turels majeurs de la rentrée [par]isienne. « Culture et Libertés » [fera] l'objet d'un débat animé par [Jea]n-Pierre Leonardini, le diman[che] 14, à 18 h. 30, avec la parti[cip]ation de M. Jacques Chambaz, [dé]puté de Paris, et des témoi[gn]ages enregistrés en vidéo [d']hommes de culture (également [pré]sents « en direct ») exposant [leu]rs conceptions des libertés [né]cessaires à la création. Dans [de]ux « igloos » voisins, deux expo[sit]ions, l'une artistique, l'autre [sci]entifique, racontent les relations [de]s outils et des hommes.

[M]usique, cinéma, jazz, variétés, [po]p et folk, participent, comme [ch]aque année à la fête, et aussi [le] cirque, avec l'Ecole nationale [di]rigée par Annie Fratellini et [Pi]erre Etaix, qui, de 11 heures à [1]3 heures, le samedi, et de [1]0 heures à 13 heures, le dimanche, [la]isseront les portes ouvertes pour [p]ermettre d'assister à des exer[ci]ces d'élèves, donneront trois [s]éances par après-midi, et accueil[le]ront le soir Rufus, avec, [e]n avant-première, son « one man [sh]ow » : le Héros national.

Sous le chapiteau algérien, seront [pro]jetés des films envoyés par la [Cin]émathèque d'Alger; et la troupe [de] Kateb Yacine présentera ses [de]ux spectacles.

[A] la Cité internationale, on [pou]rra écouter Roger Siffer, Isabel [Pa]rra, Oktober Klub, Claude Vinci, [Ma]rty, etc., et le groupe théâtral [...]nichols Rote Rübe jouera (le 13, [à] 16 heures) Terror, spectacle vio[len]t et raffiné sur les conséquences [de] la situation au Chili — dans le [sty]le cabaret brechtien porté aux [dim]ensions d'un public de masse [—] et qui a triomphé au dernier [fe]stival de Nancy. En soirée, la [Co]mpagnie Anne Béranger dansera.

[L]a Grande Scène recevra samedi [Ala]n Stivell, Colette Magny, Cathe[rin]e Ribeiro, etc., et Francesca Sol[lev]ille, un groupe de mineurs por[tug]ais, Serge et Stéphane Reggiani, [ent]re autres, s'y succéderont [dim]anche.

[D]imanche également, l'Orchestre [phil]harmonique de Cracovie y don[ner]a trois concerts : à 11 heures, [le] Mandarin merveilleux, de Bela [Ba]rtok ; à 20 h. 30, Dies irae, de [Pe]nderecki, suivi d'extraits de la [der]nière œuvre de Luigi Nono : [Au] grand soleil d'amour chargé.

POUR APPRIVOISER L'ENNEMI

Le Théâtre algérien de Kateb Yacine

DEPUIS 1971, Kateb Yacine travaille avec une jeune troupe théâtrale, subventionnée (500 000 F par an) par le ministère du travail. C'est en regardant Jean-Marie Serreau mettre en scène *la Femme sauvage, Les ancêtres redoublent de férocité* qu'il a vu, dans le théâtre, une forme d'action qui lui convenait. Aujourd'hui, il parle de Rachid el Ksentini, Rachid de Constantine, navigateur alcoolique devenu acteur, et qui avait un don fulgurant d'improvisation : « *Le père du théâtre algérien*, dit Kateb Yacine, *une sorte de Chaplin, dont nous essayons de retrouver la force créatrice.* »

A quinze ans — c'était en 1945, — Kateb Yacine a participé aux manifestations anticolonialistes, a été emprisonné : « *J'ai découvert alors les deux choses qui me sont les plus chères, la poésie et la révolution.* » Sur sa vie s'est abattue la tragédie, sa mère a perdu la raison, une partie de sa famille a été massacrée. Il a vécu différents exils. Il est aussi devenu un immense poète de langue française, mais, dit-il : « *Ce qu'on appelle le succès ne l'a pas été pour moi, je restais sur ma soif.* »

Une soif incendiaire qui lui fait rejeter tout confort intellectuel et matériel. Sa troupe joue pour les populations les plus déshéritées — en quatre ans, elle a touché environ quatre cent mille personnes — et tente d'établir des structures de formation culturelle. Poète militant, militant sans repos, déchiré, Kateb Yacine lutte, hors des cadres de la littérature, contre les tabous qui contredisent la notion scientifique de la révolution. Dans la troupe, il y a trois comédiennes. C'est « l'honneur » de Kateb Yacine et de sa troupe. En Algérie, le poids des traditions est lourd.

« *Le travailleur de l'art mène un combat sanglant, même s'il n'y a pas de canons. Il creuse et nourrit ses plaies* », dit Kateb Yacine. Il le dit, et ce n'est pas une figure de style, pas une métaphore poétique. Il vit la réalité de ses mots, comme Artaud pouvait vivre la sienne.

Dans une rue de Bab-el-Oued, se trouve un local sombre qui porte les cicatrices de la guerre, qui rappelle l'Algérie des décombres. Kateb Yacine vit là une grande partie de ses jours, avec la troupe de l'Action culturelle des travailleurs. Elle s'appelait à sa naissance Théâtre de la mer, elle a tourné cinq mois en France avec son premier spectacle : *Mohamed prends ta valise*, dans les banlieues, dans les quartiers arabes. Cinq mois durs : il y avait la tentation des « *pseudo-libertés, les facilités de la société européenne riche* ». La venue de jeunes comédiens attirés auprès de Kateb Yacine représentait, dit-il, « *un phénomène typique de gauchisme avec les excès, les origines sociales que cela suppose. Ils apportaient un absolutisme qui n'était que feu de paille. La jeunesse a tout pour elle, sauf d'avoir vécu.* »

La troupe est revenue lézardée. Elle s'est reconstruite, a changé de nom pour effacer toute idée d'évasion, d'image touristique : « *En Algérie, trop de gens aiment le paysage. Ils n'aiment pas les hommes.* »

C'est aux hommes de son pays que Kateb Yacine veut parler. Il écrit en arabe dialectal, il a abattu la prison de la langue française, prison que ses coups de génie transforment en merveilleux palais. *Mohamed prends ta valise* est une fresque sardonique sur l'histoire de l'émigration. *La Guerre de 2 000 ans* est une fresque polémique sur la colonisation, axée sur trois pays : l'Algérie, la Palestine, le Vietnam. Un théâtre d'éducation politique, de libération culturelle.

« *Nous faisons du théâtre*, dit-il, *parce que c'est un combat. Le peuple algérien subit une double aliénation, celle de l'Occident, celle de l'Orient, en même temps que se manifeste la nécessité d'une solidarité avec les peuples arabes. Il est plus facile de se dire arabe qu'algérien, on est plus nombreux. Mais à l'arabisme, la religion se mêle. L'islam a créé un mythe dévorant. Le colonialisme aidant, les Arabes se trouvent opprimés, le problème racial est arrivé au premier plan. Nous luttons pour remettre les choses à leur place, entraînés sur un terrain glissant, plein d'embûches.*

» *Pendant des siècles, les envahisseurs ont voulu nous imposer l'idée que nous, Kabyles, Berbères, sommes une minorité : nous sommes une majoritée tronçonnée. Prendre conscience de notre identité est urgent. Jouer en arabe dialectal, c'est apprivoiser l'ennemi. L'arabe coranique est une sorte de latin, chaque peuple lui a apposé son cachet. D'autre part, un jeune Algérien rêve de partir en France, lit des livres français et le modernisme impose de parler cette langue. On s'empare d'une langue, on ne la subit pas. Nous étions supérieurs aux « pieds-noirs » parce qu'ils n'ont jamais voulu parler kabyle ou arabe. Nous, nous étions obligés d'apprendre le français.*

» *Le peuple d'Algérie n'est pas, comme les Européens, gorgé de culture. Il n'attend rien, mais il a soif, il ne faut pas trahir sa soif. Ici, le terrain est vierge, non pas intact, mais broussailleux, ravagé. Bref, il est sauvage. Chaque mot y fleurit. Le public adhère, et même trop. On finirait par croire qu'on est d'accord sur tout. Nous nous adressons au peuple pour lui dire ce qu'il sait déjà, de manière à ce que sa conscience s'affine.*

» *Le peuple est fort d'un million de morts. Les ennemis eux-mêmes sont obligés de ramper devant le sang. Nous appartenons à une société brutale qui veut jouir et lutter. Ici, nous ne pouvons pas adopter la manière de Brecht, le didactisme, la distanciation. Nous ne parlons pas à des petits-bourgeois allemands, égoïstes, indifférents. Ici, le peuple est loin de l'indifférence, il a été éduqué par la souffrance. Il est habile et maladroit comme un enfant précoce. Nous devons l'éclairer. Le théâtre joue un rôle politique, joue le rôle des livres qu'on n'écrira pas.*

» *Notre théâtre est de combat, dans la lutte des classes, on ne choisit pas son arme. Le théâtre est la nôtre. Il ne peut pas être discours, nous vivons devant le peuple ce qu'il a vécu, nous brassons mille expériences en une seule, nous poussons plus loin et c'est tout. Nous sommes des apprentis de la vie. Nous attaquons, nous nous défendons, c'est une forme d'action qui s'impose, une forme d'action politique, dans la ligne de la révolution, nous rencontrons des obstacles, un écrivain qui veut combattre doit connaître des ennemis.*

» *Nous ne faisons peut-être pas du « théâtre », peut-être sommes-nous des travailleurs qui se sont rencontrés pour détruire ce mot creux, mais ce que nous faisons est vital : nous créons le débat idéologique sans lequel toute révolution n'est qu'un exercice militaire.* »

Propos recueillis par
COLETTE GODARD.

★ *Mohamed prends ta valise, la Guerre de 2 000 ans*, à la fête de l'Humanité, les 12, 13 et 14 septembre. Aux Bouffes du Nord pour le Festival d'Automne, du 16 au 28.

POUR ABATTRE LES BARRIÈRES

Les hommes et les outils dans les arts et dans les sciences

VOISINES au cœur du parc de La Courneuve, deux expositions parallèles, l'une « artistique », l'autre « scientifique et technique », décrivent les relations des hommes et des outils. L'agencement de ces deux démonstrations illustre ici (et suggère là) certaines conceptions des communistes sur l'histoire, l'économie, la culture, sur le caractère global du phénomène culturel, affirmé dès l'introduction au chapiteau scientifique par une phrase (pré-marxiste ?) de l'Encyclopédie : « Les sciences et les arts se prêtent mutuellement secours. »

L'avantage de la globalité ainsi conçue, c'est que deux accrochages juxtaposés puissent ne pas se répéter, ne pas se détruire, ne pas jurer l'un près de l'autre, éventuellement être vus l'un sans l'autre : ils sollicitent différemment le regard, ou bien attendent différents regards.

On peut commencer par le chapiteau des sciences et des techniques, pour prendre un bain de contemporain, de didactisme et de discours politique direct : sous cette bâche se tient une immense leçon de choses commentée par des marxistes. Elle s'adresse simultanément à la conscience et à l'imagination. L'introduction, où Descartes parle à côté des encyclopédistes, comporte des définitions signées Engels : « Le travail commence avec la fabrication d'outils. » (...) « La spécialisation de la main, voilà ce que signifie l'outil », et met en parallèle une fresque grecque, un extrait d'Aristote, une gravure représentant des tisserands dans la Florence de la Renaissance, et une photographie prise chez Boussac avant que les navettes ne s'arrêtent. Description du travail : la spécialisation croissante de l'outillage est figurée par des pierres taillées en série (la première chaîne de fabrication...) ; la terre est vue comme un instrument, un moyen ; l'environnement, considéré dans la perspective d'une relation vieille de vingt mille ans, entre l'homme et la nature, celle-ci transformée par celui-là. Et, description de l'homme (un peu rapide, mais on est censé connaître), la série des crânes va de l'australopithèque à M. Dupont, Français moyen.

Un robot écrit : « Liberté »

Histoire et théorie étant mises en place, les autres éléments du chapiteau scientifique et technique s'adressent à celui qui, aujourd'hui, veut aller plus loin dans la maîtrise des données qui conditionnent son existence : l'éventail conduit subtilement de la météorologie — des cartes météo de la France s'imprimeront sous l'œil des visiteurs — au socialisme ; le maître mot sera « automatiser », c'est-à-dire libérer l'homme de la servitude créée par la mécanisation, elle-même appuyée sur la division du travail (phénomène dont un panneau reconnaît qu'il existe des travailleurs dans les pays socialistes) ; le moyen immédiat étant un redéploiement de la politique énergétique : c'est possible répète le « collectif » scientifique et technique.

Autour de ces panneaux, qui sont directement liés à la bataille des idées, des objets puissamment symboliques figurent l'attente du progrès : ici, satellites ; là, maquettes de pile atomique, d'usine marémotrice ; derrière, appareil de télémanipulation...

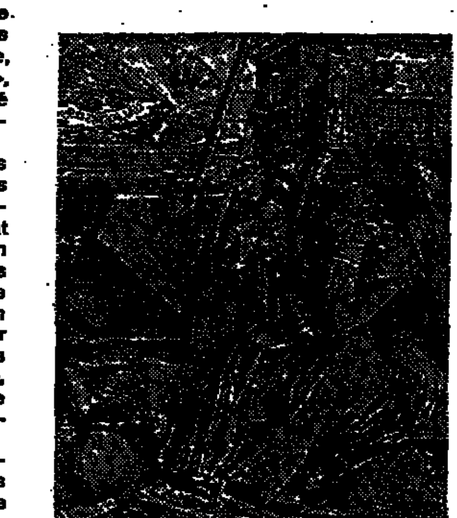
Le « clou » devrait toutefois être un robot suédois, d'un œcuménisme politique charmant, qui — pendant qu'une machine-outil de chez Renault usinera des pistons sous sa direction — écrira, profitant d'un loisir mécanique, le mot : LIBERTE.

Imperceptiblement, nous avons glissé sur les chemins du rêve, et c'est dangereux : il faut conserver tous ses esprits pour visiter l'exposition « artistique ». On n'est pas à la « galerie culturelle » du Musée des arts et traditions populaires, où la fantasmagorie naît de la répétition de l'usuel et de l'absence — fréquente — de l'essentiel.

L'exposition est divisée en trois grandes séquences, selon une analyse (évidemment) marxiste, et montre, simultanées, les créations de formes et d'objets, affirmant l'importance de l'imagination des formes dans le processus nommé progrès ; trois enceintes aux cercles séquents conduisent de l'outil à la machine et de la machine simple à la machine programmée, sous une tapisserie tendue comme un emblème, comme un drapeau : « *Vénus chez Vulcain* », un Beauvais du dix-huitième manufacturé aux Gobelins (un pionnier de la nationalisation).

Les objets et les œuvres d'art exposés ici, quatre cents environ — par groupes d'usage, même s'ils ne sont pas chronologiquement contemporains, — ne peuvent évidemment prétendre à une démonstration de type encyclopédique : ce sont des jalons, des traces, aussi arbitraires que la mémoire de l'homme, mais qui, si on le veut, ont le pouvoir de le signifier dans son entier (un peu comme les scènes anecdotiques du film d'André Téchiné, « *Souvenirs d'en France* », ont celui de raconter tout un siècle à travers les conventions de l'art cinématographique).

Autant l'exposition « scientifique et technique » est un livre ouvert, avec des protubérances mécaniques en guise de planches quadrichromes, autant les parcours « artistiques » sont un spectacle intrigant, un peu celui qu'offrirait à un archéologue amateur la découverte du tumulus « terre ». Et chacun, selon son esprit de classement, sera tenté de remettre les choses à « leur » place.



L'homme — un personnage funéraire — est debout à l'entrée. Ses armes lui font face, armes de jet, du Soudan, du Japon, du Vietnam. A l'opposé, d'autres affichent déjà leur symbolique : hache de cérémonie, hache ostensoir. Et l'homme découvre l'espace : c'est une carte, de longues brindilles nouées, la carte maritime des îles Marshall. Et l'homme, chasseur, se sédentarise : fabuleuse collection d'herminettes du Musée de l'homme.

Et l'homme qui affirme sa maîtrise sur la nature, mythe de Prométhée, a beaucoup de briquets : bois frottés, silex contre silex...

Et le feu n'attendait que la machine...

Les entrailles du progrès

Un départ trop rapide sur la droite, et c'est le dix-neuvième siècle : Daumier, graveur, réalise une série de « Physionomies des chemins de fer » ; sur la ligne de Lyon embarquent les nourrices bourguignonnes... Sous verre, une presse, un télétype, une machine à écrire, une autre à coudre, un taille-crayon qui promet beaucoup sous le sigle « Koh I Noor », semblent autant de nouveaux instruments rituels. On dévoile les entailles du progrès.

Par le biais de la typographie, de la gravure, de l'imprimerie (ne pas manquer le côte-à-côte Palladio-Piranèse), on peut remonter à l'âge des grandes découvertes : l'Astrolabe jouxte Dürer qui décrit « les proportions de l'homme ».

La machine programmée, la voici : un piano mécanique trône à côté d'un terminal d'ordinateur de gestion IBM 232, qui va recueillir les abonnements des visiteurs à la presse du parti.

L'art est représenté, à côté, par une poterie naïve d'un enfant algérien figurant un transistor, et, plus traditionnellement, par une tapisserie pluridimensionnelle de Miro, des peintures de Matta, de Pignon. On regrette qu'il n'y ait pas d'exemple d'art littéralement « programmé » : machine de Tinguely ou « œuvres » vidéo.

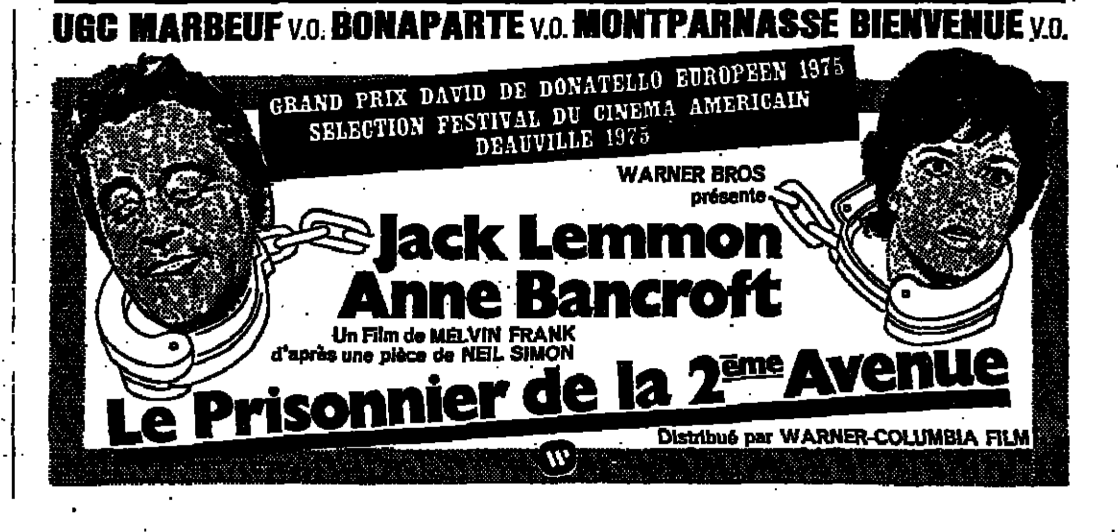
Tout étourdi de ce voyage un peu mythologique, on ouvre alors le catalogue des expositions ; on doit y trouver un glossaire.

MARTIN EVEN.

(*) Les deux expositions sont ouvertes en avant-première de la fête, à partir de ce mercredi 10.

Comédie Française
[lo]cation : Salle Richelieu, place [d]u Théâtre Français - 742.27.31
RÉOUVERTURE
15 septembre
au Théâtre Marigny
avec
7 représentations exceptionnelles de
HERNANI
de Victor HUGO
dans la mise en scène de Robert HOSSEIN
location ouverte
[l]ocation : Salle Richelieu, place [d]u Théâtre-Français, 742-27-31 et agences.
MARIGNY





Correspondance

LE PUBLIC D'ORANGE

M. Gaston Nicolas, de Bollène, nous a fait parvenir la lettre suivante :

Dans votre numéro du 22 juillet, je relève un article de M. Jacques Lonchampt célébrant « le prestige et la régionalisation de la culture » dans la représentation de *la Walkyrie* au Théâtre antique d'Orange.

Votre collaborateur note avec enthousiasme que « le Sud-Est bénéficie ainsi, avec une très large assise populaire, de spectacles qui ne seraient concevables qu'à Paris... ». Ou M. Jacques Lonchampt a une conception particulière de ce qu'il est convenu d'appeler une « large assise populaire » ou les Français sont beaucoup plus riches que les syndicats, que les sociologues et que les économistes ne l'affirment. En effet, pour *la Walkyrie* et *Otello*, 60 % des places sont à 170, 150, 130 et 110 F. 20 % le sont à 90, 70 et 50 F. Les 20 % restantes situées à une distance considérable de la scène (10 000 places), sont à 30 et 15 F. En vérité, le Festival d'Orange est le plus antidémocratique de tout le Sud-Est. Bien heureusement, les petites villes de Vaison-la-Romaine, Carpentras, Valréas, offrent des spectacles ou des concerts de grande qualité pour des prix oscillant de 15 à 25 F.

**

Il est bien évident que, étant donnée la qualité internationale des spectacles présentés à Orange, ce festival n'a pas les moyens de pratiquer des tarifs équivalents à ceux de Vaison-la-Romaine, de Carpentras ou de Valréas. Mais il est également évident que les manifestations d'Orange sont à peu près inaccessibles à une famille aux revenus moyens, voyageant par exemple avec deux enfants.

Livres

LE CINÉMA VU PAR UN DISTRIBUTEUR...

Un ouvrage d'information et de réflexion. Henri Lassa, distributeur de films, expose avec clarté les mécanismes économiques et financiers grâce auxquels « une idée devient un film ». Il définit le rôle spécifique du producteur, du distributeur, de l'exploitant, analyse leurs rapports réciproques et expose les problèmes que soulève à tous les niveaux la tutelle d'un État omniprésent, mais jusqu'à ce jour incapable de définir une véritable politique du cinéma français.

Face à la crise, l'auteur préconise un certain nombre de « règles » qui, malgré la loi du profit, devrait permettre de maintenir une liberté d'expression jugée fortement menacée. C'est ainsi qu'il réclame la création d'un appareil juridique analogue aux systèmes antitrust et antimonopole américains interdisant l'actuelle concentration de la programmation des salles. De même lui paraît-il indispensable que les ressources du « fonds de soutien » (qui, rappelons-le, proviennent des recettes) soient entièrement dévolues à la profession qui en modulerait, selon les circonstances, la répartition. Il souhaite enfin une révision totale des principes qui régissent le crédit cinématographique et la création d'un « pool » de production des pays européens.

Le livre d'Henri Lassa s'adresse à tous ceux qui ont pris conscience de la place qu'occupe le cinéma dans la vie culturelle moderne. Écrit avec un souci exemplaire de simplicité, évitant les excès du pamphlet aussi bien que les banalités du manuel de vulgarisation, ce livre leur permettra de mieux comprendre les problèmes qui ne cessent de heurter et souvent de diviser la profession cinématographique. Le cinéma est notre bien à tous. Pour le défendre, il n'est pas inutile de savoir ce qui se passe « de l'autre côté de l'écran ».

JEAN DE BARONCELLI.

★ *De l'autre côté de l'écran*, par Henri Lassa, Denoël éditeur, 176 pages, 32 F.

...ET PAR DES DISTRIBUTEURS

Les distributeurs de films appellent à « la défense du cinéma français dans le monde ». Dans un Livre blanc rédigé par leur président, ils dénonçaient, à l'époque du Festival de Cannes, les méfaits de la télévision, responsable dans une large mesure de la crise du cinéma. « *La très grande diminution du nombre annuel des entrées dans les salles* (441 500 000 en 1957 contre 173 500 000 en 1973), *est due au fait que la télévision d'État diffuse, devant un auditoire évalué à 4 milliards 800 millions de téléspectateurs, un très grand nombre de films* (460 en 1974), *dont elle acquiert les droits à très bas prix* (un demi-centime par téléspectateur) *et qu'elle programme les jours et heures de pointe de la fréquentation cinématographique.* »

Concernant les distributeurs eux-mêmes, le Livre blanc précise qu'« *ils ont, au cours de l'année écoulée, négocié 335 000 contrats de locations de films avec les exploitants de 4 000 salles, assuré la circulation de 335 000 programmes et récupéré les déclarations des recettes réalisées au cours de 2 millions de séances pour les 4 500 films en exploitation* ».

Protestation contre des prélèvements fiscaux jugés excessifs, demande de protection contre la diffusion des films à la télévision, propositions pour une réforme du fonds de soutien : les distributeurs reprennent les grands thèmes de tous les professionnels du cinéma. Leur Livre blanc s'inscrit dans une longue suite de revendications.

L. D.

Lyrique

AIX CHERCHE UN LIEU

Les grandes lignes du Festival d'Aix-en-Provence 1976 sont connues : *Don Juan* et *la Traviata*, au Théâtre de l'ancien archevêché ; *Il Campanello di Notte*, de Donizetti, place des Quatre-Dauphins, et *Médée*, de Cherubini, au Théâtre antique d'Arles, cette dernière œuvre en coproduction dans une mise en scène de Dino Iannopoulos.

Par rapport aux années précédentes, les dates des représentations seront décalées d'une semaine, puisque le premier spectacle aura lieu le 16 juillet ; débordant sur le mois d'août, le Festival s'achèvera le 7.

A noter que chaque spectacle ne sera pas donné quatre fois comme par le passé, mais cinq ou six (sauf à Arles), dans le but sans doute de pouvoir accueillir un plus large public.

En effet, Bernard Lefort, directeur artistique du Festival, a déclaré : « *Le grand problème du Festival d'Aix, c'est un problème de lieu. La cour de l'archevêché, où sont données les représentations d'opéra, est trop petite, et dans l'impossibilité d'y accueillir le grand public (je) ne peux faire l'effort de promotion souhaitable ni parmi les jeunes ni dans les comités d'entreprise.* »

Bernard Lefort souhaite que l'on construise un nouveau théâtre couvert. « *Il existe, à cinq minutes du centre de la ville*, dit-il, *une magnifique clairière dont le front de taille est de 72 mètres de hauteur, et dont les abords sont boisés. Les études qui y ont été faites montrent que l'acoustique y est parfaite. Il serait assez aisé d'y construire un théâtre. Les crédits nécessaires seraient de l'ordre de 13 millions de francs.* »

GÉRARD CONDÉ.

EN BREF



L'heure du Japon

Musique

SERRES DONNE L'EXEMPLE

A la suite de l'article sur les Nouvelles Jeunesses musicales (*le Monde* du 20 août), où il était question, notamment, des concerts scolaires, M. Clément Zaffini, créateur de l'Ensemble instrumental de Provence, qui s'est produit au Festival estival (*le Monde* du 8 août) avec un grand succès, nous écrit :

« *J'applique moi-même ces nouvelles méthodes, et c'est ainsi qu'en mai dernier j'ai eu la très grande joie de voir arriver à l'un de nos concerts une classe entière, accompagnée par son instituteur, qui, à pied, venait de parcourir les 5 kilomètres séparant Serres de Carpentras.*

» *Ce concert faisait partie d'un cycle de manifestations musicales organisées avec le concours du centre culturel de cette ville ; étalé sur une semaine, il comprenait des séances d'animation dans les établissements mêmes, avec enregistrements vidéo, répétition générale réservée aux scolaires à 17 heures et concert le soir. Toutes ces manifestations étaient gratuites et ont touché plus de mille personnes, alors que, pour les concerts courants, on ne compte qu'environ cent auditeurs (...).*

» *Il faudrait que, pour 80 %, notre activité soit consacrée à ce genre de prospection, le seul capable, à la longue, d'éduquer et de former un public.* »

Théâtre

L'HEURE DU JAPON

En attendant l'atelier dirigé par Yoshi — comédien de base du groupe de Peter Brook — au Festival d'Automne, un autre Japonais, Yukata Wada — assistant de Peter Brook, — présente au Studio d'Ivry, du 16 septembre au 5 octobre, deux nôs transposés par le romancier Yukio Mishima, adaptés aux critères du théâtre contemporain, mais fidèles aux lois traditionnelles de dépouillement, de stylisation extrêmes : une scène nue, une toile de fond sur laquelle est dessiné un pin, symbole de l'éternité. Les textes sont chantés ou récités : mais la durée est réduite aux habitudes occidentales, les personnages de femmes sont représentés par des comédiennes, ce qui dans le nô authentique touche au sacrilège.

Au Théâtre Romain-Rolland de Villejuif, une nouvelle compagnie, le Décaèdre, présente une version des contes de *Rashomon* adaptés par Roland Menard, mis en scène par Pierre Santini. Dans un décor de Zbigniew Wieczkowski (surnommé Sbitch), neuf comédiens interprètent une trentaine de personnages, variation sur différents types de jeu, variations sur le thème de la vérité.

Le Decaèdre est formé d'acteurs tout à fait professionnels, réunis pour prendre en main leur métier. Ils pensaient seulement organiser des lectures spectacle, mais ayant reçu une subvention de 40 000 F — trop pour ne rien faire, pas assez pour un spectacle. — ils ont cherché une coproduction, l'ont trouvée à Villejuif. Ils iront ensuite à la Cité internationale. Peut-être parviendront-ils à avoir une activité permanente mais étant gens d'expérience, ils se sont engagés à ne pas aller au-delà des moyens dont ils disposent, à ne pas déclencher le[s] mécanismes de l'aventure et d[e] l'endettement.

C. G.

★ Rashomon - Théâtre Romain Rolland, 20 h. 30. Nô - Studi[o] d'Ivry, 21 h.

LE T.P.L. ESPÈRE CONCLURE UN ACCORD AVEC NANCY

Après la décision de M. Rausc[h] sénateur, maire de Metz, d[e] mettre fin à la convention q[ui] le liait au Théâtre populaire [de] Lorraine, les directeurs du T.P.[L.] (Jacques Kraemer, René-Loyo[n] et Charles Tordjmann) o[nt] pris contact avec la municipa[li]té de Nancy. Un accord éven[tuel] permettrait, selon eux, [au] T.P.L. d'avoir « *une activité nor[male] et des perspectives de dé[veloppement]* ».

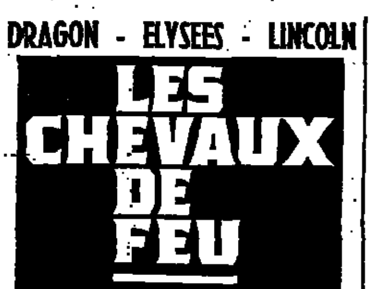
Ils continuent cependant [à] réclamer, dans une pétition q[ui] circule en Lorraine, le respe[ct] de la convention passée avec [la] ville : l'attribution de la su[b]vention pour 1975 ; le « *respe[ct] de la promesse de M. Mich[el] Guy de nommer le T.P.L. cent[re] dramatique national* » et u[ne] subvention ministérielle de ra[t]trapage « *permettant le red[é]marrage de l'équipe du T.P.[L.] dans des conditions normales [de] fonctionnement* ».

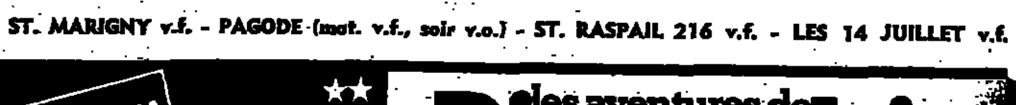
Il y a sept ans, au terme d'u[n] premier conflit avec la ville [de] Metz, dont M. Raymond Mond[on] était le maire — son spectac[le] *Minette la bonne Lorrai[ne]* ayant été vivement critiqué, n[o]tamment par les responsabl[es] de la sidérurgie, — le T.P.[L.] avait dû s'exiler dans le bass[in] minier, à Villerupt, où la mun[i]cipalité d'union démocratiq[ue] l'avait accueilli.

CL. D.

A PARTIR DU 16 SEPTEMBRE
Théâtre Montparnasse
LOCATION : 326.89.90
18 h 30 BALLET-THÉATRE JOSEPH RUSSILLO JUSQU'AU 4 OCTOBRE
21 h RÉCITAL CORA VAUCAIRE JUSQU'AU 5 OCTOBRE

DRAGON - ELYSEES - LINCOLN

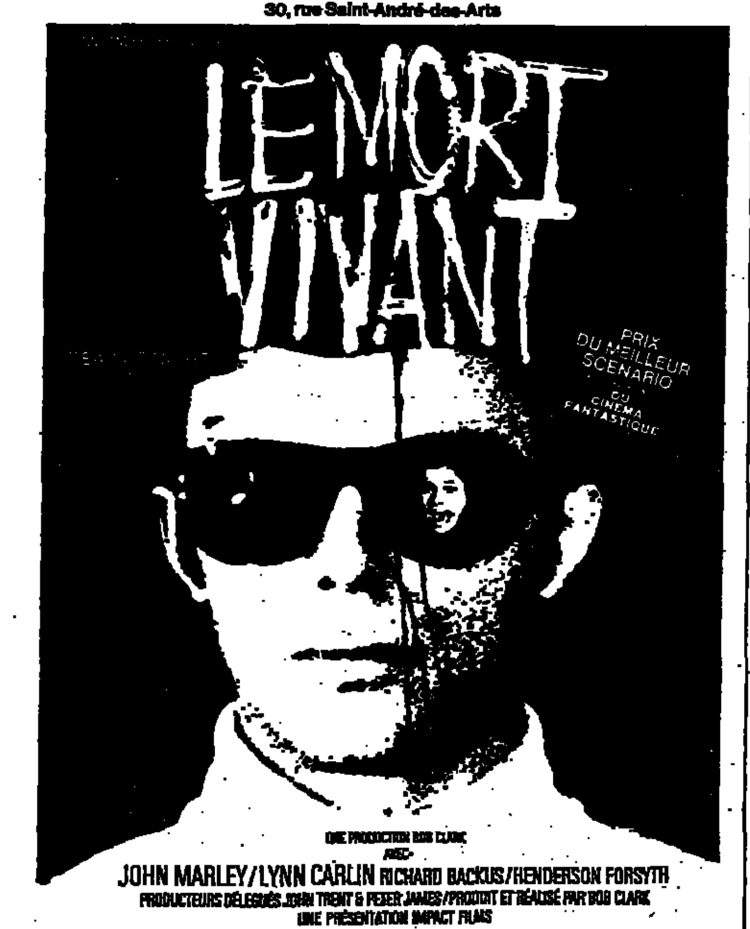






les aventures de Pinocchio
UN FILM DE LUIGI COMENCINI D'APRÈS UN CONTE DE COLLODI

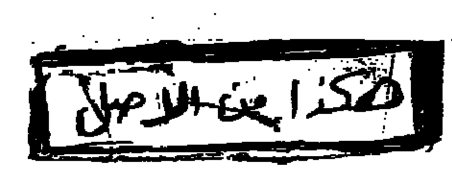
U.G.C. MARBEUF
SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS / V.O.
30, rue Saint-André-des-Arts



MARIGNAN VO RICHELIEU VF CLICHY PATHE VF MONTPARNASSE 83 VF
GAUMONT SUD VF GAMBETTA GAUMONT VF ST GERMAIN VILLAGE VO



ALPHA Argenteuil - VÉLIZY 2 - MULTICINÉ PATHÉ Champigny
AVIATIC Le Bourget - ÉPICENTRE Épinay - CLUB Maisons-Alfort



LES MUSÉES DU CINÉMA

RECORDS

LA CINÉMATHÈQUE ALGÉRIENNE

Tous ...s cinéastes ...ricains ...nt passés ...ez nous »

PAUL BALTA

« *CE que nous faisons est complètement dingue !* » Ce cri du cœur échappé à Boudjema Karèche, que tout le monde appelle Boudj, à Yazid Khodja et à Fatima Bouraca, correspond bien à la réalité : on se demande comment la petite équipe d'Alger, soudée autour d'Ahmed Hocine, fondateur de la Cinémathèque algérienne, trouve le moyen de programmer cinq séances par jour, d'organiser des expositions et des cycles de projections sur des thèmes donnés, d'animer des débats, de recevoir des cinéastes et des critiques du monde entier, d'élaborer pour eux des circuits qui leur permettent d'entrer en contact avec la réalité algérienne et de consacrer du temps aux « copains » venus de Paris ou d'ailleurs. Le tout se passe, il est vrai, dans une atmosphère de fête un peu surréaliste due à la fatigue accumulée au fil des mois et à la multiplicité des tâches à accomplir.

Le résultat est là : créée le 1er décembre 1964, la Cinémathèque algérienne, avec ses trois salles de programmation à Alger, Oran et Annaba, s'est imposée comme la cinémathèque du tiers-monde. C'est ce que découvrent les grands du cinéma qui défilent dans la petite salle en sous-sol — trois cent trente places — de la rue Larbi-Ben-Mhidi (ex-rue d'Isly) au cœur de la capitale. Les témoignages enthousiastes d'écrivains, de cinéastes comme Luc Ferrari, Sternberg, Lattuada, Zavattini, Losey, Youssef Chahine, Tewfik Salah, Sembène Ousmane, Med Hondo, Raymundo Glayzer et de tant d'autres l'attestent dans le livre d'or.

Comme toutes les institutions du même genre, celle d'Alger se consacre à la conservation, mais elle est la seule pour laquelle une loi prévoit un dépôt légal de tous les films produits dans le pays. Ahmed Hocine regrette que la règle ne soit pas toujours appliquée avec rigueur, mais il ne désespère pas. Musée du cinéma, elle entend être un musée vivant et militant, ce qui lui donne un style particulier et la conduit, tel Protée, à assumer plusieurs rôles. Centre pédagogique, elle est aussi un pôle de mobilisation idéologique et artistique, un forum et un trait d'union.

« *Sans cette cinémathèque, il n'y aurait pas de cinéastes algériens* », aime à dire le réalisateur Mohamed Bouamari. Il pourrait ajouter : et pas de cinéphiles (*le Monde* du 26-27 juin). L'impressionnante diversité des titres présentés — dix mille environ — a constitué pour les uns comme pour les autres une école unique en son genre lorsque les salles commerciales ne leur proposaient que des productions souvent médiocres imposées par les circuits de distribution occidentaux. L'ONCIC (Office national pour le commerce et l'industrie cinématographique) a nettement redressé la situation depuis deux ans, mais il continue à acheter au compte-gouttes les longs métrages du tiers-monde parce qu'ils coûtent cher.

Un véritable forum

« *Pour notre part, nous battons les records de diffusion de toutes les cinémathèques. En plus des productions occidentales, aucune n'a, en dix ans, montré autant de films du tiers-monde et des Etats socialistes* », dit Ahmed Hocine. « *Tous les cinéastes africains qui ont fait un film sont passés chez nous. Nous avons donné la première intégrale de Heynowski et Scheumann, de la R.D.A., bien avant que le reste du monde les découvre, et, en novembre, nous programmerons les trente-trois films de l'Egyptien Salah Abou Seif* », enchaîne Boudj. Les indices de fréquentation descendent rarement en dessous de 80 %. Ceux qui se situent au-dessus de 90 % montrent une prédilection égale du public pour les auteurs engagés et le cinéma de qualité : d'Eisenstein à Godard, en passant par Orson Welles, Joris Ivens et Visconti, sans parler des cinéastes arabes, africains, latino-américains et asiatiques (1), qui, pour être moins connus et moins diffusés en Europe, reflètent cependant avec talent leur société et les aspirations du tiers-monde en lutte pour son indépendance politique, économique et culturelle. C'est elle aussi qui a contribué à faire connaître et à imposer les cinéastes algériens dans le pays et à l'étranger, comme ce fut le cas, entre autres, lors du « panorama » présenté à Chaillot en 1973.

Ces actions trouvent leurs prolongements, encore que d'une manière nettement insuffisante, dans les soixante-dix ciné-clubs répartis sur le territoire auxquels elle fournit des dossiers et des copies qui, hélas ! lui reviennent souvent en fort mauvais état (les animateurs de province sont insuffisamment formés et ne disposent pas toujours du matériel adéquat). C'est pourquoi la Cinémathèque voudrait être chargée de l'animation cinématographique dans les maisons de la culture qui commencent à voir le jour dans les wilayas (préfectures), mais cela supposerait qu'elle soit dotée de moyens qu'elle n'a pas.

Paradoxalement, les critiques cinématographiques, qui ont pourtant été à son école, ne semblent guère — à deux ou trois exceptions près — s'inspirer de ses méthodes et de son ouverture d'esprit. Crainte de se tromper ? Présomption ? Manque de technique ? Le fait est qu'ils préfèrent, dans bien des cas, « démolir » un film, se livrer à une exégèse esthético-idéologique ou s'empêtrer dans des querelles de chapelle qui passent au-dessus de la tête des lecteurs, plutôt que de s'attacher simplement à former le goût des spectateurs. La solution résiderait, peut-être, dans le lancement d'une revue spécialisée qui, à l'instar de ce qui se passe à la Cinémathèque, permettrait de poser les problèmes, favoriserait un large débat et servirait de banc d'essai. « *C'est un projet que nous avons depuis des années, mais qui nécessite du temps et des moyens* », dit Ahmed Hocine.

Pôle de mobilisation, la salle de la rue Ben-Mhidi compte quelques succès dont elle s'honore. Ainsi, en projetant *Tahia ya Didou* (Alger insolite) — après s'être procuré, non sans mal, l'unique copie — a-t-elle obligé différentes administrations à cesser la petite guerre bureaucratique qu'elles se livraient, empêchant le film de sortir au grand désespoir de son auteur Mohamed Zinet. Mais la mobilisation n'est pas seulement d'ordre professionnel ou esthétique, elle est aussi politique et idéologique : « *Nous nous efforçons de coller à la réalité pour sensibiliser le public aux problèmes de notre temps, comme le prouvent nos cycles sur la Palestine, le Chili, le Vietnam; pour ne citer que ceux-là.* »

Les animateurs utilisent événements et anniversaires pour inciter à la réflexion par l'image : « *Le 24 février, qui marque la nationalisation des hydrocarbures par l'Algérie en 1971,* dit Boudj, *nous avons traité du pétrole, et, pour la Journée mondiale de la femme, le 8 mars, nous avons consacré dix jours au thème « La femme dans la société », avec la collaboration de l'UNFA* (Union nationales des femmes algériennes). « *Pour le vingtième anniversaire du déclenchement de la lutte armée,* poursuit Yazid, *nous avons donné l'intégrale du « cinéma national 1954-1974 ». Grâce au cycle « Le cinéma et la terre », qui visait à soutenir la révolution agraire, nous avons fait découvrir l'admirable* Noua, *de Tolbi,* les Spoliateurs, *de Merbah, et la production de Moussa Haddad. Tout récemment, nous avons profité des Jeux méditerranéens pour diffuser des films des pays participants.* »

Dans les grandes circonstances, la Cinémathèque « éclate » et sort de ses murs pour atteindre des publics différents, notamment dans les cités universitaires. Lors du mois du cinéma égyptien, riche en enseignements — mais ce fut vrai aussi du mois du cinéma français, — Salah Abou Seif a animé trois discussions à Alger et Oran, participé à un débat télévisé, donné une conférence à l'université, tenu une conférence de presse et accordé des interviews aux journaux de langue française et arabe...

Forum : la cinémathèque est un des rares lieux publics d'Alger sinon le seul où les discussions se déroulent sans la moindre contrainte et d'une façon quasi permanente. Il arrive d'ailleurs que le débat s'égare, que des spectateurs développent des thèses idéologiques mal assimilées qui n'ont que de lointains rapports — quand elles en ont — avec ce qui vient d'être projeté sur l'écran. « *Nous ne voulons pas nous comporter en ciné-club. Nous avons fait le pari de laisser les gens s'exprimer comme ils l'entendent. Parfois, ça rate. Mais quand ça marche, c'est très positif* » explique Ahmed Hocine, qui note en passant que l'Algérie est le seul pays où un texte de loi précise que la cinémathèque n'est soumise à aucune censure. La loi est respectée. Et le public est enchanté, si l'on en juge par son assiduité et par son désir de disposer d'une salle plus grande, car il arrive que l'on refuse du monde. Ce fut le cas pour *Histoire d'A* de Charles Belmont.

Que ce film ait été projeté pendant le mois du cinéma français présenté à l'occasion de la visite du président Giscard d'Estaing en Algérie (*le Monde* du 2 mai) est en soi un événement, quand on connaît les tabous qui entourent encore, dans le monde musulman, certains problèmes. Une centaine de jeunes femmes et plusieurs dizaines de travailleurs se sont mêlés aux habitués. Le débat est passionné. Entre Algériens et Algériennes, mais aussi entre ces dernières et les coopérants français présents. Courageusement, elles se battent sur deux fronts, reprochant à leurs compatriotes de s'accrocher à des conceptions surannées et aux autres de recourir à des schémas qui ne tiennent pas compte des conditions spécifiques du pays, de ses traditions, de son évolution qui ne sont pas les mêmes que celles de la France ou de la Suède... De l'affrontement sur le problème de l'avortement, la salle passe au dialogue sur la sociologie comparée, concrète.

De même, tels films sur la Résistance française ont-ils permis d'établir des analogies avec la révolution algérienne et l'action menée actuellement par d'autres mouvements de libération dont la signification est moins bien perçue par les Occidentaux. A l'inverse, *le Voyage d'Amélie*, de Daniel Duval, a été projeté trois fois au lieu d'une, comme prévu, parce que les jeunes Algériens l'ont trouvé « *tonique, éclatant de santé, bien fait avec de petits moyens* » et qu'il leur apportait une nouvelle vision de la jeunesse française. Le forum devient alors trait d'union entre des civilisations, des cultures et des groupes humains différents.

Sur le front culturel

Ayant opté pour le socialisme après une guerre de libération et cent trente ans de colonisation, l'Algérie a maintenu, sans complexes, des liens étroits avec la France. Elle a renoué avec des racines arabo-musulmanes et lancé des ponts vers l'Afrique noire dont elle avait été coupée pendant la période coloniale. Elle s'associe, quand elle n'en prend pas la tête, aux combats du tiers-monde, dialogue avec les pays communistes sans se mettre dans leur sillage et ne cesse d'affirmer sa vocation méditerranéenne. La Cinémathèque reflète, à sa manière, ces orientations, « menant le combat sur le front culturel », selon le mot de Yazid.

Ainsi, elle s'est créée avec l'aide de la cinémathèque française et s'en est forcément inspirée au début. « *Nous devons beaucoup à Henri Langlois. Il a toujours été à nos côtés. Il doit d'ailleurs contribuer au cycle de deux cents films sur le cinéma colonial que nous préparons pour octobre* », dit Ahmed Hocine. Mais, en dix ans, elle a façonné sa propre image, élaboré son message, défini sa vocation : pour elle, l'esthétique est inséparable de l'engagement, mais si le cinéma est une arme, il est également un instrument de connaissance et de concertation.

« *La Cinémathèque algérienne est l'un des événements les plus importants de l'histoire du cinéma arabe par son ardeur à le faire connaître du monde entier* », écrivait, il y a quelques années, le cinéaste égyptien Youssef Chahine. L'Algérie peut d'autant mieux faire la liaison entre le cinéma arabe de qualité et les pays francophones qu'elle est au confluent des différentes cultures et qu'elle dispose de nombreux films sous-titrés en français et d'une abondante documentation. Elle a aussi pris l'habitude depuis 1973 de projeter les films présentés au Festival de Carthage, et l'on peut se demander pourquoi des cinémathèques d'Europe ou du Québec n'en feraient pas autant.

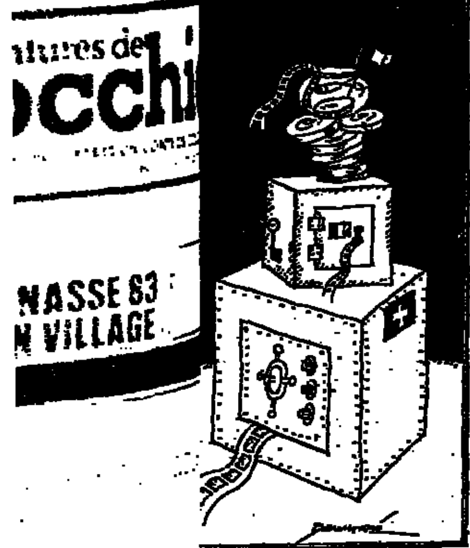
Hocine, qui affiche un flegme très britannique, Boudj avec sa grande barbe noire qui lui donne l'allure d'un prophète enthousiaste, Yazid qui a l'air d'un idéologue souriant, et Fatima qui préside avec alacrité aux relations extérieures, souhaitent une intensification des échanges avec leurs « sœurs » de l'Est et de l'Ouest pour compléter sur le plan culturel le dialogue qui s'amorce dans les domaines politique et économique entre pays industrialisés et pays en voie de développement. C'est qu'ils croient à ce qu'ils font et y consacrent leur vie. Si le cinéma est souvent une industrie, parfois un art, à la Cinémathèque d'Alger, il est toujours une passion. Une passion qui veut donner du tiers-monde une image plus juste et plus fraternelle.

Prochain article :

LA CINÉMATHÈQUE SUISSE

(1) Sans prétendre les citer tous, mentionnons, Abdellatif Ben Ammar, Omar Khlifi, Brahim Babaï (Tunisie), Latif Lahlou et Madjid Rechiche (Maroc), Omarou Ganda (Niger), Johnson Traoré et Djibril Diop (Sénégal), Khalid Seddik (Koweït), Santiago Alvares (Cuba), etc.





CORRESPONDANCE

Le rôle de l'ONCIC

M. Laghouati, directeur de l'Office national algérien pour le commerce et l'industrie cinématographique (ONCIC), nous prie de publier les précisions suivantes à la chronique de notre collaborateur Martin Even intitulée « L'autre cinéma algérien » publiée dans le Monde *daté 26-27 juin :*

Organisme d'Etat investi du monopole de la production et de la distribution cinématographiques, l'ONCIC participe par les moyens qui lui sont propres à la création et à la diffusion d'œuvres à caractère culturel et de divertissement dans le respect et l'approfondissement des orientations fondamentales de notre révolution, bien que le terme commerce figure dans la dénomination de l'ONCIC (Office national pour le commerce et l'industrie cinématographique), la notion « commerciale » au sens où l'entend votre collaborateur est étrangère à notre mission.

En Algérie il n'existe pas et ne peut exister de producteurs privés.

En Algérie les circuits de distribution sont aux mains de l'Etat.

En Algérie les salles de cinéma sont directement gérées par les communes (M. Martin Even ne s'est pas trompé sur ce point), et pour une partie appréciable les recettes participent à l'effort de financement d'activités locales.

Enfin, les écrans de nos salles de cinéma ne connaissent ni « le karaté », ni une invasion du « western italien », ni « le Grand Blond ».

Déjà à l'acquisition des films, des critères précis (pas de violence ni d'étalage de mauvaises mœurs) permettent à l'ONCIC de sauvegarder sa vocation première qui n'est pas celle d'aliéner le public, mais de former ses goûts, de les diversifier.

D'ailleurs au lendemain de la nationalisation des circuits de distribution, la levée de boucliers, le boycottage décidé par les « grands distributeurs », démontrent bien que nous avions opté pour une autre voie que celle de l'aliénation, de la facilité.

Dire aujourd'hui que le cinéma algérien est « à l'heure du choix » comme nous l'apprend votre collaborateur, qu'il fonctionne selon les règles d'une économie de marché, c'est refuser la réalité, c'est méconnaître le caractère irréversible de nos options et la puissance des idées qui animent l'avance et la dynamique de l'Algérie vers la réalisation de ses objectifs.

M. Martin Even doit savoir que le cinéma algérien est cité en exemple un peu partout dans le monde et en particulier dans les pays du tiers-monde, trop longtemps agressés par la caméra aliénante.

Nous ne prétendons pas avoir atteint la perfection, et encore moins donner des leçons. Notre cinéma, qui connaît et qui connaîtra, ces prochaines années, la réalisation d'une infrastructure industrielle complète et moderne, s'accomplit chaque jour.

Les œuvres des cinéastes algériens sont présentées dans de nombreux festivals.

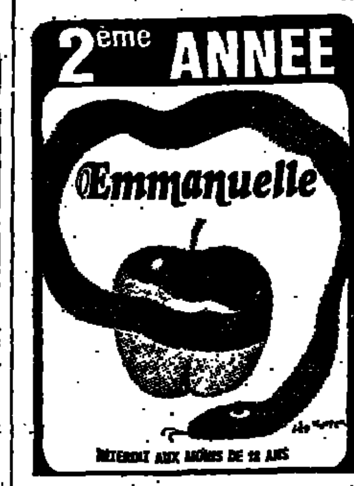
Elles sont diffusées dans les pays du tiers-monde.

Le succès remporté par le film algérien *Chroniques des années de braise*, produit par l'ONCIC et réalisé par Mohamed Lakhdar Hamina, consacre le niveau du cinéma algérien.

A ceux qui voient dans ce film une œuvre de prestige, à ceux qui s'interrogent sur sa valeur historique, à ceux qui, tendancieusement, pensent que l'ouvrage réalisé par M. Lakhdar Hamina (palme d'or au Festival de Cannes 1975) cache une autre face du cinéma algérien, nous répondons que le cinéma algérien est souverain dans ses choix, qu'il n'est régi par aucune exclusive (*Chroniques des années de braise* est une page d'histoire librement rapportée à l'écran par l'auteur) et que la production cinématographique en Algérie est *une* dans la *diversité et la richesse de son inspiration.*



atelier
LARS SCHMIDT
présente
DANIEL IVERNEL
PIERRE CONSTANT
BERNARD GIRAUDEAU
SUR LE FIL
de
ARRABAL
Mise en scène de
JORGE LAVELLI
Décor de
MAX BIGNENS
Première le 13
606.49.24 et agences



Aux cinémas
TRIOMPHE
CAPRI GRANDS BOULEVARDS
PARAMOUNT OPERA
PARAMOUNT MONTPARNASSE
STUDIO CUJAS
Au Triomphe et Paramount Maillot (sous-titré anglais)
Au Capri Gds Bds (sous-titré espagnol)

CENTRE D'ART INTERNATIONAL
99, bd Raspail - 548-58-42
ART GRAPHIQUE SOVIÉTIQUE
T. les jrs sf sam. et dim.

THÉATRE
GAITÉ-MONTPARNASSE
REPRISE
DU GRAND SUCCÈS
BUTLEY
avec
BERNARD FRESSON
GÉRARD LARTIGAU
et tous les créateurs
Le 12 Septembre
Location théâtre et agences

MIRABELLE DORS
MAURICE RAPIN
POPULATION D'IMAGES
Shakespeare and company :
George Whitman
37, rue de la Bûcherie, 75005 Paris
Septembre

Galerie de France
3, Faubourg Saint-Honoré,
75008 Paris
265.69.37 et 265.73.69
ZAO WOU-KI
œuvres actuelles
Exposition prolongée
jusqu'au 30 septembre

13 ET 14 SEPTEMBRE 1975 · PARC PAYSAGER DE LA COURNEUVE

LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

fête des libertés

est une fête, celle de la culture, de la politique et de ses luttes qui se répondent au travers du parc de la Courneuve. La cité du livre, grande fête de la lecture : toute l'édition française, toutes les sortes de livres, pour tout le monde. Penderecki, Luigi Nono (avec la première audition d'« Al gran sole carico d'amore »), Bartok, Haendel, Mozart, musiques de l'héritage culturel et culture au présent. Deux expositions qui relient aussi le passé au présent : LES HOMMES ET LES OUTILS, éclairent le ressort essentiel de l'évolution de l'humanité. L'une s'attache particulièrement à montrer les rapports entre la révolution scientifique et technique et la nécessaire transformation de la société. L'autre s'interroge sur la diversité des cultures au travers d'un grand ensemble d'outils et d'œuvres d'art de tous les temps, de tous les lieux de la planète. L'issue historique de tels problèmes serait incompréhensible sans analyse politique. C'est celle qui sera faite publiquement, au travers de tous les aspects de la crise, dans les débats, au cœur de la fête. Deux soirées, le film de Philippe Laïk sur Jacques Duclos en avant première, cinq grands débats, le dialogue des journalistes de l'Humanité, de l'Humanité Dimanche et de France Nouvelle avec le public, la rencontre de la direction du parti communiste français avec les travailleurs des entreprises en lutte, le meeting central du dimanche à seize heures avec Roland Leroy, la rencontre de Georges Marchais et de la presse. La politique et la culture comme un tout dans cette

FETE POUR TOUS.

مكتبة من الكرمل

Théâtres

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

Les salles subventionnées

…MEDIE-FRANÇAISE, théâtre Marigny (742-27-31), les 15, 16, 17, 18, … et 20 à 20 h. 30, le 21 à 14 h. 30 : Hernani.

Les salles municipales

…TELET (231-44-80) (D. soir, L.), … h. 30, mat. sam. et dim. à … h. 30 : Valses de Vienne.
…UVEAU CARRÉ (277-88-40), du 10 … 13 à 21 h. : l'Histoire du soldat ; … 12 à 20 h. 45 : Jam-Hoot ; le 16 … 20 h. 45 : Alain Souchon ; à partir du 15 (J., D. soir), 21 h., mat. … 17 h. : le Tableau.

Les autres salles

…OINE (208-77-71) (L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : le Tube.
…LIER (606-49-24) (L.), 21 h. : … sur le fil (à partir du 13).
… THÉATRE (508-17-80) (L.), … h. 30 : Une fête (à partir du 15).
…TOUCHERIE DE VINCENNES : Théâtre de la Tempête (328-36-36) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à … h. : Citrouille.
…MEDIE CAUMARTIN (073-43-41) (…), 21 h. 10, mat. dim. à 15 h. 10 : Boeing-Boeing.
…MÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (…59-37-03) (L.), 20 h. 45, mat. dim. à 18 h. 30 : Viens chez moi, j'habite chez une copine.
…UNOU (073-64-30) (J., D. soir), … h., mat. dim. à 15 h. : Monsieur …asure.
…TE-MONTPARNASSE (633-16-18) (D. soir, L.), 20 h. 45, mat. dim. à … h. et 18 h. 30 : Butley (à partir du 12).
…CHETTE (326-38-99) (D.), 21 h. : Cantatrice chauve ; la Leçon.
…ERNAIRE (328-57-23), mer., jeudi, ma. à 19 h. 30 ; sam. et dim. à 16 h. 30 : Fando et Lis ; (…) 20 h. 45 : les Chaises ; (D. soir, …) 23 h. 15, mat. ven, sam., dim à … h. 30 : Sade.
…CHEL (265-35-02) (Mer.), 21 h. 10, mat. dim. à 15 h. : Duos sur canapé.
…UVEAUTÉS (770-52-76) (J., D. soir), 20 h. 30, mat. dim. à 16 h. : … Libellule.
…VRE (874-45-52) (D. soir, L.), … h., mat. dim. à 15 h. et 18 h. : Monsieur Klebs et Rozalie (le 15 à bureaux fermés).
…LAIS ROYAL (742-84-29) (L.), … h. 30, mat. dim. à 15 h. : la Cage aux folles (à partir du 16).

SAINT-GEORGES (878-63-47) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 15 h. : Croque-Monsieur (à partir du 12).
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (359-36-88) (L.), 20 h. 45, mat. dim. à 15 h. : la Solitude d'un gardien de but (le 11 à bureaux fermés).
THÉATRE CAMPAGNE-PREMIÈRE (033-79-27) (L.), 19 h. : Franck Olivier : 1 mètre 80, 95 kilos... et ça cause ; 20 h. 30 : la Presse-purée des Destaing ; 22 h. : India ; 23 h. : Patrick Abrial.
THEATRE D'ORSAY (548-65-90), grande salle, à partir du 15 à 20 h. 30 : Parra-Castillo ; petite salle, à partir du 16 à 20 h. 30 : les Emigrés.
THEATRE PRESENT (203-02-55) (D. soir, L.), 20 h. 30, mat. dim. à 17 h. : Ice Dream.

Théâtres de banlieue

IVRY, Studio, à partir du 16 à 21 h. : Aoi-No-Hue et Hanjo (théâtre traditionnel du Japon).
VILLEJUIF, Théâtre Romain-Rolland (726-15-02), les 11, 12, 16 à 21 h. : Rashomon et autres contes.

Les cafés-théâtres

L'ABBAYE (033-27-77), Du. jeu. au dim., à 20 h. : Kennedy's Children.
AU BEC FIN (742-99-79) (D.) 21 h. 15 Ça va pas mieux. 22 h. 30 : Nadine Mons : one woman show.
BLANCS-MANTEAUX (277-42-51) (D.) 20 h. 30 : Romain Bouteille ; 22 h. Douby. 23 h. : Bernard Lavillier.
CAFE DE LA GARE (278-52-51) (D.) 20 h. 30 : Coluche.
LE PETIT CASINO (747-62-75) (D.) 21 h. 15 : Jocelyne ça suffit ; (L.) 22 h. 30, le dim. à 21 h. 15 : Spectacle Cami.
LE SELENITE (033-53-14) 20 h. 30 : la Jacassière ; 22 h. 30 : J'ai aucune idée ; 23 h. 30 : Peau d'homme.

Danse

ESPACE PIERRE-CARDIN (265-97-60) (D.) 21 h. : le Pilobolus Dance Theatre.
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (359-72-42) 20 h. 30, mat. dim. 15 h. : Ballet national de Colombie (jusqu'au 14).
THEATRE MONTPARNASSE (326-89-90) D., L.) 18 h. 30 : Ballet-Théâtre Joseph Russillo (à part. du 16).

THÉATRE OBLIQUE

HENRI RONSE

une autre manière d'aller au théâtre

abonnements

150 FRS pour une année

12 spectacles 10 concerts 10 expositions

STRINDBERG - SATIE - BEETHOVEN - DUPREY - HÖLDERLIN
SCHOENBERG - TCHEKHOV - WEDEKIND - GROUPE PANIQUE
THEOPHILE DE VIAU - GOETHE - GASIOROWSKI - AUDUREAU
VIRGIL - CREMONINI - KARL PLATNER - PATRICK CONRAD
MANDIARGUES - BERG - LEBENSTEIN - TRAKL - CORNEILLE
CAGE - WEBERN - VACHEY - JEAN-LUC PARANT

RENSEIGNEMENTS AU THEATRE OBLIQUE
RUE DE LA ROQUETTE - PARIS XI - TEL : 805.78.51 - M° : BASTILLE

Prix de lancement pour un minimum de 12 spectacles de Théâtre,
150 F. 10 Concerts, 10 Expositions sur la saison 75/76
JE SOUSSIGNÉ :
ADRESSE :
SOUSCRIS UNE ADHÉSION AU THÉATRE OBLIQUE
et verse à votre compte la somme de 150 F.
(Chèque bancaire, mandat, virement postal.)
DATE Signature :
76 rue de la Roquette Paris 11e 805.78.51

Cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

MERCREDI 10 SEPTEMBRE. — 15 h., *Peter Pan*, de H. Brenon ; 18 h. 30, *India*, de R. Rossellini ; 20 h. 30, *Zorba le Grec*, de M. Cacoyannis ; 22 h. 30, *Run with me*, de C. Stojanovitch (en présence de l'auteur) ; 0 h. 30, *Women in revolt*, d'A. Warhol.

Les exclusivités

AGUIRRE LA COLERE DE DIEU (All., v. ang.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).
ALLONSANFAN (It., v.o.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
L'ANGE NOIR (All., v.o.) : Olympic-Pigozzi, 14e (783-67-42) (ven., mar.).
L'AIGLE AVAIT DEUX TETES (An., v.o.) : Olympic-Pigozzi, 14e (783-67-42) (mer., dim.).
LES AVENTURES DE PINOCCHIO (It., v.o.) : Pagode, 7e (551-12-15) (en soirée). — V.F. : Studio Raspail, 14e (326-38-98) ; Studio Marigny, 8e (225-20-74) ; Pagode, 7e (551-12-15) (mat.) ; 14-Juillet, 11e (700-51-13).
LE BAGARREUR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). — V.F. : Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Diderot, 12e (343-19-29) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LA BETE (Fr.) (**) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-94-48) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) (sous réserves) ; Panthéon, 5e (033-15-04) ; Balzac, 8e (359-52-70) ; Omnia, 2e (231-39-36).
C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LE CHAT ET LA SOURIS (Fr.) : Rez, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Caméo, 9e (770-20-89) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; Les Images, 18e (522-47-94) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28).
CHILE (Chili, v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
LA CLEPSYDRE (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46) (à 20 h. et 22 h. 15).
EFFI BRIEST (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42) (jeu., dim.).
EXHIBITION (Fr.) (**) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Marotte, 2e (231-41-39) ; Helder, 9e (770-11-24) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) (sous réserves) ; Murat, 16e (288-99-75).
LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : Concorde, 8e (359-92-84) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Terminal-Foch, 16e (704-49-53).
LA FILLE DU GARDE-BARRIERE (Fr.) : Studio Alpha, 5e (033-39-47). Jusqu'à jeudi : Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34) ; Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97). A partir du vendredi : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37).
LA FLEUR ET LE FUSIL : HANOI (Belg.) : Le Seine, 5e (325-92-46) de 14 h. 15 à 18 h. 45.
FOLLE A TUER (Fr.) (*) : Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Quintette, 5e (033-35-40) ; Nations, 12e (343-04-67).
FRENCH CONNECTION N° 2 (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — V.F. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Moulin-Rouge, 18e (606-34-25) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75) (jusqu'à jeudi) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) (jusqu'à jeudi).
LE FUTUR AUX TROUSSES (Fr.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
LES GALETTES DE PONT-AVEN (Fr.) (*) : Murat, 16e (288-99-73) ; Liberté, 12e (343-01-59) ; La Clef, 5e (337-90-90) ; Cinémonde-Opéra, 9e (770-01-90) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Mistral, 14e (734-20-70) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64).

Les films nouveaux

LA KERMESSE DES AIGLES, film américain de George Roy Hill, avec Robert Redford. — V.O. : Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59). — V.F. : Clichy-Pathé, 18e (522-37-41) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74) ; Gaumont-Richelieu, 2e (231-56-70).
LEONOR, film franco-italo-espagnol de Juan Bunuel, avec Michel Piccoli. — Balzac, 8e (359-52-70) ; Marignan, 8e (359-92-83) ; Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03) ; Montparnasse 83 6e (544-14-27) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Cambronne-Pathé, 15e (734-42-96) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Quartier-Latin, 5e (326-84-65).
LOVE AND DEATH (GUERRE ET AMOUR), film américain de et avec Woody Allen. — V.O. : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Arlequin, 6e (548-62-25). — V.F. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Plaza, 8e (073-74-55).
LE PRISONNIER DE LA DEUXIEME AVENUE, film américain de Melvin Franck, avec Jack Lemmon. — V.O. : Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
A PARTIR DU 12 :
LA REINCARNATION DE PETER PROUD, film américain de J. Lee Thompson, avec Michael Sarrazin. — V.O. : Studio Jean-Cocteau, 5e (033-47-62) ; Publicis-Matignon, 8e (359-31-97). — V.F. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) ; Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34) ; Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Orléans, 14e (580-03-75).

Biarritz, 8e (359-42-33) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Mery, 17e (522-59-54).
PAS DE PROBLEME (Fr.) : Cluny-Palace, 5e (033-07-76), St-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16), Le Paris, 8e (359-53-99), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Maxeville, 9e (770-72-87).
PROFESSION REPORTER (It., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LE RETOUR DU DRAGON (A., v.f.) : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41), Marignan, 8e (359-92-82), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
LE SHERIF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (033-72-71), Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29).
SOUVENIRS D'EN FRANCE (Fr.) : Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), St-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), St-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16), Gaumont-Rive Gauche, 6e (548-26-36), 14-Juillet, 11e (700-51-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
TARZOON, LA HONTE DE LA JUNGLE (Belg., v. am.) : Ermitage, 8e (359-15-71), Vendôme, 2e (073-97-52), Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12). V. F. : Rex, 2e (236-83-93), Rotonde, 6e (633-08-22), Murat, 16e (288-99-75), Cambronne, 15e (734-42-96), Mistral, 14e (734-20-70) (à partir du 15).
LA TENDRESSE DES LOUPS (All., v.o. : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42) (mer., sam., mar.).
THE GROOVE TUBE (A., v.o.) (*) : Biarritz, 8e (359-42-33), Studio Jean-Cocteau, 5e (033-47-62) (jusqu'à jeudi).
TOMMY (A., v.o.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37) (jusqu'à jeu.). Kinopanorama, 15e (vers. stéréo).
UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (Angl., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40). V.f. : Athéna, 12e (343-07-48) ; Royal-Passy, 16e (527-41-16).
VILLA DES DUNES (Fr.) : Olympic-Pigozzi, 14e (783-67-42) (jeu., lun.).
LE VIEUX FUSIL (Fr.) (*) : George-V, 8e (225-41-46), Marivaux, 2e (742-83-90), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-35), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Orléans 14e (580-03-75), Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80), Boul'-Mich', 5e (033-48-29), Paramount-Bastille, 12e (343-79-17).
VIOLENCE ET PASSION (It., v. angl.) : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82).
YAKUSA (A., v.o.) (*) : Mercury, 8e (225-79-80). V.f. : Abc, 2e (236-55-54).

Les festivals

DEUXIEME CHANCE (v.o.) : Action Lafayette, 9e (878-80-50). Merc. : Kid Blue.
DESSINS ANIMES (v.o.) : Action Lafayette II, 9e (878-80-50). Merc. : Bip-Bip et ses amis.
FELLINI-VISCONTI : Boite à films, 17e (754-51-50). 12 h. : Juliette des esprits (v.o.) ; 14 h. 30 : Le Crépuscule des dieux et 22 h. 15 vers. angl. 18 h. : Les Clowns (v.o.). 20 h. : Mort à Venise (v. angl.).
BUNUEL-SAURA-L'ESPAGNE : Boite à films II, 17e (754-51-50). 12 h. 30 : Mourir à Madrid. 14 h. : Peppermint frappé (v.o.). 16 h. : La Chasse (v.o.). 18 h. : Anne et les loups (v.o.). 20 h. : Tristana. 22 h. : La Cousine Angélique.
KEN RUSSEL (v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14). Merc. : Boy-Friend.
VARIATIONS SUR L'HOMOSEXUALITE (v.o.) : Studio Parnasse, 6e (326-58-00). Merc. : The Queen.
ALFRED HITCHCOCK : Noctambules, 5e (033-42-34). Merc. : L'Homme du Nord-Express (v.f.).
L'ETE AU MARAIS II (4e) (278-47-86), mercr. : Hugo et Joséphine.
L'ETE AU MARAIS III (4e) (278-47-86), mercr. : America.
INGMAR BERGMAN (v.o.) : Racine, 6e (633-43-71), mercr. : la Source.
VIVA BUSTER KEATON : Studio Git-le-Cœur, 6e (326-80-25) : Fatty garçon boucher, Malec champion de tir, Malec l'insaisissable, Voisin-Voisine, l'Epouvantail, les Flics.
LA FETE A WOODDY ALLEN (v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42), mercr. : Prends l'oseille et tire-toi.
S.M. EISENSTEIN (v.o.) : Pagode, 7e (551-12-15), mercr. : la Ligne générale.

Les grandes reprises

ANDREI ROUBLEV (Rus., v.o.) : André-Bazin, 13e (337-74-39) (du dim. au mardi).
BAS LES MASQUES (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (325-85-78).
LA CROISIERE DU NAVIGATOR (A.) : Actua-Champo, 5e (033-51-60).
L'HOMME TRANQUILLE (A., v.o.) : Grands-Augustins, 6e (633-22-13).
PIERROT LE FOU (Fr.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
LA REGLE DU JEU (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LA REVUE DE CHARLOT (A.) : Champollion, 5e (033-51-60).
SENSO (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40).
SHERLOCK JUNIOR (A.) : Studio Saint-Séverin, 5e (033-50-91).
LES TEMPS MODERNES (A.) : Dominique, 7e (551-04-55) (sf mardi).
TOUTE LA VILLE EN PARLE (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

CONCORDE - LA ROYALE
IMPÉRIAL PATHÉ
CLICHY PATHÉ
LA FAUVETTE
GAUMONT GAMBETTA
CAMBRONNE
MONTPARNASSE PATHÉ
TERMINAL FOCH
MULTICINE PATHÉ Champigny
TRICYCLE Asnières
VÉLIZY 2
AVIATIC Le Bourget
PARLY 2
BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiais

la fabuleuse histoire de DONALD et des castors juniors
40 ANS DE RIRE
c'est la grande parade du Louis de Funès du dessin animé... Merveilleux Donald !...
ROBERT CHAZAL/FRANCE-SOIR

THEATRE D'ORSAY
Cie RENAUD-BARRAULT
calendrier septembre

Les Inti-Illimani
I. Parra - P. Castillo

lundi 15	20 h 30
mardi 16	20 h 30
mercredi 17	20 h 30
jeudi 18	20 h 30
dimanche 21	18 h 30
lundi 22	20 h 30

Harold et Maude
3e année

vendredi 19	20 h 30
samedi 20	20 h 30
dimanche 21	15 h
mardi 23	20 h 30
mercredi 24	20 h 30
jeudi 25	20 h 30
vendredi 26	20 h 30
samedi 27	20 h 30
dimanche 28	15 h - 18 h 30
mardi 30	20 h 30

PETIT ORSAY
Les Émigrés

mardi 16	20 h 30
mercredi 17	20 h 30
jeudi 18	20 h 30
vendredi 19	20 h 30
samedi 20	20 h 30
dimanche 21	18 h 30
mardi 23	20 h 30
mercredi 24	20 h 30
jeudi 25	20 h 30
vendredi 26	20 h 30
samedi 27	20 h 30
dimanche 28	18 h 30
mardi 30	20 h 30

découpez ce calendrier
il vous permettra de réserver vos places au théâtre d'Orsay, 7, quai Anatole-France, tél. : 548.65.90 ou dans les agences pour la date de votre choix.

VOTRE TABLE CE SOIR

Restaurant	Tél.	
L'ALSACE AUX HALLES 16, rue Coquillière, 1er	236-74-24 T.l.j	Ouvert jour et nuit. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.
COTE JARDIN 22, rue Montédour, 1er.	509-11-35 F. mardi	Votre diner sous les palmiers « au cœur de Paris ». Une ambiance sympathique et de l'originalité dans la carte. 45 F V.S.C.
CHEZ GACHOUCHA 4, r. des Petits-Champs, 2e.	260-04-60 F d.	Chipirons 12 Pipérade 12 Confit canard 21. MENU. 45, avec 5 plats régionaux plus. Vin discrétion. Paella 50 (2 personnes).
LA LOUISIANE 176, rue Montmartre, 2e.	236-58-98 F dim	Diner-Jazz, typiquement New-Orléans, avec la fameuse cuisine « du Sud » : Jambalaya 25, les Shrimps Bayou 20, les Shrimps créoles à la court 25, et la gamme de ses Desserts exotiques
TARASS BOULBA 16, rue Thorel, 2e.	236-27-28 F. lundi	Musique, chants folkloriques. De 21 h. à 2 h. Spécial. Russes : Blinis, Zakousky, Chachlyk. MENUS 55 et 65 F et carte.
CHEZ HANSI 3, pl. du 18-Juin-1940, 6e	548-96-41 T.l.j.	Jusqu'à 2 h du mat. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières.
NEW STORE et BAR BELGE Jusqu'à 2 h. du matin 63, avenue des Champs-Elysées, 8e	359-38-91	Sa gamme de 50 bières. Gratinée spéciale 7.50 F Ses Grillades : Entrecôte 18 F. Cœur de Charolais 19.50 F Très bon steak 29 F Côte de Bœuf 52 F (pour 2 personnes)
NAPOLEON 38, av. Friedland, 8e	T.l.j 227-99-50 Jusq. 22 h 30	G.P Baumann, créateur de la célèbre Choucroute au confit d'oie citée par tous les chroniqueurs, vous présente ses innovations « Spéciales Eté ». Choucroute aux poissons, à la queue de bœuf, Merguez-Mouton, et même au Homard (sur commande).
BARCELONA 9, rue Geoffroy-Marie, 9e.	824-47-66 T.l.s.	Jusqu'à 2 h du mat. Spéc espagnoles : Paella Valentiana, Zarzuela, Gambas à la Plancha, Calamares à la Romana. Spectacle de chants et de danses d'Espagne. Après minuit : cuadro, flamenco et guitares.
AUB. de RIQUEWIHR 12, faub. Montmartre, 9e.	770-62-39 T.l.j.	Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes Ses vins fins d'Alsace et MUTZIG, la Reine des Bières
LA CLOCHE D'OR 3, rue Mansart, 9e.	874-4888 F. dim.	Déj. d'Aff. Diners Parisiens. Soupers jusqu'à 4 h. du matin. Des plats de jadis chaque jour renouvelés. Fermé le dimanche.
LE MIKADO 5, bd Rochechouart, 9e.	TRU. 74-53 T.l.j.	Jusqu'à 2 h du mat. Dans le cadre 1930, entièrement rénové, d'une Brasserie réputée, une carte de grande classe à partir de 50 F. Club privé au sous-sol.
THE CLIPPER 18, boulevard de Strasbourg, 10e.	607-63-62	Près Théâtre Antoine, jusqu'à 2 h. matin. MENU 31,50. Boisson et service compris. Gratinée Gourmandise de minuit. Escalope whisky.
CHEZ ETCHEGORRY 41, rue Croulebarbe, 13e.	331-63-05 T.l.j.	Jusqu'à 22 h. Cadre rustique. Spéc Basques Terrine foies de volaille 6. Soupe de poiss comme à Socoa 9 Coquilles St-Jacques aux morill 91
LES VIEUX METIERS 13, bd A.-Blanqui, 13e.	588-90-63 ● F. lundi	Gratin crabes. Poulardes morilles. Plateau fromages. Salade. Glace et pâtisserie maison. Sancerre de Salmon Christian. Saumur Breze 1969. Comte de Colbert. 50 à 90 F S.c. Vieille cave. Souper aux chandelles.
L'AJACCIENNE 3, rue Laugier, 17e.	924-01-71 F dim.	Authent. Maison corse Ouv tte la nuit sauf dim de 21 h. à l'aube. Cabri rôti et toutes sauces Figatelli. Haricots bastiais. Bruccio frais.
AUX CAPITOULS 10, rue Villebois-Mareuil, 17e.	380-26-44 F. d.	Spécialités Toulousaines : Foie Gras 22 F. Cassoulet au confit 22 F. Gésiers d'oie aux morilles 20 F, Filet mignon Toulousain 22 F.

● Ambiance musicale ■ Orchestre ★ Spectacle en soirée. P.M.R. : prix moyen du repas.

Festivals

Estival

Sorbonne (amphi Richelieu), le 10 à 18 h. 30 : Forum D. N' Kaoua, piano (Chopin).
Le 12 à 18 h. 30 : Forum D. N' Kaoua, piano (Ravel).
Le 13 à 18 h. 30 : Forum J.-P. Armengaud, piano (Boulez).
Palais des congrès, le 10 à 20 h. 30 : Sextuor de l'Orchestre national de France (Mozart).
Musée de Cluny, le 11 à 18 h. 30 : Le Nordmann, harpe (de la renaissance à nos jours).
Eglise Saint-Germain-des-Prés, le 11 à 20 h. 30 : H. Kaster, orgue (Bach).
Eglise Saint-Séverin, le 13 à 20 h. 30 : Kammerchor de Stuttgart, dir. F. Bernius ; orgue, J. Boyer (Bach Mendelssohn, Brahms).
Le 14 à 20 h. 30 : R. Puyana, clavecin.
Le 15 à 20 h. 30 : Malcom, clavecin, Cordes du National, dir. M. Bigot (Purcell, Haendel, Bach, Mendelssohn).
Notre-Dame, le 14 à 17 h. 45 : C. Termini, orgue.
Musée des monuments français, le 15 à 18 h. 30 : Le Remède de Fortune, de G. de Machaut par l'ensemble Guillaume de Machaut.
U.E.R. lettres, le 16 à 9 h. : Concours international de clavecin ; à 12 h. 30 : Animation-Clavecin.
Opéra-Comique, le 16 à 20 h. 30 : Orchestre de Lyon (R. Strauss).
Jardin d'Acclimatation, les 10, 11, 12 et 13 à 15 h. 30 : G.R.M. Pierre Mariétan.
Musée Guimet, les 10, 11, 12 et 15 à 18 h. 30, le 14 à 15 h. : Films musicaux.
Jardins du Palais-Royal, Tous les jours à 20 h. : Molière côté jardin.
Tous les jours à 21 h. : Audio-visuel (l'Artisanat vivant).
Rens. et loc. : 4, rue des Prêtres-Saint-Séverin, 5e (633-61-77).

Automne à Paris

Bouffes du Nord, à partir du 16 à 20 h. 30 : La Guerre de 2 000 ans.

Rens. et loc. : 2, rue du Pas-de-la-Mule, 3e (278-10-00).

Musique de chambre de Paris

Eglise des Billettes, le 10 à 21 h. : Trio Rouvier, Kantorow, Muller (Ravel, Fauré, Debussy).
Le 11 à 21 h. : O. Pietti, soprano et H. Goverts, piano-forte (Mozart, Haydn, Beethoven).
Le 14 à 17 h. : Maldonado, guitare (Bach, Rameau, Scarlatti, Ponce, Villa Lobos, Maldonado).
Le 15 à 21 h. : J.-J. Kantorow, violon (Bach).
Le 16 à 21 h. : Quatuor Via Nova (Beethoven).
Eglise Saint-Médard, le 12 à 21 h. : Orchestre de chambre Bernard Thomas, J.-J. Kantorow, violon ; E. Peclard, violoncelle (Chevalier de saint Georges, Boccherini, Vivaldi, Mozart).
Rens. et loc. : Durand, 4, place de la Madeleine, 8e (260-21-76).

Sceaux

Eglise de Bourg-la-Reine, le 12 à 20 h. 45 : Quatuor vocal Kedroff (musique religieuse et folklorique russe).
Le 14 à 16 h. : Maîtrise Gabriel Fauré, Gouinguéne, orgue (Monteverdi, Fauré, Poulenc, Bartok, Kodaly).
Orangerie du Château, le 11 à 20 h. 15 : Quatuor Loewenguth (Ravel, Haydn, Schubert).
Rens. et loc. : Orangerie du Château (661-06-71), les jeu. et ven.

Royaumont

Abbaye de Royaumont, le 13 à 20 h. 15 : O. Ghiglia, guitare (Bach, Villa Lobos, Ponce, Ohana, Bracali).
Ren. et loc. : Fondation Royaumont (470-40-18), Durand (260-21-76).

Festival Couperin

Eglise de Rozay-en-Brie, le 13 à 20 h. 45 : Les Guaranis et l'ensemble vocal Alborada (Juan Del Ancina, Manual Machado, Francisco Marin).
Rens. et loc. : 409-60-23.

Variétés

Le music-hall

BOBINO (033-30-40) (L.) 20 h. 45, mat. dim., 15 h. : Folies à Rio.
CASINO DE PARIS (874-26-22) (L.) 20 h. 45, mat. dim., 14 h. 30 : Revue Roland Petit.
ELYSEE-MONTMARTRE (606-33-79) (D.) 20 h. 45, mat., sam., 17 h. : Histoire d'oser.
FOLIES-BERGERE (770-02-51) (L.) 20 h. 30 : J'aime à la folie.
OLYMPIA (742-25-49) 21 h. 30, mat. dim. 14 h. 30 : Mouloudji.
TAVERNE DE L'OLYMPIA (742-32-45) (L.) 21 h. 30 : Lève-toi et viens. (Soirée suppl. sam. à minuit.)
THEATRE MONTPARNASSE (326-89-90) (D. soir, L.) 21 h., mat. dim., 15 h. : Cora Vaucaire (à part. 15).

Les opérettes

HENRI-VARNA-MOGADOR (285-28-80) (D. soir, L.) 20 h. 30, mat. dim., 14 h. 30 : Fiesta.

Les cabarets

ALCAZAR (326-53-35) (D.) 23 h. : Paris-Broadway.
L'ANGE BLEU (225-20-84) (D.) 23 h. 15 : Spectacle de Jean-Marie Rivière.
CRAZY-HORSE-SALOON (225-69-69) 22 h. et 0 h. 30 : Super-beautés.
MAYOL (770-95-06) : (Mer.) 16 h. 15 et 21 h. 15 : Nu, etc., etc.
TOUR EIFFEL (551-19-59) 20 h. : Spectacle argentin.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA REPUBLIQUE (278-44-45) 21 h., mat. dim., 15 h. 30 : l'Année de la frime.

Le cirque

SQUARE DES ARTS-ET-METIERS (227-50-97) (D. soir, L.), 20 h., mat. mer., sam., dim., 15 h. 30 : Cirque à l'ancienne.

Le jazz

PORTE DE PANTIN-PAVILLON DE PARIS, le 16 à 20 h. : Alice Cooper Show 75 (ouverture des portes à 18 h.).
THEATRE CAMPAGNE-PREMIERE (033-79-27) : les 10 et 11, à 23 h. Steve Lacy Solo.

Les concerts

JEUDI 11
MAISON DE LA RADIO (224-33-61) 20 h. 30 : Orchestre lyrique de Radio-France, dir. A. Jouve, avec N. Denize, J. Angot, A. Esposito, D. Scharley, C. Meloni, P. Marinov, M. Philippe (Berlioz : « Béatrice et Bénédict »).

VENDREDI 12
HOTEL DE BONDEVILLE (783-50-81) 21 h. : Quatuor Via Nova (Mozart, Haydn, Ravel).

SAMEDI 13
MUSEE DE CLUNY (633-53-60) 18 h. 30 : la Camerata de Paris.

DIMANCHE 14
CHATEAU DE BRETEUIL, Orangerie (052-05-11) 18 h. 30 : R. Milosi et J. Morata (Brahms).

MARDI 16
HOTEL DE BONDEVILLE, 21 h. : Quatuor Parrenin (Dvorak, Bartok, Brahms).

Expositions

MAX ERNST, estampes et livres illustrés. — Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (266-62-62). Tous les jours, de 11 h. à 18 h. Entrée 6 F. Jusqu'au 30 septembre.
MICHEL-ANGE AU LOUVRE, les Esclaves, les Dessins. — Musée du Louvre, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h. 45 à 17 h. Entrée 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 29 septembre.
DESSINS ITALIENS DE LA RENAISSANCE. — Musée du Louvre (voir ci-dessus). Jusqu'au 29 septembre.
LE STUDIOLO D'ISABELLE D'ESTE. — Musée du Louvre (voir ci-dessus). Jusqu'au 13 octobre.
HOMMAGE A COROT. — Orangerie des Tuileries (073-99-48). Sauf mardi, de 10 h. à 20 h. ; le mercredi, jusqu'à 22 h. Entrée : 8 F (gratuite le 24 septembre) ; le samedi : 5 F. Jusqu'au 29 septembre.
DE CHIRICO : rétrospective. — Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly (227-07-02). Sauf lundi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 31 octobre.
JAGODA BUIC : Formes tissées. — Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (723-61-27), sauf lundi et mardi, de 10 h. à 17 h. 45. Entrée : 5 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 30 septembre.
LARTIGUE 8 × 80. — Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h. à 18 h. ; le dimanche, de 11 h. à 18 h. Entrée : 6 F. Jusqu'au 15 septembre.
BERNARD LAGNEAU : Lieu mécanisé n° 12. — Musée des arts décoratifs (voir ci-dessus). Entrée libre. Jusqu'au 20 novembre.
ROBERT COUTURIER A LA MONNAIE. — 11, quai Conti (326-52-04). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h. à 17 h. Jusqu'au 30 septembre.
PIERCULA : 1926-1968. — Musée Rodin, 77, rue de Varenne (551-01-34). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Jusqu'au 15 septembre.
MERKADO. Prix Bourdelle 1973. — Musée Bourdelle, 16, rue Bourdelle (548-67-27). Sauf mardi, de 10 h. à 18 h. Entrée : 3 F. Jusque fin septembre.
DELACROIX ET LES PEINTRES DE LA NATURE. — De Géricault à Renoir. Musée Delacroix, 6, Furstenberg (033-04-87). Sauf [...] de 9 h. 45 à 17 h. Entrée : 6 F. [Jus]qu'au 20 décembre.
LA MUSIQUE VUE PAR LES [...]TRES. — Hôtel Sully, 62, rue S[aint-]Antoine. Sauf mardi de 11 h. à [...] Entrée : 5 F. Jusqu'au 23 septe[mbre].
PORCELAINES DE SEVRES XIXe siècle. — Musée nation[al de] la céramique à Sèvres (027-0[...]) Sauf mardi, de 9 h. 45 à 12 h. 13 h. 30 à 17 h. 15. Entrée : 7 [...] dimanche : 5 F (donnant dro[it à la] visite du musée, gratuite le 2[...] tembre). Jusqu'au 3 novembre.
L'ANCIEN HOTEL DE VIL[LE DE] PARIS ET LA PLACE DE GRE[VE]. Musée Carnavalet, 23, rue de S[évigné] (272-21-13). Sauf lundi et mar[di] 10 h. à 18 h. Entrée : 5 F. Ju[squ'au ...] décembre.
ETHIOPIE D'AUJOURD'HU[I ...] terre et les hommes. — Mu[sée de] l'homme, palais de Chaillot [...] 18-17). Sauf mardi, de 10 h. [...] (le jeudi, à 14 h. 30 : visite[s com]mentées ; à 15 h. 30 : project[ion de] films). Entrée : 3 F. Jusqu'au [...] tembre.

Cinéma en province

Les exclusivités

BORDEAUX. — Donald et les castors juniors : Marivaux (48-43-14) ; Exhibition : Français (52-69-47) ; Folle à tuer : Gaumont (48-13-38) ; French Connection n° 2 : Français (52-69-47) ; les Galettes de Pont-Aven : Ariel (44-31-17) ; Histoire d'O : Gaumont (48-13-38) ; le Jour du fléau : Club (52-24-17) ; Opération Lady Marlène : Femina (52-45-19) ; le Parrain n° 2 : Ariel (44-31-17) ; Pas de problème : Gaumont (48-13-38) ; le Retour du dragon : Trianon (08-47-16) ; le Vieux Fusil : Français (52-69-47).
CANNES. — Folle à tuer : Olympia (39-04-21) ; le Parrain n° 2 : Majectic (39-13-93) ; Pas de problème : Rex (39-09-95).
GRENOBLE. — Le Bagarreur : Le Paris (44-05-27) ; Exhibition : Le Paris (44-05-27) ; Folle à tuer : Royal (96-33-33) ; Histoire d'O : Gaumont (44-16-45) ; Opération Lady Marlène : Le Paris (44-05-27) ; le Parrain n° 2 : Ariel (44-22-16), Stendhal (96-34-14) ; Tommy : Stendhal (96-34-14) ; le Vieux Fusil : Eden (44-06-72).
LILLE. — Le Bagarreur : Familial (57-38-55) ; Folle à tuer : Pathé (57-32-71) ; Il faut vivre dangereusement : Pathé (57-32-71) ; Pas de problème : Ritz (55-23-87) ; Yakuza : Pathé (57-32-71) ; le Vieux Fusil : Cinéac (55-02-01).
LYON. — Le Bagarreur : Gemeau ; Donald et les castors juniors : Pathé (42-61-03), Comœdia (72-10-59) ; Exhibition : UGC-Concorde (42-15-41) ; Folle à tuer : Royal (37-31-49) ; French Connection n° 2 : UGC-Scala (42-15-41) ; les Galettes de Pont-Aven : UGC-Concorde (42-15-41) ; la Grande Casse : Ariel (35-32-90) ; UGC-Scala (42-15-41) ; Histoire d'O : Comœdia (72-10-59) ; Pathé (42-61-03) ; India Song : Les Ateliers (37-46-30) : Opération Lady Marlène : Tivoli (37-33-25) ; le Parrain n° 2 : UGC-Scala (42-15-41) ; UGC-Concorde (42-15-41) ; UGC-Zola (84-36-28) ; Pas de problème : Pathé (42-61-03) ; Comœdia (72-10-59) ; le Retour du dragon : Pathé (42-61-03) ; Tommy : Duo (37-05-55) ; le Vieux Fusil : Paramount (42-01-53) ; UGC-Concorde (42-15-41) ; Ritz (52-17-67).
MARSEILLE. — Le Bagarreur : Pathé (48-14-45) ; la Bête : Odéon (48-35-16), K-7 (48-42-79), Hollywood (37-74-93) ; Festival Vieux-Port (90-38-77) ; Donald et les Castors Juniors : K-7 (48-42-79), Hollywood (33-74-93) ; Exhibition : Odéon (48-35-16) ; Folle à tuer : Rex (33-82-57), Pathé (48-14-45), Paris (33-15-59) ; French Connection n° 2 : Odéon (48-35-16), Drive In (54-16-00), Hollywood (33-74-93) ; les Galettes de Pont-Aven : Hollywood (33-74-93) ; Histoire d'O : Rex (33-82-57), Pathé (48-14-45) ; Opération Lady Marlène : Rex (33-82-57), Pagnol (49-34-79) ; le Parrain n° 2 : Odéon (48-35-16), Majestic (33-38-38), Capitole (48-27-64), Ariel (33-11-65) ; le Retour du Dragon : Pathé (48-[...]) ; Souvenirs d'en France : [...] (33-15-59).
[...]niors : Concorde (88-39-88) ; [French] Connection n° 2 : Paramou[nt (87-]71-60) ; les Galettes de Pon[t-Aven :] Escurial (88-10-12) ; Histoi[re d'O :] Gaumont (88-39-88) ; le [Parrain] n° 2 : Forum (88-55-80), [...] (87-74-97) ; Pas de prob[lème :] Concorde (88-39-88) ; le Vie[ux Fusil :] Paramount (87-71-60).
RENNES. — Donald et les [castors] Juniors : le Zoom (50-45-[...]) ; la Grande Casse : Ariel (79-[...]) ; Histoire d'O : Royal (30-[...]) ; Opération Lady Marlène [...] (79-00-56) ; Pas de prob[lème :] Dauphin ; le Parrain n° 2 : [...] (30-25-65), le Bretagne (3[...]).
STRASBOURG. — Doc Savag[e : Ca]pitole (32-13-32) ; les Gal[ettes de] Pont-Aven : Rit's (32-46-5[...]) ; [His]toire d'O : Capitole (32[...]) ; Une Anglaise romantique [...]
TOULOUSE. — Le Bagarreu[r : ...]non (62-87-84) ; Doc Savage [...] Gaumont (21-49-58) ; Fren[ch Con]nection n° 2 : América [...]21-94) ; la Grande Casse [...] (08-07-14) ; Histoire d'O : [...] (62-87-84) ; le Parrain n° [2 : Va]riétés (22-42-71) ; Pas [de pro]blème : Gaumont (21-49-5[8]) ; [Pro]fession reporter : Gaum[ont (21-]49-58).

PUBLICIS CHAMPS-ELYSEES VO PARAMOUNT ODEON VO ARLEQUIN VF
PARAMOUNT OPERA VF PARAMOUNT MONTPARNASSE VF
PARAMOUNT MAILLOT VF PASSY VF PLAZZA VF
STUDIO PARLY 2 VF ELYSEES 2 La Celle St-Cloud VF ARTEL Rosny VF
ALPHA Argenteuil VF CARREFOUR Pantin VF DAME BLANCHE Garges VF
PUBLICIS Orly VF PARAMOUNT La Varenne VF BUXY Val d'Yerres VF

On reste éberlué, abasourdi... C'est irrésistible.
ROBERT CHAZAL - FRANCE SOIR
Le dialogue est époustouflant. Avec Woody Allen, le monde des Marx Brothers renaît.
MICHEL MOHRT - LE FIGARO
Après le phénoménal BANANAS... on rit très souvent.
FRANÇOIS CHALAIS - EUROPE 1
Woody, le héros le plus intelligent de toute l'histoire du cinéma parlant.
REMO FORLANI - R.T.L.



WOODY ALLEN DIANE KEATON
GUERRE et AMOUR
"LOVE and DEATH"
UNE PRODUCTION JACK ROLLINS - CHARLES H. JOFFE
produit par CHARLES H. JOFFE écrit et réalisé par WOODY ALLEN
Au PARAMOUNT ODÉON
tous les jours séance supplémentaire vers minuit.

MARIGNAN / BALZAC / MADELEINE GAUMONT
MONTPARNASSE 83 / QUARTIER LATIN / NATIONS
P.L.M. ST-JACQUES / MAYFAIR
LIV ULLMANN / MICHEL PICCOLI / ORNELLA MUTI
LEONOR
UN FILM DE JUAN BUNUEL
TRICYCLE ASNIÈRES / MULTI-CINÉ-PATHÉ CHAMPIGNY
CLUB MAISONS ALFORT / PARINOR AULNAY / CYRANO VERSAILLES

ÉLYSÉES-LINCOL[N]
QUINTETTE



SALLES CLASS[ÉES]
CINÉMAS d'A[RT]
et d'ESSAI
(A.F.C.A.E.)

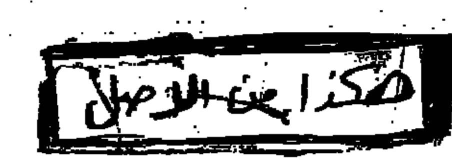
STUD. GIT-LE-CŒUR 12 Git-l[e-Cœur]
Tél. : DAN. 80-25
DE 12 HEURES A 24 HEURES
VIVA BUSTER KEATO[N]
FATTY GARÇON BOUCHER
MALEC CHAMPION DE TIR
MALEC L'INSAISISSABLE
VOISINS VOISINES
L'EPOUVANTAIL
LES FLICS

ST. BERTRAND 29, r. Gal-B[ertrand] SUF. 64
TOUTE LA VILLE EN P[ARLE]
de John FORD
LA RÈGLE DU JEU
de Jean RENOIR

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ART[S]
30, rue Saint-André-des-Arts - 326
A 14 h., 16 h., 18 h., 20 h. et [22 h.]
LE MORT VIVANT
de Bob CLARK
A 12 heures et 24 heures :
THE LAST PICTURE SH[OW]
de Peter BOGDANOVICH

STUD. ST-ANDRÉ-DES-ART[S]
30, rue Saint-André-des-Arts - 326
A 14 h., 16 h., 18 h., 20 h. et 2[2 h.]
PIERROT LE FOU
de Jean-Luc GODARD
A 12 heures et 24 heures :
CINQ PIÈCES FACILES
de Bob RAPHELSON

STUDIO LOGOS 5, rue Champolli[on]
Tél. : ODE. 26-42
LA FÊTE A WOODY AL[LEN]
MERCREDI 10 - LUNDI 15 :
PRENDS L'OSEILLE ET TIRE-[TOI]
JEUDI 11 - DIMANCHE 14 :
TOUT CE QUE VOUS A[VEZ] TOUJOURS VOULU SAVO[IR] SUR LE SEXE...
VENDREDI 12 :
TOMBE LES FILLES ET TAIS-[TOI]
SAMEDI 13 - MARDI 16 :
BANANAS



RADIO-TÉLÉVISION

VU

L'AMOUR A QUINZE ANS

L'amour à quinze ans, c'est comment ? C'est avec qui ? C'est où ? C'est quand ? Curieux, ces « Dossiers de l'écran », curieux et touchants. Sous nos yeux, Joseph Pasteur, entouré d'adolescents venus nous expliquer tout cela. Dans un studio proche, invités par Guy Darbois, des parents qu'on ne voyait pas. Embarrassés les parents, empressés et ravis. C'est bien simple, ils auraient payé pour être là, pour avoir enfin l'occasion de cuisiner ces mutants, d'en apprendre un peu plus long sur la lointaine planète des jeunes. A la maison, avec leurs propres gosses, ils n'osent pas apparemment, ils ne savent pas, ils ne veulent pas. Tandis que là, entre étrangers, à l'abri de l'anonymat, de l'intermédiaire et de l'interphone, c'est plus facile, c'est moins gênant.

Terrible de penser qu'au siècle des communications, pour communiquer justement, pour établir le fameux dialogue entre les générations, il faut appuyer sur des boutons. Et pas seulement de l'autre côté de l'écran. Combien étions-nous, mardi soir, à suivre en famille cette émission, à épier, à susciter par nos remarques ou nos ricanements les réactions d'un entourage parfaitement conforme aux échantillons choisis à notre intention par la télévision ? Chacun pouvait reconnaître les siens dans cette gentille fille à lunettes, ce romantique couvert d'acné, ce beau gars bien dans sa peau, cette grande timide rose d'émotion ou cette raisonnable petite blonde.

Tous ? Non, bien sûr. Comme un, un môme charmant, un peu poète, un peu dragueur et pas peu fier de la liberté que lui laissent ses père et mère. Normal : quand on travaille dix heures par jour, on n'a pas à rendre compte de ses nuits ou de ses week-ends. Et quand on étudie ? Autour de moi, devant moi, tout le monde était d'accord : il faut trouver un modus vivendi, une indépendance dans la dépendance. Seulement voilà, les parents ne font pas confiance. De leur temps, c'était différent, ils n'arrivent pas à s'adapter, à accepter l'évolution des mœurs et des idées. Ils sont bloqués, quoi.

Tous ? Non bien sûr ; comme par hasard, la plupart de ces filles et de ces garçons avaient d'excellents rapports avec leur famille. Mais ils savaient par des copains moins chanceux combien il est difficile d'obtenir l'autorisation de sortir. Du côté de Guy Darbois, on sentait l'excitation monter, on entrait dans le vif du sujet, on brûlait : sortir, ça veut dire quoi ? Coucher ? Pas forcément, parfois. Il y a amour et amour, l'amour physique et l'amour platonique. Parce qu'on peut faire l'amour sans amour ? Les rôles se renversaient brusquement : devant la fausse naïveté, la mauvaise foi des parents, ces grands enfants, les enfants, ces futurs parents, prenaient figure d'ancêtres chargés de toute l'expérience et de toute la sagesse du monde.

Nous, ce qu'on aurait aimé savoir, c'est si à seize ans, mettons, une fille, ont à dix-huit ans un garçon, bien que n'en éprouvant pas encore le besoin, se sente « obligé » de franchir le pas. Pour ne pas paraître anormal ou ridicule. Pour ne pas faire d'embarras. Pour obéir à des conventions aussi contraignantes au fond que celles d'autrefois. J'attendais, rien ne venait ; alors, n'y tenant plus, je me suis risquée, j'ai posé la question carrément, directement. On m'a rassurée : cette liberté qu'on exige de nous, on sait la respecter entre soi. Et on m'a surprise : les garçons comprennent, approuvent même, dans la plupart des cas, les réticences des filles. Et réciproquement. Si l'on se garde aujourd'hui, c'est pour se donner demain. En changeant de sens, la virginité aurait et perdu et retrouvé son aura. Simple témoignage évidemment. Si je me permets de le verser aux « Dossiers », c'est pour tenter de cerner d'un peu plus près ce fugitif amour qui, de quinze à soixante-quinze ans, n'a pas fini de nous dérouter.

CLAUDE SARRAUTE.

MERCREDI 10 SEPTEMBRE

— *Le débat à l'Assemblée nationale* est retransmis sur TF 1 FR 3 à partir de 15 h. 30.

— *M. Olivier Stirn*, secrétaire état aux départements et territoires d'outre-mer, est interrogé r Jacques Chancel pour « Radioscopie » sur France-Inter, à heures.

— *Le parti communiste français*, représenté par M. Guy ermier, membre du bureau potique, et par Mme Hélène Consns, député de la Haute-Vienne, pose son point de vue sur la ntrée, à la tribune libre de FR 3, 19 h. 40.

— *M. Michel d'Ornano*, minis- de l'industrie et de la recherche, répond aux questions de Guy (Antenne 2), Y. de l'Eco- (*le Figaro*) et F.-H. de leu (*le Nouvel Observateur*), propos de « La relance et dustrialisation », sur Antenne 2 21 h. 30.

— *Une interview de Mme Claus-* sera diffusée sur TF 1 au rs du journal de 20 heures.

TRIBUNES ET DÉBATS

JEUDI 11 SEPTEMBRE

— *M. Yves Guéna*, délégué général de l'U.D.R., est reçu par J.-P. Elkabbach sur France-Inter, à 13 heures.

— *M. Michel Debré*, ancien premier ministre, est l'invité de l'émission « Soixante minutes pour convaincre », sur TF 1, à 21 h. 30.

— *MM. Gerard Mansell, directeur des services outre-mer de la B.B.C., Daniel Singer, Claude Le Saché et notre directeur, Jacques Fauvet*, s'entretiennent « de chaque côté de la Manche » au sujet de la rentrée économique et sociale en France et en Angleterre sur les programmes en français de la B.B.C., à partir de 17 h. 45.

— *M. Michel d'Ornano*, ministre de l'industrie et de la recherche, est interrogé par Philippe Bouvard sur R.T.L., à 13 heures.

● *Dans une lettre adressée à M. Pierre Mauroy*, président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, M. Jacques Chirac, premier ministre, affirme que le décret d'application concernant les comités consultatifs régionaux de l'audio-visuel *« sera publié dans les prochaines semaines »*.

L'assemblée régionale Nord-Pas-de-Calais, où la gauche est majoritaire, avait lors de sa séance de juillet dernier porté de vives critiques sur l'objectivité des chaînes de radio et de télévision et avait réclamé la création de ce comité consultatif prévu par la loi du 7 août 1974.

Dans sa lettre à M. Chirac, M. Pierre Mauroy écrivait : *« A plusieurs reprises ces derniers mois, le conseil régional a évoqué des problèmes posés dans le Nord-Pas-de-Calais à la suite du démantèlement de l'O.R.T.F. et a pu souligner longuement l'importance qu'il attachait à voir les nouvelles structures et équipes mises en place contribuer à l'information, à la diffusion et à l'animation culturelle au niveau régional. »* — (Corresp.)

LES PROGRAMMES

« Le Monde » publie tous les ...redis, numéro daté du dimanche-...ndi, un supplément radio-télé...sion avec les programmes complets ...e la semaine.

MERCREDI 10 SEPTEMBRE

...AINE I : TF 1

20 h. 33, Dramatique : le Meilleur de la vie, ...près l'œuvre de P. Gascar, mise en scène ... Bouchet, avec M. Lesser, P. Maguelon, ... Thierry.

Pierre, un orphelin âgé de onze ans, est accueilli par une famille, dans le midi de la France. Mais, sans tendresse, sans affection, il apprend les injustices de la vie.

22 h., Portrait : « Super star : Jeanne Moreau », ...L. J. Audoir ; 22 h. 55, IT 1 dernière.

...AINE II (couleur) : A 2

20 h. 30, Série : Mannix ; 21 h. 25, Magazine : ...point sur l'A 2, avec M. Michel d'Ornano, mi...tre de l'industrie et de la recherche ; 22 h. 25, ...oris sur l'A 2 ; 22 h. 50, Journal de l'A 2.

...AINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30 (R.), Histoire du cinéma : « L'assassin ...ite au 21 », de H.-G. Clouzot (1942), avec P. Fres..., S. Delair, J. Tissier, P. Larquey (N.).

Dans une pension de famille de Montmartre, l'inspecteur Wens recherche un mystérieux assassin qui signe ses crimes du nom de « M. Durand ».

21 h. 50, FR 3 Actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Promenades romaines, par S. Matil ; 21 h. 30, Musique de chambre : Andante favori en fa majeur (Beethoven) ; Orchestre de chambre tchèque de Prague, direction Otokar Staslkal (J. Suk, J.-Z. Bartos, Martinu) ; 22 h. 30 (R.), Mémoires improvisés, de P. Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit, par E. Lansac et G.-M. Duprez ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5 (S.), Les bons mouvements, par A. Francis ; 20 h. 30 (S.), Beethoven au mont des Oliviers, par G. Condé : « le Roi Etienne », opus 117, « le Christ au mont des Oliviers », « Consécration de la maison, opus 124 », « Cantate sur la mort de l'empereur Joseph II », « Pour une fête », « Ah ! Perfido » ; 22 h. 30 (S.), La symphonie en France, par D. Mégevand : « Symphonie fantastique » (Berlioz), par l'Orchestre de Paris, direction Ch. Munch ; « Symphonie n° 3 » (Roussel), par l'orchestre Lamoureux, direction Ch. Munch ; 24 h. (S.), Concert pour mon chat, par J. Couturier.

JEUDI 11 SEPTEMBRE

...AINE I : TF 1

20 h. 30 (R.), Feuilleton : Salvator et les ...hicans de Paris, d'après Alexandre Dumas ; ...se en scène de B. Borderie ; avec R. Etcheverry, ... Valmy et D. Volle.

A l'avènement de Louis-Philippe, Salvator a retrouvé sa fortune et son titre. Il est amoureux de la comédienne Hortense Fréval. Mais celle-ci meurt du choléra. Salvator se consolera-t-il ?

21 h. 30, Débats : Soixante minutes pour ...vaincre, de J.-O. Chattard et F. Moreuil.

« S.O.S. natalité », avec M. Michel Debré, ancien premier ministre. Débat animé par J. Gorini.

22 h. 45, IT 1 dernière.

...AINE II (couleur) : A 2

20 h. 30, Dramatique : le Mystère Frontenac, ...près le roman de François Mauriac ; adapt. ... Verny ; réal. M. Frydland ; avec V. Silver, ... Laurent, A. Libolt.

Jean-Louis Frontenac (dix-huit ans) renonce à sa vocation de professeur pour épouser Madeleine et vivre à Bordeaux. Son frère Yves, lui, tente sa chance à Paris. Mais une complicité tacite unit tous les Frontenac. Ils sont tous attachés à la « terre ». C'est peut-être le mystère...

22 h. 10, Documentaire : Le graveur Friedlander, par A. Parinaud ; 22 h. 45, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30 (R.), Un film, un auteur : le Bel Antonio, de M. Bolognini (1960). Avec M. Mastroianni, Cl. Cardinale, P. Brasseur, R. Morelli (N.).

Un beau garçon de Catane (Sicile), que tout le monde prend pour un séducteur viril, devient la honte de sa famille lorsqu'il se révèle incapable de consommer son mariage.

22 h. 5, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Carte blanche, par L. Siou : « Ceux des profondeurs », de P. W. Grasor, avec C. Alcover, M. Bonme, J. Collerin, réal. G. Gravier ; 21 h. 30 (R.), « Eric Von Staub », de P. Dupriez ; 22 h. 30 (R.), Mémoires improvisés, de P. Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit, par E. Lansac et G.-M. Duprez ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 5 (S.), Les bons mouvements, par A. Francis ; 20 h. 30, Echanges internationaux de Radio-France, concert : « Béatrice et Benedict » (Berlioz), par l'Orchestre lyrique et les Chœurs de Radio-France, dir. A. Jouve, chef des chœurs J.-F. Monot, avec N. Denizé, soprano ; 22 h. 30 (S.), La symphonie en France, par D. Mégevand ; 24 h. (S.), C'est le bouquet, par A. Francis.

CARNET

Réceptions

— A l'occasion de la Fête nationale l'ambassadeur de la République populaire de Bulgarie a offert une réception mardi 9 septembre.

— M. Ri Mong Ho, représentant commercial, qui, en l'absence de relations diplomatiques normales, représente son pays à Paris, a offert une réception mardi soir à l'occasion du vingt-septième anniversaire de la fondation de la République populaire démocratique de Corée.

Naissances

— M. et Mme Claude Chailley sont heureux d'annoncer la naissance de leur huitième petit-enfant,

Sébastien,

troisième fils des docteurs Olivier et Brigitte Chailley,
le 24 août 1975.

— Le docteur Jean-Paul Chateau, Mme, née Florence Rouget et François,
sont heureux d'annoncer la naissance de

Marion

Paris, le 29 août 1975.
79, rue Jouffroy.

Mariages

— M. R. Blagojewitsh et Mme,
M. Léo Palacio et Mme,
sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants

Jeannine et Hervé,

La bénédiction nuptiale sera donnée le samedi 20 septembre en l'église de Raismes (Nord), à 16 heures.
12, rue Gabriel-Fauré,
59590 Raismes-Sabatier.
1, allée Soufflot,
92600 Asnières.

Décès

Général BERTRON

Mme Henri Bertron,
Mme Nicole Bertron-Micheletti,
Mme Louis Humbert,
ont la douleur de faire part de la mort du

général de corps d'armée
Henri BERTRON (C.R.)

grand officier de la Légion d'honneur leur mari, père et beau-père,
survenue subitement à l'hôpital d'Angers (Maine-et-Loire) le 8 septembre.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu le jeudi 11 septembre, à 10 heures, à Soeurdres (Maine-et-Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

[Né le 11 novembre 1900, à Soeurdres (Maine-et-Loire), le général de corps d'armée Bertron commence sa carrière militaire au Maroc. Nommé à l'état-major du 13e corps d'armée puis à celui de la 6e division d'infanterie nord-africaine en octobre 1939, il est fait prisonnier en juin 1940. Rapatrié en 1945, il est nommé à l'état-major de la 12e région militaire. En 1949, il sera chef du 4e bureau de l'état-major général des forces armées « guerre ». Après un séjour en Indochine, de 1953 à 1954, il regagne le Maroc, où il sera nommé commandant de la division de Fez. Elevé au grade de général de brigade, il est nommé, en novembre 1955, inspecteur général de l'armée de terre. Général de division en 1957, il commande ensuite, successivement, la 29e et la 12e division d'infanterie et subdivision de Tlemcen (Algérie). En mai 1959, il est nommé commandant de la 2e région militaire à Lille.

Atteignant la limite d'âge, le 10 novembre 1960, il quitte l'armée.]

— M. et Mme Pierre Caurel, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Jean Cronel et leurs enfants,
M. et Mme Tanguy de Penguern, leurs enfants et petits-enfants,
Mlle Geneviève Bardou,
M. et Mme Alain Gremaud et leurs enfants,
Leurs parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gaston BARDOU,

endormi dans la paix du Seigneur, le 8 août 1975, à l'âge de quatre-vingt-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Aix-en-Provence.

— M. et Mme Jean Lambert, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Roger Bigar,
ont la tristesse de faire part de la disparition de leur mère et grand-mère,

Mme André BIGAR,
née Germaine Wormser,

décédée le 9 juillet 1975, dans sa quatre-vingt-sixième année.

— M. et Mme Camille Cabana,
Yves, Isabelle et Cécile.
M. et Mme Pierre Cabana,
Mme Etienne Cabana,
M. et Mme Francis Vidal,
M. et Mme Camille Badie,
M. et Mme Lucien Badie,
M. et Mme Robert Guilhaudis,
ont la douleur de faire part du décès de

Patrick CABANA,
élève de l'ESSEC,

survenu accidentellement au Mexique à l'âge de vingt-trois ans.

Un service religieux aura lieu le mercredi 10 septembre 1975 à 10 heures en l'église Saint-Gervais-Saint-Protais.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale à Elne (Pyrénées-Orientales).
60, rue de l'Hôtel-de-Ville,
75004 Paris.

— Mme André Cordier,
M. et Mme Jean Poulain et leur fille,
M. et Mme Daniel Cordier et leurs enfants,
Mme Raymond Cordier, sa belle-sœur et ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. André CORDIER,

survenu le 7 septembre 1975, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Pierre-et-Paul de Rueil-Malmaison, le jeudi 11 septembre 1975, à 9 h. 30.
1 bis, avenue Méhul,
92500 Rueil-Malmaison ;
79 C, avenue Albert-Ier,
92500 Rueil-Malmaison ;
21, rue Maurice-Barrès,
94210 La Varenne-Saint-Hilaire.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Le conseil d'administration,
La direction et le personnel de la S.A. des Ets Jouvenel et Cordier,
ont le regret de faire part du décès de

M. André CORDIER,

co-fondateur de la société anonyme des Ets Jouvenel et Cordier,
survenu le 7 septembre 1975 dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Pierre-et-Paul de Rueil-Malmaison, le jeudi 11 septembre 1975, à 9 h. 30.
32, avenue Albert-Ier,
92500 Rueil-Malmaison.

— Alba, Rabat, Nancy.
Mme Georges Darne, ses enfants et petits-enfants, parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges DARNE,

survenu le 2 septembre 1975, à l'âge de soixante-dix ans.

Les obsèques ont eu lieu à Alba (Ardèche), le 4 septembre 1975.

— France, Maroc.
L'Association des jeunes bâtisseurs a la tristesse de faire part à tous ses compagnons de France et du Maroc de la mort de son président-fondateur,

M. Georges DARNE,
directeur d'école honoraire,
officier des Palmes académiques,
médaille d'argent
de la jeunesse et des sports.

— Bourg, Saint-Forgeux.
— Mme Georges Dupoizat,
M. et Mme Michel Dupoizat et leur fille,
Le docteur et Mme Bruno Dupoizat et leurs enfants,
M. Jean-Louis Dupoizat,
Mlle Chantal Dupoizat,
Le docteur et Mme Jacques Voarick et leur fils,
Et toute la famille,
ont la très grande douleur de faire part du décès de

M. Georges DUPOIZAT,
préfet honoraire,
colonel honoraire,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre avec palmes,
médaille de la Résistance,
commandeur des Palmes académiques,
commandeur du Mérite agricole,

survenu, à Bourg-en-Bresse, le 8 septembre 1975.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 10 septembre, à 10 heures, en l'église Notre-Dame, à Bourg-en-Bresse.

L'inhumation aura lieu à Saint-Forgeux (Rhône) dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.
9, rue du Docteur-Roux,
01000 Bourg-en-Bresse.

[La biographie de M. Dupoizat a paru dans « le Monde » du 10 septembre.]

— On nous prie d'annoncer le décès accidentel en montagne de

Jean-Noël HEMMER,

le 13 juillet 1975 dans sa trentième année.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité le 16 juillet 1975.

Une célébration religieuse aura lieu en l'église de Vélizy (78), le 13 septembre 1975 à 11 heures.

De la part de ses parents,
M. et Mme André Hemmer,
de ses frères et sœurs,
Geneviève et Daniel Labourdette, Odile et Jean Gramola, Annick Hemmer, Françoise et Bernard Foucher, Marie-Thérèse et Jacques Foucher, Yvonne et Jean Travaillé, Bernadette et Jean-Pierre Santiano, Colette et Michel Schneider,
Et tous leurs enfants.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Mme LALOUM,
née Wassiliki Fliscounakis,

décédée à Paris le 7 septembre 1975, à l'âge de soixante-neuf ans.

De la part de M. Jean Delmousee, son fils,
De Mme Vve Bonnet, sa sœur.

— L'inhumation de

Jean-Hugues NELKENE
(fils de Richard Nelkène),

jeune cinéaste, décédé accidentellement, le 6 septembre 1975, à Paris, né le 29 novembre 1948, à Lyon, aura lieu dans la plus grande simplicité, le vendredi 12 septembre 1975, à 11 heures, au cimetière israélite de Bagneux, porte principale du cimetière parisien de Bagneux.

Ni fleurs ni condoléances.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. PHAM QUAN HINH,

survenu le mardi 9 septembre 1975 au Pecq (Yvelines).

L'inhumation aura lieu le jeudi 11 septembre 1975 à 16 heures, au cimetière du Pecq où l'on se réunira.

De la part de
Mme Pham Quan Hinh, son épouse,
M. et Mme Phan Quan Hien, ses enfants et de ses petits-enfants,
13, avenue Charles-de-Gaulle,
78-Le Pecq.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Aron SAPIRO,

survenu le 6 septembre 1975, à l'âge de soixante-dix ans, en son domicile, 91, rue de la Santé, Paris-13e, et d'assister aux convoi, service et inhumation qui se feront le vendredi 12 septembre.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 14 h. 15.

De la part
Des familles Elman, Melamed, Prawerman et Zaludkowski, ses parents et alliés.
Ni fleurs ni couronnes.
L'inhumation aura lieu dans la sépulture de famille.

Remerciements

— Mme Robert Darmaillacq et ses ses filles, Florence et Marie-Sophie,
Mme George Darmaillacq, parents et alliés,
profondément touchés des marques de sympathie qui leur ont été adressées lors du décès du professeur

Robert DARMAILLACQ,

remercient très sincèrement toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil.

Visites et conférences

JEUDI 11 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 15 h., 23, boulevard des Capucines : « Meubles, tableaux et objets d'art du dix-huitième siècle au musée Cognacq-Jay » (Mme Garnier-Ahlberg) ; 17 h., entrée, musée de l'Orangerie : « Exposition Hommage à Corot » (Mme Saint-Girons).

15 h., 78, rue Saint-Martin : « Les églises de Paris : Saint-Merri et Saint-Leu-Saint-Gilles » (Paris et son histoire).

SCHWEPPES Bitter Lemon.
L'agrément raffiné de vos vacances.

les gamelans de bali les biwas japonais les écoles de samba au brésil la harpe celtique les percussions d'afrique l'envoûtement de la flûte indienne l'ud irakien les trompes tibetaines

plus de 3000 disques du folklore mondial vous attendent chez

pan le disquaire de St-Germain-des-Prés

11, RUE JACOB 75006 PARIS - TÉL. 326.18.25

découvrez également à notre premier étage tout le GOTHA DE LA HAUTE FIDÉLITÉ, à des prix pas plus chers qu'ailleurs.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

Corsica nostra

(Suite de la première page.)

Mieux informé, il saurait que les Corses, présents ou non derrière le drapeau de l'autonomie, réclament le droit d'être Français à part entière sans cesser d'être Corses.

Officiellement, bien sûr, citoyens Français ils le sont, les lois de la République s'appliquant à Bastia comme à Lille, mais l'insularité est un coefficient complexe que les législateurs n'ont jamais su évaluer correctement.

Il faut reconnaître que cet élément subtil, qui repose sur une situation géographique particulière, sur une histoire tourmentée, sur des modes de vie longtemps inconfortables, sur des mœurs dont l'austérité résiste à la pression du siècle, est difficile à définir. D'autant plus que le romanesque du mythe « qui explique tout » pare de voiles flous une réalité innée et pudique.

Contrainte par sa faiblesse à s'agréger à un ensemble, à une nation, *« on dirait que la Corse regarde toute espèce de protection comme une chaîne »*. C'est déjà ce que constatait en 1801 le capitaine Lavallée dans son *Voyage dans les départements de la France*. Il semble bien que le Français d'aujourd'hui apparaisse parfois aux yeux de certains Corses comme le Romain d'hier.

Les « protecteurs » de la Corse ont toujours cru *« les Corses bons pour leurs lois »* et n'ont jamais pensé qu' *« il fallait que les lois fussent bonnes pour les Corses »*.

Or les Corses, qui ne connurent que de brefs moments d'indépendance, ont, au cours de leur histoire, fait l'expérience de toutes les législations, le plus souvent basées sur le mercantilisme. Les Phéniciens, les Phocéens, les Carthaginois, les Romains, les Pisans, les Génois (qui les firent administrer par une société privée puis par une banque) ont précédé les Français.

Entre temps, ils avaient fait aussi l'expérience de toutes les convoitises : les pillards sarrasins, les aventuriers aragonais, les voleurs barbaresques ne manquèrent pas de leur faire des visites intéressées. Tout cela a rendu les Corses ataviquement méfiants vis-à-vis de tout pouvoir importé, leur a donné des réflexes nationalistes là où il n'y avait pas de nation, les conduits à cette insularité que rien n'entame face à l'étranger (celui qui n'est pas Corse) même si les divisions internes, les luttes de clans se sont perpétuées. Voilà qui explique peut-être qu'aujourd'hui la majorité des Corses, tout en désapprouvant les méthodes de l'ARC, sont prêts, après avoir apprécié ses revendications, à soutenir les hommes sans adhérer à toutes leurs idées.

Car l'insularité fait de la Corse une famille de deux cent mille personnes vivant sur la même terre. Or, la notion de parenté est, en Corse, plus forte que celle de justice. A l'occasion d'un banal accident de la circulation on témoignera toujours en faveur d'un cousin, même si l'on sait pertinemment qu'il a tort. Comme l'on verra un fils voter pour le candidat de son père même si ses choix politiques sont différents. La Corse est ainsi un énorme hérisson qui se met en état de défense dès qu'on l'effleure. Comme il existe, paraît-il, une raison d'État, il existe une raison insulaire qui prime les autres. On pourrait taxer cette attitude de déraisonnable si l'expérience n'avait enseigné aux Corses qu'il vaut mieux faire l'union pour défendre un coupable que de courir le risque d'abandonner un innocent à un sort injuste. Ainsi le docteur Edmond Simeoni, coupable ou non, ne court pas le risque de voir un seul habitant de l'île le désavouer publiquement, même si l'on regrette unanimement que des gendarmes aient été tués à Aléria.

Ce jour-là, au demeurant, un autre aspect du tempérament insulaire s'est révélé : le Corse est un homme de parole. Quand il promet ou qu'il menace, il convient d'en tenir compte, que ce soit dans les petits ou dans les grands événements de la vie. Un quidam qui avait eu l'idée de courtiser la femme d'un tenancier de bar s'entendit dire par le mari, qui l'avait vigoureusement reconduit sur le trottoir : *« Si tu reviens, je e ue. »* Façon de parlr, sima *je te tue.* » Façon de parler, estima l'autre. Et quelques jours plus tard il revint. Ses funérailles furent sans éclat. Il ne vint à l'idée de personne, parmi les témoins, de désapprouver le tenancier, pas plus que les juges, qui le condamnèrent en tenant compte des « circonstances ». Une part de justice appartient à l'individu, l'autre à la collectivité. Serait déshonoré celui qui esquiverait la première, la seconde n'étant que conséquence accessoire et sociale, sans influence sur une réputation.

Erreur de psychologie

C'est pourquoi, à Aléria, quand ils se virent cernés par les blindés, les gens de l'ARC dirent entre eux : *« Ils nous prennent pour qui ? Si l'assaut est donné, on tire ! »* On sait la suite. Les courageux gendarmes sont tombés, victimes d'une erreur de psychologie commise à Paris dans le bureau d'un ministre.

Et puis il y a ce goût des armes que la plupart des Corses ont en naissant. Le Corse aime le fusil comme le Marseillais la pétanque et le Breton le biniou. Pour chasser, se défendre, se faire justice et manifester sa joie un soir d'élections, le fusil est le meilleur auxiliaire. C'est dangereux et pour les âmes sensibles, l'homme armé, s'il n'est ni soldat ni policier, est à éviter car on lui suppose l'instinct meurtrier et la nature sanguinaire. Pourtant, hormis quelques maniaques du coup de feu qui trouvèrent autrefois à exercer leur talent dans les bataillons de choc des armées coloniales et qui, aujourd'hui, privés de cibles légales sont prêts à presser la détente futilement, les Corses ne manquent pas de sang-froid et répugnent à tirer au hasard.

Les mousqueteries électorales — c'est miracle parfois qu'il n'y ait pas d'accident — sont admises en Corse alors qu'elles feraient scandale en Lozère. Néanmoins, certains insulaires ne manquent pas de critiquer cette propension à jouer du fusil.

Commentant l'assassinat d'un villageois, en septembre 1973, à Valle-d'Orezza, par le maire adjoint, « pour une histoire d'eau », Aimé Piétri écrivait dans un éditorial de la revue *Kyrn* : *« Qu'est-ce qui pousse ces citoyens au-dessus de tout soupçon à manier l'automatique comme des professionnels ? L'atavisme ? Mais y a-t-il vraiment une tradition de la gâchette ? En réalité, ce gaspillage d'énergie, alors que le pays en a si grand besoin pour se hisser au niveau du siècle, est un crime moins pardonnable, pour plusieurs raisons, qu'un fait de sang. Deux siècles de pistolétades ont englué la Corse dans un folklore imbécile dont elle a aujourd'hui tant de mal à sortir. »* Jugement vigoureux d'un Corse réaliste qui sait le danger des balles perdues.

S'il faut compter avec l'orgueil, le goût rustique de l'honneur et le pistolet qui permet d'affirmer le premier et de défendre le second, il serait futile de penser que le Corse n'a que des soucis de ce genre. S'il a une inquiétude atavique et réelle, c'est bien celle, à chaque génération, de son avenir.

La jeunesse corse, se défiant des expédients dont se contentèrent ses aînés, veut obtenir aujourd'hui des chances loyales, tant dans l'arène politique, aux jeux trop longtemps truqués, que dans les domaines économique et culturel, afin que l'on cesse, tout en tolérant des « particularismes » de surface, de nier la personnalité d'une province entourée d'eau, qui ne sera jamais à l'aise dans un vêtement taillé pour d'autres.

MAURICE DENUZIÈRE.

Prochain article :

LA FIN DES CLANS

LE COMITÉ ANTIRÉPRESSION LANCE UN « ULTIMATUM » AU GOUVERNEMENT

Le comité antirépression de la Corse, regroupant les mouvements socio-professionnels, plusieurs partis politiques et les organisations autonomistes de l'île, a annoncé, le mardi 9 septembre dans un communiqué, qu'il avait *« lancé un ultimatum au gouvernement français »*, ultimatum qui expirait le vendredi 12 septembre à 18 heures.

Le comité antirépression, qui avait organisé la grève générale du lundi 1er septembre, ajoute qu'il exige *« la libération immédiate de tous les patriotes emprisonnés, l'arrêt de toutes les poursuites, le retrait immédiat de toutes les forces d'occupation y compris la légion étrangère »*.

Le comité antirépression précise, en outre, qu'il *« appelle d'ores et déjà l'ensemble des comités de soutien aux patriotes emprisonnés et le peuple corse à se mobiliser en vue d'une marche sur Ajaccio le dimanche 14 septembre »*.

● *Incidents entre chasseurs et légionnaires.* — Plusieurs incidents se sont produits au cours de la fin de la semaine et le lundi 8 septembre, en Corse, entre des chasseurs et des éléments de la légion étrangère qui gardaient les réémetteurs de radio-télévision ou des balises-radio. Même scénario à chaque fois : les chasseurs se sont approchés des installations gardées par des légionnaires sur des chemins interdits au public. Les légionnaires ont alors tiré des coups de semonce. Aucun blessé n'a été signalé.

Paris

L'AIDE AUX PERSONNES AGÉES

La majorité propose 1200 francs par [...]

La nouvelle allocation que la Ville de Paris versera aux personnes de plus de soixante-cinq ans provoquera, le lundi 15 septembre, lors de la session extraordinaire du Conseil de Paris, d'âpres débats entre la majorité et l'opposition. A l'origine de cette controverse, la décision, prise en juin, au nom du gouvernement, par M. Michel Poniatowski, ministre d'État, ministre de l'intérieur, de remettre en cause le projet d'aide jugé par lui insuffisamment étudié dans ses aspects juridiques et financiers.

Le 20 juin, le Conseil de Paris décidait, sur proposition de la majorité présidentielle, de garantir, à compter du 1er octobre, à tous les habitants de Paris âgés de plus de soixante-cinq ans un minimum de ressources mensuelles égal au SMIC en vigueur au 1er mars 1975, soit 1 200 F. Le 27 juin, sur proposition de la majorité, la référence au SMIC était supprimée.

Entre ces deux dates, le gouvernement avait fait pression sur le Conseil de Paris pour supprimer une référence (le SMIC) dont la majoration, en fait, n'a à être fixée que par le gouvernement. Le [...] ju[...] intervenait la décision de [...] M[...] Poniatowski.

Ce que veut, en fait, le go[...]nement, c'est une nouvelle va[...]tion des crédits afin d'atte[...] puisque la Ville le propose, [...] fameux 1 200 F ; mais sans les [...] apparaître trop clairement, afi[...] ne pas mettre en porte à fau[...] municipalités de province ou de [...]lieue qui ne peuvent consenti[...] tel effort.

Le plafond d'intervention de [...]cation versée par la Ville de [...] était fixé à 745 F. Ainsi par exe[...] une personne disposant de 800 [...] mois et payant 200 F de loy[...] possèda plus, pour vivre, que [...] Pour atteindre ces 745 F, la [...] verse à cette personne 145 F, [...] somme représente, en fai[...] moyenne des sommes versée[...] bénéficiaires de l'allocation V[...] Paris.

La décision prise les 20 et [...] par l'Assemblée parisienne cas[...] tel système, puisqu'elle acc[...] une somme globale (1 200 [...] en supprimant tout autre ava[...] Le loyer demeurait donc entiè[...] à la charge des personnes âg[...]

Cette délibération étant rem[...] cause, la majorité fera une proposition. Elle gardera le s[...] en vigueur mais portera l'allo[...] « complémentaire et facultative [...] de Paris de 745 F à 950 F, [...] moyenne des sommes versées [...] paiement des loyers passer[...] 145 F à 250 F. Ainsi la som[...] 1 200 F, sans apparaître à [...] moment, serait alors attei[...] 950 F + 250 F.

Un tel mécanisme permettr[...] majorité des personnes âgées [...] capitale de toucher 1 200 F pa[...] Mais certaines, puisque 250 [...] une moyenne, toucheront une [...] inférieure ou supérieure. M. François Collet (conseiller [...] majorité) *« cet effort s'inscri[...] la politique que la Ville a [...] consentie en faveur des per[...] âgées, depuis des années »*.

Comment financer une telle [...]ration ? Un crédit de 11 900 [...] a été voté le 23 juin pour [...]vrir les dépenses occasi[...] par cette initiative jusqu'à [...] de l'année 1975. Un créd[...] 86 millions de francs sera [...] au budget de la Ville pou[...] Mais ces sommes seront-ell[...] fisantes ? C'est ici que la [...] et l'opposition s'affronteront [...] savoir le nombre exact de Pa[...] susceptibles de bénéficier de [...] allocation. Selon la couleur [...]tique des conseillers de P[...] varie de vingt mille à soixante [...]

JEAN PERR[...]

A PROPOS DE...

UN SONDAGE SUR LA CLIENTÈLE D'AIR INTER

Profession : homme d'affaires

Qui sont les passagers d'Air Inter, pourquoi voyagent-ils et selon quelle fréquence ? Un sondage, réalisé par la compagnie aérienne entre avril 1974 et mars 1975, sur vingt mille personnes, vient de donner les réponses.

C'était l'évidence : 79,4 % prennent les lignes intérieures pour des motifs professionnels notamment : rendez-vous avec des clients ou des fournisseurs (30,5 %), déplacement au siège social ou dans un établissement de l'entreprise (29,8 %), déplacement à un séminaire, à un congrès ou à un salon (12,4 %).

Le sondage montre que la quasi-totalité des passagers (93,7 %) sont des actifs, dont 65,2 % de cadres de l'industrie et du commerce. Parmi ceux qui travaillent dans des entreprises, 22 % appartiennent à des sociétés comprenant de 1 000 à 5 000 salariés, 18,6 % à des sociétés de 10 à 99 salariés et 17,1 % à des sociétés de plus de 10 000 salariés.

Les passagers — même s'ils ne peuvent dépenser leur argent sur les lignes de la compagnie, où on sait que le régime sec est de rigueur — ont un revenu mensuel élevé : de 4 000 F à 6 000 F : 21,9 % ; de 6 000 F à 8 000 F : 21 % ; entre 8 000 F et 10 000 F : 15,3 %.

Seulement 9 % de l'échantillon interrogé empruntaient ces lignes pour la première fois, alors que 36,3 % font entre quatre et dix aller et retour par an. Ajoutons que 46,2 % des passagers se déplacent sur deux ou trois lignes et 23,5 % sur une seule et même ligne. Enfin, 20,6 % voyagent pour des motifs personnels (vacances : 8,9 % ; week-end : 6 %).

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 1 248

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								■	■
II						■			
III									
IV			■			■			
V			■						
VI	■	■		■					
VII						■		■	
VIII									■
IX				■					
X					■		■		
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Atteinte à la constitution. — II. Le mot de la fin ; Preuve d'une mauvaise humeur manifeste. — III. Sans cesse tourmentée par de pressants besoins. — IV. Fin de participe ; Abréviation ; Nourrit bien des chimères (inversé). — V. Préposition ; Métal. — VI. Pièce d'un jeu de construction. — VII. Nettement parti. — VIII. On n'a pas intérêt à lui passer la main sur le dos. — IX. Temps variable ; Que c'est bon ! — X. Ceux qui s'en évadent finissent toujours par y revenir ; Connut le pire en trouvant le pis. — XI. Recrue inutile pour ceux qui manquent d'assiettes.

VERTICALEMENT

1. Une personne bien conservée ; Volume intéressant à avoir au coin du feu. — 2. Se déchirent parfois avec... peine ; Salubres. — 3. Article ; Fument en arrivant à table. — 4. A raison de bien des troubles de la circulation ; Localité de Chaldée ; Parcouru. — 5. Quelque chose de piquant. — 6. Possessif ; Élément d'un jeu. — 7. Action purificatrice. — 8. Finissent par venir à bout ; Ordre d'apparition. — 9. *Distancées* ; Dut être fort embarrassé par le diplodocus !

Solution du problème n° 1 247

Horizontalement

I. Pygmalion. — II. Mauve (plante). — III. Brème ; Lac. — IV. Eure ; Celé. — V. Rareté ; Es. — VI. Esule. — VII. EO ; Essai. — VIII. Pègre ; Ut. — IX. Paria ; Ite. — X. Ai ; Tissu. — XI. Relations.

Verticalement

1. Puberté ; Par. — 2. Rua ; Opale. — 3. Guerre ; Er. — 4. Mées ; Gita. — 5. Ame (voir ce mot) ; Tuerait. — 6. La ; Celse ; Si. — 7. Iule ; Es ; Iso. — 8. Ovale ; Autun. — 9. Nécessité.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 10 septembre 1975 :

DES DECRETS

● Portant dissolution du conseil municipal de Port-sur-Saône (Haute-Saône) ;

● Complétant l'article R. 38 du code pénal (2e partie : règlements d'administration publique et décrets en Conseil d'État).

DES LISTES

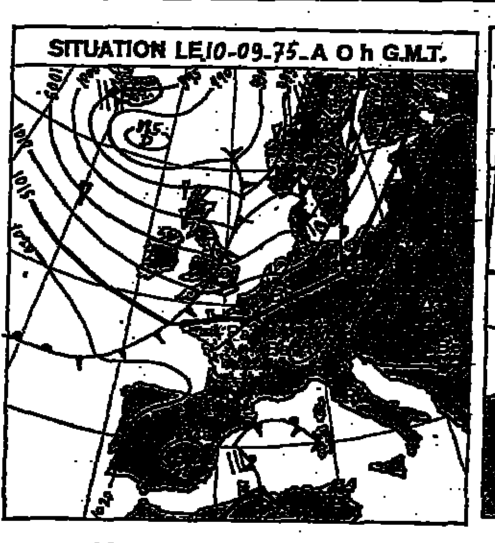
● D'admission au cycle préparatoire aux concours internes d'entrée à l'école nationale d'administration ;

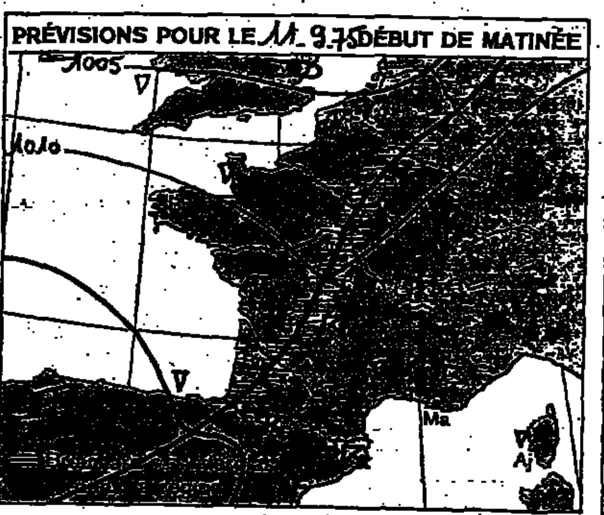
● Des élèves de l'école supérieure d'électricité ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1975.

Avis de concours

● *A l'Assistance publique de Paris*, deux concours pour l'admission à l'emploi de cinquante secrétaires médicaux et sociaux et de treize préparateurs en pharmacie auront lieu les 21 et 22 octobre. Inscriptions à la direction du personnel, 4, rue Saint-Martin, 75100 Paris R.P.

MÉTÉOROLOGIE





Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)

Zone de pluie ou neige — averses — orages — Sens de la marche des fronts

Front chaud — Front froid — Front occlus

Évolution probable du temps en France entre le mercredi 10 septembre à 0 heure et le jeudi 11 septembre à 24 heures :

Dirigé par les basses pressions d'Islande et de la mer de Norvège, l'air océanique achèvera d'envahir notre pays. Il atteindra jeudi soir le sud-est de la France, où le front froid sera précédé d'une évolution orageuse dans des masses d'air humide et instable venant de la Méditerranée.

Jeudi 11 septembre, sur l'ensemble du pays, le temps sera nuageux, passagèrement couvert avec des pluies ou des averses, et les températures seront en baisse.

Sur les Cévennes, le sud des Alpes et le Midi méditerranéen, des orages donneront parfois des précipitations abondantes, en particulier sur les versants sud des massifs. Une amélioration se développera toutefois, en fin de journée, sur le golfe du Lion, où le mistral et la tramontane s'établiront. Des pluies assez durables pourront s'intensifier le soir sur l'Est et le Nord-Est. Ailleurs, le ciel deviendra variable avec alternance d'éclaircies et d'averses, tandis que les vents, de secteur ouest, se renforceront. De fortes rafales sont à craindre sur les côtes de l'Atlantique et de la Manche.

Mercredi 10 septembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 014,7 millibars, soit 761 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 9 au 10) : Ajaccio, 25 et 18 degrés ; Biarritz, 23 et 16 ; Bordeaux, 27 et 13 ; Brest, 18 et 14 ; Caen, 21 et 13 ; Cherbourg, 18 et 14 ; Clermont-Ferrand, 24 et 12 ; Dijon, 22 et 11 ; Grenoble, 25 et 13 ; Lille, 23 et 14 ; Lyon, 25 et 13 ; Marseille, 27 et 17 ; Nancy, 23 et 11 ; Nantes, 24 et 15 ; Nice, 25 et 19 ; Paris-Le Bourget, 25 et 16 ; Pau, 26 et 13 ; Perpignan, 24 et 16 ; Rennes, 23 et 14 ; Strasbourg, 23 et 12 ; Tours, 25 et 13 ; Toulouse, 27 et 15 ; Pointe-à-Pitre, 29 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 23 et 15 degrés ; Athènes, 30 et 22 ; Bonn, 25 et 16 ; Bruxelles, 23 et 13 ; Le Caire, 34 et 23 ; Iles Canaries, 26 et 21 ; Copenhague, 20 et 15 ; Genève, 24 et 11 ; Lisbonne, 25 et 15 ; Londres, 20 et 14 ; Madrid, 25 et 11 ; Moscou, 8 et 6 ; New-York, 20 et 13 ; Palma-de-Majorque, 24 et 18 ; Rome, 27 et 17 ; Stockholm, 19 et 15.

P. T. T.

● *Tournus (Saône-et-Loire) à l'automatique.* — Les abonnés au téléphone de la région parisienne peuvent obtenir leurs correspondants de Tournus (Saône-et-Loire) par voie entièrement automatique en composant le 16, puis, après audition de la deuxième tonalité, l'indicatif interurbain 85, suivi des six chiffres du numéro demandé.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4 207 - 23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTÉ (sauf Algérie)			
90 F	160 F	232 F	300 [...]
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE			
144 F	273 F	402 F	530 F
ÉTRANGER par messageries — I - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE			
115 F	210 F	307 F	400 [...]
II. - TUNISIE			
125 F	231 F	337 F	440 [...]

Par voie aérienne tarif sur demande

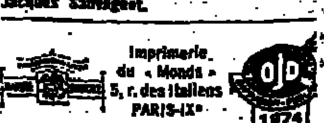
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

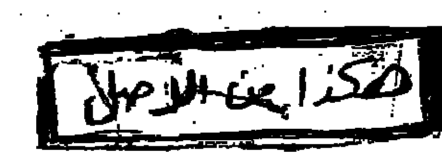
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publicat[ion]
Jacques Sauvageot.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

ANNONCES CLASSEES



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

SERI
RENAULT ENGINEERING

pour faire face à son expansion régionale complète ses activités "bâtiment" implantées à Lyon en décentralisant son département **"Mécanique et Transformation des Métaux"** et crée à la direction régionale Sud-Est de Lyon (8e), le poste de

ingénieur responsable du service achats et marchés

Sous l'autorité du Directeur Régional, en liaison avec le siège, il :
— participe à la définition de la politique d'achats ;
— applique les procédures de consultations et d'achats ;
— participe aux négociations et les anime ;
— suit en permanence le marché des fournisseurs et des entreprises, en informe les services techniques et commerciaux.

Ingénieur de formation, il a nécessairement une expérience de la vente, de la production, ou mieux des achats de biens d'équipements des industries mécaniques.

Il est souhaitable qu'il ait l'expérience de l'exportation, la pratique d'une langue : anglais ou allemand.
Gestionnaire avisé, c'est un organisateur compétent et un négociateur affirmé.
Écrire à Mme G. DILL, ss réf. 310 LM.



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

Importante Société de constructions de biens d'équipement (chaudronnerie, charpentes, appareils de levage et de manutention)

Groupe de premier plan
recherche
INGÉNIEUR DIPLOMÉ
A.M. ou ASSIMILÉ

pour assurer responsabilités dans un bureau d'études de matériels chaudronnés et mécano-soudés, pour la sidérurgie.

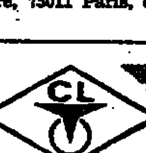
Ce poste conviendrait à candidat de 35 ans minimum ayant une bonne pratique en calculs de résistance de matériaux et une bonne connaissance des règlements cahiers des charges sidérurgie.

Expérience en organisation, gestion et connaissance langue (anglais ou allemand) appréciées.

Poste d'avenir pour candidat valable.

Résidence Grande Ville du Nord.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. et prétentions à N° 1.138 PUBLICITÉS RÉUNIES, 12, boulev. Voltaire, 75011 Paris, qui transmettra.



CREUSOT-LOIRE
USINE DE SAINT-CHAMOND
recherche
INGENIEUR formation A.M. responsable production

Pour prendre en charge une nouvelle fabrication.

Expérience quelques années fabrication petite mécanique nécessaire.

Connaissance approfondie de la langue allemande écrite et parlée indispensable.

Ecrire avec C.V. à M. DURAND Affaires Sociales - CREUSOT LOIRE - B.P. 97 - 42403 SAINT CHAMOND.

C&C

Nous sommes, sur le plan européen, l'un des tout premiers producteurs de semences et graines potagères destinées aux utilisateurs professionnels (conserveries notamment). Notre implantation sur le marché français nous conduit à créer une **filiale**, dont nous cherchons le

directeur

De formation agricole, âgé de 30 ans min., sa responsabilité porte sur la gestion de la filiale (implantée dans le Nord) avec une bonne part de commercial (vente et encadrement de technico-commerciaux, marketing, stratégie...) mais aussi des responsabilités en production. **Le poste, qui implique des contacts à tous niveaux, est vivant et offre des perspectives d'avenir intéressantes.**
La connaissance de l'Anglais ou du Néerlandais est appréciée.
Écrire à P. VERDURE sous réf. 114 M.

ALEXANDRE TIC S.A.
2, RUE G.-DE-CHÂTILLON - 59000 LILLE
PARIS - LYON - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

Important Groupe d'Assurances

RÉGION OUEST-FRANCE
recherche

POUR LE STAFF DE SA SOCIETE VIE

UN JEUNE CADRE HEC - ESSEC - ESCP

- *Au sein d'une équipe jeune, il sera chargé de la planification, de la conception des tableaux de bord, des prévisions financières, budgétaires, comptables.*

  Ce poste implique dynamisme, capacités de contact et réalisme.
- *La formation complémentaire en Assurance sera dispensée par les Sociétés du Groupe.*
- *Une évolution vers des responsabilités plus grandes est envisagée à l'intérieur du Groupe.*

Référ. 101.

Pour les Départements ASSURANCES DE SA SOCIETE ACCIDENTS

JEUNES DIPLOMÉS
ECOLES SUPERIEURES DE COMMERCE OU FORMATION EQUIVALENTE EN UNIVERSITE

- *Nous leur proposons une formation approfondie en Assurance*
- *Nous attendons d'eux qu'ils deviennent des Cadres responsables :*
  — de la gestion de leur personnel ;
  — de l'organisation ;
  — des coûts de leur secteur.
- *De réelles et diverses possibilités d'ouverture dans le Groupe sont offertes à ceux qui désirent réussir.*

Référ. 102.

POUR LA DIVISION GESTION PERSONNEL DU GROUPE

UN ou UNE PSYCHOLOGUE
MAITRISE DE PSYCHOLOGIE OU EQUIVALENT

- *Une expérience de 1 à 2 ans serait appréciée.*
- *D'abord chargé du recrutement des employés et techniciens, on lui confiera ensuite celui des cadres. L'animation de stages de communication ainsi que des études ponctuelles sur l'Organisation, la Gestion des ressources humaines lui seront aussi confiées progressivement.*
- *Nous lui assurerons son intégration dans l'Entreprise. Il (elle) recevra une formation propre aux Assurances et pourra bénéficier d'un perfectionnement en Psychologie du Travail.*

Référ. 103.

Adresser curriculum vitae et prétentions en rappelant la référence du poste choisi à n° 2.859 COFAP *40, rue de Chabrol 75010 Paris q. tr.*

LEROY à LISIEUX
recherche
ASSISTANT EXPORTATION
ALLEMAND COURANT

Ce poste consiste à assurer les relations commerciales par courrier et téléphone avec des clients allemands et pays voisins.
Possibilités de promotion dans un poste opérationnel nécessitant, plus tard, des déplacements fréquents.
Formation : Ecoles commerciales, IUT ou expérience similaire.

5 × 8. Restaurant d'entreprise.
Prime de fin d'année - Mutuelle.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo et prétentions à B.P. 203 - 14102 LISIEUX.

IMPORTANTE SOCIETE INTERNATIONALE recherche pour sa division agricole

INGÉNIEUR AGRONOME
— spécialisé entomologie et phytopathologie ;
— quelques années d'expérience ;
— connaissance anglais souhaitable.
Pour poste Adjoint Chef Service Expérimentation Lyon

Ecrire avec C.V. sous N° 121 à EREC, BRITANNIA, 20, bd E.-Deruelle, 69432 LYON Cedex 02.

RECHERCHONS
INGÉNIEUR PHYSIQUE CHIMIE MÉTALLURGISTE
pour poste contrôle de qualité.
Activité métallurgie des poudres,
usine située près de TOURS (Indre-et-Loire).
GROUPE INTERNATIONAL.
Possibilités contacts et évolution.
Anglais indispensable.

Env. C.V. et prétent. s/réf. 7.767, P. LICHAU S.A., 10, r. Louvois, 75063 PARIS CEDEX 02, qui transm.

TOULOUSE
Notre Société commercialise des PRODUITS INDUSTRIELS DE GRANDE CONSOMMATION pour développer son service formation elle recherche un

ASSISTANT DE FORMATION
— Il participera à la conception, à l'élaboration et à la réalisation des différents programmes de FORMATION TECHNIQUE et COMMERCIALE
Ce sera « UN FORMATEUR » ayant des aptitudes commerciales ou
UN TECHNICO-COMMERCIAL ayant le sens pédagogique.
— Une expérience de quelques années est nécessaire.
— Une connaissance des professions du bâtiment serait appréciée.

AGE MINIMUM 25 ANS

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à n° 20619 CONTESSE Publicité — 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

ALSTHOM
Division NEYRPIC - Grenoble
recherche
INGÉNIEUR DÉBUTANT
Diplômé Grande École
Pour son service Projets Turbines Hydrauliques

Anglais obligatoire, autre langue souhaitée.
Déplacements courte durée métropole et étranger à prévoir. Disponibilité immédiate.

Adr. curric. vitae détaillé à Service du Personnel, B.P. 75 CEDEX GRENOBLE.

REGION NANTAISE
Importante Société rech. son
CHEF DU SERVICE EXPORTATION
exp. de direction des ventes si possible dans le domaine des biens d'équipement.
Age minimum 30 ans.
Anglais, allemand courant.
Sal. import. Appt + volt. fonct.
Adres. C.V. + photo et prétent. à EFLIER recrutement, 32, aven. Kléber, PARIS (16e).

Edition presse public. recherche H. ou F. 30 ans minim., résid. Paris ou province. Très forte personnalité pour relations publiques avec maires, C.G., députés, sénateurs. Frais fixes import. + commiss. + intéress. Expér. branche souhait. Tél. 781-92-29.

SOCIETE LI. ATAL
58, rue de Manoise, 02000 LAON
recherche pour service inform. équipé d'un ordinat. I.B.M. 3/10 à disques (évolution 3/15)
UN PROGRAMMEUR GAP 2 confirmé. La connaissance de BOMP serait un atout supplém.
Logement possible.
Envoyer C.V. détaillé et prétent. au chef service informat. ou tél. (23) 23-29-54 pr rend.-vs immédi.

ROSET
Meuble Contemporain
recherche pour région
SUD-EST
PROVENCE
MEDITERRANEE
LANGUEDOC-ROUSSILLON
DELEGUE COMMERCIAL
possédant haute expérience représentation biens de consommation
— Apte à déplacements très fréquents pour entretenir et créer points de vente ;
— Disposant formation esthétique affinée et compétences en matière décoration ;
— Rémunérat. comportant fixe et intéressement.
Adr. C.V., photo et prétentions sous n° 893 à CENTRE DE PSYCHOLOGIE APPLIQUEE, 104, rue Ney, 69006 LYON.

SOCIETE INTERNATIONALE
rech. pour sa filiale française (450 personnes)
DIRECTEUR DU PERSONNEL
120.000 F +
33 ans minim. 10 ans d'expér. dans la gestion du personnel.
Anglais courant souhaité.
Résidence BLOIS.
Ecr. sous n° 514, Lévi-Tournay, 5, cité Pigalle, 75009 PARIS.

Recherche pour établissement hospitalier privé 1.000 lits, région Sud-Est, DIRECTEUR, 40 ans minimum, très qualifié, sérieuses références, expérience hospitalière exigée. Salaire et avantages sociaux. C. C. 1951. Joindre C. V., photo. — Ecrire HAVAS CLERMONT-FERRAND, n° 68.698.

ORGANISME PROMOTION moyenne et petite entreprise
recherche pour
BOURGOGNE
ANIMATEUR CONSEIL
- 30 ans minimum ;
- Formation supér. en gestion et expérience effective de responsabilités en entreprise ou en cabinet conseil ;
- Disponible rapidement.

CHARGE :
- De conseiller les dirigeants d'entreprises dans leur gestion ;
- D'organiser, d'animer et de faire la synthèse de groupes d'industriels sur ces thèmes.

Résidence DIJON.
Travail actif et autonome.
Rémunérat. 60.000 à 65.000 F/an.
Envoyer lettre, C.V., photo, à CEFAGI, sous référence 768, 89, avenue Kléber, 75784 PARIS CEDEX 16.

CABINET D'INFIRMIERES DABEE
1, place de l'Hôtel-de-Ville, 45500 GIEN. Tél. 67-10-70.
Recherche :
INFIRMIERES LIBERALES D.E.
dynamiques, possédant voiture, pour collaboration cabinet et visite clientèle. Ecr. ou téléph.

LYCEE TECHNIQUE RECH. :
— 1 PTA électro-mécanique.
— 2 PTA micro-mécanique.
Niveau minimum requis : BTS ou DUT.
S'adresser : 18, chemin des Bruyères, 76200 DIEPPE.
Tél. : (35) 84-40-55.

Service Public recherche
DIRECTRICE-ECONOME
Maison d'Enfants à caractère social Narbonne (45 lits).
Dipl. Infirm. ou Educ. Spé.
EDUCATEUR SPECIALISE
Maison d'Enfants à caractère social et FJT - Encadrement Equipe Educative.
Expérience et réf. demandées.
Conv. Coll. Séc. Soc.
Lettre + C.V. détail. : C.A.F., 2, allée de Bezons, Carcassonne.

POSTES DE
DIRECTEURS ADJOINTS
D'HOPITAUX PRIVES
à pourvoir en PROVINCE
— Compétence au niveau direction en administration de collectivités, si possible en milieu hospitalier ;
— Pratique réelle de la vie de relations autant qu'aptitude au commandement ;
— Equilibre personnel réalisé ;
— Aptitude pour le candidat et sa famille à vivre à la campagne ;
— Logement assuré.
Env. C.V. manus., photo (ret.) et prétentions sous n° 1.055 à
Centre de Psychologie et d'Efficience
17 r. des acacias Paris

ORGANISME PUBLIC DE FORMATION CONTINUE REGION LANGUEDOC-ROUSSILLON
recherche immédiatement
UN DIRECTEUR DES ETUDES
pour animer un centre de formation des personnels spécialisés dans la formation continue.
Formation : sciences humaines, école de commerce ou équival. + 5 ans minimum expérience formation des adultes.
UN CONSEILLER EN FORMAT. CONTINUE
pour étudier les besoins régionaux en formation continue, rédiger un projet d'action, élaborer les plans de formation des entreprises.
Formation : sciences économiq., école d'ingénieurs ou de commerce + 5 ans minimum expér. professionnelle dans l'industrie de distribution.
Ecr. avec C.V. + photo et prét. à REGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, PARIS, sous le n° 105.373.

Importante Entreprise de Travaux Publics recherche pour son Centre de Corrèze
UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF
Formation IUT - Gestion des Entreprise. Après une période de formation, le candidat sera responsable de l'administration et de la comptabilité du centre.
Adresser C.V. et prétentions à HAVAS 15000 AURILLAC n° 401 qui transmettra.

IMPORTANTE COOPERATIVE AGRICOLE POLYVALENTE DEPARTEMENTALE
de la région Centre
RECHERCHE
pour son département approvisionnement
1 CHEF DE SERVICE DES ACHATS 30 ans min.
Formation : Ingénieur agronome ou assimilé ayant plusieurs années d'expérience dans un poste similaire à fonction commerciale.
Adresser C.V. manuscrit avec photo et prétentions à Havas Chartres N° 75901, qui transmettra.

Energetic young man (min. 25 years) required as an assistant for operations department of expanding international shipping Company based in Monaco.
Applicants should have sound basic Knowledge of shipping practice and preferably experience in handling disbursements accounts and claims, as well as commercial shipmanagement duties and need to have a flexible approach to shipping. Command of english language - spoken/written - a necessity. Salary according to qualifications and experience, with excellent fringe benefits, and possibilities for advancement. Write in confidence with full personal and career details to TRANSPORTS S. A., 57, rue Grimaldi, MC MONACO.

COLLEGE CEVENOL
43400 CHAMBON/LIGNON
recherche pour rentrée septembre 1975, 1 professeur comptabilité avec B.T.S. ou D.U.T. Tél. (71) 59-72-52.

Le Lycée Agricole de Savoie, 73290 La Motte-Servolex, recrute un ingénieur spécialisé en floriculture pour occuper un poste de maître auxiliaire 1re catégorie. Urgent.
Faire acte de candidature : M. le Directeur du Lycée Agricole. Tél. : 16-79 - 25-41-80.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE
CHERCHE POUR SON USINE DE
HAUTE-SAVOIE
COMPTABLE INDUSTRIEL
D/E/C/S - 25 ans minimum dégagé O.M., ayant acquis expérience 2/3 ans dans direction posting, gestion stocks et budget.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions et salaire actuel à N° 20.941, CONTESSE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

BUTLER MANUFACTURING COMPANY
Société Américaine leader mondial
BATIMENTS METALLIQUES PREFABRIQUES
crée sa Filiale Française
(REGION METZ-THIONVILLE)
et recherche son

DIRECTEUR DES ETUDES

— Placé sous l'autorité directe du Directeur Général, et membre de l'équipe de Direction il élaborera et mettra en place toutes les structures nécessaires au développement continu de l'entreprise. :
- Mise sur pied du bureau d'études.
- Etablissement des procédures de traitement de commandes.
- Relations avec les bureaux de contrôle.
- Développement de nouveaux produits.

— Le Candidat :
- Agé de 28 ans minimum

INGENIEUR GRANDE ECOLE
aura une expérience de 2 à 3 ans minimum dans la conception de bâtiments métalliques ou équivalent, de bonnes connaissances des codes du bâtiment, l'habitude des relations avec les organismes de contrôle du bâtiment ainsi que de bonnes connaissances en anglais.

— Ce poste offre de larges possibilités de développement aux niveaux Français et Européen.

Adresser curriculum vitae détaillé et prétentions à :
BUTLER MANUFACTURING COMPANY
40, av. Hoche - 75008 PARIS
Discrétion totale assurée

SOPELEM
recherche
jeune INGÉNIEUR OPTICIEN
pour CARRIÈRE
DANS NOTRE EQUIPE SUPERIEURE A 100 INGENIEURS
DÉBUT à usine DIJON
(environ 500 personnes)

pour recherche, expérimentation et mise au point nouvelles méthodes et procédés de travail du verre et de nouvelles matières pour instruments d'optique.
Contacts avec étranger pour nouveautés, liaisons avec direction technique de Paris, possibilités de participer à la vie et aux problèmes de l'atelier.

Envoyer C.V. à SOPELEM, Mr SEREY
102, rue Chaptal (92306) LEVALLOIS-PERRET

UN CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE SOLIDEMENT IMPLANTÉ DANS UNE VILLE UNIVERSITAIRE DU SUD-OUEST et offrant des services complets (révision comptable, conseils juridiques et fiscaux, conseils de gestion, etc.) cherche

un(e) fiscaliste de haut niveau
connaissant bien le droit des sociétés

Associé(e) à l'élaboration de la politique fiscale du Cabinet, il(elle) informe les chefs de mission et les clients de toute modification de textes, participe au montage des opérations (constitution de sociétés, fusions, absorptions, etc.), à l'audit juridique et fiscal des sociétés.
C'est un cadre de formation supérieure, ayant cinq ans minimum d'expérience dans un cabinet juridique et fiscal ou dans une grande entreprise aux activités diversifiées.
La perspective d'une association peut être envisagée.
Ecrire à Mme M.C. TESSIER, ss réf. 2913 M.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - GENEVE - ZURICH - BRUXELLES

IMP. ORGANISME DE CONTROLE TECHNIQUE
Région Sud-Ouest
recherche
INGÉNIEUR E.C.P.
ou équivalent
thermicien-métallurgiste

Envoyer C.V., photo et prétentions sous N° 105.265, REGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur, Paris-2e, q. tr.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ, Région NORD
recherche :
UN ORGANISATEUR
ayant expérience dans l'analyse des circuits administratifs

Envoyer curriculum vitae, n°. 21.165, CONTESSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1er, qui transm.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

LA DIRECTION NATIONALE DES COOPÉRATIVES DE L'A.N.P.

recherche

pour ses Entreprises de Construction installées sur tout le Territoire Algérien :

Ingénieurs projeteurs et techniciens spécialisés en

— Génie Civil
— Béton armé
— Mécanique des sols
— V.R.D.
— Plomberie, Chauffage et Climatisation
— Electricité
— Constructions métalliques
— Méthodes.

Techniciens spécialisés en

— Marbre
— Traitement thermique des aciers.
— Machine d'électroérosion (mécanique d'appoint).

● Sérieuses références exigées.
● Expérience minimum 5 années.

Adresser candidatures à O. NA. M. O, 2, pl. de l'Albertine, BRUXELLES 1000 ou B.M.T.A.S., 9, r. Guénot, PARIS-11e.

La Direction de l'Exploitation Bancaire d'une Banque d'Affaires parisienne recherche pour sa Sous-Direction chargée des financements maritimes et des relations avec les filiales françaises de groupes multinationaux un

exploitant

ayant, par sa formation théorique (de préférence de niveau supérieur) et son expérience professionnelle de plusieurs années, acquis une connaissance effective :
● des techniques bancaires générales françaises, des mécanismes des marchés monétaires et financiers internationaux et des opérations de change.
● de l'anglais (lu, parlé et écrit couramment).

Le poste s'adresse à un candidat alliant le goût de l'étude (mise au point et gestion de contrats de financement complexes) au sens commercial et à la curiosité d'esprit. Il s'intégrera à une petite équipe dynamique où il devrait pouvoir élargir rapidement ses responsabilités.

Envoyer lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo et prétentions sous réf. 36975 à Havas Contact 156, bd Haussmann - 75008 Paris.

HAVAS CONTACT

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL EUROPEEN recherche pour sa délégation FRANCE située en REGION PARISIENNE

DEUX CADRES technico-commerciaux

Niveau ingénieur ou équivalent. 30 ans minimum. ayant acquis une solide expérience de la vente dans le domaine des :

1) COMPOSANTS ELECTRONIQUES destinés aux industries du secteur radio-télévision, télécommunications, électronique industrielle, informatique

2) COMPOSANTS POUR APPAREILS MENAGERS destinés aux industries de l'électroménager.

Le salaire sera fonction des compétences acquises. Ces postes nécessiteront de fréquents déplacements.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions à REGIE-PRESSE, 85 bis rue Réaumur, PARIS 2ème qui transmettra sous le no : 73.985.

---

etap membre de l'ANCERP

GROUPE PAPETIER RECHERCHE POUR UNE DE SES USINES EN EXPANSION - VILLE EST FRANCE

DIRECTEUR D'USINE ADJOINT

LE CANDIDAT RETENU REMPLACERA, DANS QUELQUES ANNEES, LE DIRECTEUR D'USINE ACTUEL QUI SERA PROMU AU SEIN DU GROUPE.

Ce poste peut convenir à un ingénieur diplômé X - ECP - AM ou équivalent, ayant quelques années d'expérience en fabrication (si possible dans secteur « feu continu »), lui ayant permis d'acquérir l'habitude de l'animation du personnel.

UNE FORMATION AUX TECHNIQUES PAPETIERES SERA ASSUREE AU SEIN DU GROUPE.

Ecrire sous référence LV 134 CM.

IMPORTANT GROUPE METALLURGIQUE FRANÇAIS RECHERCHE POUR COMPLEXE USINES (10.000 PERSONNES) VILLE CENTRE FRANCE

RESPONSABLE RECRUTEMENT

ORIENTATION SUIVI DE CARRIÈRES DES CADRES

POUR ANIMER ET DEVELOPPER UNE POLITIQUE MODERNE DE RECRUTEMENT ET DE GESTION DE CARRIERE.

Il s'agit d'un poste intéressant et évolutif au sein d'une équipe, impliquant une participation à la politique de la firme en matière de relations sociales et la responsabilité du recrutement au niveau cadre.

UNE FORMATION SUPERIEURE ET UNE EXPERIENCE DE 3 A 5 ANS EN MILIEU INDUSTRIEL EST NECESSAIRE.

Ecrire sous référence OW 122 CM.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL EN EXPANSION - GRANDE VILLE RHONE-ALPES RECHERCHE EN VUE ACCESSION RAPIDE A UN POSTE DE CHEF DE SERVICE :

JURISTE

D.E.S. ou équivalent, ayant quelques années d'expérience en particulier dans le domaine assurances industrielles et automobile. Il sera responsable du contentieux en liaison avec les compagnies d'assurance (la Société utilise un parc de plus de 900 véhicules) et de l'étude de tous les contrats passés par la Société.

SITUATION INTERESSANTE ET AVENIR.

Ecrire sous référence OY 137 AM.

CABINET BREVETS D'INVENTION RENOMMÉ, PARIS (QUARTIER SAINT-LAZARE) - OFFRE INTÉRESSANTES POSSIBILITÉS DE FORMATION ET DE CARRIÈRE A

INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE ou ÉLECTRONICIEN

ayant de préférence 2 à 3 ans expérience en propriété industrielle ou éventuellement débutant et témoignant de curiosité intellectuelle, de qualités d'analyse et de facultés de rédaction.
Allemand et anglais au moins lus indisp.

Ecrire sous référence GZ 163 AM.

SOCIETE D'ETUDES AFFILIEE A UN GROUPE PRIVE AGISSANT DANS UN SECTEUR TERTIAIRE EN FORT DEVELOPPEMENT RECHERCHE POUR ETRE RATTACHE AU DIRECTEUR

INGÉNIEUR PRINCIPAL

E.C.P. - Mines - Ponts ou équivalent, ayant déjà une expérience dans la négociation et la direction de contrats d'études (il sera formé aux techniques propres du groupe). Il sera chargé :
● d'élaborer des propositions d'études et de conduire les négociations avec les clients ;
● de diriger une équipe d'ingénieurs et techniciens qui réalise les études.

Ecrire sous référence AT 182 CM.

GROUPE INDUSTRIE DE SERVICE CREE, DANS LE CADRE D'UN FORT DEVELOPPEMENT ET D'UNE RAPIDE EVOLUTION DES TECHNIQUES

POSTES A RESPONSABILITÉS

Ces fonctions impliquent :
● la direction d'un effectif nombreux (200 personnes environ) ;
● l'utilisation d'un parc important de matériels ;
● les relations avec l'environnement ;
● le contrôle constant de la qualité du service produit.

Ces postes peuvent convenir à candidats formation supérieure, ayant déjà une expérience professionnelle impliquant un commandement de groupes opérationnels et témoignant de qualités d'organisateurs et de gestionnaires.

Postes : villes de province.

RÉMUNÉRATION : **70.000 à 80.000 F**

Ecrire sous référence DL 112 CM.

PIERRE GUÉRIN S.A. - NIORT

matériels pour l'industrie alimentaire, pharmaceutique, chimique

POSITION DE PREMIER PLAN DANS SA BRANCHE ET FORTE EXPANSION A L'EXPORTATION OFFRE SITUATION DE

CHEF DE PROJETS

A.M. - I.D.N. - ENSIA ou équivalent, ayant quelques années d'expérience professionnelle (expérience technico-commerciale dans biens d'équipements ou ingénieur affaire dans engineering) ; capable de mener des affaires complètement depuis l'analyse des besoins chez le client jusqu'à la mise en service des installations.
Connaissance de l'anglais nécessaire.

Ecrire sous référence EX 106 CM.

GROUPE PAPETIER FRANÇAIS - FABRICATION PAPIERS IMPRESSION - ECRITURE ET EMBALLAGE - SIEGE ET USINES EN PROVINCE - OFFRE POSTE DE

DÉLÉGUÉ COMMERCIAL RESPONSABLE VENTES RÉGION PARISIENNE

Il développera une clientèle existante avec dynamisme et autonomie.
Ce poste peut convenir à

CADRE COMMERCIAL EXPÉRIMENTÉ

ayant, si possible, une bonne connaissance du domaine papetier.

Fixe + Intéressement.

Ecrire sous référence CV 164 AM.

etap 4 rue Massenet 75016 PARIS
discrétion absolue

ORGANISME DE CONSEIL, D'INTERVENTION ET DE FORMATION EN ENTREPRISE

RECHERCHE

UN PSYCHOSOCIOLOGUE OU UN INGENIEUR

Ayant la pratique de l'animation en milieu industriel (population maîtrise et plus particulièrement cadre).

Il travaillera en équipe et aura la responsabilité concrète de chantiers. Spécialiste en matière de relations humaines, il sera amené à jouer un rôle de conseiller dans les relations et l'organisation du travail.

LE CANDIDAT :

30 ans minimum, expérience acquise de préférence en entreprise, goût pour la négociation, personnalité affirmée.

Déplacements fréquents de courte durée
Résidence région parisienne ou Bretagne

Ecrire avec C.V. photo et prétentions sous référence 59109 à :

GANIDE 19, Rue de Montmorency 75003 PARIS - Chargé de recrutement

---

CIMENTS LAFARGE FRANCE
recherche pour Paris

ATTACHE AU SERVICE COMMERCIAL EXPORT

Ce poste de départ conviendrait à un jeune homme âgé d'au moins 28 ans, formation Ecole Supérieure de Commerce (option commerce extérieur) ou équivalent, ayant une expérience de 3 à 4 ans du commerce extérieur maritime et désireux d'évoluer au sein de la société.

Il sera chargé de :
— la vente des produits finis
— la négociation des frêts de ligne
— les études de marché
— les actions de promotion
— l'administration des ventes

Anglais courant indispensable.
Espagnol et Allemand vivement souhaités.
Poste d'avenir.

Adresser CV sous-référence 31813 à :

GEDEV SÉLECTION 34 BIS, RUE VIGNON, 75009 PARIS

IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE FRANCAISE
Dimension internationale
recherche pour son Siège Social PARIS

chef du départeme[nt] ADMINISTRATION GENERALE

Responsable des méthodes administratives et de la rentabilité dans le domaine de la logistique.

CHARGE DE :
- promouvoir et définir les méthodes administratives régissant les relations des unités et s'assurer de leur qualité avant toute action d'informatisation
- assister les unités dans l'amélioration de leurs procédures et méthodes administratives internes
- définir et contrôler l'implantation des méthodes et des moyens des Services généraux (télécommunications, transports, entretien, énergie...) et piloter les budgets de fonctionnement correspondants.

Cette fonction d'Etat Major s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur présentant une expérience de plusieurs années de l'organisation administrative et informatique et de la gestion d'une unité de moyenne importance.

Nombreux déplacements dans la région parisienne.

Adresser lettre, C.V. avec photo et prétentions sous No 20.965 à CONTESSE Publ., 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui tr[ansmettra]

Important Service Public

recherche

CHARGÉS D'ÉTUDES STATISTIQUES

PARIS

(Maîtrise d'Informatique ou Ingénieurs Informaticiens débutants)

Un poste à pourvoir pour : Réf. CS 1

● assurer le développement et la gestion d'une chaîne de dépouillement d'enquêtes ;

● participer à des études économiques de caractère prévisionnel pour lesquelles de très bonnes connaissances statistiques sont nécessaires.

Deux postes à pourvoir pour : Réf. CS 1[illegible]

● gérer et développer un système d'informations socio-économiques ;

● en définir les exploitations statistiques en fonction des besoins de nombreux utilisateurs dans le cadre d'études d'aménagement régional et urbain.
De courts déplacements sont à prévoir.

Les candidats devront avoir le sens de l'organisation, le goût des contacts humains et un bon esprit d'initiative.

Env. C.V., photo et prét. en précisant la réf. à PUBLISCOPE C.S., 11, r. Royale, 75008 Paris

---

● VOUS ETES CADRE DE BANQUE

— vous avez au moins 30 ans
— vous avez acquis une solide formation de ba[nque] mais, souhaitez aborder les problèmes de fina[n]cement des Entreprises au niveau le plus éle[vé]
— vous souhaitez enrichir votre expérience profe[s]sionnelle en vous intégrant à une équipe au se[in] de laquelle vous serez chargé de l'étude et de [la] mise en place de crédits d'investissements. [De] plus, vous participerez au lancement d'un pr[o]duit nouveau.
— Nous sommes une banque de crédit à long [et] moyen terme appartenant à un groupe pri[vé] d'importance nationale.

● VOUS ETES L'HOMME QUE NOUS RECHERCHONS

Adresser CV détaillé, prétentions, photo à No 2104 CONTESSE PUBLICITE, 20, Avenue de l'Opér[a] 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.
DISCRETION ASSUREE

SESA

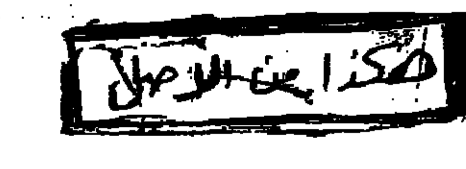
Société de service et conseil en informatique, plus de 300 personnes, recherche :

CHEF COMPTABLE

pour lui confier la responsabilité de son servic[e] comptabilité :
— Comptabilité générale et analytique ;
— Déclarations fiscales ;
— Préparation du bilan, etc...

5 ans d'expérience animation d'un service comptable dans Société similaire.
Formation D.E.C.S. ou équivalent.

Envoyer curriculum vitae à : SESA 20, rue Jean-Jaurès, 92800 PUTEAUX



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30.00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi — offres d'emploi

ZURICH FRANCE

Groupe d'Assurances

Nous avons à pourvoir un poste de

chef du service production risques divers

nous recherchons soit UN PROFESSIONNEL (5 à 10 ans d'expérience) soit UN CADRE (Droit) ou équivalent 30 ans minimum, susceptible d'assimiler rapidement la «Technique Assurance» et de gérer sur les plans humain et administratif un service de 20 personnes.

Adresser C.V. et prétentions à : Mme de Backer ZURICH/FRANCE 14, Bd Poissonnière 75009 Paris

EXPORT ASSISTANCE

Première Société de Conseil en développement international recherche un

INGÉNIEUR-CONSEIL

pour assistance et conseil en exportation auprès de sociétés moyennes.

Le candidat retenu aura exercé des responsabilités importantes au sein de la Direction Exportation d'une société industrielle. Il devra être âgé d'au moins 32 ans et avoir un diplôme d'Ingénieur Grande Ecole.

Anglais indispensable. Troisième langue souhaitée. Nombreux déplacements France et étranger.

Env. curriculum vitae, photo et prétentions à : EXPORT ASSISTANCE, 87, r. St-Lazare, Paris (9e).

EXPANSIAL

Recherche pour Société Nationale en Algérie

Secteur Travaux Publics et Bâtiment

ingénieurs

- **Entretien et gestion matériel TP et bâtiment** Formation G.E.: Arts et Métiers ou similaire (Section mécanique ou électromécanique). Réf. 2600.
- **Chef de Projet** Expérience minimum 5 ans dans la conduite de travaux de bâtiment grands ensembles (habitation, administratifs, locaux industriels) et travaux publics (G.C. - V.R.D.) - Formation E.T.P. - Centrales - Arts et Métiers - INSA. Réf. 2601
- **Etudes B.A.** Expérience minimum 10 ans dans les études béton armé et béton précontraint. Formation E.T.P. - E.S.T.P. ou équivalent avec spécialisation C.S.T.P. - CHEBAP. Réf. 2604
- **Méthodes et prix** Expérience minimum 10 ans dans le secteur bâtiment et travaux publics en conduite de travaux méthodes et études de prix. Formation G.E. (E.T.P. - Centrales) - Arts et Métiers (section bâtiment et G.C.) et I.A.E. appréciée. Réf. 2605
- **Directeur unité de préfabrication lourde pour bâtiment et ateliers forains** Expérience minimum 10 ans dont 5 ans de direction de la préfabrication. Formation E.T.P. ou équivalent. Réf. 2613

Salaire selon compétence - Nombreux avantages sociaux. Adresser c.v. détaillé sous référence correspondante à : EXPANSIAL - 6, rue Halévy, 75009 Paris 2, place de l'Albertine, 1000 Bruxelles (Belgique).

HAVAS CONTACT

SNECMA

recherche pour son Usine de Production de GENNEVILLIERS

ADJOINT au CHEF du SERVICE COMPTABILITE

chargé de collaborer :
- à la comptabilité générale et analytique
- au contrôle budgétaire
- à l'établissement des bilans et comptes d'exploitation.

Pour occuper ce poste il est nécessaire de présenter une expérience approfondie de cinq années dans un service comptable, une formation supérieure avec DECS. Une connaissance de comptabilité informatisée en usine serait appréciée.

Adresser lettre, C.V. avec photo et prét. sous le No 20514 à CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01; q.tr.

VOUS ÊTES UN NÉGOCIATEUR PARESSEUX ET AMBITIEUX

Votre temps libre vous a permis de vous cultiver. Cette culture peut aujourd'hui servir votre ambition.

L'activité de notre société, qui édite les plus grands peintres contemporains, va vous permettre sans contrainte, en commercialisant vos connaissances, de conseiller notre clientèle dans les domaines de la décoration, de l'art et de la culture.

Vos négociations avec notre clientèle s'établiront par l'intermédiaire de conférences, réceptions, expositions que nous organisons.

Nous vous recevrons sur rendez-vous pour déterminer vos possibilités de carrière comme collaborateur ou collaboratrice.

A. et V., 20, rue Molitor, 75016 PARIS. Téléphone : 520-62-90.

Conseil en Management

Carrière Internationale

Nous sommes

☐ La filiale française d'Urwick International, un des groupes leaders de conseillers en management travaillant à l'échelle internationale.

Nous intervenons

☐ Dans l'industrie, le commerce, les grandes Administrations.

☐ Par la contribution d'équipes pluridisciplinaires, groupant nos clients et nos consultants, pour effectuer le diagnostic d'une situation donnée et mettre en oeuvre les changements.

☐ Pour mettre en place (ou remettre à jour) le MANAGEMENT PAR LES OBJECTIFS dans des sociétés de tout premier plan.

☐ Comme catalyseurs du développement interne des cadres supérieurs en fonction des objectifs et des plans à terme de la Société.

Les consultants que nous recherchons

☐ Diplômés Grande Ecole ou équivalent, possédant des connaissances actualisées de gestion générale et des problèmes humains dans l'entreprise. Age minimum 32 ans.

☐ Expérience de plusieurs années à un poste de responsabilité ; expérience facultative de consultant.

☐ Capables de prouver leur capacité à faire agir.

☐ Français, si possible connaissant l'italien. Bonnes notions de l'anglais appréciées.

☐ Basés en France mais disponibles au besoin pour d'éventuelles missions dans d'autres pays européens. Des succès dans l'obtention de contrats seront considérés comme un avantage.

Adresser c.v. détaillé et prétentions sous référence CM/196/LM à Ralph Bullock, Directeur Urwick International à l'adresse indiquée ci-dessous:

Urwick France *60 rue Laugier, 75017 Paris*

UNION DES CAISSES CENTRALES DE LA MUTUALITE AGRICOLE

RECHERCHE

- **analystes d'application**
- **analystes de conception chefs de projets**

Les candidats devront :
- être titulaires d'un diplôme universitaire (maîtrise, IUT Informatique ou équiv.),
- avoir déjà une expérience dans la mise en place de systèmes informatiques de gestion (bases de données — télétraitement).

Ecrire avec CV détaillé, photo et prétentions au Département Gestion du Personnel, 8-10, rue d'Astorg 75008 Paris

plein emploi

ETPM

Leader européen de l'OFFSHORE PETROLIER

Croissance de 50% par an

NOTRE SERVICE ORGANISATION ET INFORMATIQUE DE GESTION, recherche

JEUNE ORGANISATEUR

DIPLOME DE FORMATION SUPERIEURE

- *Expérience souhaitée de 2 ans dans un cabinet d'organisation*

Il apportera aux services du siège et des filiales à l'étranger une assistance en matière d'organisation administrative. Il disposera d'une large autonomie pour concevoir, réaliser et promouvoir les réformes.

Ultérieurement, il assurera le lancement de modules informatiques de gestion. Il devra prendre des responsabilités croissantes dans la politique d'organisation de notre société.

Le poste nécessite la volonté de réussir, le sens des contacts et une très forte capacité d'adaptation.

Envoyer C.V., prétentions et photo sous référence 13.497 à

emgey conseil 12, boulevard Jean Mermoz 92200 NEUILLY-sur-SEINE

CENTRE DE FORMATION SUPÉRIEURE AU MANAGEMENT

recherche :

INGÉNIEUR ÉDUCATEUR

Expérimenté 35 ans minimum Poste nouveau à aménager avec le titulaire

Activité principale : pédagogie et intervention auprès de directeurs de filiales et d'établissements de grandes entreprises.

Adr. curriculum vitae détaillé, photo, prétentions et références à CFSM Grande Voie des Vignes, 92290 CHATENAY-MALABRY.

IMPORTANT GROUPE MULTINATIONAL

(CHIMIE - PHARMACIE) recherche

Un CADRE POUR SON **DÉPARTEMENT des MARQUES**

Le titulaire du poste devra posséder :
- Une formation universitaire complétée par une solide expérience administrative à prédominance juridique.
- Une parfaite connaissance de l'allemand ;
- Une connaissance de la langue anglaise.

Son activité s'exercera dans le domaine de la **PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE :**

Il sera chargé de la gestion des marques pour les sociétés du Groupe sous la responsabilité directe du Chef de Service.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo à no 21.309, CONTESSE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1er, q. tr.

GROUPE INTERNATIONAL

venant de démarrer en France une nouvelle fabrication d'un

Produit de grande consommation

recherche son

DIRECTEUR COMMERCIAL

responsable auprès du Président des ventes France et Etranger

CETTE FONCTION NECESSITE :
- Bonne expérience d'un poste similaire.
- Anglais parlé et écrit parfaitement.
- De préférence connaissance circuit « Pipiers ».
- Dynamisme et désir de progrès.
- Poste à Paris avec déplacements courte durée Etranger.

NOUS OFFRONS :
- Bonne rémunération.
- Possibilité ultérieure d'évolution à l'intérieur d'un groupe en expansion rapide.

Ecrire avec C.V. explicite et prétentions sous référence SIDICO

CETACEP • 30, AVENUE AMIRAL LEMONNIER 78160 MARLY LE ROI •

AXIAL PUBLICITE

nouveau numéro d'appel

073-33-53

GROUPE INTERNATIONAL

de grand standing mondialement réputé pour la conception et la réalisation d'installations de manutention automatisée recherche

DIRECTEUR DE DIVISION (SYSTÈMES)

De formation ingénieur électro-mécanicien (A.M. ou équivalent), complétée par une expérience pratique de la négociation et de la conduite de chantiers divers, le candidat retenu animera et coordonnera les activités d'un groupe de spécialistes dans ce domaine.

Responsable auprès de la Direction Générale de la rentabilité globale de sa Division, il devra être capable de préparer et de contrôler ses propres budgets pour des projets concernant tant la France que l'Etranger.

Parlant couramment l'anglais, il aura un bon contact humain ainsi que le potentiel pour assurer à terme la Direction Générale d'une unité en pleine expansion.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence DD/RB à T.A.S., 77, rue La Boétie, 75008 PARIS.

FILIALE IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE

propose plusieurs postes

INGÉNIEURS COMMERCIAUX à INFORMATICIENS

Expérimentés dans la vente Service Informatique.

Ecrire avec C.V., No 21.119, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er, qui transmettra.

ENTREPRISE DE PREFABRICATION LOURDE

recherche

INGENIEUR

pour montage en Sibérie.

âgé d'au moins 30 ans, ayant une bonne expérience des chantiers bâtiment (G.O. et S.O.) Dépendant du chef de projet, il aura à assurer le convoyage et le montage de matériel destiné à la réalisation de prototypes d'immeubles d'habitation puis à surveiller la bonne exécution du S.O.

Excellente connaissance de la langue russe et bonne connaissance de l'anglais nécessaires. Réf. 10802

ADJOINT AU RESPONSABLE ACHATS

pour le siège à Paris

Ingénieur ou Technicien bâtiment âgé d'au moins 35 ans, ayant une bonne expérience, connaissant matériel mécanique, TP et S.O. du bâtiment.

Il aura à seconder le responsable dans la consultation des fournisseurs et le suivi des commandes (exécution, expédition outre-mer, réglements financiers).

Expérience des achats souhaitée, bonne connaissance de l'anglais. Réf. 10801

Adresser CV sous référence correspondante à :

GEDEV SÉLECTION 34 BIS, RUE VIGNON, 75008 PARIS

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat-Vente-Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

POUR LE SERVICE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
1er INVESTISSEUR FRANÇAIS : 18 MILLIARDS DE F EN 1976
TAUX DE CROISSANCE ANNUEL : 20 %

LA DÉLÉGATION AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA RÉGION PARISIENNE

recrute sur titres pour PARIS et la RÉGION PARISIENNE

JEUNES DIPLOMÉS d'Écoles d'Ingénieurs

FONCTIONS :

Mise en œuvre de nouveaux systèmes d'exploitation
ou Lancements de travaux neufs
ou Contrôle de chantiers
ou Exploitation technique
et maintenance des Installations

CANDIDATURES REÇUES JUSQU'AU 30 SEPTEMBRE 1975

Renseignements et inscriptions :

DIRECTION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE PARIS
10, Bd de Vaugirard, 75731 PARIS CÉDEX 15 - Tél. 540.39.23
pour Postulants domiciliés à PARIS et départements 92 - 93 - 94

DIRECTION DES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE PARIS EXTRA-MUROS
7, Bd Romain Rolland, 92128 MONTROUGE - Tél. 657.13.30 (Poste 57-89)
pour Postulants résidant dans les départements 77 - 78 - 91 - 95

Notre encadrement est appelé à se développer rapidement
Nous offrons de réelles possibilités de carrière

Un bureau d'études économiques et urbaines filiale d'un grand groupe d'engineering français.

ingénieur économiste

En position de chargé d'études économiques appliquées à l'entreprise, il interviendra dans le choix des options fondamentales d'investissement.
Ce poste convient à un débutant diplômé d'une grande école d'ingénieur et d'un cycle supérieur de formation économique.

Toutes informations sur cette offre seront données en toute discrétion au téléphone par Information-Carrière SVP 11-11 de 9 h à 18 h qui donnera un rendez-vous aux candidats intéressés.

Information Carrière SVP.11.11

Référence 643
65, avenue de Wagram 75017 PARIS

Important Laboratoire parisien recherche

animateur

équipe Visiteurs Médicaux exportation principalement BRESIL.

Le candidat devra :
- résider actuellement à PARIS
- effectuer de nombreux séjours à l'étranger
- parler portugais et anglais.

Adresser c.v. manuscrit et photo sous réf. 46118 à Havas Contact 156 Bd Haussmann, 75008 Paris

HAVAS CONTACT

MATRA

recherche pour ses activités off shore

UN INGENIEUR GRANDE ECOLE

(sup. aéro - ESE - A et M ...)

Dans un premier temps, il assiste le chef de projet de la conception jusqu'à l'intégration et la mise en route sur le site des systèmes.
Il est appelé lui-même à devenir rapidement chef de projet et à participer à la négociation des contrats.
Le poste conviendrait à un ingénieur automaticien ou électronicien débutant à 2 ans d'expérience acquise de préférence en milieu pétrolier.
La maîtrise courante de l'anglais est indispensable pour ce poste qui implique des déplacements et des contacts à l'étranger.

Adresser CV manuscrit et prétentions sous N° 104
MATRA Monsieur KORFAN BP. n°1 78140 VÉLIZY

DIRECTEUR de la PRODUCTION (PARA-CHIMIE)

recherché pour le siège social (région parisienne) d'une P.M.E. travaillant sur un marché industriel stable.

Il supervisera la direction de l'usine (province) dont il assurera l'approvisionnement et le choix du matériel.
Il orientera les recherches du laboratoire (région parisienne) et assistera techniquement les services commerciaux.
Il se tiendra constamment à jour des tendances pour définir les produits, les matériels et procédés de fabrication.

Une telle responsabilité (fixée par budgets) implique une expérience de 10 à 15 années au moins et une formation de chimiste du niveau ingénieur s'étant exercée partie en fabrication, partie en laboratoire.

Les qualités requises : méthode, imagination, bons contacts.

Ecrire nº 313321 S.I.P. 11, rue d'Uzès, 75002 PARIS (qui transmettra).

Service du Personnel de la Direction Générale des Télécommunications (PTT)

recrute

jeunes ingénieurs DIPLÔMÉS

Pour :
— organisation, méthodes et formation (mise en place de nouveaux systèmes, ingénierie de la formation, enseignement ....).
— Etudes Informatiques.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 58954 à PUBLIPRESS 31, Bd Bonne Nouvelle - 75002 Paris

---



Spécialiste de la mode féminine recherche :
pour son siège à PARIS :

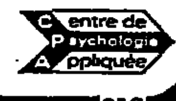
DIRECTEUR des VENTES FRANCE

Il aura pour mission : l'animation et la gestion de la force de vente constituée par 6 chefs de région et 100 boutiques.

Il participera avec la Direction à l'élaboration et la définition de la politique commerciale de la Société.

Nous souhaitons un candidat ayant environ 5 ans d'expérience de vente et d'encadrement d'un réseau de distribution.

Adresser C.V. et prétent. sous réf. 121 M 621 30, rue de Mogador 75009 PARIS



C&C

BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

recherche

UN CONTROLEUR

— Cadre ou gradé très confirmé.
— Connaissance approfondie de l'ensemble des OPÉRATIONS BANCAIRES.
— Expérience de contrôle ou d'audit NÉCESSAIRE.
— L'activité s'exerce à PARIS mais comporte des missions en PROVINCE.
— Perspectives de développement de carrière au sein de la Direction de l'INSPECTION.

Envoyer curriculum vitae manuscrit + photo au Chef du Personnel « Recrutement Cadres », Banque de l'Union Européenne 4, rue Gaillon - 75060 PARIS CEDEX 02.

Filiale d'un important Groupe Américain (en BANLIEUE EST) offre le poste de :

CHEF DES ETUDES INFORMATIQUE

Responsable de la conception et de la réalisation des systèmes d'information intégrés sur IBM 370/125.
Le service études compte 7 personnes, l'E.D.P. 22 personnes au total.

PROFIL :
- formation supérieure
- 3 à 4 ans d'expérience similaire
- anglais courant
- homme de contact avec les utilisateurs
- désirant évoluer.

Envoyer C.V. confidentiel détaillé, photo, prétentions à No 20.839 CONTESSE Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui tr.

Société - SURESNES, recherche **SECRETAIRE BILINGUE** Excellente présent. Adr. C.V. à PIPELINE SERVICE 177, r. de Verdun, 92150 Suresnes au Secrétariat - Inspection.

Station radio privée, recherche pour LES ANTILLES, **JOURNALISTES ANIMATEURS** Tél. : 073-30-27.

ECOLE DE LANGUES recherche : **PROFESSEURS ANGL. - ALLEM. - FRANÇ.**
— Pr enseign. langue matern.
— Expérience pédagogique.
— Ressortissants C.E.E. ou possédant carte de travail.
Env. C.V. avec réf. et photo à nº 21.088, Contesse Publ., 20, av. Opéra, Paris-1er, qui tr.

Filiale Groupe Suédois commercialisant du matériel électronique très nouveau, recherche **SECRETAIRE STENODACTYLO** MI-TEMPS PR ASSURER LE SECRETAR. DE DEUX INGENIEURS COMMERCIAUX
Lieu de travail : Porte de BAGNOLET
Adres. lettre + C.V. à AGA SYSTEMES INFRA-ROUGES 81, rue Irène et Frédéric Joliot-Curie, 93006 BAGNOLET.

Agence Immobilière Banlieue Ouest recherche un **NEGOCIATEUR** Tél. : 772-46-03.

---

société d'organisation suite expansion recherche pour PARIS

collaborateurs commerciaux

EXCLUSIFS

pour vente système et matériel organisation équipement de bureaux

excellente présentation exigée pour contact clientèle niveau direction. Préférence donnée à candidat ayant expérience organisation bureau ou microfilm.

disponible immédiatement
participation possible au prochain SICOB
FIXE IMPORTANT pendant période de formation de 3 mois, rémunération basée sur fixe + commission + frais de déplacement

adresser C.V. : HABIL CLASS, 163, r. de Charenton, 75012 — PARIS, ou téléphoner : 346-11-86

SOCIÉTÉ MOYENNE DE LA CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE

appartenant à un groupe important recherche

ADJOINT DIRECTEUR COMMERCIAL

Formation H.E.C., SUP ECO ou équivalent

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions sous nº 11506 M, à GEM Publicité 142, rue Montmartre 75002 PARIS, qui transmettra.

STETTER S.A.

Importante Société dans l'industrie des machines de Travaux Publics - disposant d'une grosse part du marché en France - recherche

INSPECTEUR DES VENTES

ayant de l'expérience dans la vente des machines de Travaux Publics, habitant la région parisienne.

Il sera jeune, dynamique et capable d'animer une équipe de vendeurs. Position d'avenir.

Connaissance de la langue allemande appréciée, sans être pour autant indispensable.

Adresser C.V. détaillé avec photo d'identité à :
LACAZE CONSEILS
17, rue Saint-Séverin, 75005 Paris, qui transmettra.

GENERAL ELECTRIC

PLASTICS FRANCE

recherche

CADRE DE VENTE

pour matières premières techniques dans clientèle industrielle de transformateurs et intégrés.

— Elément dynamique et ambitieux ;
— Grandes Ecoles et/ou autodidacte ;
— Expérience de vente de matières premières industrielles ;
— Bon négociateur à haut niveau ;
— ANGLAIS indispensable.

Envoyer C.V. manuscrit, photo et prétentions à Direction Commerciale
General Electric Plastics France
C.E. 1203, Z.I. de Saint-Guénault
COURCOURONNES — 91021 EVRY

Importante Société Industrielle Française de renommée mondiale

C.A. 375.000.000 de francs - Effectif 2.200 personnes Fabrication canalisations béton armé et béton précontraint. Grands travaux d'hydraulique en France et à l'étranger, recherche

JEUNES INGÉNIEURS

(Centrale Paris, Mines, Ponts...)

pour débuter à son Service Etudes et Recherches Produits. Evolution prévue vers autres fonctions (Production, Travaux, Commercial) pour déboucher sur responsabilités plus étendues en France ou à l'étranger.

Ecrire avec curriculum vitae et prétentions à :
Société des TUYAUX BONNA
Boîte Postale 371-08 - 75365 PARIS CEDEX 08.

Vendeuse qualif. en chaussure. Se prés. av. réf « Au Cachet », 28, fg du Temple, Paris-11e. Tél. 805-61-93.

Agence de publicité, dactylo fact. Ecr. av. C.V., prétentions et photo, I.F.P., 142, rue d'Aguesseau, 92100 Boulogne.

Rech. psychologue homme (lic. de psycho + diplôme psychopatho). Formation dynamique de groupes pr enseigner hôpital de jour. Niveau terminal, anglais, allemand, économie, histoire, géo. Tél. Pr rend.-vs 945-56-65.

Nous sommes des Agents de change PARIS et PROVINCE Nous recherchons **UN SPECIALISTE** du marché des OBLIGATIONS de préférence actuaire ayant déjà une certaine expérience commerciale. Discrétion assurée.
Ecr. nº 7.189, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

Sté de formation recherche **ANIMATEURS** A TEMPS PARTIEL dans les domaines : économique, juridique, financier, commercial et exportation. Expérience professionnelle et diplôme de l'Enseignement Sup. exigés.
Env. C.V. à DEMOS, 31, rue Boissy-d'Anglas, 75008 Paris.

INSTITUTION DE GRIGNON B.P. 25, 94320 Thiais, recherche PROFESSEURS — mathématique terminale et 1re, ? ans exp. Ecrire seulement.

SOCIETE IMMOBILIERE 8e arrond. recrute le plus rapidement possible **CADRES** format. supér. Expérience financière exig. Min. 30 ans. Ecrire 481 VOX, 28, rue Châteaudun, 75442 Paris Cedex 09 qui transm.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE leader dans sa branche

recherche

pour la mise en place d'un réseau européen de traitement de l'information sur grand matériel I.B.M.

plusieurs

Ingénieurs système, confirmés

Les candidats retenus auront une formation supérieure et plusieurs années d'expérience dans l'un ou plusieurs des domaines suivants :
- OS/VS 2
- ASP
- IMS
- réseaux de Télétraitement
- Time Sharing (APL, TSO)

La pratique de l'Anglais est indispensable.
Lieu de travail : région parisienne.
Merci de faire parvenir votre candidature sous réf. 1102 à

Pierre LICHAU S.A.
10, rue de Louvois, 75063
Paris cédex 02 qui tr.

Dans le cadre de son expansion

WANG FRANCE

Filiale d'une firme multinationale développant des systèmes « microinformatiques » élargit son réseau parisien et accentue son implantation régionale. Dans ce but nous recherchons des :

ingénieurs commerciaux

Pour :
— REGION PARISIENNE
— BRETAGNE
— ALSACE LORRAINE
— MIDI

Appelés à avoir des contacts de haut niveau avec notre clientèle : les petites et moyennes entreprises, ils devront avoir connu le succès dans la vente de systèmes de traitement de l'information et posséder une bonne connaissance de l'Anglais. Pour réussir, leur « rage de convaincre » est indispensable.

Position CADRE
Fixe + frais + fortes commissions

Adresser C.V. et photo à WANG FRANCE
Service du Personnel - 78/80 Avenue Galli[eni]
93170 BAGNOLET

UNION DES CAISSES CENTRALES DE LA MUTUALITE AGRICOLE

RECHERCHE

programmeur

- titulaires d'un diplôme IUT informatique ou équivalent,
- expérience souhaitée (bases de données — télétraitement).

Les candidats devront être dégagés des obligations militaires.

Ecrire avec CV, photo et prétentions au Département Gestion du Personnel, 8-10, rue d'Astorg 75008 Paris.

AUDIT

Vous vous destinez à la révision comptable et souhaitez évoluer rapidement dans cette branche en plein développement.

Notre cabinet est spécialisé dans la révision et doit compléter les équipes le composant :
- pour faire face à une expansion constante et soutenue,
- en maintenant la qualité de ses prestations.

Des postes attrayants sont offerts à des candidats diplômés (Ecole Supérieure de Commerce et/ou D.E.C.S.) possédant une expérience en cabinet. La pratique courante de l'italien ou de l'espagnol serait appréciée.

Envoyer C.V. au nº 7.250, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75427 Paris (9e), qui transm[ettra].

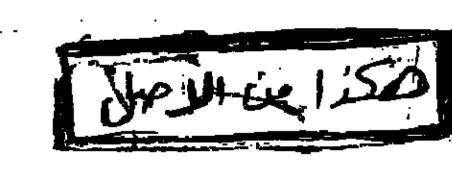
IMPORTANTE SOCIETE D'UN TRES GRAND GROUPE INTERNATIONAL spécialisée dans la vente de matériels et de biens d'équipement et installée en AFRIQUE NOIRE et dans l'OCEAN INDIEN recherche

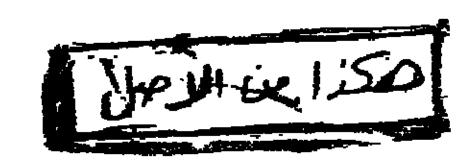
DIRECTEURS DE CENTRE D'EXPLOITATION

Ces postes requièrent diplômés de Grandes Ecoles H.E.C., A. et M., E.S.C.P., E.S.S.E.C. ou équivalent 30 ans minimum, ayant acquis en tant que directeurs, de préférence dans entreprise similaire, une solide expérience à la fois dans le domaine du technico-commercial et dans celui de la gestion.

Très intéressantes situations de départ.
Après carrière de 5 à 10 ans, possibilité d'étudier recasement France ou étranger dans autres Sociétés du même Groupe.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous référ. 1097, à P. LICHAU S.A., 10, rue Louvois, 75063 PARIS, Cedex 02, qui transmettra.





	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	34,00	39,70
Offres d'emploi "Placards encadrés" minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

offres d'emploi

MAFIA

...ENCE DE PUBLICITE recherche

...ETAIRE COMPTABLE

Bonnes connaissances en législation sociale appréciées

Recherche d'urgence **DEBUTANT DIPLOME** école sup. de commerce ou équiv., dég. O.M., poste actif, futur chef de produit. Tél. rd-vs 845-83-60.

Société Américaine recherche **SECRETAIRE** PARFAITEMENT BILINGUE ANGLAIS-FRANCAIS

Imote Imprimerie offrant fabrications diversifiées cherche contact av. courtiers, V.R.P. ou autre, entretenant des relations solides avec acheteurs dans société de grand renom. Gains importants. Ecr. à n° 36100 B BLEU, 17, rue Label (94) Vincennes, qui tr.

DIVIS. MANUTENT. STOCKAGE d'une importante société

ATTACHE TECHNICO-COMMERCIAL

INGENIEURS

MECANOGRAPHES

COMPTABLES 1er éch.

UN COMPTABLE

UN AIDE-COMPTABLE

SERVICE ACHATS

FEMME

TELESYSTEMES

UN CHEF DE PROJET

CHERCHEURS

COMPTABLE BTS ou DUT

UN CADRE DIPLOME SUPERIEUR

UN A.T. 2e OU 3e CATEGORIE

THOMSON-CSF

PLUSIEURS INGENIEURS

REGION PARISIENNE - SEINE-MARITIME

TECHNICO-COMMERCIAL

OPERATEUR 58

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

UN A.T. ELECTRONICIEN 2e CATEGORIE

UN A.T. ELECTRONICIEN 3e CATEGORIE

INGENIEURS GRANDE ECOLE

CHEF COMPTABLE HAUTEMENT QUALIFIE

capitaux ou proposit. com.

cours et leçons

enseignem.

occasions

autos-vente

boxes-autos

transports

animaux

demandes d'emploi

RESPONSABLE GROUPEMENT INDUSTRIEL TECHNIQUES DE POINTE

Bien introduit : Administrations nationales
Organismes publics
Industries
Communauté Economique Européenne
Presse
sens des contacts humains

RECHERCHE
PARIS ou PROVINCE
POSTE DE DIRECTION

- préparation et présentation de dossiers industriels et économiques ;
- relations industrielles et publiques.

Rémunération Paris : 130.000 F - Libre 3 mois.
Ecrire N° 7.257, « le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

HEC, Expert Comptable

Commissaire aux comptes, 35 ans, anglais courant. Expérience fiduciaire, cabinet anglo-saxon, direction générale groupe de sociétés internationales,

recherche

Secrétariat Général, Direction Financière

Base souhaitée : PARIS.
Ecrire N° 7.260, « le Monde » Publicité,
5, rue des Italiens, 75427 PARIS.

J. F., 23 ans, excel. présentat., dynamique, DUEL, anglais courant, dactylo, 3 ans éduc., cherche emploi Paris banque, publicité, public relations par exemple. Ecr. N° 194 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

SECRETAIRE NIV. B.T.S. connaiss. anglais, lib. de suite, recher. empl. stable à responsab. Ecr. n° 6029 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e

Dipl. univ. et ét. écon. eff. tles trad. all/fr et fr/all. Ec. Lecomte, 21, r. d'Anchamps, 08500 Revin.

CADRE COMMERC.

CADRE BANQUE

TECHNICIEN

ING. AGRO. LIC. SC. ECO.

DIRECTION COMMERC.

traductions

Demande

formation profession. formation profession.

Vous êtes représentant

Vous voulez le devenir :

L'E.P.R. vous propose de vous perfectionner et de vous préparer aux diplômes d'État.
(Cours du soir - Enseignement à distance).
Pour tous renseignements :
Se présenter de 14 heures à 17 heures à l'E.P.R., 17-19, rue des Jeûneurs - PARIS (2e).

PROGRAMMEUR D'EXPLOITATION SUR IBM 3
Niveau BAC ou 1e
6 à 7 mois .180 h. de cours : Gestion-Analyse-GAP 2. Exploitation.

FAX

école privée
6, rue d'Amsterdam. 874-56-60.
94, rue St-Lazare. 874-95-69.

L'immobilier

appartements vente

Paris

M° PORTE DE VINCENNES

Imm. neuf, bon standg, tt conft, LIVING DOUBLE + 1 CHBRE. Entrée, cuisine, salle de bains 76 m2 + 15 m2 loggia. Soleil. 17, RUE MONTERA, S/JARDIN. MERCR., JEUDI, 14 h. 30/18 h.

FACE NOTRE-DAME

STUDIO STYLE GRENIER, tout confort, refait neuf.

XIXe - RUE RIQUET

JE VENDS URGENT 2 PIECES, 46 M2 + CAVE

742-63-91

BD SAINT-GERMAIN CARREFOUR MABILLON

GIRPA POUR NE PAS VOUS TROMPER

GAMBETTA

SPLENDIDE DUPLEX

PICPUS

2 PIECES : 45 M2
3 PIECES : 72 M2
4 PIECES : 85 M2

SUR VERDURE

PARC MONCEAU

AV. FOCH

CHAMPS-ELYSEES

HALLES

MARAIS, dans IMM. du XVIIe. Magnif. studios, pied-à-terre, 99.000 F - Visite 9 h.-19 h., 17, r. Vieille-du-Temple, Paris-4e.

FOCH-MAILLOT
Bel immeuble traditionnel restauration et décoration de prestige.
Studios, 2 pièces, duplex.

KLEBER

CUSTINE

XVIe - ETOILE

TROCADERO

GIRPA UN NOM-UNE GARANTIE

Vaugirard. VILLA sur le TOIT. CACHET EXCEPTIONNEL
8e étage. 200 m2, 2 terrasses avec jardin. Lux. décoré mod. GDE RECEPT. 3 salles de bs, 1.250.000 F - 704-88-18.

PLACE DES VOSGES (angle) Bel imm. 17e rénové, ravissant gd séj. (3 fenêt.) + chbre tout cft, état neuf, poutres appar., 260.000 F - Propriét. 727-85-37.

Région parisienne

NEUILLY

VILLE-D'AVRAY

ST-CLOUD

58.000 F

BOULOGNE

RUEIL-MALMAISON

NOGENT-SUR-MARNE

BRY-SUR-MARNE

NANTERRE-DEFENSE

VERSAILLES R.D.

MARCEL-SEMBAT

FONTAINEBLEAU-AVON

Voir la suite de notre immobilier en page 30

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI		
Offres d'emploi "Placards encadrés"	34,00	39,70
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	7,00	8,03
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER Achat–Vente–Location	25,00	29,19
EXCLUSIVITÉS	30,00	35,03
L'AGENDA DU MONDE (chaque vendredi)	23,00	26,85

L'immobilier

appartem. achat

PAIE COMPTANT 4/5 P. tt cft, PARIS à particulier - 266-32-35.

URGENT - RECHERCHE
Quartier Montaigne, George-V, Foch.
UN APPT EXCEPT.
100 m² minim. (séjour + 2 ch.) Tél. MAIRE. BAL. 82-27.

VOUS ETES DU 3e AGE
Enfin, un conseil spécialisé. Expert à votre disposition pr VDRE, ACHETER, LOUER. Téléphonez-moi : 700-14-78.

ACH., URGT, RIVE GAUCHE Préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 12e, STUDIO. Paiement comptant chez notaire. Tél. : 873-23-55.

ACHETE, URGT, COMPTANT chbre bonne Paris - 873-20-67.

Paie cpt atel. artiste gd volume à restaurer Paris centre. 273-08-42 - 783-67-58.

constructions neuves

XIIe RUE DE PICPUS
Studios, 2 et 4 pièces. Livrables 4e trimestre 1976.
PRIX NON REVISABLES
IMMOBILIERE FRIEDLAND
41, av. Friedland, BAL. 93-69.

XVIIIe JULES-JOFFRIN
Chambres et studios 2-3-4 et 5 pièces
Habitables début 1977
PRIX NON REVISABLES
IMMOBILIERE FRIEDLAND
41, av. Friedland, BAL. 93-69.

XIIIe TOLBIAC
Studios, 2 et 3 pièces
Habitables 4e trimestre 1976
PRIX NON REVISABLES
IMMOBILIERE FRIEDLAND
41, av. Friedland, BAL. 93-69.

PASSY 57
57-61, rue de Passy PARIS 16e entre La Muette et Trocadéro
DU STUDIO AU 5 P.
CHB. IND. BOXES ET PARK. Lignes téléphoniques à disposit.
PRIX FERMES et DEFINIT.
Livraison prévue : printemps 77
Renseign. sur place ts les jours (sauf dimanche et lundi)
SIETRA 125, r. Cherche-Midi - 15e 783-24-28 - 306-36-57

15e FELIX-FAURE
Livraison octobre-novembre 1975. Reste quelques 3 P., Terrasse, Balcon, Parking. KUOXSON - LAB. 13-67

EXCEPTIONNEL
A PARIS
à partir de 3.500 F le M2
reste en cours de livraison
S/PARC DE VERD., 3/4 P.
80 m2 + 13 m2 loggia
STUDIOS et 2 PIECES
Sur place samedi, dim., lundi, 15 à 19 h., 7, rue Duvergier-19e.

MAIRIE MONTREUIL
200 mètres Mo et Centre cclal, près Ecoles et Lycées.
Reste en cours de livraison
3 et 4 P., cave, parking,
A partir de 200.000 F
Tous les jours sur place, voir gardien : 14 ter à 20, r. Gaston-Lauriau, ou tél. 742-63-91.

immeubles

Dans BEAUX IMM. Parf. état
1) VOLTAIRE
Linge en gros, bail 72. Loyer 10.400 F. Prix 100.000 F
2) CADET
CAFE, bail juillet 69. Loyer 6.900 F. Prix 69.800 F.
3) BAGNEUX S/Nationale 20 CYCLES et RESTAURANT, Baux juillet 69 et décembre 73. Loyer 6.900 et 10.000 F. Prix : 69.000 F et 120.000 F.
K.M., 11, r. Amiral-d'Estaing (16e). Tél. 720-81-57 et 89-18.

hôtels-partic.

SAINT-CLOUD
HOTEL PARTICULIER caract. 10 p. + pav. gard. 3 p., parc 1.300 m². 500 m² habitables à 2.900 F le m², Prix total 1.450.000 Tél. 14 à 18 h. 602-69-17.

pavillons

CHATILLON, CHATENAY SAINT-MAUR, VIGNEUX.
Pavillons neufs à constr. sur terrains 300 à 500 m. Tél. 202-20-04.

viagers

Propriétaires âgés, HERITEZ de vs-mêmes. Vendez en VIAGER rente indexée. — DECOBERT, spécial., 4, r. 4-Sept. RIC. 20-06.

LIBRE PLACE SAINT-PIERRE VUE SACRE - CŒUR
Gd liv. + chbre, balcon. confit. Impecc., très bel imm. P. de T. 78.000 F + 1.350 F mensuel.
F. CRUZ 8, RUE LA BOETIE 265-68-90.

NICE, b. imm. liv. + ch. tt cft 60 m2 + balcon, libre, 75.000 cpt + rte 1 T. 73 a. LODEL, 37, av. Foch, NICE. 80-69-85.

locations meublées Offre

Paris

Trinité, ch. + kitch., dche, ch. imm., w.-c., tél. poss., ref. nf, soleil, 6e étage sans ascenseur, 550 F. Tél. : 273-08-41, 783-67-58.

Chaque vendredi, nos lecteurs trouveront la rubrique

l'agenda du Monde

Les annonces peuvent être adressées soit par courrier au journal, soit par téléphone au 233-44-21, poste 374.

bureaux bureaux

CITÉ FINANCIÈRE
A LOUER IMMEUBLE NEUF
GRAND STANDING - 1.550 m2 BUREAUX
+ grand hall d'accueil, 40 parkings, archives, 40 lignes téléphone, terrasse, jardin suspendu. Bail 3-6-9 - Métro : Chaussée-d'Antin.
MADELEINE - IMMOBILIER - 260-30-39.

YOUR OFFICE IN LONDON !
bureaux de standing
AVEC OU SANS ENTREPOTS
A BRENTFORD (MIDDLESEX) A MI-CHEMIN DU CENTRE DE LONDRES ET DE L'AEROPORT D'HEATHROW
installés avec service complet (mobilier, moquette, téléphone, télex, service nettoyage, etc...)
Unités de bureaux de 10 à 150 m2
Entrepôts de 60 à 5.000 m2
RENCONTREZ-NOUS AUJOURD'HUI A HEATHROW!
EMMENAGEZ DEMAIN A BRENTFORD !
CONTACTEZ-NOUS !
à Londres: M.R. Paris (560.41.91, Télex 88.11.794)
à Paris: M.R. Thevenon (985.96.69, Télex 91.127)

BOURSE IMMEUBLE NEUF 750 m2 sur 6 nivx, bur. tte propr., 12 lign. de tél. 4.000.000 F. Tél. : 723-32-05 - 07.

1 A 20 BUREAUX. Tous quart. Location sans pas-de-porte. AG. MAILLOT. — 293-45-55 +.

GEORGE-V - ALMA
SANS INVESTISSEMENT NI COMMISSION
ensemble lux. bur. meublé pour siège prestige. 950 F le m² ch. c. + sce. Tél. 359-58-78.

EXCEPTIONNEL
bureaux. Bd des CAPUCINES 5e ét. CALME, FONCTIONNEL. Téléphone 2 lignes + Télex. Tél. 28 (86-45-37).

PROPRIETAIRE
Loue 1 ou plusieurs bureaux immeuble neuf. Tél. 758-12-40.

RECH. PAIEMENT COMPTANT immeubles import., de qualité, libres ou occupés, préfér. burx. SOGEPAT, 25, rue Marbeuf, Tél. : 225-09-21 - 359-82-67.

locations non meublées Offre

Paris

LOCATION SANS AGENCE : OFFICE DES LOCATAIRES 45, rue Héricourt - 742-53-24. 9, rue du Hanovre. Mo Opéra.

SAINT-PHILIPPE-DU-ROULE Sur jardin, très grand 2 pièces, 1.600 F C.C. 722-98-43 matin.

Prop. off. du stud. au 5 pièces Paris, banl. seul. frais 450 F. 720-12-39 - 09-41 - 09-61.

Propr. loue appt 3 pièces, cuis., s. bs, ch. cent. à 50 m. du parc Luxembourg, tél. loyer mens. : 1.500 F + charges. 548-28-21.

AUTEUIL-MOLITOR APPARTEMENT EXCEPTIONN. 315 m2 + 80 m2 terrasses, 8e étage, garage 3 voitures. 8.000 F par mois. EUR. 05-55.

Port-Royal, stud. imm. neuf, tt cft, 850 F C.C. Tél. 337-69-57.

15e RUE du THEATRE Immeuble rénové STUDIOS et 2 P., tout confort, à louer. - Tél. 933-08-25.

Région parisienne

LA DEFENSE « LE FRANCE » TR. BEAU 2 P., cuis. équipée, moq., tél., 26e étage, parking, 1.300 F. - 704-88-18.

PARIS LA DEFENSE
RESIDENCE GAMBETTA
5 P. NF av. park. et tél. 1.840 F + ch. Tél. : 774-53-93 ou 774-42-21 (poste 4532)

DEFENSE. Neuf, 4 P., cuis., S. de B., cab. toil., moqu., tél., garage, 1.400 F. Tél. : 344-61-48.

PARIS LA DEFENSE
RESIDENCE GAMBETTA
4 P. NF av. park. et tél. 1.500 F + ch. Tél. : 774-53-93 ou 774-42-21 (poste 4532).

Par propriét., 5e Porte Vanves 4 p., cuis., bns, tout confort, tél., garage, profession libérale possib. bail minimum 3 ans. 1.500 F loy. + ch., 535-02-27 ou de 15 à 18 heures 540-83-07.

PARIS LA DEFENSE
RESIDENCE GAMBETTA
STUDIO NEUF av. park. 650 F + ch. Tél. : 774-53-93 ou 774-42-21 (poste 4532)

locations non meublées Demande

Paris

Part. ch. env. 100 m² Paris, Boulogne, 2 000 c. c. maxi. Tél. 825-27-34 ap. 18 h. 30.

Région parisienne

Ingén. ch. sans agce 4 à 6 P. Versailles ou env. 570-25-91.

Cadre ch. direct. 4 à 6 P. BANL. OUEST. 950-36-70.

locaux commerciaux

PARIS. Libre avec murs, quartier Richelieu, artère passante. Tél. 742-66-94.

Client dispose capitaux en réemploi ch. murs, boutiq. Bien placée. 742-50-36 - 47-23.

500 m. Porte Bagnolet, locat. 2.325 m2 à louer, ts usage, tél., m. ch., etc. M. Nancy 528-25-36.

Mairie 14e, vds murs belle boutique, excellent rapport. Tél. : 273-08-42 - 783-67-58.

Rech. boutiq. ou locaux toute propr. même mauvais état, centre Paris. Tél. 273-08-42, 783-67-58.

LE SAINT-SAENS
Prox. Champ-de-Mars
Locaux neufs pour
PROFESS. LIBER.
Architecte, cabinet médical, cabinet dentaire, kinési., labo analyses, etc. Activités commerciales poss.
CORM 254, bd St-Germain (7e) 260-38-22 (p. 201-202)

1.000 M2 DE BUREAUX
4.250 M2 ENTREPOTS
A louer 200.000 F par an. H.T. Prix total, bail 10 ans. Tél. 18 lignes. Acc. ts cam., 8 minutes gare du Nord et Pte Chapelle. 874-22-98, matin.

Société activité automobile rech. DROIT AU BAIL 500 m² environ de plain-pied, minim. 18 voit. en poste travail + voie de circulation. Magasin et entrée voitures directement sur rue d'accès aisé facilement repérable. 16e - 17e

SECTEUR PORTE MAILLOT
Env. tes propos. à Me Delesalle not., 1, r. de Metz, PARIS-10e.

fonds de commerce

ECOLE MILITAIRE
A vendre en tte propriété BAR-RESTAUR. 1re classe. LAB. 45-52

Age retraite, cède fabrication articles plastiques brevetés. Rapide expansion, commandes assurées. Mise au courant garantie. Tél. : 970-01-21.

CAUSE RETRAITE VENDS :
TABAC
BIMBELOTERIE
gros village Vaucluse. Bon rapport. Agences s'abstenir. Pour tous renseignements : écr. à 6.704, « le Monde » P., 5, r. des Italiens, 75427 Paris-9e.

maisons de campagne

Limousin, 30 km de Limoges sud Maison de campagne et dépend. dans parc aménagé 1.800 m2, calme, tt cft, tél. Prix 230.000 F. Ecrire VIALLE, 15, rue du Roussillon, Limoges (qui transmet.).

propriétés

SPL. PROPRIETE PROVENCE 20 has. Gde Mas. tt conf. av. spl. cour intér. Ch. Cent. Tél. 15 pièces grande récept. Boxes chev. Tennis. MEUBLE. Prix : 1.800.000 - Crédit. IMMOB. CRAU, 38, bd Foch, SALON. Tél. (90) 56-26-06

A vendre, 25 kms Rennes : Gentilhommière XVIIe, parc 3 ha, pièce d'eau, restauration à finir.

Vallée de la Rance : 3 propriét. : malouinière XVIIIe, petit château XIXe, gentilhommière XVIIIe. Beaux parcs.

Manche : Maison de maître XVIIIe, 1 ha.

Nombreux autres châteaux et manoirs sur tout l'Ouest.

FORETS ET MANOIRS DE FRANCE
Les Vétumières, 35500 VITRE Tél. (99) 75-22-01.

PRES MAINTENON
chalet excell. état, beau séj., terrasse, kitch., ch. s. eau, wc, mezzanine. 560 m2 clos. 130.000 av. 26.000 cpt. Sombim, 9, rue Patenôtre, Rambouillet. 483-10-37 ou 700-46-21.

FORET DE LYONS
maison 5 p., cuis., bns, chff. centr., tél. 2.900 m2 terrain. Px 235.000, Espaces. 76 Gournay-en-Bray. Tél. (16-35) 90-91-71 puis le 431 à Gournay.

Prox. Imméd. plage. Propriété 3 ch., sél. gar. voit. + gar. bat. s/mer. Nombr. dép. Jard. 2600 m2 env. Tr. b-vue s/mer. Ag. Gey BP no 1, 83-Le Rayol Canadel

VESINET Résidence agréable PROPR. parf. état, récept., 5 ch., cft, pavill. amis, pisc., beau parc boisé 1.700 m2. AGENCE DE LA TERRASSE, LE VESINET. Tél. : 976-05-90.

25 KM. NORD. Jolie dem. anc., 3 P., récept., 4 ch., 2 s. de b., mais. gard + dép., magnif. parc 1 ha. Exclus.
LARGIER
32, bd Malesherbes. ANJ. 18-83.

villas

MESNIL-SAINT-DENIS (78) prop. vd dir. villa 8 P. 250 m² hab. s/sol complet construc. tradit. 71. Terr. 1.000 m². Prix 550.000 F. Tél. SACQUET. 266-49-13, h. b. et domicile 288-24-58.

ANTONY METRO
Splend. mais. nve, gd liv. pl.-pied, jdin + mezz. 6 chbr. pout., cuis., 4 ch., 2 bs, gd cft, s/sol, gar. 830.000 F. 702-92-34, 660-44-66

COTE D'AZUR CANNES SUR LA CROISETTE
VILLA MODERNE. Jdin 600 m² salle de séjour, 3 chbres, 3 bns, chambre personnel. Vue PORT CANTO.
GEFIC MEDITERRANEE Longuet Neal Gefic S.a.r.l., 20 La Croisette, 06400 CANNES. Poste 205. Tél. (93) 99-11-47.

Rég. Ouest de PARIS dans site verdoyant, belle villa neuve, 5 pces, cuis., s. de b., w.-c., comb. aménag., jard. 600 m. 369.000 F. Tél. 965-69-39.

13e MAISON simple 6 P. 130 m² s/2 niv., 2 bns., verdure. ALGRAIN. 285-09-54 et 00-57.

MONTMORENCY. Villa réc. 140 m² habit., jard. 960 m², pisc. 550.000 F. 989-31-74.

VAUCRESSON Tr. résid., pr. gare, CALME ds PARC 2.000 m2, villa mod., 10 CH., 5 BS. Prix rare.

terrains

TRES PROCHE ORLEANS
Terrain boisé 15 ha, viabilisé. Tél. (38) 02-10-55.

Sortie Rambouillet
Magnif. terrain à bâtir, 3.800 m2, urgent. Tél. 645-30-38.

fermettes

150 KM. DE PARIS Fermette 3.000 m2 4 P., dépend. HABIT. de suite. Crédit 80 %. Prix : 125.000 F. Le 183 à Saint-Fargeau.

175 KM. PARIS FERMETTE 5 P., JARD. dépendances. Prix : 75.000 F. Le 183 à Saint-Fargeau.

châteaux

Vendons région Toulouse château grand cft, parc prairie, 12 ha, grandes dépendances. Ecrire M. Aussenac, 22, place de l'Albinque, 81100 Castres.

ANJOU
CHATEAUX et DOMAINES
CHATEAU 17e, sup. parc et prairies 8 à 50 ha.
CHATEAU 15e et 18e, parc, terres, bois, 20 à 100 ha.
CHATEAU 19e, parc 30 ha., pisc.
CHATEAU 1850, exc. état, conf., parc 3 ou 6 ha.
Plus autres propr. et villas. Houdlard, B.P. 83 Laval 53-25-21.

Nous prions les lecteurs répondant aux "ANNONCES DOMICILIEES" de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du "Monde Publicité" ou d'une agence.

LA VIE SOCIALE

LES MENACES DE LICENCIEMENTS DANS L'INDUSTRIE DE LA CHAUSSU[RE]

Fougères entre le fatalisme et la révol[te]

Une manifestation devait être organisée ce mercredi 10 septembre, à Fougères, par les trois mille salariés de la chaussure. Ceux-ci entendent protester contre les menaces de licenciements qui pèsent sur cette industrie. Ils demandent une réunion tripartite : Etat-patronat-syndicats, pour mettre sur pied une solution durable aux problèmes d'emploi. Les patrons de la chaussure fougeraise ont en effet annoncé plusieurs centaines de licenciements, avant la fin de l'année, [si les] pouvoirs publics ne les aidaient pas. Ils on[t pré]senté vendredi 5 septembre, à la DATAR, u[n plan] de sauvegarde de l'industrie de la chau[ssure] fougeraise. Une nouvelle réunion est prévue [le mer]credi 17 septembre avec les responsables [de la] DATAR, à laquelle devraient également a[ssister] des représentants du ministère de l'indust[rie,] ministère du travail et du ministère des fin[ances].

De notre envoyée spéciale

Fougères. — 7 h. 10 du matin. Fougères, encore enveloppée de brumes rasantes, légères comme des fumées, s'anime. L'entrée des usines jette dans les rues une foule pressée, sérieuse. Les visages sont fermés. Le dialogue est difficile. Les menaces de chômage ? Oui, il y en a. Inquiets ? Dame oui ! La peur rôde qui scelle les lèvres et musèle les sourires. *« Voilà dix mois que je me réveille tous les matins en attendant la lettre. Vous ne pouvez pas comprendre »*, jette M. G... d'une voix tendue. Il travaille dans la chaussure, sa femme aussi. Sa fille de dix-neuf ans est au chômage depuis la sortie de l'école. Ménage-type : à Fougères, l'industrie de la chaussure absorbe 33 % de la population active... et la caisse de chômage 10 %. D'où la hantise du licenciement. *« Tout le monde ici ne pense qu'à y échapper. On n'ose pas parler de peur de se singulariser »*, explique Mme G... timidement. Son visage fin, rose, à peine marqué, se colore un peu plus. *« Il y en a qui, quitte à claquer au pied de leur machine, forcent la cadence tant qu'elles peuvent. » « Il y a une tension terrible dans les ateliers*, ajoute son mari. *Mais s'il y a un débrayage, je ne sais pas comment ils suivront. »*

Individualisme, passivité, tout le monde ici les reconnaît et s'en étonne, les syndicats les premiers qui titrent leurs tracts : *« Non au fatalisme »*, et rappellent que Fougères est l'une des villes françaises où la part d'ouvriers dans la population active est la plus élevée, où près de 40 % des salariés sont syndiqués. *« Nous sommes les plus exploités*, dit la C.F.D.T. *Nous l'avons toujours été, mais la solidarité n'est plus ce qu'elle a été. »*

La résignation naît de l'habitude. *« Les gens subissent*, commente un fonctionnaire local, *ils sont accoutumés à vivre avec très peu de chose. Le chômage fait partie des traditions comme la partie de palet, la pêche ou la galette saucisse. »* Fougères, ville laborieuse, dont les rues, mortes dès 7 heures le soir, ne s'animent qu'aux heures d'entrée et de sortie d'usines, respire depuis un siècle au rythme de son industrie : la chaussure. Rythme irrégulier s'il en fut : les crises qui éclaircissent les rangs de ses salariés (11 000 au début du siècle, à peine 3 000 aujourd'hui) reviennent avec la régularité des saisons : 1967, 1964, 1958, etc. Et depuis 1952, les horaires moyens de travail ont rarement dépassé quarante heures.

Cette nouvelle crise n'étonne pas, indigne à peine. Elle n'en est pas moins dramatique pour Fougères, qui compte déjà près d'un millier de chômeurs pour dix mille salariés et vit avec la menace d'un nombre égal de licenciements d'ici à la fin de l'année. *« Si nous sommes licenciés ma femme et moi*, affirme M. G..., *que pouvons-nous faire ? Nous n'avons aucune chance, à notre âge de nous recaser dans la région. Il faudra partir. Refaire savie, passé quarante ans, ce n'est pas facile... »*

Ils sont nombreux dans ce cas à Fougères qui, pour l'heure, rentrent la tête et pour conjurer le malheur s'efforcent de ne pas y croire, et surtout de n'en pas parler. Quant à prévoir leur réaction si la crise éclate. *« Si les licenciements sont brutaux, tout le monde sera dans la rue. Il y aura une sorte de révolte spontanée »*, affirme un délégué cédétiste, sans grande conviction toutefois. Nombreux sont ceux qui, parmi les observateurs, ne croient pas à l'approche d'une tempête. *« La crise peut aussi provoquer l'abattement*, assure un jeune prêtre. *On n'est pas encore rendu au temps de la colère. »*

La colère est pourtant l'argument-clé de l'ultimatum lancé au gouvernement par le patronat et la municipalité.

« Nous avons fait notre boulot »

« Depuis un an et demi, nous travaillons trois mois, nous chômons trois mois », disent les chefs d'entreprise. *« Nous avons volontairement conservé notre personnel, mais nos trésoreries s'épuisent. Cela ne peut plus continuer »*, et de s'adresser aux pouvoirs publics : *« Nous ne pouvons plus payer nos salariés. Vous voulez qu'on les garde vous nous subventionnez. Sinon... »* Sinon il y aura à Fougères, affirment-ils, un millier de licenciements avant la f... de l'année. *« Et la révolution »*. Même ton à la mairie : *« Jusqu'à présent Fougères est restée calme et sérieuse*, précise M. Cointat, député-maire U.D.R. de la ville, *je dirai au gouvernement, en p...sentant mon dossier : « Depuis » un an, on les a tenus à bout de » bras. Si vous continuez comme » ça, je vais lâcher les chiens... »*

Bluff, marchandage ? Sans doute en partie. *« Les patrons veulent alerter les pouvoirs publics pour démontrer que tout va mal, et les amener à faire quelque chose pour redorer leur situation financière*, estime un responsable de Force ouvrière. *La manifestation va sûrement les aider. Mais faut-il, sous ce prétexte, ne rien faire ? » « Notre position est inconfortable*, renchérit le responsable de la C.F.D.T. (majoritaire à Fougères). *« Nous savons qu'on se sert de nous. Mais notre rôle est de maintenir l'emploi. Nous demandons donc qu'on aide la chaussure. » « De toute façon*, conclut-il désabusé, *il faut prendre les devants, sinon les patrons mettront les travailleurs dans la rue, et eux avec ! »*

Car — paradoxe, — les seuls Fougerais apparemment mûrs pour la révolte sont les patrons ! *« Nous avons fait notre boulot jusqu'au bout, nous n'admettons pas qu'on nous traite d'incapables »*, tonne J.-B. Martin, « patron des patrons » de la chaussure à Fougères, un *« modèle du genre »*, dit-on. Un homme carré, qui parle haut, va à la messe, et travaille en blouse grise. *« Oui, nous sommes en révolte*, explique-t-il. *Parce que depuis deux ans, tous les jours que Dieu donne, on s'est réveillé avec un problème nouveau contre lequel on ne pouvait rien. »* Et d'accuser, avec tout le patronat fougerais, ce *« régime de dirigisme hypocrite, qui n'attend que le dépôt de bilan pour décapiter l'entreprise, puis donner des milliards au nouveau venu. Voyez Garnier à Redon. »*

« Gagner du temps »

Pourquoi cet accès de fièvre inattendu ? *« Pour la première fois*, dit la C.F.D.T., *les patrons fougerais se sentent directement menacés. »* Car derrière cette nouvelle crise se cache une réalité plus dure à accepter que l'alibi des fluctuations monétaires. *« Le désordre monétaire international a été un « achève- » tout »*, reconnaît l'un d'eux, *comme le nageur qui s'acharne à contre-courant et à qui on enfonce la tête sous l'eau. »* En fait, c'est l'avenir même de l'industrie de la chaussure qui est remis en question. Un avenir dont les patrons eux-mêmes semblent douter. *« En Suède, en Allemagne, il n'y a pratiquement plus d'entreprises de chaussures*, disent-ils. *Nous sommes une industrie de main-d'œuvre, et dans la majeure partie des cas un artisanat industriel, nous ne pourrons pas lutter à terme contre les pays en voie de développement, qui ont des salaires bas et pas ou peu de législation sociale. Les mille licenciements se feront tôt ou tard*, avoue J.B. Matin, *nous avons un repli stratégique à faire sur deux ou trois ans. Les subventions, c'est pour réussir sans à-coup une reconversion. »*

« Mon problème est de gagner du temps, affirme M. Cointat, *pour éviter des licenciements massifs dans l'immédiat. »* Le plan en quatorze points soum[is au] gouvernement (l'« enje[u » du] chantage) comporte donc d[es] des mesures de soutien à [court] terme pour la chaussure [(prêts] du FDES, remboursement [des frais] du chômage partiel depuis [juillet] dernier, etc.), mais aus[si des] mesures destinées à assu[rer la] réorganisation et la recon[version] des entreprises de chaus[sure à] moyen terme. *« Tant [que la] chaussure représentera p[lus de] 25 % de ses emplois, F[ougères] aura des problèmes »*, [affirme] M. Cointat. Il faut donc [encou]rager la reconversion d[e cette] industrie vers des bran[ches à] l'avenir plus sûr.

La chaussure, le textil[e (...] clone) et le bâtiment et [tra]vaux publics absorbent [...] 63 % de la main-d'œuvr[e.]

« Nous avons pourtant [pris le] taureau par les cornes », [affirme] le président de la cham[bre de] commerce, un petit homm[e affa]ble, débordant de vital[ité, qui] coiffe son béret d'un ai[r ...] pour vous faire visiter son [« ...] relais » perdue derrière [...] aux bestiaux. *« Nous avons [envoyé] à Paris l'un de nos co[llègues] pour faire de la prospectio[n indus]trielle. Nous avons envo[yé des] télex en quinze jours à 3 5[00 chefs] d'entreprise, leur expliqu[ant les] avantages qu'ils auraient [à] s'installer à Fougères. C[ela n'a] rien donné. »*

Pourtant, Fougères b[énéficie,] dit-il, de primes d'ins[tallation] confortables, de terrains b[on mar]ché, de ressources en mai[n-d'œu]vre abondantes. Rien [...] Pourquoi ? *« Les conditi[ons ne sont pas] rassemblées. Ce qui ma[nque le] plus, c'est une volonté pol[itique. »]* Exemple : le développem[ent des] communications. Fougères [est une] enclave ne disposant qu['une] liaison S.N.C.F. pour l[es] marchandises mal reliée à [la mé]tropole et d'une mauvais[e natio]nale qui se termine en cu[l-de-sac] à Rennes.

Problèmes de volonté [politi]que ? *« Ils sont communs [à toute] la Bretagne »*, affirme M. [...] Les responsables de la [...] *« quarantaine industriel[le » de]* Fougères sont, selon ses [...] syndicats, la C.F.D.T. not[amment,] dont la virulence effraie [...] tendants et... les patron[s de la] chaussure. *« L'erreur [de la] ville a été de s'endormir [pendant] vingt ans. Les muni[cipalités] contrôlées par l'industri[e de la] chaussure, ont tout fait p[our que] personne n'y vienne. »*

Sans doute, Fougères pa[ie] chèrement aujourd'hui sa [tradition] de luttes syndicales et se[s tradi]tions de mono-industrie. [...] permettra-t-elle un re[...]ment ? *« Je crois que le [gouver]nement nous donnera les [moyens] de le faire »*, affirme M. [...] Mais il y a beau temps, [à Fou]gères, qu'on n'écoute pl[us qu']d'une oreille sceptique le[s pro]messes de celui qui, élu [comme] le Messie, n'a apporté, dit[-on,] qu'un cercle hippique et de[s espa]ces verts.

VÉRONIQUE MAU[...]

● *L'emploi des cadres.* — On compte environ 45 000 cadres demandeurs d'emploi, dont 15 000 chômeurs, déclare l'Association nationale des directeurs et chefs de personnel. Elle rectifie ainsi les chiffres dont elle avait fait précédemment état *(le Monde* du 10 septembre), selon lesquels il y aurait 250 000 cadres demandeurs d'emploi. Il s'agissait, est-il précisé, de personnes ayant besoin d'une aide en matière d'emploi.

● *Dans les mines de fer de Lorraine,* les huit mille huit cent cinquante salariés seront mis en chômage technique pour un ou deux jours au cours du mois de septembre et pour des durées plus longues au cours du dernier trimestre. *« C'est en raison de l'importance des stocks de minerai de fer qui atteignent actuellement 5 millions de tonnes contre 1 800 000 tonnes en 1974 que nous avons été obligés de prendre ces mesures »*, ont expliqué mardi 9 septembre les représentants patronaux de l'ASSIMILOR. Les syndicats ont vivement réagi à l'annonce de ces mesures ; la C.G.T. propose le droit à la retraite après trente ans de mine, ce qui, selon elle, libérerait trois cents emplois par an. — *(Corres.)*

● *Quatre syndicalistes F.O. « occupent » le clocher d'une église vosgienne.* — Pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur la situation critique de l'emploi dans leur arrondissement, quatre délégués Force ouvrière on[t com]mencé à « occuper », dans l['après-]midi du 9 septembre, le [clocher] de l'église Saint-Martin, à [Saint-]Dié (Vosges). Toutes les [...] heures, mercredi matin, l[ils lan]çaient des slogans par [haut-]parleur, au sujet notamme[nt des] récentes mesures annoncée[s par] Boussac, qui compte qu[...] usines dans la région. Ils d[eman]dent l'*« ouverture de n[égocia]tions sur la garantie de l['emploi] avec des responsables, au [plus] haut niveau »*.

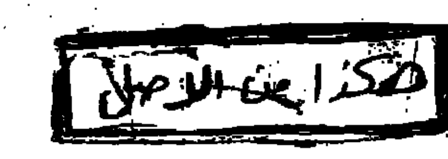
● *Nouvel épisode de l'[affaire] Fleurence.* — Ayant requis [l'aide] de la force publique pour [réinté]grer son travail le lundi [... sep]tembre, en exécution de [l'arrêt] de la cour d'appel de Ly[on (le] *Monde* du 20 août et du [... sep]tembre), M. Pierre Fleuren[ce, ...] comptable des Aciéries du [...] licencié pour ses activités [syndi]cales en mai 1968, s'est vu [signi]fier, une fois de plus, que [l'em]ploi qu'il réclame avait été [« sup]primé ». M. Fleurence a ref[usé la] transaction des Aciéries du [...] qui proposent de lui payer [une in]demnité compensatrice de s[alaire] depuis le 26 septembre 1969 [et] une certaine somme à dét[erminer] en échange de sa démi[ssion.] L'union départementale C.F[.D.T.] de la Loire a écrit, au suj[et de] cette affaire, à M. Poniato[wski,] ministre d'Etat, ministre de [l'in]térieur, et à M. Lecanuet, [garde] des sceaux, pour demander [l'ap]plication de la loi. — *(Corr[es.)]*

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Francs suis[ses]	
48 heures	6	7	4	5	1	2
1 mois	6 1/4	6 3/4	3 1/2	4	2 1/4	2
3 mois	7 1/2	8	3 1/2	4	2 1/2	3
6 mois	8	8 1/2	4 1/4	4 3/4	3 3/4	4

...s importat...

M. d'Orm...
la co...



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

Freiner les importations de vins italiens

(Suite de la première page.)

...mment en est-on arrivé là ? ...Bonnet et Deniau ont répété ...pays partenaires que la situa... actuelle caractérisée par l'im...tion massive de vins italiens ...essous du « prix de déclen...ent » européen (seuil d'alerte ...essous duquel il faut prévoir ...rincipe des mesures d'inter...on qui est égal actuellement ...8 francs par degré hecto) ne ...ait plus être supportée par les ...lteurs du Midi français. Ils ...ndérent donc l'autorisation ...xer les vins italiens de façon ...mener leur prix d'entrée à un ...u plus raisonnable. Sur le ...juridique, ils suggèrent d'ap...r ces mesures aux frontières l'article 31 du règlement », qui prévoit la possibilité ...liquer la clause de sauve...e intracommunautaire dans ...s où les instruments adminis...fs nécessaires à la gestion du ...hé du vin ne sont pas tous en ...re d'être appliqués.

...lle est bien la situation ...elle, expliquèrent MM. Bon... et Deniau, puisque, le 15 avril ...ier, le conseil a adopté une ...ution où il s'engageait à ...er le règlement avant le ...in et que, aujourd'hui, cette ...me n'est toujours pas prête. ...partenaires de la France ainsi la Commission reconnurent ...tiers que l'entrée de quanti...considérables de vins italiens ...s prix très bas compromet... la reprise des cours devant ...uement résulter des opéra... de distillation massive ...ncées par la C.E.E. en 1975 ... résorber les excédents et ...le posait donc de très graves ...cultés aux viticulteurs et, par ...het, au gouvernement fran...

...ns se montrer très convaincu l'article 31 pouvait effecti...ent justifier la mise en œuvre la clause de sauvegarde, ...Lardinois, le commissaire ...péen chargé des affaires ...coles, indiqua que, pour sortir ...impasse, il était prêt à accep... de le faire jouer, à condition ...la taxe imposée par le gou...nement français n'excède pas ...% du prix facturé par les ...liens et que ce « *barrage léger* » ...bli aux frontières françaises ...t levé au plus tard le 31 décem... prochain.

...Lardinois ajouta que si ...e solution était retenue il ...endrait équitable d'octroyer ...e budget communautaire une ... financière à l'Italie afin de ...enser le préjudice subi par ... viticulteurs.

...Marcora, qui connaît l'hostilité résolue des organisations professionnelles italiennes ainsi que du parti communiste à toute solution aboutissant au ralentissement des exportations vers la France, a déclaré ne pas pouvoir s'associer au projet présenté. La réunion s'est donc achevée sans conclusion. Et les Français se trouvent *contraints* d'agir seuls. Ils estiment cependant que le débat a été fructueux puisqu'il a permis de noter que la commission et les pays partenaires, à l'exception de l'Italie, acceptaient l'idée de mesures aux frontières limitées et provisoires. Le gouvernement français peut-il s'estimer ainsi à peu près « *couvert* » aux yeux de la loi communautaire, et a-t-il réussi à écarter par avance le risque d'être accusé de violer ouvertement les règles du Marché commun ?

« *L'ambiance dans laquelle nous ferons jouer l'article 31 est raisonnablement favorable* », a estimé M. Bonnet. Les Neuf ont aussi longuement délibéré des réformes à apporter au règlement européen pour parvenir à un équilibre durable entre la production et la consommation de vin. Le chemin à parcourir avant d'aboutir à un résultat d'ensemble est encore planté de sérieux obstacles. Certes, des progrès ont été faits : les Italiens semblent désormais acquis à l'idée d'interdire pendant deux ans la plantation de vignes nouvelles destinées à la production de vins de table. La Communauté paraît prête à financer un programme d'arrachage accéléré des mauvais cépages. Les difficultés les plus graves surgissent à propos du soutien à prévoir à l'avenir en faveur des viticulteurs. Ici, Français et Italiens se retrouvent d'accord : en contrepartie de disciplines plus contraignantes — distillation préventive à relativement bas prix, des vins à faible taux d'alcool et, en cas d'excédents, distillation obligatoire sous forme de « surprestations viniques » d'une petite fraction de la récolte — ils réclament une amélioration de la garantie de revenus offerte aux viticulteurs.

PHILIPPE LEMAITRE.

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

AVANT LA VISITE DE M. GISCARD D'ESTAING EN U.R.S.S.

M. d'Ornano s'est efforcé de relancer la coopération franco-soviétique

De notre correspondant

Moscou. — M. Michel d'Ornano a regagné Paris, mardi soir 9 septembre, au terme d'une visite officielle de cinq jours en Union soviétique. Le ministre français de l'industrie, qui était l'invité de M. Vladimir Kirilline, le président du comité d'Etat pour la science et la technique, a passé en revue à cette occasion les grands chapitres de la coopération industrielle et commerciale entre les deux pays. Cette coopération, a-t-il dit avant de quitter l'U.R.S.S., se caractérise par sa constance et sa solidité.

Si les négociations menées par M. d'Ornano n'ont fait aboutir définitivement aucun contrat, elles auraient cependant permis de faire progresser plusieurs dossiers qui avaient tendance à s'enliser depuis quelques mois. Il en serait ainsi de l'affaire Pechiney (construction en Sibérie d'un ensemble d'usines pour la fabrication de l'aluminium) qui pourrait rapporter à la Frace, si elle était conclue, entre 5 et 6 milliards de francs de contrats. M. d'Ornano avait également pour tâche la préparation de la partie économique du voyage que M. Giscard d'Estaing effectuera en U.R.S.S. du 14 au 18 octobre prochain. Il a consacré beaucoup de temps à étudier la coopération dans le domaine de l'énergie, qu'il s'agisse de l'énergie atomique ou du pétrole (recherche et vente de matériel, de plates-formes de forage, en particulier).

Outre M. Kirilline, M. d'Ornano a eu des entretiens avec M. Gvichiani, le vice-président du Comité d'Etat pour la science et la technique, avec M. Chachine, le ministre du pétrole, avec M. Patolitchev, le ministre du commerce extérieur, avec M. Petrossiants, le président du comité d'Etat pour l'énergie atomique. M. d'Ornano avait été reçu lundi pendant près de deux heures par M. Kossyguine, le chef du gouvernement soviétique.

On se déclare très satisfait, dans les milieux proches de la délégation française, des discussions qui viennent d'avoir lieu. On ne s'attend pas cependant que d'importants contrats soient prêts à être signés au moment de la visite en U.R.S.S. du président de la République. Sans mettre en cause la volonté des Soviétiques de poursuivre et de développer la coopération industrielle et commerciale avec la France, certains experts estiment que plusieurs facteurs « objectifs » ont contribué et contribuent à freiner cette coopération : lenteur dans la préparation du nouveau plan quinquennal, forte inflation concernant les installations que l'U.R.S.S. voudrait acheter en Occident et, enfin, problème de devises pour l'Union soviétique, qui s'apprête à lancer un second emprunt cette année sur le marché international. Il semble bien, en effet, qu'on ait tablé à Moscou sur une augmentation constante du prix des matières premières qui constituent l'exportation principale de l'Union soviétique. Enfin, les importants achats de céréales que l'U.R.S.S. effectuera cette année (on parle de plus de 20 millions de tonnes au total) constituent une charge qui n'avait pas été prévue.

JACQUES AMALRIC.

SYNDICATS

DEVANT LES MILITANTS DE F.O.

Bergeron : la société démocratique a besoin d'un syndicalisme indépendant sorte de contre-pouvoir

Force ouvrière, comme la ...G.T., a tenu à marquer la « rentrée » par une manifes...tion, qui, d'année en année, ...end plus d'ampleur. Sans je... leur dévolu, comme M. Sé...y, sur le Palais des Sports ... la porte de Versailles ou ...lui de Saint-Ouen, les mili...nts de F.O. ont, le 9 septem...e, afflué, dès avant 15 heures, ... Palais de la mutualité, dont ... salle était comble (sa capa...té est d'environ trois mille ...rsonnes).

Devant ce public prompt à ...pprobation, M. Bergeron a ...ussé le ton sur les questions ...litiques, tout en se gardant de toute polémique à l'égard ... quiconque ».

... dirigeant de F.O. déclare ... ne se laisse « *engager ni ... la voie de la haine ni dans de l'intolérance* », car la vio... « *finit fatalement par met...n cause la démocratie et la ...té* ».

« *La société démocratique a ...n d'un syndicalisme libre et ...pendant, capable constam... d'empêcher les excès, d'être, ... certaine manière, une sorte ...contre-pouvoir. J'irai plus ... : une société considérant le ...icalisme comme rouage de ...t n'est plus démocratique* », ...M. Bergeron.

Vers un relèvement des cotisations

...rsque le syndicaliste « *rend ...nage à la lucidité et au cou... de Mario Soares, aux socia... et aux démocrates portu...* », les battements de mains ...rolongent, comme lorsque ...ergeron s'écrie : « *La liberté, la libre circulation des hom... et des idées ; c'est le droit ...érer au syndicat de son choix ... perdre son emploi ou sans ...er de ne pouvoir en trouver. Et la liberté est un tout. On ... découpe pas comme des ...lles de saucisson.* »

...s « contester la réalité » des ...tes mesures gouvernementales, M. Bergeron estime insuffisante la relance des investissements. Au sujet des discussions relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite et de la durée du travail, F.O. estime qu' « *il convient effectivement de situer le cadre et la portée de la négociation en vue de déterminer ce qui relève de la convention collective et ce qui appartient au domaine légal. Naturellement, il faut que cela se fasse vite* », dit M. Bergeron. Il considère que le système de pré-retraite, tel qu'il existe actuellement, est une bonne expérience, qui pourrait servir de référence pour instaurer un système de retraite « *à la carte* ».

« *Quoi qu'il arrive, les mesures gouvernementales ne produiront pas d'effets avant un certain temps. Il est donc vraisemblable que les gestionnaires du régime d'assurance-chômage devront, en novembre, au conseil d'administration de l'UNEDIC, examiner le relèvement du taux de la cotisation versée par les entreprises et par les salariés.* »

M. Bergeron, qui avait réclamé le relèvement des pensions des huit cent mille personnes dont les retraites ont été liquidées avant 1971, a souhaité une meilleure solidarité nationale.

Dénonçant la fraude fiscale, il a déclaré que « *le gouvernement devrait admettre qu'il serait juste que les richesses accumulées pendant deux décennies de prospérité réintègrent les circuits économiques et sociaux, grâce auxquels elles ont pu exister* ».

Réclamant une concertation économique européenne, M. Bergeron n'en estime pas moins que le renforcement de l'organisation économique comporte des contraintes et des risques de glissements vers des systèmes plus ou moins autoritaires.

Evoquant la construction de l'Europe, M. Bergeron a souligné la convergence des vues entre F.O. et le syndicalisme allemand. le D.G.B., dont le président, M. Vetter, « est catégorique » au sujet de l'affiliation de la C.G.T. à la Confédération européenne des syndicats. « *Cette demande*, a dit M. Vetter, *ne peut être agréée étant donné que la C.G.T. est membre de la Fédération syndicale mondiale.* »

A L'ÉTRANGER

En Hongrie

Les entreprises devront rembourser intégralement l'aide de l'État

Vienne. — L'économie hongroise va devoir s'orienter vers davantage de rigueur et de rentabilité : le gouvernement de Budapest a décidé de mettre en vigueur, à partir du 1er janvier 1976, une nouvelle réglementation concernant les investissements de base, aux termes de laquelle l'Etat se refuse désormais à les financer à perte. Selon les nouvelles dispositions, les entreprises hongroises devront rembourser, dans un délai de dix ans au plus, la totalité de l'argent avancé par l'Etat. Dans certaines branches toutefois, comme l'industrie de l'énergie électrique, un délai un peu plus long est prévu. De plus, les dépassements de coût par rapport aux prévisions devront être financés par les firmes elles-mêmes. Celles-ci auront donc intérêt, au moment de l'établissement des projets, à présenter des données réelles qui ne soient pas sous-estimées dans le but d'obtenir plus facilement l'aide de l'Etat.

De notre correspondant

Jusqu'à présent l'Etat récupérait entre 20 % et 80 % des sommes prêtées aux entreprises. A partir de l'an prochain, ces dernières seront tenues de lui reverser tous les crédits accordés, même si le profit réalisé ne correspond pas à celui prévu à l'origine. En outre, certains prêts seront liés à des conditions financières pour l'instant non précisées. Il y a quelque temps, M. Attila Madarasi, secrétaire d'Etat au ministère des finances, avait plaidé, dans un article paru dans *Nepszabadsag*, l'organe du parti, pour « *un amortissement plus rapide des crédits par les entreprises, la création de taxes spéciales sur certains investissements et l'achèvement plus rapide des grands projets* ».

Les économistes hongrois ne cachent pas que ces différentes mesures ont pour but de faciliter la sélection par les autorités centrales des projets les plus rentables, de renforcer la responsabilité des entreprises et d'alléger la charge budgétaire de l'Etat. En raison des augmentations de prix à l'exportation, les revenus des entreprises ont augmenté ces dernières années plus vite que ceux de l'Etat. Celui-ci a, en effet, continué à pratiquer largement une politique de subventions des prix intérieurs devenue très coûteuse en raison du renchérissement des importations. Un déséquilibre s'en est suivi, certaines entreprises étant de plus en plus riches, tandis que l'Etat devenait de plus en plus pauvre.

En outre, en dépit de l'introduction en 1968 de nouveaux mécanismes de gestion économique, les entreprises hongroises continuaient à s'en remettre beaucoup trop à l'Etat pour financer leur politique d'investissements. Ainsi ceux-ci proviennent cette année pour 45 % des fonds centraux contre 40 % en 1970. Par sa rigueur, la nouvelle réglementation devrait inciter les unités de base à plus de réalisme, car elles supporteront la charge de leurs dépenses inutiles.

A plus long terme, il s'agit d'accélérer la modernisation des structures de l'économie.

Dans un article publié à la mi-mai, une semaine après sa nomination, le premier ministre avait lancé un sévère avertissement : les facteurs extérieurs (augmentation du prix des matières premières, récession en Occident) ne sont pas seuls responsables, avait-il dit, du déséquilibre de l'économie hongroise, qui se manifeste par un déficit commercial énorme (5,5 milliards de forints pour les cinq premiers mois de l'année), une augmentation plus rapide que prévu des revenus des salariés et un gonflement excessif des investissements (63 milliards de forints de janvier à juillet, en augmentation de 18,3 % par rapport à la même période de 1974.

Affirmant que la solution ne pourrait être trouvée « *que par une observation plus attentive de la politico-économique suivie jusqu'à maintenant plutôt que par la modification de cette ligne* », il avait déjà laissé entrevoir certaines des mesures qui viennent d'être prises. Il devrait en résulter à partir de l'an prochain une certaine stabilisation, voire un ralentissement de l'activité économique, ce qui, pour la population, risque d'entraîner certains sacrifices. Les dirigeants hongrois y préparent leurs compatriotes en leur promettant « *un progrès plus modeste, mais bien fondé* ». Dans sa dernière réunion, début juillet, le comité central du parti socialiste ouvrier a déjà prévu un renforcement de l'action politique afin d'expliquer au pays la nécessité dans l'avenir d'une certaine austérité.

MANUEL LUCBERT.

Faits et chiffres

Affaires

● LA SOCIETE METALLURGIQUE LE NICKEL (S.L.N.) vient de relever le prix de ses produits qui passent de 19,90 F à 21,95 F pour le kilo de nickel affiné (+ 10 %) et de 20,25 F à 22,20 F pour le kilo de ferronickel n° 1. Cette augmentation était attendue, après celle effectuée par la société canadienne International Nickel, premier producteur du monde, qui a porté, il y a dix jours, son prix de vente de 2,01 dollars à 2,20 dollars la livre-poids.

Crédit

● LA DOTATION DE 1 MILLIARD DE FRANCS provenant de l'Emprunt national pour l'investissement et l'emploi, mise à la disposition du Crédit hôtelier, commercial et industriel par les pouvoirs publics pour financer les investissements des petites et moyennes entreprises, a été entièrement utilisée.

Industrie

● CHIMIE : BAISSE DE 16,3 % DE LA PRODUCTION. — La production de l'industrie chimique française a diminué de 16,3 % au cours du premier semestre, par rapport au niveau moyen du premier semestre 1974, indique la note de conjoncture de l'Union des industries chimiques. Cette baisse ramène la production française à son niveau moyen de 1972. La branche des produits organiques a été particulièrement affectée.

PUBLICATION JUDICIAIRE

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS.

Condamnation pénale pour FRAUDE FISCALE.

Par jugement en date du 13 février 1975, la 11e Chambre du Tribunal Correctionnel de PARIS a condamné pour FRAUDE FISCALE et COMPLICITE :

SOHNEBELEN Pierre, né le 10 juin 1935 à MULHOUSE (H.-R.), demeurant 44, av. de New-York à PARIS (XVIe) et Act. 16/20, rue Pétrarque, PARIS (XVIe), P.D.G. de Société, à la peine de 6 MOIS d'emprisonnement AVEC SURSIS et 6.000 F d'amende.

TATAR Nicolas, né le 1er novembre 1922 à ROME (Italie), demeurant 44, rue du Pont-de-Créteil à SAINT-MAUR-DES-FOSSES (Val-de-Marne), employé de banque, à la peine de 3 MOIS d'emprisonnement AVEC SURSIS et 5.000 F d'amende.

APPRILL Jean, Pierre, Marcel, Eugène, né le 12 décembre 1925 à STRASBOURG (B.-R.), demeurant 15, rue Oberlin à STRASBOURG, architecte, à la peine de 6.000 F d'amende.

GEBHARDT Martin, Joseph, Pierre, né le 26 novembre 1926 à STRASBOURG (B.-R.), demeurant 31, rue Herder à STRASBOURG, à la peine de 6.000 F d'amende.

WACHTEL Félix, Alfred, né le 20 août 1925 à STRASBOURG (B.-R.), demeurant 102, route du Polygone à STRASBOURG, comptable agréé, à la peine de 4 MOIS d'emprisonnement AVEC SURSIS et 5.000 F d'amende.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de l'Industrie et de l'Energie
Société Nationale des Matériaux de Construction
(S. N. M. C.)

Projet Cimenterie de Saida

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Dans le cadre de la réalisation de la cimenterie de SAIDA, un avis d'appel d'offres international est lancé pour l'exécution des travaux de Génie civil

Les entreprises ou groupements d'entreprises intéressés peuvent retirer les cahiers de charges à la S.N.M.C., Direction Technique, B.P 45 Gué-de-Constantine, KOUBA - ALGER (ALGERIE), et ce à partir du 1er septembre 1975

Les offres complètes accompagnées des pièces administratives et fiscales requises sont à déposer avant le 15 octobre 1975 à la même adresse.

L'exécution de ces travaux faisant l'objet d'un financement BIRD. les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours.

(Publicité)

ARAB COMPANY FOR WOOD INDUSTRY, NATIONALIZED
P.O.B. 130 LATTAKIA - S.A.R.
N° : 2591
Date : 24/8/75

Invitation for Tenders of Foreign Prices for the sale of Syrian Walnut Logs Crop of the year 1975/1976

The Arab Company for Wood Industry, Nationalized, Lattakia, Syrian Arab Republic, P.O.B. 130 declares its interest to sell a quantity of about 1000/1200 tons which may increased or decreased according to the following specifications:

Technical Conditions :

Quality A:
1) Syrian Walnut Logs, Fresh Cut, Free from Knots until 200 cms. length, one knot allowed for lengths from 200 cms and up.
2) Lengths from 200 to 210 at the rate of 20 % and the rest of the quantity in lengths of 220 cms. and up.
3) Diameters from 40 cms. to 50 cms at the rate of 30 % and the rest (70 %) from 51 cms and up.
Tolerance in the colour of the pith of black colour in the diameter of the log ; the following rates shall be accounted on the ground of the diameter as an average measurement from the middle of the log with its external bark :
a) About 15 % of logs in diameters of 40-50 cms.
b) About 27 % of logs in diameters of 51-60 cms.
c) About 33 % of logs in diameters of 61 cms and up.
d) An inclination of 5 cms. is allowed in lengths of 200 cms., and 10 cms. in lengths of 220 cms. and up.

Quality B:
1) Same lengths of quality A and colour half white. With respect to the conditions of inclination, 10 cms. are wallowed in lengths of 200 cms. of each log.
2) Diameters : Same diameters of quality A 30 % from 40 to 50 cms. and 70 % from 51 cms. and up.
3) Tolerance in the colour of the pith : The following rates shall be accounted on the ground of the diameter as an average measurement from the middle of the log with its external bark.
a) In diameters of 40 to 50 cms. at the rate of 30 %.
b) In diameters of 51 cms. and up at the rate of 40 %.

Quality C:
1) Coloured Syrian Walnut logs more than 40 % of average diameter.
2) With respect to lengths, they are from 180 cms. to 200 cms. at the rate of 5 % and from 200 cms. to 210 cms. at the rate of 20 %, and the rest of the quantity at the rate of 75 % from 220 cms. and up. With respect to inclination, 10 cms. are allowed in lengths of 200 cms. from logs.

Quality D:
1) White Syrian Walnut Logs proper for lathe-warning in diameters from 30 cms. and up and lengths at the rate of 20 %. from 180 to 210 cms. and up.
2) Straight log with inclination of 10 cms. allowed in lengths of 220 cms.
3) Allowance in the colour of the pith 10 % of the diameter of the log.

Skarta Quality Logs:
1) Lengths from 180 cms. and up.
2) Diameters from 32 cms. and up and good for the industry of garders.

Commercial Conditions:
1) Prices on the basis of Fob Port of Lattakia in U.S. Dollars.
2) The buyer shall bear the difference of foreign currencies prices in case of their devaluation after the date of the contract, and shall have no right to ask for the cancellation of the contract for this reason, and the Company shall have the right to revert on his provisions for this reason.
3) Provisions shall be submitted in the form of a guarantee, confirmed by Commercial Bank of Syria, Lattakia and through the said Bank in the value of 5 % to participate in the adjudication and 10 % in case the adjudication is adjudged to the tenderer, and the latter shall be a guarantee for the good execution of the contract.
4) Tenders submitted by brokers and agents shall not be accepted at all, and their intervention and consultations in this respect shall not be agreed, in accordance with the instructions and regulations in force.
5) The Company shall have the right to deliver to the buyer the qualities and quantities available to it only during the delivery time which begins as from 15-11-75 and ends on 30-4-75. In case the buyer abstains to receive the goods, the Company shall have the right to revert to the provisions and to revert to the buyer for the balance in case he did not cover its value.
6) Payment to be effected by an irrevocable, uncancellable and confirmed letter of credit near Commercial Bank of Syria, Lattakia.
7) Latest date for presentation of tenders : 10th. October 1975 and remains valid 60 days as from the 10th of October 1975.
8) The tenderer who wishes to participate shall tender his application sealed with red wax, which will include the prices, preliminary provisions to the Management of the Company, noting that the expenses of the Advertisement shall be borne by the buyer,
9) The Company shall have the right to divide the sale.
10) Any dispute arising therefrom, Syrian Jurisdiction to be referee.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AUTOMOBILE

PAS DE DUMPING DES CONSTRUCTEURS EUROPÉENS SUR LE MARCHÉ AMÉRICAIN AFFIRME BRUXELLES

Les constructeurs automobiles européens ne font pas de dumping sur le marché américain, affirme la Commission européenne dans un communiqué publié mardi 9 septembre.

Les prix fixés à l'exportation de voitures européennes vers les Etats-Unis sont raisonnables et ne risquent ou ne menacent manifestement pas de porter tort à l'industrie automobile américaine, poursuit la Commission, qui estime donc « *incompatible avec le code anti-dumping du GATT (General Agreement on Tariffs and Trade), que les Etats-Unis and Trade) que les Etats-Unis ont signé l'enquête ouverte par le département américain du Trésor contre les constructeurs européens* ».

La Commission est préoccupée par les révélations de l'enquête préliminaire de la commission américaine du commerce extérieur, qui font état d'éventuelles, de possibles nuisances portées à l'industrie américaine, et elle a fait savoir aux autorités américaines combien elle prenait au sérieux les menaces qui pèsent sur un marché traditionnel et important de la Communauté européenne vers les Etats-Unis. — *(AGEFI.)*

Devant la montée des périls

Les fabricants d'équipements vont-ils se résoudre au mariage de raison ?

L'équipement automobile va mal. Les « ténors » de la profession — une quinzaine de firmes qui font 60 % du chiffre d'affaires total — sont presque tous en perte de vitesse. Près de la moitié d'entre eux sont déjà « au rouge » (S.E.V.-Marchal, Solex, Ducellier, C.F.E.A., Jaeger...). Une vingtaine d'autres entreprises de taille plus modeste sont en voie de l'être, Ferodo continuant seul à résister à la tourmente. Les quelque quatre cent quatre-vingts P.M.E. de la profession, que la crise avait jusqu'ici relativement épargnées, commencent à éprouver à leur tour de sérieuses difficultés. Il n'est pas impossible que, dans la direction amorcée par le plan de soutien gouvernemental, M. d'Ornano annonce des mesures — ou des intentions — pour éviter le pire.

L'année ne s'était pourtant pas trop mal présentée. L'augmentation des ventes de voitures d'occasion et la baisse des matières premières laissaient entrevoir des jours meilleurs. C'était compter sans la durabilité des équipements, accrue par les limitations de vitesse, la diminution du budget « voiture » des Français, la poursuite du processus de déstockage et l'âpreté de la concurrence étrangère. Bien que les carnets de commandes se soient un peu garnis au début du printemps, la reprise n'est pas venue. La baisse du dollar a, au contraire, rendu caduques une partie des efforts exercés à l'exportation, tandis que les ventes d'automobiles diminuaient, sauf dans le haut de la gamme.

Quels remèdes les pouvoirs publics, sollicités, vont-ils pouvoir apporter aux maux de la profession ? Libérer les prix va à l'encontre des objectifs de la direction des prix. Alors, restructuration en regroupant ? L'appartenance au même secteur d'activité (équipement électrique) de plusieurs firmes en difficulté (SEV-Marchal, Ducellier, Paris-Rhône-Cibié) et la fréquente identité existant entre leurs fabrications (allumeurs, alternateurs, bobines, projecteurs) inclinent plutôt le gouvernement à souhaiter une concentration. On parle d'ailleurs dans les milieux professionnels de la constitution d'un holding qui coifferait ces entreprises, ou du moins certaines d'entre elles. L'Etat serait prêt à intervenir d'une manière ou d'une autre dans cette société, et le groupe Lucas, qui détient 40 % de Ducellier, serait également intéressé. Mais bien des difficultés restent à surmonter. Ferodo, par exemple, n'est pas décidé à se défaire de sa participation majoritaire dans SEV-Marchal et se propose, au contraire, de mener le redressement de l'entreprise à son terme. Comment d'ailleurs faire cohabiter deux rivaux comme Bosch, qui est également actionnaire de SEV-Marchal, et Lucas ? L'américain Bendix, propriétaire à 95 % de D.B.A., et par ce biais de 60 % des actions Ducellier, serait peut-être un peu plus coopératif, mais il entend garder un pied dans Ducellier, dont il rêve de faire une base européenne, quand l'heure de l'électronique aura sonné pour l'automobile. De leur côté, les dirigeants de Cibié-Paris-Rhône restent très partagés sur l'attitude à adopter...

Les pouvoirs publics vont-ils tenter d'unir tout le monde autour des constructeurs automobiles? La C.F.E.A., filiale de la BANEXI, banque d'affaires de la B.N.P., y est hostile et préférerait servir de base à un regroupement. Il n'est que temps d'agir, le secteur devant compter en fin d'année plus d'entreprises éclopées que de valides. Le Crédit national évalue, pour sa part, à 600 millions de francs les besoins de la profession.

ANDRÉ DESSOT.

● *« L'Oncle Sam retourne sa veste. »* — Le livre de M. Seymour Melman, *The Permanent War Economy*, dont il a été question dans l'article sur les Etats-Unis intitulé « Une certaine démilitarisation », paru dans *le Monde* du 9 septembre, a été publié chez Simon and Schuster, éditeurs à New-York.

(Publicité)

cnipe

Le Centre National d'Information pour le Progrès Economique (Département Formation Permanente) vient de publier :

LE DROIT DES JEUNES A LA FORMATION.
Le cadre juridique et conventionnel, les régimes de rémunération, l'offre de formation existante, problèmes pratiques et économiques. (88 pages, 10 F.).

AIDE-MEMOIRE DE LA FORMATION.
Synthèse des dispositions en vigueur, différents publics bénéficiaires et régimes respectifs (jeunes, agriculteurs, mutants, immigrés, handicapés, etc...), institutions nationales et régionales. (50 fiches, 38 F.).

ACTUALITE DE LA FORMATION PERMANENTE N° 18.
Au sommaire : formation et menace de licenciement, le droit des agents de l'Etat, les commissions formation des comités d'entreprises, bilan formation continue de l'Education pour 1974, etc. (140 pages, 30 F.).

CNIPE, Département Formation Permanente,
92080 Paris La Défense, Cedex 07

(PUBLICITÉ)

ETUDES ECONOMIQUES ET TECHNIQUES SUR
LES ENGRAIS
ET LEURS MATIERES PREMIERES
Plan mondial

Prévisions : Demande-Offre 1975-1985
Politiques des prix - Ententes et Cartels
Inventaire des unités de production d'engrais
Capacité de chacune d'elles - Rentabilité

PHOSMARKET - Perspectives 1975-1985
Phosphates bruts - Engrais phosphatés
Produits chimiques

AZOMARKET - Perspectives 1975-1985

FERTILMARKET - Perspectives 1975-1985
Potasse et tous engrais

Commentaires sur les pays et sociétés producteurs de phosphate brut, notamment : OCP, Gafsa, Bucraa, Togo, Sénégal, Algérie, Jordanie, Syrie, Irak, URSS, USA, Afrique du Sud, Israël, Pérou, etc.

Réalisées par une équipe d'ingénieurs, d'économistes et de spécialistes internationaux de DYNACHIM, **ces études sont un guide indispensable aux dirigeants pour les investissements et les ventes.**

En annexe de ces études, on trouve en particulier :

PHOSPRICE : Graphique donnant les prix de vente des phosphates bruts en fonction du prix du blé entre 2,50 $ et 7,50 $ le boisseau et
1) le rendement à l'hectare
2) dans le cas d'un monopole d'achat des transformateurs
3) dans le cas d'un monopole de vente des producteurs.

FERTILVENTE - Techniques de vente des engrais et de leurs matières premières. Moyens à mettre en œuvre en 1976.

FERTILCLIENTS - Raisons sociales, adresses, produits et capacités de production des fabricants d'engrais à base de phosphate, potasse, ammoniaque et urée. (Monde entier). Indispensable à tout vendeur de matières premières.

AZOCOST - Connaissance des prix de revient de production pour les engrais à base d'ammoniaque et d'urée.

AGRIECO - Accroissement du profit de l'agriculteur en fonction de l'utilisation des engrais.
— Résistance de l'agriculteur aux augmentations de prix
— Elasticité de la demande — Chute des ventes

DYNACHIM World economic & chemical Innovators
25, rue d'Hauteville 75010 PARIS Tel. 770.50.53 Cables: Dynachim

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE CAP/SOGETI

L'assemblée générale ordinaire annuelle de la société SOGETI S.A., tenue le 30 juin dernier à Grenoble sous la présidence de M. Serge Kampf, a approuvé les comptes de l'exercice 1974 qui était le dernier exercice avant le rapprochement intervenu avec le CAP et la transformation de SOGETI S.A. en société holding maintenant dénommée « CAP/SOGETI-France ».

Au cours de cet exercice 1974, SOGETI S.A. a réalisé :
— Un chiffre d'affaires hors taxes de 30 341 510 F, soit une progression de 55 % par rapport à l'exercice 1973 ;
— Un cash-flow brut de 7 023 858 F contre 4 148 808 F en 1973 (+ 69 %) ;
— Un bénéfice net (après impôts, amortissements et provisions) de 3 109 070 F, soit une progression de 53 % par rapport à celui de l'exercice 1973.

L'assemblée générale a décidé pour la première fois la distribution d'un dividende, dividende fixé pour cet exercice à 10 F par action et auquel s'ajoute l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 5 F par action.

A l'occasion de cette assemblée générale, M. Serge Kampf a fait aussi un bilan des sept premiers exercices de SOGETI S.A. en faisant remarquer que depuis sa création fin 1967, l'accroissement annuel moyen de la société avait été de 53 % l'an pour le chiffre d'affaires et de 75 % pour le bénéfice net, ainsi que le montre le tableau ci-dessous :

Exercice	Chiffre d'affaires HT	(*) (A-1)	Bénéfice net après I.S.	(*) (A-1)
1967/68	1 516	—	63 (4,2 %)	—
1969	3 553	+ 134 %	222 (6,2 %)	+ 252 %
1970	5 408	+ 52 %	338 (6,3 %)	+ 52 %
1971	8 701	+ 61 %	913 (10,5 %)	+ 170 %
1972	12 423	+ 43 %	1 243 (10,4 %)	+ 36 %
1973	19 536	+ 57 %	2 039 (10,4 %)	+ 64 %
1974	30 341	+ 55 %	3 109 (10,2 %)	+ 53 %
Total des 7 ans	81 478	—	7 927 (9,7 %)	—
(*) Moyen par an sur les 7 ans.		+ 53 %	—	+ 75 %

En ce qui concerne le bilan consolidé 1974 du Groupe CAP/SOGETI (services et traitement), il a fait apparaître un chiffre d'affaires hors taxes de 145 873 714 francs contre 52 087 741 francs en 1973 (soit une progression de 180 %) et un résultat d'exploitation de 10 millions 189 227 francs, en progression de 121 % sur celui de 1973.

M. Serge Kampf a enfin précisé que pour les six premiers mois de l'année 1975, CAP/SOGETI-France avait réalisé pour la seule branche « services » :
— Un chiffre d'affaires consolidé de 80 225 000 francs (61 368 000 francs en France et 18 857 000 francs en Europe), ce qui représente une progression de 38 % sur la même période 1974 ;
— Un résultat consolidé avant impôts de 10 587 000 francs (soit 13,2 % du C.A. hors taxes), ce qui représente une progression de 41 % sur la même période 1974.

Ces résultats confirment le succès du rapprochement intervenu fin 1974 entre SOGETI et le CAP ainsi que la bonne gestion et la capacité d'expansion de CAP/SOGETI, déjà devenu le premier groupe européen de sociétés de service en informatique.

ACIER - INVESTISSEMENT

Valeur liquidative au 31 août 1975

Au 31 août 1975, la valeur liquidative globale d'Acier-Investissement ressortait à 305,79 millions de francs, soit 117,59 francs par action.

SOCIÉTÉ GÉNÉRAI

RELANCE : UNE INITIATIVE EN FAVEUR DES P.M.

Pour permettre aux entrep dont le chiffre d'affaires annu inférieur à 20 millions de fr de restructurer leur trésorerie participer pleinement à la re la Société générale vient de m au point et de lancer une for de crédit originale.

Ce crédit peut atteindre durée de quatre ans maximum formalités ont été très simpl et chaque demande fait l d'une décision extrêmement r

CHARBONNAGES DE FRA

BONS 8,50 % 1971

Mise en paiement du coupon

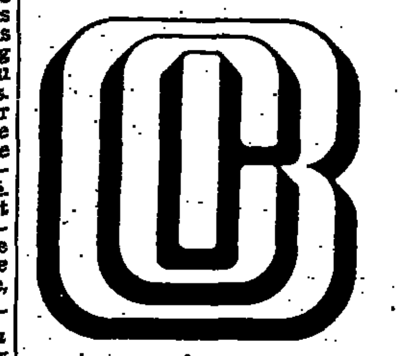
Les intérêts courus du 30 s bre 1974 au 29 septembre 19 ces bons seront payables à du 30 septembre 1975 à rais 34,43 F par titre de 450 F n contre détachement du coupon après une retenue à la sourc nant droit à un avoir fiscal de (montant global 38,28 F). E d'option pour le régime du vement d'impôt forfaitaire, le plément de prélèvement libé sera de 5,73 F, soit un net de

BONS 8 % 1972

Mise en paiement du coupon

Les intérêts courus du 25 s bre 1974 au 24 septembre 19 ces bons seront payables à pa 25 septembre 1975 à raison de par titre de 400 F nominal détachement du coupon n° 2 une retenue à la source d droit à un avoir fiscal de (montant global 32 F). En ca tion pour le régime du prélè d'impôt forfaitaire, le complém prélèvement libératoire sera de soit un net de 24,01 F.

Le paiement des coupon effectué sans frais aux cais comptables directs du Tréso soreries Générales, Recettes nances et Perceptions), à la Nationale de l'Energie, à 17, rue Caumartin, ainsi qu'a chets de la Banque de Fr des établissements bancaires tuels.



Banca Commerciale Italiana

Bilan au 31 Décembre 1974

Actif (en millions de Lires)	
Caisse	161.863
Institut d'émission, Banques et Correspondants	2.099.432
Titres de Filiales et Participations	112.234
Titres de placement à revenu fixe	2.021.733
Portefeuille effects escomptés et réescomptés	534.992
Comptes débiteurs de la clientèle et des Correspondants	4.819.813
Reports sur opérations de Bourse	23.968
Immobilisations	104.691
Effets à l'encaissement, comptes de régularisation et divers	935.934
	10.814.660
Hors Bilan	
Crédits par signatures	2.110.063
Change à terme	3.847.463
Comptes d'ordre et d'engagements	5.733.064
	22.505.250

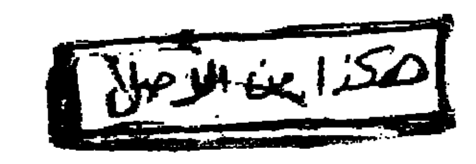
Passif (en millions de	
Capital social	60.
Réserve légale	23.
Report à nouveau	
Réserve spéciale Loi du 19-12-1973 n° 823	109.
Fonds de provision pour risques sur crédits	41.
Comptes créditeurs de la clientèle et des correspondants	9.567.
Institut d'émission	22.
Amortissements sur immobilisations	30.
Provision pour indemnité de départ du personnel	157.
Comptes exigibles après encaissement, comptes de régularisation et divers	792.
Bénéfice de l'exercice	7.
	10.814.
Hors Bilan	
Debit par signatures	2.110.
Change à terme	3.847.
Comptes d'ordre et d'engagements	5.733.
	22.505.

Le dividende de 10 % pour 1974 est payable à partir du 28 Avril 1975

Président:
Gaetano Stammati
Administrateurs Délégués:
Francesco Cingano - Antonio Monti

Banca Commerciale Italiana
Direction Centrale: Milan

299 Guichets en Italie, et 9 à l'étranger (Chicag Istanbul - Izmir - Londres - Los Angeles - New Y - São Paulo - Singapour - Tokyo) - 13 Bureaux Représentation (Ankara - Athènes - Beyrouth - Le C - Francfort s/M - Kuala Lumpur - Madrid - Mexic Moscou - Paris - Sydney - Téhéran - Varsovie).



LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
9 SEPTEMBRE

Marché plus résistant

valeurs françaises se sont rées plus résistantes en cette ème séance de la semaine, mouvement de baisse ré vendredi a paru s'essouf- Après une légère baisse ini- l'indice Chainet perdait ; quelques gains ont été istrés çà et là, un tiers des s s'inscrivant en reprise ne.

es du compartiment des tra- publics et des banques, pas- nent affectées la veille, ont pé une timide remontée.

déception causée en Bourse plan de relance s'atténue- lle ? Ou l'amélioration de ère heure notée lundi soir ll Street a-t-elle fait meil- impression ?

emble que, pour l'instant, une situation où les données raissent pas encore très ment, la mauvaise humeur faire place à une prudente tative, tenant compte des lles au jour le jour, notam- de celles en provenance des és.

valeurs étrangères, amélio- des américaines, en liaison le léger gain de Wall Street, repli des allemandes, dépri- par les résultats semestriels yer.

pétroles internationaux, e de Norsk Hydro.

le marché de l'or, net repli ngot et du kilo en barre à F et 21 850 F contre 22 225 F 125 F, tandis que le napoléon 6 F à 248,90, entraînant la 4 1/2 % 1973.

baisse régulière des cours étal à Londres et à Zurich, isnage de 150 dollars l'once, e de mauvais augure aux teurs

montant des transactions gonfle à 18,5 millions de s contre 8 millions de francs.

LONDRES

Irrégulier

Le marché est irrégulier ce mercredi ; léger recul des industrielles et des pétroles, avec des transactions réduites. Les mines d'or sont mieux tenues, par solidarité avec le lingot.

VALEURS	CLOTURE 9 9	COURS 10 9
War Loan 3 ½ %	26 1/2	26 3/8
Beechams	300	300 1/2
British Petroleum	520	522 1/2
Shell	338	335 1/2
Vickers	132	133
Imperial Chemical	265	263
Courtaulds	130	130
De Beers	295	294 1/2
*Western Holdings	31	31 1/4
Rio Tinto Zinc Corp.	161	162
*West Driefontein	37 1/2	38 3/8

(*) En livres.

Or (ouverture) (dollars) : 150 25 contre 152 25

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

	8 sept.	9 sept.
Valeurs françaises	130,5	124,4
Valeurs étrangères	124,5	124,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE (Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	74,6	74,2

Taux du marché monétaire

Effets privés	7 1/8 %

NOUVELLES DES SOCIETES

LA RADIOTECHNIQUE. — Ventes du premier semestre 1975 : 561 millions de francs contre 474,9 millions (+ 18 %).

AU PRINTEMPS. — Chiffre d'affaires du groupe du premier semestre 1975 : 2,37 milliards de francs contre 2,06 milliards (+ 14,6 %).

PIPER-HEIDSIECK. — Après un premier semestre où le chiffre d'affaires avait baissé de 48 % par rapport au premier semestre 1974, la société enregistre sur le marché français, pour le troisième trimestre, une augmentation de 50 % ; elle pense réaliser cette année un chiffre d'affaire comparable à celui de l'an dernier.

FEMMES D'AUJOURD'HUI. — Chiffre d'affaires du premier semestre 1975 : 672 408 745 francs belges contre 733 835 073 (— 8,37 %).

GROUPE SCOA. — Pour l'exercice 1974-1975, qui se terminera le 30 septembre, le chiffre d'affaires consolidé du groupe SCOA devrait enregistrer une progression d'environ 23 %.

NEW YORK

Marché lourd

Après une ouverture en hausse, le marché s'est vivement replié ce mardi, pour terminer en baisse de 12,36 points de l'indice Dow Jones des industrielles, à 827,75.

La reprise initiale a été motivée par l'annonce du plan de sauvetage de la ville de New-York, valable seulement pour trois mois il est vrai. Mais le rendement des bons du Trésor ayant augmenté lundi à l'adjudication, les opérateurs redoutaient une nouvelle hausse du taux de base des banques dans les jours à venir. D'autre part, le président Ford ayant opposé son veto à la prolongation du contrôle des prix du pétrole, ils craignent que le Congrès ne passe outre.

Les échanges ont nettement augmenté, portant sur 15,79 millions de titres contre 11,50 millions la veille. Le nombre des baisses l'emporte sur celui des hausses, à raison de 885 contre 478 et 426 inchangés.

Aucun compartiment n'a échappé à la baisse, qui a touché surtout les ordinateurs : I.B.M. perd 4 1/2, et Burroughs 3 1/4. Aux automobiles, General Motors est en perte de 1 3/4. Recul d'un grand nombre de valeurs vedettes : Du Pont, Kodak, General Electric, Xerox, Schlumberger, General Dynamics, Motorola.

Indice Dow Jones des transports : 154,74 (— 0,78) ; indice Dow Jones des services publics : 78,44 (+ 0,22).

VALEURS	COURS 8/9	COURS 9/9
Alcoa	47 5/8	47 7/8
A.T.T.	48	47 1/4
Boeing	28 3/4	26
Chase Manhattan Bank	30 7/8	30 5/8
Du Pont de Nemours	124	121 1/4
Eastman Kodak	90 3/4	88 3/8
Exxon	88 1/2	88 1/4
Ford	38 1/4	38 7/8
General Electric	45 7/8	43 1/2
General Foods	24 5/8	24 5/8
General Motors	48 1/4	47 1/8
Goodyear	18 3/4	18 5/8
I.B.M.	183 1/2	179
I.T.T.	19 3/4	19 3/4
Kennecott	34	34 1/8
Mobil Oil	42 3/8	42 1/4
Pfizer	25 ...	23 7/8
Schlumberger	76 1/2	74 5/8
Texaco	23 5/8	23 5/8
U.A.L. Inc.	21 5/8	20 7/8
Union Carbide	62	62 1/4
U.S. Steel	70 1/4	69 ...
Westinghouse	15 3/8	14 3/4
Xerox	54 1/2	52 1/4

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	9 9	10/9
1 dollar (en yens)	298	297 99

BOURSE DE PARIS — 9 SEPTEMBRE — COMPTANT

[illegible]

MARCHÉ A TERME

[illegible]

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours	Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
225	Angold	212	203 80	203 80	261 ..	64	Rand. Selen	53 50	52 80	52 80	53 ..
225	Astur. Mines	212 20	212 30	212 20	215 20						
245	B. Ottoman.	260 10	259	259	256						
245	BASF (Akt).	234	229	229 50	225	157	Royal Dutch.	158	158 70	160 20	159 10
199	Bayer	198	191 60	192	191	16	RioTinto Zinc	16	15	15 05	14 70
116	Buffelsfont.	108 80	105 50	108	106	176	St-Helena	160	154 10	154	154 10
18	Charter	15 80	15 50	15 50	15 50	340	Schlumberge	336	341	342 90	340 10
138	Chase Manh	136 90	138 50	138	140	29	Shell Tr (S.)	31	30 60	31 10	30 30
410	C.F.Fr.-Can.	402	408	408	405	480	Siemens A.G.	457	456 50	456	455
18	De Beers (S.)	17 80	17 55	17 55	17 25	46	Sony	45	41 30	40 50	41 30
525	Deuts. Bank.	541	533	536	535	17	Tanganyika	15 70	16	16	16 70
197	Dome Mines	185 40	182	186 10	180	171	Unilever	174 20	176	175	176
520	DuPont Nem.	546	554	563	546	30	Union Corp	29 15	28 40	28 40	28 80
395	East. Kodak	403	406 60	405 60	400 10	145	U. Min. 1/10	143 10	144 10	144 10	143
59	East Rand.	49 90	47 70	46 80	47	250	West Drief.	231 70	224 50	221	225
230	Ericsson.	213	212 20	214 50	210 20	113	West Deep	104 80	103	101	101 90
380	Exxon Corp.	385	382	383	388	200	West Hold.	190	182	182	184 50
168	Ford Motor.	169	170 60	170 80	167 10	3	Zambia Cop	3 05	3	3 ..	3
174	Free State.	156	158 10	152 50	155						

* VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. : demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 9 9	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 415	4 405	4 40
Canada ($ can. 1)	4 289	4 294	4 29
Allemagne (100 DM)	171 125	171 100	171 15
Belgique (100 fr.)	11 446	11 438	11 43
Danemark (100 krd.)	73 670	74 120	74 12
Espagne (100 pes.)	7 549	7 535	7 48
Grande-Bretagne (£ 1)	9 320	9 322	9 32
Italie (1 000 lires)	6 580	6 578	6 57
Norvège (100 krs.)	78 870	80 030	80 30
Pays-Bas (100 fl.)	167 125	166 950	166 96
Portugal (100 esc.)	16 630	16 610	16 61
Suède (100 krs.)	101 150	101 120	101 20
Suisse (100 fr.)	164 600	164 625	164 62

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 9 9
Or fin (kilo en barre)	22125	21400
Or fin (kilo en lingot)	22725	71820
Pièce française (20 fr.)	248 90	242 90
Pièce française (10 fr.)	172	172
Pièce suisse (20 fr.)	223 70	219 60
Union latine (20 fr.)	211	209 90
Souverain	214 50	208 60
Pièce de 20 dollars	1070	1050
Pièce de 10 dollars	531	521
Pièce de 5 dollars	349 80	
Pièce de 50 pesos	882	867
Pièce de 10 florins	202	198 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE



Tandis que M. Jacques Hersant est nommé co-directeur

Les élus du comité d'entreprise du « Figaro » ont refusé de se prononcer sur les licenciements

Le nom de M. Jacques Hersant, avec le titre de co-directeur de la publication, figure, mercredi 10 septembre, dans le *Figaro* sous celui de son père, M. Robert Hersant, président-directeur général. Ceci en vertu de la loi du 28 juillet 1881, qui veut qu'un parlementaire — M. Robert Hersant est député (réformateur) de l'Oise — ne peut être directeur d'une publication en période de session parlementaire. Rappelons que M. Jacques Hersant est membre du nouveau directoire du *Figaro*.

M. Robert Hersant a informé mardi 9 septembre le comité d'entreprise du *Figaro* de ses intentions concernant le rééquilibrage du budget du journal (quelque 24 millions de francs de déficit, selon lui) et les licenciements que cette opération entraînerait (*le Monde* daté 7-8 septembre).

Les élus du comité d'entreprise *« jugent arbitraires les mesures visant à faire endosser aux seules catégories professionnelles un déficit imputable à une mauvaise gestion et à la crise économique »*, affirme une déclaration commune. En conséquence, ils ont refusé de se prononcer sur les licenciements proposés (cent quinze personnes dont soixante-dix journalistes), estimant que la direction du *Figaro* doit rechercher préalablement d'autres solutions (mutations internes, départs en retraite anticipée, etc.). Ils auraient obtenu l'autorisation de se faire assister d'un expert comptable pour étudier les documents financiers de la direction prouvant le déficit. Le comité d'entreprise se réunirait de nouveau dans une semaine.

Le directoire du *Figaro* a décidé d'autre part que le délai de recours à la clause de conscience pour les journalistes, en cas de départ volontaire, soit prolongé jusqu'au 31 octobre 1975. En tout état de cause, ces départs volontaires (cinq à ce jour) viendraient en déduction du nombre des licenciements envisagés par la direction.

Selon le ministère du travail

LA SITUATION DE L'EMPLOI EST RESTÉE STATIONNAIRE EN AOUT

La situation de l'emploi n'a guère évolué au mois d'août. Les statistiques que vient de publier le ministère du travail traduisent, en données observées, une légère dégradation : un peu plus de demandes non satisfaites, 797 000 au lieu de 765 600 fin juillet (+ 4,1 %) ; un peu moins d'offres non satisfaites, 104 500 au lieu de 106 500 (— 1,9 %). Mais en données corrigées des variations saisonnières, le nombre des demandes d'emploi a très légèrement diminué : 864 200 fin août contre 884 900 fin juillet (— 2,3 %) et 464 000 il y a un an (+ 86,1 %) ; les offres sont restées stables : 102 700 contre 102 500 fin juillet, mais ont diminué de plus de moitié (50,5 %) par rapport à août 1974 (207 600).

Durant le mois d'août, 59 900 nouvelles offres d'emploi ont été enregistrées contre 70 000 en août 1974, ainsi que 162 100 nouvelles demandes contre 194 800 il y a un an.

LA CORÉE DU SUD NÉGOCIE AVEC LA FRANCE L'ACHAT DE DEUX CENTRALES NUCLÉAIRES

Séoul (U.P.I.). — Le Dr Lee Byoung White, directeur du département nucléaire au ministère sud-coréen de la science et de la technologie, a indiqué que son gouvernement était en train de négocier avec la France l'achat de deux centrales nucléaires.

Le vice-premier ministre de la Corée du Sud, en voyage en France au mois de juin dernier, avait visité la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux et envisagé la possibilité d'achat d'une centrale à la France. La Corée du Sud prévoit, en effet, la réalisation de quatre nouvelles centrales d'ici à 1981 (« le Monde » du 1er juillet 1975).

Pour l'instant, la Corée a deux centrales de 600 mégawatts chacune en cours de construction, de modèle américain, à eau pressurisée, de type Westinghouse, et a l'intention d'acheter deux centrales de 600 mégawatts au Canada.

Le Canada, toutefois, s'est refusé à conclure le contrat tant que la Corée du Sud n'aura pas signé avec l'Agence internationale de Vienne un accord plaçant les centrales coréennes sous contrôle international. La Corée du Sud a signé, mais non ratifié, le traité de non-prolifération.

● *M. Edgar Faure*, président de l'Assemblée nationale, a annoncé, mardi après-midi 9 septembre au cours de la séance, que la mission temporaire précédemment confiée à M. Jean Brocard, député républicain indépendant de Haute-Savoie, avait pris fin. M. Brocard avait été chargé, à compter du 19 février, et ce pendant six mois, d'une mission auprès du ministre de l'intérieur pour étudier les problèmes de l'aménagement du territoire en montagne.

LE PRÉSIDENT FORD BLOQUE LES VENTES DE CÉRÉALES A L'U.R.S.S. JUSQU'AU 15 OCTOBRE

Washington. — M. George Meany, président de la centrale syndicale A.F.L.-C.I.O., a demandé mardi 9 septembre aux dockers américains de ne plus boycotter les chargements de céréales américaines destinées à l'Union soviétique.

Cette demande est intervenue à la suite d'une rencontre organisée à la Maison Blanche entre le leader syndical et le président Ford.

Celui-ci a notamment prolongé jusqu'au 15 octobre prochain le moratoire appliqué actuellement sur les ventes de céréales américaines à l'Union soviétique.

Le président a en outre déclaré à M. Meany que l'administration s'efforçait de négocier avec l'U.R.S.S. un accord à long terme d'achat de céréales afin de planifier les besoins du marché et minimiser l'impact des achats soviétiques sur les prix intérieurs américains.

Le président a enfin précisé à M. Meany que les États-Unis s'efforceraient de négocier avec l'U.R.S.S. un accord sur les frets maritimes qui permettrait notamment le transport d'au moins un tiers des céréales américaines vers l'Union soviétique sur des navires américains.

Les dockers américains, appuyés par M. Meany et l'A.F.L.-C.I.O., avaient décidé, le mois dernier, de ne pas charger de céréales à destination de l'Union soviétique pour protester contre les hausses de prix résultant d'importants achats de l'U.R.S.S. en juillet. Plusieurs tribunaux fédéraux, à Houston et à La Nouvelle-Orléans, les avaient cependant obligés à reprendre le travail. — (A.F.P.)

En Angola

LE M.P.L.A. AFFIRME AVOIR REPRIS LA VILLE DE CAXITO

Luanda (A.F.P.). — Le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.) contrôle depuis mardi soir 9 septembre la ville de Caxito, située à 53 kilomètres au nord de Luanda, annonce dans un communiqué le commissariat politique de l'état-major des FAPAL (forces armées du M.P.L.A.).

Cette localité est d'une grande importance stratégique, car elle se trouve au carrefour routier qui relie Luanda au port d'Ambriz et à la ville de Carmona, où se trouvent les deux bases principales du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.).

● A JOHANNESBOURG, un poste de radio sud-africain a annoncé ce mercredi que des groupes de mercenaires combattaient en Angola. La plupart de ces hommes seraient d'anciens officiers ou soldats portugais, dont beaucoup originaires du Mozambique. Selon la radio, on ne peut affirmer qu'ils se trouvent aux côtés du F.N.L.A. ou de l'UNITA, mais le groupe le plus important, composé de six cents hommes environ, se bat dans le nord du pays avec des troupes du F.N.L.A.

(Lire page 6 le reportage d'Olivier POSTEL-VINAY.)

● *Selon le comité contre la répression au Maroc*, cent cinq des militants ou sympathisants marxistes-léninistes, appréhendés par la police dans le courant du dernier trimestre de 1974, ont été présentés au parquet dans les derniers jours du mois d'août et officiellement inculpés. On reste sans nouvelles, précise le comité de plusieurs des personnes arrêtées dans les mêmes conditions, parmi lesquelles MM. Serfaty et Zeroual. (Comité contre la répression au Maroc, 78930-Guerville.)

L'ASSEMBLÉE TERRITORIALE DE NOUVELLE-CALÉDONIE APPROUVE LE PROJET DE STATUT PRÉSENTÉ PAR M. STIRN

L'Assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie a émis mercredi 10 septembre, à Nouméa, un avis favorable sur le projet gouvernemental de réforme du statut du territoire. Ce vote a été acquis à l'unanimité des dix-huit conseillers présents (sur trente-cinq), les bancs de l'opposition étant restés vides. Ce projet de loi sera soumis au Parlement avant la fin de l'année.

Les quatre partis politiques ayant soutenu le projet sont : l'Union démocratique (apparentée U.D.R.), l'Entente démocratique et sociale (tendance R.I.), le Mouvement libéral et l'Union progressiste multiraciale, qui ont souhaité le voir appliquer le plus rapidement possible. Ils ont notamment souligné *« le pas en avant »* que représentaient ces modifications des institutions.

Le projet de réforme adopté en juillet dernier à Paris, en conseil restreint, prévoit une augmentation des attributions du conseil de gouvernement, qui aura des pouvoirs de décision et ne sera plus seulement consultatif.

[Ce vote, qui, selon le secrétariat d'État aux DOM-TOM, « affirme sans équivoque le maintien du territoire dans la République », confirme le changement de majorité intervenu à l'assemblée du territoire. Il s'était déjà concrétisé le 2 septembre dernier par l'élection à la présidence de l'Assemblée de M. Dick Ukewe, membre de l'Union démocratique, proche de l'U.D.R. (« le Monde » du 5 septembre). Le président sortant, M. Yann Celene Vregel, avait demandé en juin, dans une lettre à M. Giscard d'Estaing, l'organisation d'un référendum pour évaluer les aspirations à l'autonomie de la population locale.]

Pour limiter le nombre des candidats

Les conditions de présentation à l'élection présidentielle pourraient être renforcées

Le gouvernement pourrait demander l'inscription à l'ordre du jour du projet de loi organique aménageant les modalités de l'élection du président de la République au suffrage universel, telles qu'elles sont prévues par la loi organique du 6 novembre 1962. M. Lecanuet, garde des sceaux, devait faire au conseil des ministres du mercredi 10 septembre une communication à ce sujet. M. Valéry Giscard d'Estaing avait fait approuver par le gouvernement, peu de temps après son élection (*le Monde du 12 juillet 1974*), plusieurs projets de modification de la Constitution. Un seul a en définitive été adopté lors de la réunion du Congrès du Parlement à Versailles, le 21 octobre 1974, celui qui étend la saisine du Conseil constitutionnel.

Le gouvernement reprend donc aujourd'hui l'un de ses projets, celui qui reproduisait une proposition de loi adoptée par le Sénat en décembre 1973. Aux termes de ce texte, le nombre des personnalités qui doivent « parrainer » les candidats à l'élection présidentielle serait porté de cent à cinq cents et comprendre cinquante conseillers généraux et vingt-cinq parlementaires, choisis dans au moins trente départements ou territoires d'outre-mer, au lieu de dix actuellement. De plus, la liste des « parrains » serait rendue publique, contrairement aux dispositions encore en vigueur.

D'autre part, M. Lecanuet devait soumettre au conseil un projet de loi interdisant, désormais, l'usage des « grosses au porteur » (actes notariés), qui avaient été l'occasion de très nombreuses escroqueries. De plus, l'appellation même de « grosse » sera remplacée par l'expression « copie exécutoire ».

Désormais, ces actes ne pourront plus être transmis que par endossement nominatif, le transfert lui-même devant être constaté par un acte notarié.

La discussion du plan de soutien à l'Assemblée nationale

Les mesures proposées sont aux antipodes d'une planification, *souligne M. Boulloche (P.S.)*

Sous la présidence de M. Charles Bignon, député U.D.R. de la Somme, les députés ont poursuivi, mercredi matin 10 septembre, la discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975.

M. PAUL BALMIGÈRE (P.C., Hérault) a évoqué la situation de l'agriculture et plus particulièrement la crise viti-vinicole. Après avoir demandé quelles mesures le gouvernement entendait prendre pour les viticulteurs, après l'échec des négociations à Bruxelles, il a estimé : *« La situation actuelle n'est pas fatale. Elle est le résultat de la politique du gouvernement, et les ouvriers, comme les agriculteurs, n'ont rien à y gagner. »*

M. GASTON GIRARD (app. U.D.R., Loiret) note que le gouvernement a eu raison *« de tout tenter pour enrayer une crise qui n'est pas le seul fait de la France (...) »*. Combattre systématiquement un plan sans le discuter n'est pas digne, selon lui, d'un élu. Déçu par l'*« extrême modicité »* des sommes affectées à l'agriculture, il souhaite que des crédits soient engagés en faveur de l'hydraulique agricole, du démembrement, et pour combattre l'exode des jeunes ruraux.

Selon M. BOULLOCHE (P.S.), les mesures proposées sont aux antipodes d'une planification. L'orateur souligne notamment : *« On assiste à une « étonnante distribution d'argent » au secteur privé, il n'existe pas de volonté véritable de mettre l'économie au service de l'homme, enfin rien n'est entrepris pour résorber le chômage. »*

M. Bertrand Denis (R.I. Mayenne), déclare : *« Vous avez fait un geste pour les bénéfices industriels et commerciaux en faveur des industriels. Ne pourriez-vous appliquer ces règles aux agriculteurs, qui devraient également bénéficier d'un sursis pour le paiement des impôts ? »* Il souhaite que des crédits soient affectés en faveur de l'aménagement rural.

S'adressant à M. Chirac (absent de l'hémicycle puisqu'il participe au conseil des ministres), M. René RIBIÈRE (non inscr., Val-d'Oise, ex-U.D.R.) relève *« le contraste entre l'ampleur de l'effort publicitaire* [du premier ministre], *son goût des formules éclatantes et vagues et la médiocrité de la politique effectivement menée : une gestion à courte vue et sans imagination »*. Affirmant que le *« programme de réforme annoncé avec fracas est demeuré un simple catalogue sans contenu »*, il estime *« inacceptable que l'équipe gouvernementale soit incapable de préciser plus clairement ses intentions à long terme et inquiétant qu'il paraisse à ce point flottant et divisé »*. Pour terminer, M. Ribière s'étonne *« de la complaisance que notre diplomatie continue de manifester à l'égard des États-Unis, principaux responsables du dérèglement de l'économie occidentale »*.

● *M. Pierre Sudreau*, député réformateur du Loir-et-Cher, écrit, mercredi 10 septembre, dans son journal *Demain le Loir-et-Cher* : *« Le plan du 4 septembre est sérieux et massif puisque l'État lance lui-même des marchés importants sans attendre, comme dans d'autres pays, que l'économie reparte d'elle-même. Il devrait donc être plus efficace. Il mérite cependant d'être complété au moins sur deux points : l'emploi pour les jeunes, la psychologie sociale (...). Il vaut mieux payer les jeunes à se rendre utiles, plutôt que leur apprendre l'oisiveté par des allocations diverses. La dépense serait négligeable par rapport à la masse des crédits engagés par le gouvernement. (...) Il faut donner au plan un consensus populaire par des dispositions sociales précises qui auraient un effet psychologique certain sur la « base ».*

Le numéro du « Monde » daté 10 septembre 1975 a été tiré à 542 620 exemplaires.

LE S.N.I. INVITE SES ADHÉRENTS A N'ACCEPTER QUE TRENTE-CINQ ÉLÈVES PAR CLASSE DANS LES MATERNELLES

« Pas plus de trente-cinq élèves par classe, à la rentrée dans les écoles maternelles », tel est le mot d'ordre lancé ce mercredi 10 septembre par le Syndicat national des instituteurs (SNI), affilié à la Fédération de l'éducation nationale, conformément aux orientations de son dernier congrès. Tous les enfants seront inscrits, mais à partir du trente-cinquième, ils seront consignés sur une liste d'attente. Le S.N.I. regroupe 90 % des institutrices d'écoles maternelles. Si le ministre prend des sanctions à leur égard, *« je revendique*, a déclaré M. André Ouliac, secrétaire général du syndicat, *d'être le premier sanctionné. Nous ne laisserons pas les maternelles isolées, et le syndicat tout entier réagira »*. Ce chiffre de trente-cinq n'est pas, selon lui, démagogique, puisqu'il figure dans les *« propositions de réforme du système éducatif »* du ministre de l'éducation.

D'autre part, le SNI participera avec les organisations syndicales ouvrières à toutes les actions pour la défense de l'emploi. Il commencera le 4 octobre, à l'occasion de la manifestation organisée à l'appel de la C.G.T. et de la C.F.D.T., qui s'adresse particulièrement aux jeunes.

Enfin, le SNI demande à ses adhérents de refuser de distribuer aux élèves pendant la classe, le matériel de propagande des associations de parents d'élèves. Une circulaire du ministre leur demandait, en effet de distribuer les documents de toutes les associations. Le SNI, qui entend, en outre, *« laisser les enfants en dehors des querelles d'adultes »*, a précisé cette position à la fédération Cornec, et rencontrera la semaine prochaine, à ce sujet, les responsables de la fédération Lagarde.

Deux thèmes de mobilis[...] pour les jeunes commun[...]

● LE CHOMAGE ● LE DÉPART DE M. [...] PONIATOWSKI

La défense de l'emploi dans les mois à venir le p[...] thème de « mobilisation [...] membres du Mouvement [...] jeunesse communiste de [...] Au cours d'une confére[...] presse, mardi 9 sep[...] M. Jean-Michel Catala, [...] taire général de ce mouve[...] notamment souligné que [...] *1 200 000 chômeurs à la f[...] let, 480 000 sont des jeu[...] moins de vingt-cinq ans [...] 65 % de jeunes filles). 450 [...] nes sur les 680 000 ayant [...] leurs scolarité se joind[...] eux. Dans quelques sema[...] y aura donc près de 930 [...] nes chômeurs »*... *« Les [...] res annoncées par [...] d'[...]taing non seulement [...] gleront rien pour les jeun[...] aggraveront leur situat[...] plan de relance ne leur [...] en rien des conditions de[...] centes, ignore toute mesu[...] cace de lutte contre le ch[...] ne prévoit rien pour sto[...] hausse des prix. »*

Des manifestations tel[...] l'occupation de burea[...] l'Agence national pour [...] ou l'envoi de délégations [...] des pouvoirs publics d[...] être organisées au cours [...] mestre par des *« comités contre le chômage et po[...] ploi »*, créés par les [...] communistes. Le deuxième [...] tif de leur mouvement [...] départ du ministre de l'I[...] M. Michel Poniatowski. [...] *assiste à une aggravat[...] caractère répressif du ré[...]* déclaré M. Jean-Michel [...] *La défense des libertés p[...] une mesure de salubrité [...] que : l'éviction du princ[...] towski. »*

● *Mgr André Parenty*, [...] auxiliaire d'Arras, a remi[...] mission à Mgr Huyghe, [...] d'Arras, *« en raison de so[...]* [quatre-vingts ans].

● *La commission de la [...] nationale* de l'Assemblée [...] nale, réunie le 9 septem[...] adopté le projet de loi de f[...] rectificative pour 1975, sui[...] cela les conclusions du [...] teur pour avis, M. Miche[...] lières (R.I., Sarthe), qui a [...] que le ministère de la [...] bénéficierait de 1 295 mill[...] francs supplémentaires qui [...] teraient aux 43 787 milli[...] francs prévus dans la [...] finances initiale.

Le massage thaïlandais à Paris

Dès son plus jeune âge, la jeune fille asiatique est initiée à l'art subtil et millénaire du massage thaïlandais. Un massage très raffiné, pratiqué dans un bain d'eau tiède et parfumée, avec relaxation et cérémonial du thé au jasmin.

Prenez un rendez-vous personnel en téléphonant à l'Institut très luxueux de Claude Massard, rue de la Paix. Et offrez-vous le privilège de découvrir, vous aussi, toutes les subtilités du merveilleux massage thaïlandais.

- Massages sportifs par masseurs expérimentés
- Ionisation - Oxygénation - Bronzage
- Traitements spéciaux
- Massages thaïlandais



Institut Corporel Claude Massard

6, rue de la Paix - 75002 Paris - tél. 261.27.25/261.27.26

Dale Carneg[...]



Dale Carnegie, fondateur

Sachez par[...] en public dans 4 mo[...]

EXPRIMEZ VOS [...] Développez [...] assuranc[...] facilité de contacts.

Votre vie personnelle, profe[...] nelle et sociale sera dyn[...] par la méthode Carnegie, [...] pratique, enseignée dans 30 [...]

Des anciens du Cours [...] Carnegie vous renseigneront [...] conférence d'information [...]

Jeudi 11 Sept. 19[...]

École du Chef d'Entrepri[...] 24, rue Hamelin - 75016 [...] Métro : Boissière.

Autres sessions à Bayonne, [...] deaux, Cannes, Grenoble, [...] Lille, Lyon, Marseille, Montp[...] Nice, Nîmes, Pau, St-Étienne, [...] bes, Toulon, Toulouse, Tours, [...] que Bruxelles. Renseignements [...] G. Weyne, 954-61-06 et 954-[...]

A B C D F G